

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DECEMBRE 2019

N°197

TOME I

<p style="text-align: center;">SOMMAIRE</p> <p style="text-align: center;">RAA</p> <p style="text-align: center;">DECEMBRE 2019</p>
--

	TOME I	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS	<i>(Conseil du 18 décembre 2019)</i>	2
	TOME II	
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS	<i>(Conseil du 18 décembre 2019)</i>	2
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES	<i>(Mois de décembre 2019)</i>	413
1- ARRETES REGLEMENTAIRES		414
2- ARRETES INDIVIDUELS		444

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	11
CULTURE.....	40
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	65
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE.....	82
FINANCES.....	87
HORS COMMISSION.....	192
LOGEMENT.....	214
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER.....	252
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	325
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	346
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE.....	350
RESSOURCES HUMAINES.....	370
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	398
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	428
TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.....	438
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	445
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	454

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - POLITIQUE DE LA VILLE	PAGES
M2019-733	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives - Attribution de subventions 2019 - Approbation	12
M2019-734	Rapport annuel politique de la ville 2018 - Approbation	15
M2019-735	Politique de la ville - Attribution d'une subvention d'investissement à la Banque alimentaire de l'Hérault - Exercice 2019 - Approbation	20
M2019-736	Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Appel à projets 2020 - Attribution d'une subvention au Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault (CIDFF) - Approbation	23
M2019-737	Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Appel à projets 2019 - Attribution de subventions à des associations - Programmation complémentaire - Approbation	27
M2019-783	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES - Exercice 2020	30
M2019-784	Politique de la ville - Conseils citoyens - Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement au titre de l'exercice 2020 - Approbation	34
M2019-785	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique POLITIQUE DE LA VILLE - Exercice 2020	37
N° DELIB	CULTURE	PAGES
M2019-740	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'établissement public du Musée du Louvre relative à l'organisation d'ateliers de pratique artistique - Autorisation de signature	41
M2019-741	Musée Fabre - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades - Convention de collaboration avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et la Communauté d'Universités et Établissements ' Languedoc-Roussillon Universités ' relative à l'organisation du cycle de conférence ' Les Mercredis de l'antiquité ' - Autorisation de signature	44
M2019-742	Musée Fabre - Adhésion à des réseaux d'échanges professionnels - Approbation	47
M2019-743	Convention de partenariat avec la Bibliothèque Publique d'Information (BPI) relative au dispositif de réponse à distance ' Eurêkoi ' - Autorisation de signature	50
M2019-744	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Recrutement d'intervenants ponctuels - Conditions de rémunération et prise en charge des frais de déplacement - Approbation	53
M2019-745	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat avec le Lycée Clemenceau relative à l'organisation des enseignements de la série technologique "Sciences et techniques du théâtre, de la musique et de la danse" (S2TMD) - Autorisation de signature	57
M2019-787	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique CULTURE - Exercice 2020	60

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	PAGES
M2019-714	Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud - Exploitation des Équipements - Délégation de Service Public - Choix du Déléataire - Tarifs - Approbation	66
M2019-715	Charte Entreprises et Quartiers - Actualisation convention type - Approbation - Autorisation de signature	73
M2019-781	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - Exercice 2020	77
N° DELIB	ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	PAGES
M2019-739	Financement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) - Garantie d'Emprunt accordée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) Concessionnaire - Approbation	83
N° DELIB	FINANCES	PAGES
M2019-767	Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Adoption	88
M2019-768	Budget 2019 - Décision modificative n°2 - Budget principal - Adoption	92
M2019-769	Budget 2019 - Décision Modificative n°2 - Budget annexe transport - Adoption	96
M2019-770	Budget 2019 - Décision Modificative n°2 - Budget annexe assainissement - Adoption	99
M2019-771	Budget 2019 - Décision Modificative n°2 - Budget annexe de l'eau potable - Adoption	102
M2019-772	Budget principal et budgets annexes - Autorisation d'ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2020	105
M2019-773	Budget annexe transport - Subvention du budget principal - Exercice 2019 - Approbation	112
M2019-774	Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2019 - Approbation	116
M2019-775	Procès-verbal comptable d'affectation des biens nécessaires à l'exercice comptable de la compétence Eau à la Régie des Eaux - Approbation	122
M2019-776	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Pignan nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 au PV comptable - Approbation	125
M2019-777	Tarifs pour Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	128
M2019-778	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Environnement et Transport - Complément Exercice 2019 - Autorisation de signature	183
M2019-779	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENVIRONNEMENT et TRANSPORTS - Exercice 2020	186
M2019-780	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique URBANISME ET HABITAT - Exercice 2020	189

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
M2019-790	Affectation de subvention - Approbation de la convention de partenariat avec la Compagnie Autre Mina - Autorisation de signature	193
M2019-798	Contrat Territorial (2018-2021) entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Programme Opérationnel 2019 - Approbation	196
M2019-799	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS relative à la gestion du Plan de Corps de Rue Simplifié et Mutualisé à grande échelle (PCRS Mutualisé) - Autorisation de signature	199
M2019-800	Parc Gérard Bruyère - Équipements d'intérêt métropolitain - Transfert du Parc - Modalités - Approbation	202
M2019-801	Délibération portant octroi de la protection fonctionnelle au Président de Montpellier Méditerranée Métropole	205
M2019-802	Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Modification	208
M2019-803	Adoption du Procès-Verbal de la séance du 18 novembre 2019	212
N° DELIB	LOGEMENT	PAGES
M2019-722	Fonds de Solidarité pour le Logement - Avenant 2020 à la convention-cadre de gestion avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	215
M2019-723	Convention d'Utilité Sociale (CUS) 2019-2024 de l'Office Public de l'Habitat (OPH-ACM) de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	218
M2019-724	Convention d'Utilité Sociale (CUS) 2019-2024 de la Société Française des Habitations Economiques (SFHE) / Groupe Arcade - Autorisation de signature	221
M2019-725	Construction de 51 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature	224
M2019-726	Construction de 39 logements sociaux - Résidence ' Ella Fitzgerald ', lot 18 B2 ZAC Port Marianne, 21 rue Serge Gainsbourg à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	227
M2019-727	Construction de 35 logements sociaux - Résidence ' Hygie ', 1008 rue de la Croix Verte, à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	230
M2019-728	Construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Domaine du Parc ' - allée des Platanes à Saint-Drézéry - Attribution de subvention à la SA d'HLM CDC Habitat - Convention - Autorisation de signature	233
M2019-729	Reconstruction-réhabilitation d'un EHPAD de 151 lits - Etablissement ' Jean Périquier ', rue Jacques Bounin à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Etablissement Public Départemental ' Maison de retraite de la Croix d'Argent Jean Périquier ' - Convention - Autorisation de signature	236

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	LOGEMENT	PAGES
M2019-730	Construction d'un EHPAD de 75 lits - Etablissement ' Les Couleurs du Temps ', ZAC des Grisettes à Montpellier - Réaménagement de prêts - Renouvellement de la garantie d'emprunts à la Mutualité Française Grand Sud - Autorisation de signature	239
M2019-731	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attributions de subventions pour la réhabilitation de quarante-cinq logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	242
M2019-732	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation de 6 logements - Autorisation de signature	245
M2019-782	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions Logement 2020 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation de signature	248
N° DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - Suite	PAGES
M2019-695	Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson à Montpellier - Bilan de la concertation - Approbation	253
M2019-696	Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson - Concession de renouvellement urbain - Désignation du titulaire - Approbation du traité de concession - Autorisation de signature	257
M2019-697	Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier des Cévennes à Montpellier - Bilan de la concertation - Approbation	262
M2019-698	Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier des Cévennes à Montpellier - Concession de renouvellement urbain - Désignation du titulaire - Approbation du traité de concession - Autorisation de signature	266
M2019-699	Modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) - Ville de Montpellier - Avis favorable	271
M2019-700	Secteur Comédie/Lez - Extension du périmètre d'étude de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez - Approbation	274
M2019-701	ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de Programme des Équipements Publics (PEP) - Approbation	277
M2019-702	Commune de Murviel-lès-Montpellier - Modification du périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellans - Approbation	282
M2019-703	Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme n°6 de Baillargues - Approbation	285
M2019-704	Commune de Montferrier-sur-Lez - Hameau de Baillarguet - Concession d'aménagement - Désignation de la SA3M en qualité de concessionnaire - Approbation - Autorisation de signature	288

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - Suite	PAGES
M2019-705	Projet Urbain Partenarial (PUP) Prado Concorde - SAS du Prado - Commune de Castelnau-le-Lez - Modification du périmètre du PUP périmétral "Prado Concorde- Charles de Gaulle Sud" - Modification du programme d'équipements publics du PUP "Prado Concorde" - Avenant n°1 à la convention initiale - Retrait de la délibération n°M2018-345 du 19 juillet 2018 - Autorisation de signature	292
M2019-706	Projet Urbain Partenarial (PUP) - Société Civile Immobilière SCI JACQUES HALEVY - Commune de Montpellier - Approbation de la convention de PUP - Autorisation de signature	298
M2019-707	Projet Urbain Partenarial (PUP) Quartier Napoléon - HELENIS - Commune de Baillargues - Approbation de la convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Convention de reversement au Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC) - Autorisation de signature	302
M2019-708	Projet Urbain Partenarial (PUP) Les Lignièrès - Groupe Arcade - Commune de Baillargues - Périmètre d'application de la convention de PUP au sein du périmètre instauré "Les Lignièrès" - Convention de reversement à la commune - Convention de reversement au Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Autorisation de signature	306
M2019-709	Commune de Montpellier - Requalification du Marché d'Intérêt National - Signature d'une convention pré-opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier Occitanie - Approbation	310
M2019-710	Commune de Saint Georges d'Orques - Copropriétés L'orée de Montpellier - Avenant n°1 à la convention opérationnelle arrêté de carence - Convention pré-opérationnelle pour la requalification des copropriétés - Autorisation de signature	313
M2019-711	Action foncière pour le développement économique - Commune de Saint Jean de Védas - Secteur ' Lauze Est ' - Convention opérationnelle avec l'EPF Occitanie - Autorisation de signature	316
M2019-712	Commune de Fabrègues - Foncier - Instauration du droit de préemption urbain sur territoire de la commune de Fabrègues - Approbation	319
M2019-713	Commune de Montaud - Foncier - Instauration du droit de préemption urbain sur territoire de la commune de Montaud - Approbation	322
N° DELIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
M2019-747	GEMAPI - Modifications des statuts des Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) SYMBO et SYBLE - Approbation	326
M2019-748	GEMAPI - Conventions cadre de délégation de compétence avec les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin de l'Or (SYMBO) et du LEZ (SYBLE) - Autorisation de signature	330
M2019-749	GEMAPI - Convention subséquente avec l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) SYBLE relative à la mise en œuvre récurrente de l'item 2 - Autorisation de signature	333

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
M2019-750	GEMAPI - Convention subséquente avec l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) SYMBO relative à la mise en œuvre récurrente des items 2 et 8 - Autorisation de signature	337
M2019-751	Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone - Déclaration de projet	341
N° DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
M2019-752	Modification de l'arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés - Avis de la Métropole	347
N° DELIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE	PAGES
M2019-716	Demande de renouvellement du classement en commune touristique pour la Ville de Montpellier - Autorisation de déposer le dossier	351
M2019-717	ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Dossier de réalisation - Approbation	354
M2019-718	Zac Cannabe - Commune de Cournonterral - Garantie d'emprunt à la Société d'Equipeement de la Région Montpellieraine (SERM) concessionnaire - Approbation - Autorisation de signature	357
M2019-719	ZAC Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Dossier de réalisation - Approbation	360
M2019-720	Opération d'aménagement Jules Rimet - Commune de Sussargues - Désignation d'un aménageur dans le cadre d'un traité de concession d'aménagement - Autorisation de signature	364
M2019-721	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme - Schéma stratégique d'accueil des camping-cars dans l'Hérault - Participation au financement - Autorisation de signature	367
N° DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
M2019-789	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique RESSOURCES HUMAINES - Exercice 2020	371
M2019-791	Inscription des dépenses et des recettes dans le cadre de la convention de partenariat mutualisée Ville et Métropole de Montpellier avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) pour la période 2020-2022 - Approbation	374
M2019-792	Montpellier Méditerranée Métropole-Ville de Montpellier- Direction du Secrétariat Général - Création d'un service commun Assemblées et Vie des Institutions - Autorisation de signature	377

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
M2019-793	Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier - Élargissement du service commun de la Direction des Relations Internationales - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature	380
M2019-794	Rémunération - Prime de responsabilité des emplois administratifs de direction - Remise gracieuse - Approbation	383
M2019-795	Modification des modalités de réalisation d'heures supplémentaires et de mise en œuvre des compensations et indemnités - Approbation	386
M2019-796	Régime indemnitaire - Modalités d'attribution de la part complémentaire - Approbation	391
M2019-797	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	394
N° DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
M2019-760	ZAC Horts de Vernis - Commune de Saussan - Programme des équipements publics relatif à la desserte des eaux usées - Avenant n°1 à la convention entre la commune de Saussan, Montpellier Méditerranée Métropole et Angelotti Aménagement - Autorisation de signature	399
M2019-761	Modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA - Déclaration de Projet - Mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes - Approbation	402
M2019-762	Achat d'eau potable en gros à la société BRL Exploitation depuis la station de production d'eau potable du Crès - Avenant n°1 à la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et BRL Exploitation - Autorisation de signature	411
M2019-763	Alimentation en eau du Lez - Avenant n°7 à la convention avec BRL et BRLE relative à la mise en place et à la gestion des ouvrages de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	414
M2019-764	Convention avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup pour le raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents des communes d'Assas et Teyran - Autorisation de signature	417
M2019-765	Réalisation de trois aires collectives de rinçage et de remplissage sécurisées de pulvérisateurs agricoles pour la lutte contre les pollutions par les pesticides - Aire collective de Saint-Drézéry / Montaud - Aire collective de Pignan / Saussan - Aire collective de Cournonterral / Cournonsec / Fabrègues - Demande de subventions auprès de la Région Occitanie - Approbation	420
M2019-766	Note liminaire 2018 sur l'exercice des compétences Eau et Assainissement - Rapports annuels 2018 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable du Syndicat Bas Languedoc et du Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Approbation	424
N° DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
M2019-746	Associations et clubs sportifs - Affectation de subvention - Convention d'attribution - Autorisation de signature	429
M2019-788	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2020	432

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGES
M2019-738	Rénovation thermique de copropriétés dans le cadre du projet EcoCité - Attribution de subvention - Convention de financement tripartite avec la Région Occitanie - Copropriété Las Rebes - Autorisation de signature	439
M2019-786	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique TRANSITION ENERGETIQUE - Exercice 2020	442
N° DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
M2019-753	Règlement de l'appel à idées pour l'habillage de la Ligne 5 de tramway - Désignation des membres du jury - Approbation	446
M2019-754	Avenant n° 2 à la Délégation de Service Public Transports urbains - Autorisation de signature	450
N° DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
M2019-755	Investissement - Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Montpellier et Jacou - Approbation - Autorisation de signature	455
M2019-756	Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage - Commune de Restinclières - Requalification de la route de Montpellier entre la rue du Puits et le chemin du Bois - Autorisation de signature	459
M2019-757	Avenant n°1 à la Délégation de Service Public pour l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots de plage 1, 2 ,3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature	462
M2019-758	Aménagement d'un barreau routier entre la RD24E2 et la RM613 - Modification de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et financière entre le Département de l'Hérault et la Métropole - Approbation - Autorisation de signature	465
M2019-759	Commune de Saussan - Zac les Horts de Vernis - Projet de Programme des équipements publics - Approbation	468

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PETIT

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives - Attribution de subventions 2019 - Approbation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ3M). Véritable enjeu de lutte contre la précarité, le FAJ3M est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté âgés de 18 à 25 ans révolus.

Le dispositif intervient à 2 niveaux :

- Les aides financières individuelles : pour les jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle. 892 jeunes de la Métropole ont reçu une aide financière en 2018.
- Les actions collectives : soutien financier pour des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Métropole a soutenu 9 associations pour un montant total de 84 750 € (délibération du 21 février 2019 et du 25 juin 2019).

L'association Les Compagnons Bâtisseurs du Languedoc-Roussillon propose, dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Montpellier, ENEDIS, la Mission Locale des Jeunes de la Métropole et l'association OCTOPUS d'accompagner 6 jeunes de 18 à 25 ans, en service civique, par une action de lutte contre la précarité énergétique dans les QPV. Le projet se déroulera de novembre 2019 à juin 2020. Les deux quartiers visés sont les Cévennes et les Hauts de Massane **en intervenant sur les copropriétés des deux quartiers ainsi que sur le parc social d'ACM.**

A raison de 21h par semaine sur 8 mois, les jeunes accompagnés auront pour missions principales :

- de créer des moyens de communication (événements, flyers...) pour aller sensibiliser les habitants ;
- de sensibiliser les habitants à la maîtrise des énergies et aux éco-gestes en réalisant des interventions individuelles ;
- d'orienter les habitants vers les dispositifs adéquats ;
- de proposer des petites réparations avec le soutien de l'animateur technique ;
- de créer du lien social à travers des événements conviviaux qui rassemblerait les jeunes, les professionnels et les habitants.

Le coût du projet est estimé à 41 208 €. La participation d'ENEDIS s'élèvera à 20 000 €. La Ville et la Métropole sont sollicitées. Il est proposé un soutien de la Métropole à hauteur de 5 000 € dans le cadre du FAJ3M pour 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi d'une subvention de 5 000 € à l'association Les Compagnons bâtisseurs du Languedoc Roussillon au titre du Fonds métropolitain d'Aide aux Jeunes, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 934 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110688-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de financement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Djamel BOUMAAZ, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Joël VERA

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Rapport annuel politique de la ville 2018 - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés au sein de la Ville de Montpellier, le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

1. Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;
3. Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale à l'école ;
4. L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant ;
5. L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Organisé en 5 parties, le rapport présente la stratégie et les principales orientations des collectivités, les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du contrat de ville, un bilan des actions menées, par objectif opérationnel et par territoire ainsi qu'un bilan financier.

Dans un souci de lisibilité, seuls les principaux projets structurants mis en œuvre en 2018 pour chacun des objectifs opérationnels ont été détaillés. Ainsi, dans ce rapport, sont mis en avant au titre :

- **De l'organisation du développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers :**
 - La mobilisation des entreprises dans le cadre du ProJet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) à travers la charte Entreprises et Quartiers (45 entreprises mobilisées) et la plateforme collaborative métropolitaine *Clauses sociales*, priorisant les publics des quartiers (150 entreprises concernées, 241 668 heures d'insertion réalisées par 439 salariés dont 43 % issus des QPV) ;
 - L'insertion professionnelle priorisant le public jeune des quartiers : chantier d'insertion Numérique *@t Work* porté par *Informatique Plus*, les commissions d'insertion et actions de proximité animées par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole avec 447 jeunes suivis en 2018 ;
 - Le développement économique urbain avec une offre d'accompagnement adaptée à différentes étapes du parcours de création-développement d'entreprise et, dans le quartier de la Mosson, une

« *fabrique à entreprendre* » en cours d'expérimentation. Il s'agit de la première plateforme entrepreneuriale d'Occitanie. Deux études distinctes ont par ailleurs été réalisées en 2018 par Argo&Siloe portant sur l'opportunité et la faisabilité d'un centre d'affaires des quartiers (CAQ), et le potentiel de développement économique et commercial dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain Mosson ;

■ **De la mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain :**

- La poursuite du renouvellement urbain sur les quartiers du Petit Bard et du Centre et sa finalisation sur le quartier de la Mosson (ANRU 1) ;
- L'élaboration du projet de renouvellement urbain sur la Mosson et la copropriété des Cévennes ;
- Des opérations anticipées sur la Mosson : démolition de la tour d'Alembert, réhabilitation des résidences Lou Cap Dou Mail, Cérès et Gémeaux ;
- L'année 2018 marque la fin de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées (OPAH CD) sur la copropriété des Cévennes 1 ;

■ **De la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents :**

- La remobilisation des jeunes en risque de décrochage scolaire dans le cadre d'un partenariat entre associations, Education Nationale et entreprises avec notamment le projet ACTEURS porté par l'association ACTEURS en partenariat avec la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), UFOLEP, Unis-Cité et le lycée Jean Monnet ;
- L'accompagnement des collégiens dans la recherche de leur stage d'observation de 3^{ème}, dans le cadre d'un partenariat entre les associations, les entreprises et les collèges, au travers des actions portées par Cité citoyenne (Près d'Arènes), Génération Solidaires et Citoyennes (GSC) à la Mosson en lien les collèges des différents REP et REP+ ;
- Le repérage des enfants non-inscrits à l'école, action menée par le centre APAJ en partenariat avec l'Education nationale et le PRE. Cette action a notamment permis à l'Education Nationale de renforcer son protocole absentéisme pour le second degré et de le développer pour le 1^{er} degré ;
- Le soutien à la jeunesse avec par exemple la démarche engagée par UFOLEP et APS 34 qui animent la commission Jeunes du réseau Mosson depuis septembre 2015. Cette commission réunit une vingtaine de partenaires et mène une réflexion autour de l'offre de loisirs pour les jeunes de 12 à 17 ans. La commission a souhaité travailler en 2018 autour de l'offre éducative et de loisirs du territoire, notamment pendant les vacances d'été et le week-end. Leurs travaux ont abouti à une mutualisation des actions existantes sur le territoire, et au développement d'actions menées en partenariat durant les vacances scolaires. L'objectif était de rendre accessibles ces actions aux jeunes, de mutualiser et de rendre cohérente l'offre de loisirs pendant les vacances scolaires ;

■ **Du renforcement de l'accessibilité aux services et aux équipements :**

- La mobilisation des établissements culturels Ville et Métropole au service des habitants des quartiers de la politique de la ville pour favoriser l'accès à la culture et au sport (telles que les actions Ideas Box (médiathèque hors les murs), le projet DEMOS, la Zone Artistique Temporaire ;
- Le développement des projets liés à l'accès aux droits et plus spécialement à la lutte contre l'illectronisme (manque de connaissance des clés nécessaires à l'utilisation des ressources électroniques) comme celui, par exemple, de l'APAJ ;
- L'accès à la santé avec l'organisation d'un Forum Santé par Jasmin d'Orient ;

- **De l'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité :**
 - Les actions liées à la Prévention de la délinquance des jeunes, la lutte contre la récidive, la prévention des violences faites aux femmes, l'aide aux victimes, la tranquillité publique et au dialogue police population ;
 - Les actions d'amélioration du cadre de vie : en 2018, ce sont plus de 4,6 M€ qui ont été engagés par les bailleurs avec le soutien de l'Etat et des collectivités locales (Ville, Métropole, Département) pour améliorer la qualité du service rendu et le cadre de vie des locataires du parc social au sein des QPV.

De manière globale, le rapport 2018 de la politique de la ville fait état d'un engagement financier de l'ensemble des partenaires à hauteur de 3,582 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville et pour les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel (qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent aux enjeux du contrat de ville (2,67 M€)).

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville, mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants, notamment concernant l'éducation, le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion, l'accès aux droits mais aussi à la culture, la santé et les sports.

La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance du quartier Mosson/Hauts de Massane, avec 45,3% des financements accordés (la population représente 41,3 % de la population totale des quartiers prioritaires). Viennent ensuite le Petit Bard-Pergola (9,5%), Figuerolles (5,4%), Près d'Arènes (5%), les Cévennes (4,7%).

Les actions mises en œuvre soit à l'initiative des associations, soit à l'initiative des institutions sont nombreuses et pourtant souvent méconnues et peu visibles car relevant de l'humain et non de l'investissement opérationnel.

Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté en 2018 le cabinet Pluricité pour réaliser l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville autour de 3 questions transversales : le développement économique et l'emploi, la jeunesse et l'accès aux droits. Elle a également confié fin 2018 à un prestataire une mission d'accompagnement des conseils citoyens qui ont été renouvelés, en juin 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel politique de la ville 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110882-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport annuel sur la mise en oeuvre de la Politique de la Ville 2018 -pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Politique de la ville - Attribution d'une subvention d'investissement à la Banque alimentaire de l'Hérault - Exercice 2019 - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La Banque alimentaire de l'Hérault, qui a fêté ses 35 ans, a distribué en 2018, 2 146 tonnes de denrées alimentaires auprès de 56 associations d'aide alimentaire et de 66 CCAS, dont plus de la moitié sur le territoire de la Métropole, soit l'équivalent de 4,3 millions de repas.

Cette association déploie également d'autres activités sur le territoire telles que des ateliers de cuisine, des interventions dans les écoles, des formations à la sécurité alimentaire, ...

La Banque alimentaire doit acquérir un nouveau camion réfrigéré.

Il est donc proposé d'accorder une subvention d'investissement à la Banque alimentaire, d'un montant total de 3 000 euros, sur les crédits investissement du service Politique de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi de la subvention proposée ci-dessus ;
- approuver les termes de la convention d'attribution ;
- dire que la subvention sera versée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec l'organisme bénéficiaire ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110827-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Appel à projets 2020 - Attribution d'une subvention au Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault (CIDFF) - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 22 janvier 2019, le contrat de ville de Montpellier a été prolongé jusqu'en 2022 et rénové sous la forme d'un nouvel avenant appelé Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR), approuvé par délibération du 18 novembre 2019. Ce protocole tient compte des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, intègre les priorités gouvernementales en matière d'éducation, de sécurité, d'emploi, de logement et de lien social et identifie les engagements renforcés de chacun des partenaires en fonction de leurs compétences respectives. Les fiches opérationnelles ont été ajustées pour mieux répondre aux besoins des habitants.

C'est sur la base de ces éléments qu'un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2020, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les fiches opérationnelles du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

1. Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
2. Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain,
3. Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous, en développant les coopérations et la co-éducation,
4. Développer une offre de services et d'équipements accessibles aux habitants, dans une logique de parcours,
5. Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité ;

Une prise en compte de l'égalité femmes/hommes sera favorisée, notamment en matière d'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle (levier essentiel pour l'autonomie des femmes), d'accès aux droits et à la lutte contre les violences faites aux femmes, d'éducation à l'égalité dès la petite enfance et auprès de la jeunesse.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques dans le cadre de cet appel à projets annuel.

Les objectifs du projet que le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault (CIDFF) a déposé répondent parfaitement aux caractéristiques de l'appel à projets et prévoit en particulier la tenue de permanences d'accès aux droits sur le quartier des Cévennes. Il est donc proposé d'accorder au CIDFF une subvention d'un montant global de 5 000 euros sur les crédits politique de la ville.

La répartition de la subvention proposée est la suivante :

Action relative aux axes du contrat de ville (Service Politique de la ville)		
ORGANISME	Intitulé du projet (n°)	Subvention proposée 2020
CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	Accès au droit et médiation familiale (5940)	5 000 €
Total financements service Politique de la ville - Chapitre 935		5 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi d'une subvention de 5 000 euros au CIDFF, telle que décrite ci-dessus ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- dire que la subvention sera versée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec l'organisme bénéficiaire ;
- approuver les termes de la convention d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Caroline NAVARRE.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110807-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type Projet AP 2020.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Appel à projets 2019 - Attribution de subventions à des associations - Programmation complémentaire - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Le Conseil de Métropole, réuni les 22 mars, 25 juin, 23 juillet, 30 septembre et 18 novembre derniers, a voté l'attribution de subventions au titre de l'année 2019, à des associations ayant déposé des demandes de subventions dans le cadre du contrat de ville 2015-2020 et ce, pour un montant global de 251 700 euros correspondant à 88 projets proposés par 59 associations.

Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les fiches opérationnelles du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- Favoriser la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

A l'issue d'une dernière instruction partenariale et territoriale, il est proposé de soutenir financièrement 3 projets supplémentaires présentés au titre de l'appel à projets 2019 et qui s'inscrivent dans les orientations du contrat de ville, pour un montant total de 15 000 euros, sur les crédits politique de la ville.

La répartition des subventions proposées est la suivante :

Actions relatives aux axes du contrat de ville (Service Politique de la ville)		
ORGANISME	Intitulé du projet (n°)	Subvention proposée 2019
IMEIF (Institut méditerranéen d'étude, d'ingénierie et de formation)	Ethic et soins (5970)	1 000 €
MPBA (Montpellier Petit-Bard Athlétique)	Insertion sociale par le sport au quartier Petit-Bard Pergola (6133)	1 000 €
ESPOIR 34 (Education Scolarité Potentialité Objectif Insertion Réussite 34)	Coéducation réussite scolarité (6020)	13 000 €
Total financements service Politique de la ville - Chapitre 935		15 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions, telles que décrites dans le tableau détaillé ci-dessus ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110123-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type projet AP 2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la
Ville, Lutte contre les
discriminations, insertion par
l'emploi, aires d'accueil des gens
du voyage

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES - Exercice 2020

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Véritable enjeu de lutte contre la précarité, le FAJ3M est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté âgés de 18 à 25 ans révolus.

Le dispositif intervient à 2 niveaux :

- Les aides financières individuelles : pour les jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle. 892 jeunes de la Métropole ont reçu une aide financière en 2018 ;
- Les actions collectives : soutien financier pour des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Par délibération n°M2019-521 du 30 septembre 2019, un appel à projets a été lancé dans le cadre des actions collectives. Les attributions suivantes de subventions sont proposées :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC - ROUSSILLON	Projet	ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUES DE JEUNES EN DIFFICULTE PSYCHO-SOCIALES	3 000 €
1330	COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION POUR LA SANTE DE L'HERAULT	Projet	PERMANENCE ADDICTOLOGIE JEUNES VIA UNITES MOBILES	2 500 €
1553	MISSION LOCALE DES JEUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Projet	PAEJ : POINT ACCUEIL ET ECOUTE JEUNES. REVALORISATION DE SOI ET GESTION DE SES EMOTIONS	5 000 €
2142	ASSOCIATION POUR L'INSERTION DES JEUNES PAR L'ECONOMIQUE	Projet	PLATFORME MOBILITE	2 250 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	Projet	ACTION D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES	35 000 €
3794	POINT ECOUTE PARENTS ADOLESCENTS	Projet	ANIMATION D'ESPACES DE PREVENTION SUR MONTPELLIER, CASTRIES ET LE CRES POUR LES JEUNES ET LEURS PARENTS AVEC ACCOMPAGNEMENT DES DIFFICULTES	8 000 €

			PSYCHO-SOCIALES	
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	CHANTIER D'IMPLICATION CITOYENNE	5 000 €
4703	AMICALE DU NID	Projet	ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES FEMMES, HOMMES, TRANS DE 18 A 25 ANS VICTIMES DE PROSTITUTION OU EN RISQUE VISANT L'INSERTION PAR LE TRAVAIL, LE LOGEMENT, L'ACCES AUX SOINS	7 000 €
4773	DE.F.I - DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION	Projet	PASSERELLES VERS L'EMPLOI	13 000 €
TOTAL				80 750 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111132-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Convention subvention inférieure ou égale à 5 000 €.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET, Véronique PEREZ

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Politique de la ville - Conseils citoyens - Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement au titre de l'exercice 2020 - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014 a créé les Conseils citoyens. Ce sont des instances de démocratie participative mises en place à l'initiative des collectivités, de leurs groupements et de l'Etat, dans le cadre du contrat de ville. Les conseils citoyens doivent permettre le recueil de « l'expertise d'usage » par l'habitant dont on entend rarement la voix. Ils doivent être des espaces de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants. La loi prévoit également que les conseils citoyens soient autonomes et indépendants.

Ainsi, les 12 conseils citoyens montpelliérains, dotés d'un statut associatif, ont été installés en début d'année 2016 sur les 12 quartiers politique de la ville. Leur composition est issue d'un tirage au sort pour le collège des habitants, et d'un appel à candidature pour le collège des représentants des associations et acteurs locaux, conformément à la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 19 février 2015.

Les membres de ces conseils citoyens ont été renouvelés en juin 2018. Des réunions d'installation, spécifiques à chaque conseil citoyen, ont été organisées en octobre 2018. Puis un prestataire, retenu après appel d'offre, a été missionné pour réaliser un accompagnement des 12 conseils citoyens, tant global qu'individualisé, sur une durée d'un an (année 2019).

Par ailleurs, dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole met en place des moyens dédiés pour leur fonctionnement courant : local entièrement équipé indépendant, ordinateur, téléphone, ainsi qu'une subvention annuelle permettant la prise en charge des dépenses inhérentes à l'organisation de réunions publiques, d'éventuels frais de déplacement de ses représentants, des outils de communication pour mobiliser les habitants...

Cette subvention métropolitaine de fonctionnement est d'un montant compris entre 3 000 € et 4 000 € par conseil citoyen, suivant le nombre d'habitants du territoire concerné :

- 3 000 € aux associations Conseils citoyens, représentant les territoires de moins de 3 500 habitants ;
- 3 500 € aux associations Conseils citoyens, représentant les territoires dont la population est comprise entre 3 500 et 10 000 habitants ;
- 4 000 € aux associations Conseils citoyens, représentant les territoires de plus de 10 000 habitants.

La présente délibération porte sur le renouvellement de la subvention annuelle de fonctionnement qui sera accordée aux 12 conseils citoyens au titre de l'année 2020, et ce, conformément à la répartition ci-dessous :

Conseil citoyen	Nombre d'habitants concernés	Montant de la subvention 2020 (en euros)
Vert Bois	1 000	3 000
Lemasson	1 170	3 000
Pompignane	1 170	3 000
Gély	1 265	3 000
Aiguelongue	1 380	3 000
Figuerolles	2 880	3 000
Pas du Loup - Val de Croze	3 530	3 500

Près d'Arènes	4 000	3 500
Cévennes	5 570	3 500
Petit Bard - Pergola	5 880	3 500
Mosson : Hauts de Massane	8 000	3 500
Mosson : Paillade et Celleneuve	14 600	4 000
TOTAL		39 500

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à chaque conseil citoyen des moyens dédiés pour leur fonctionnement courant, dont une subvention pour l'année 2020 sur la base du tableau détaillé ci-dessus ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 935 du budget principal 2020 de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110233-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type Fonctionnt CC 2020.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Luc SAVY

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique POLITIQUE DE LA VILLE - Exercice 2020

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

CODE	NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	TITRE	MONTANT
1936	ROULE NATURE	Projet	PRATIQUES SPORTIVES POUR PERSONNES PORTEUSES DE HANDICAP	1 500 €
3675	ESSOR "SAVOIRS ET PARTAGE"	Projet	ARRIMAGE	1 000 €
		Projet	VACANCES ET WEEK-ENDS SPORTIFS : ALLEZ LES FILLES !	1 500 €
3777	CITE CITOYENNE	Projet	ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE DU PRIMAIRE AU LYCEE	2 000 €
3901	HALTE POUCE	Projet	ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT	2 000 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		3 000 €
TOTAL				11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- approuver les termes des conventions ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111117-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Modèle projet - Convention projet DC 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'établissement public du Musée du Louvre relative à l'organisation d'ateliers de pratique artistique - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis sa réouverture en 2007, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé sa politique des publics en matière d'accessibilité en proposant une offre diversifiée et adaptée à chaque public. Dans le cadre de ses actions de médiation, le musée Fabre propose des ateliers de pratique artistique ayant pour objectif la découverte des œuvres du musée.

L'exposition « *Pierre Soulages* » sera présentée du mercredi 11 décembre 2019 au lundi 9 mars 2020 dans le Salon carré du Louvre. A l'occasion de la semaine de l'accessibilité, du 27 janvier au 5 février 2020, le Musée du Louvre souhaite inviter le musée Fabre à animer deux ateliers « *gustatifs* » qui mettent en avant la synesthésie en écho à une œuvre de Pierre Soulages. L'objectif de ces ateliers est de faire découvrir une nouvelle approche de l'art autour du goût, du toucher et du regard au personnel du musée, aux relais du handicap et aux professionnels de la culture et du handicap.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'accueil de l'atelier de pratique artistique au sein du Musée du Louvre.

Dans ce cadre, le Musée du Louvre s'engage à assurer l'accueil du public et des médiateurs le jour de la mise en œuvre de l'atelier, et le service général de son espace (accueil du public et sécurité). Il s'engage également à financer l'intégralité des coûts liés à la conception et à l'organisation des ateliers, notamment le remboursement des frais de matériel liés à l'exécution de l'atelier et les frais relatifs à la venue et au séjour à Paris des deux médiateurs du musée Fabre (prise en charge de frais de transport, hébergement et restauration).

Le musée Fabre s'engage quant à lui à mettre à disposition gracieusement deux médiateurs pour élaborer et mettre en œuvre l'atelier.

Le service des publics du musée Fabre assurera la coordination avec le Musée du Louvre.

La présente convention prendra effet à compter de la signature par l'ensemble des parties et prendra fin le 1^{er} février 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'établissement public du Musée du Louvre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110602-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_musee_fabre_V11574435969537.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Culture - Musée Fabre - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades - Convention de collaboration avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et la Communauté d'Universités et Établissements ' Languedoc-Roussillon Universités ' relative à l'organisation du cycle de conférence ' Les Mercredis de l'antiquité ' - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Afin de faire connaître et diffuser auprès d'un large public les avancées de la recherche en archéologie de la Méditerranée antique, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 (UPVM3) et la Communauté d'Universités et Établissements « Languedoc-Roussillon Universités » (COMUE LR-Universités) organisent depuis plusieurs années, en partenariat avec le Site archéologique Lattara, musée Henri Prades et le musée Fabre, un cycle annuel de conférences intitulé « *Les mercredis de l'antiquité* », ouvert au grand public, et auquel sont conviés des historiens et archéologues de référence, en provenance de France mais aussi de toute l'Europe.

La convention a vocation à définir les modalités et conditions générales de collaboration entre le site archéologique Lattara, musée Henri Prades, le musée Fabre, l'UPVM3 et la COMUE LR-Universités dans le cadre de l'organisation de ce cycle de conférences, composé en moyenne de neuf à onze conférences par an.

Dans ce cadre, le musée Fabre s'engage à mettre à disposition gracieusement son auditorium, de 18h00 à 20h00, aux dates convenues entre les parties, et à organiser une conférence par cycle annuel (choix du thème et de l'intervenant, prise en charge du transport, hébergement et frais de bouche de ce dernier).

Le site archéologique Lattara, musée Henri Prades s'engage également à organiser l'une des conférences du cycle annuel (choix du thème et de l'intervenant, prise en charge du transport, hébergement et frais de bouche de ce dernier).

L'UPVM3 et la COMUE LR-Universités s'engagent quant à elles à organiser les conférences en collaboration avec les différents partenaires (proposition de thème, coordination du calendrier et de l'accueil des conférenciers). Les frais de transport, hébergement et restauration des conférenciers sont financés par l'UPVM3, à l'exception des deux conférences annuelles organisées par le musée Fabre et le musée Henri Prades. La COMUE-LR Universités prend en charge les frais relatifs à la réalisation, l'édition et l'impression du programme du cycle de conférences.

La convention prendra effet à compter de la date de sa signature et prendra fin le 30 septembre 2020. A l'issue de cette période, elle pourra être reconduite de manière expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et la Communauté d'Universités et Établissements « Languedoc-Roussillon Universités » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Guy BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110599-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2019-07-24 Convention Mercredis de l'Antiquité_2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Rabii YOUSOUS

Culture - Musée Fabre - Adhésion à des réseaux d'échanges professionnels - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis plusieurs années, le musée Fabre adhère à des réseaux professionnels qui ont notamment pour objectif le partage de bonnes pratiques et d'expériences avec d'autres institutions et lieux culturels.

Pour l'année 2020, il est proposé d'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux réseaux suivants :

Club Innovation et Culture (CLIC France) – Montant annuel de l'adhésion : 744 €

Depuis 2008, le CLIC fédère les musées, lieux de patrimoine et de sciences français les plus innovants en matière de nouveaux services numériques destinés au public. Ce réseau est constitué de plus de 300 lieux culturels et d'une quinzaine d'entreprises qui souhaitent partager leurs bonnes pratiques et développer des projets numériques communs et innovants. Le CLIC est une ressource pour la mise en place des projets et un lieu d'échange, notamment par le biais du congrès annuel qui permet de découvrir les projets innovants et constitue un temps de rencontres entre professionnels du secteur.

Club business Sud de France – Montant annuel de l'adhésion : 1 300 €

Le Club Business réunit les établissements et structures du secteur du tourisme d'affaires : hôtellerie de charme et de caractère 5*, 4* ou 3* avec centres de séminaires, palais des congrès, domaines viticoles, monuments historiques et sites d'exception dédiés à l'événementiel sous toutes ses formes. Ce sont près de 76 établissements qui ont d'ores et déjà rejoint ce club d'excellence et notamment les établissements et activités de la région visant à satisfaire les entreprises et institutionnels pour l'organisation de congrès, séminaires,ancements de produits etc. Le Club Business participe tout au long de l'année à des salons et workshops professionnels lui permettant de présenter l'offre de la destination Occitanie, Pyrénées-Méditerranée sur le marché du tourisme d'affaires.

Le montant de ces adhésions pour l'année 2020 s'élève à 2 044 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser, pour l'année 2020, l'adhésion annuelle aux réseaux d'échanges professionnels susmentionnés ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933, sous réserve du vote des crédits correspondants ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110370-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, René REVOL, Rabii YOUSSEF

Culture - Convention de partenariat avec la Bibliothèque Publique d'Information (BPI) relative au dispositif de réponse à distance ' Eurêkoi ' - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2015, la médiathèque centrale Emile Zola participe à « *Eurêkoi* », dispositif de réponse à distance aux questions de particuliers formulées par courrier électronique, porté par un réseau international de bibliothèques publiques francophones. Ces questions d'ordre documentaire et bibliographique concernent la fiction autant que le cinéma.

Le service, réalisé sous l'autorité scientifique de la Bibliothèque Publique d'Information (Centre Georges Pompidou), est gratuit et ouvert à tous, et contribue à la diffusion du savoir au public le plus large, s'inscrivant ainsi pleinement dans les objectifs de démocratisation de l'accès à la connaissance portés par Montpellier Méditerranée Métropole.

Trente bibliothèques municipales françaises (Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Reims, etc.) et vingt bibliothèques de la Fédération de Wallonie-Bruxelles s'associent et mettent en commun leurs ressources et leurs compétences afin d'apporter au public des réponses de qualité, en s'appuyant sur les domaines de compétences de chaque établissement.

En 2018, la médiathèque centrale Emile Zola a ainsi rédigé 300 réponses, consistant en des sélections de références bibliographiques pertinentes et étayées.

Le renouvellement de la participation de la médiathèque centrale Emile Zola au dispositif suppose la conclusion d'une nouvelle convention avec la BPI, et la prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole d'une participation financière annuelle de 400 euros, versée à la BPI, qui coordonne le réseau et maintient l'interface et les outils de communication professionnels et publics.

La convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties. Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction pour la même durée, dans la limite de trois reconductions, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au moins deux mois avant la date anniversaire de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la Bibliothèque Publique d'Information relative au dispositif « *Eurêkoi* » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-108611-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention_modifiee15728844680451574159735326-1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, René REVOL, Rabii YOUSSEF

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Recrutement d'intervenants ponctuels - Conditions de rémunération et prise en charge des frais de déplacement - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14500 du 22 février 2017, le Conseil de Métropole a adopté une grille de rémunération concernant les intervenants extérieurs (master-class, conférence, concerts), les jurys ainsi que les intervenants du projet DEMOS et de sensibilisation artistique. Cette délibération précise également les conditions de remboursement des frais de déplacement des intervenants.

A la faveur de l'intégration de l'activité Art Dramatique au sein du CRR, il est proposé aujourd'hui de faire évoluer la rémunération des intervenants extérieurs ainsi que celle des jurys afin de les mettre en concordance avec les tarifs pratiqués dans les autres CRR.

Les conditions de rémunération des intervenants extérieurs DEMOS, sensibilisation artistique et des intervenants de la saison artistique (GUSOS), ainsi que le remboursement des frais de déplacement ne sont pas modifiées.

1. Conditions de rémunérations

Intervenants extérieurs saison culturelle (*master-class, conférences, séminaires, ...*)

Master-Class	L'heure	La journée (6h)
Intervention haute technicité	37,50 € brut	225,00 € brut
Intervention haute technicité spécialisée	75,00 € brut	450,00 € brut

Les tarifs « *haute technicité* » et « *haute technicité spécialisée* » dépendent de la nature de l'intervention. Les interventions régulières (sauf cas exceptionnel) sont considérées comme relevant du tarif « *haute technicité* ».

Intervenants extérieurs DEMOS et sensibilisation artistique

Intervenants	L'heure
DEMOS, intervenants musiciens, chefs de chœur et danseurs	35 € brut
DEMOS, chef d'orchestre répétitions-stages	80 € brut
DEMOS chef d'orchestre - concerts	Forfait 700 € brut
Sensibilisation artistique	20 € brut

Les tarifs ci-dessus sont des tarifs nationaux conformes au référentiel du dispositif national « *DEMOS* ».

Le tarif « *sensibilisation artistique* » est destiné aux musiciens intervenants et aux intervenants impliqués de façon directe ou indirecte dans des actions de sensibilisation culturelle et artistique auprès des écoles. Ils peuvent également être en appui de certains projets du CRR.

Jurys

La rémunération des jurys est de 70 € brut pour une vacation minimale de 2 heures. Les heures suivantes seront rémunérées 30 € brut.

Saison artistique (artistes, enseignants, artistes invités et techniciens)

Grille Syndeac, 1^{er} juillet 2015 – journal officiel de 6 novembre 2015

Service orchestre	Musiciens, choristes, danseurs, chorégraphes et comédiens	Répétitions et représentation (service de 3 heures indivisible) et au-delà au prorata temporis	101,35 € (si deux services journaliers : 143,12€)
Concerts des enseignants et artistes invités	Musiciens, choristes, danseurs, chorégraphes et comédiens	Somme forfaitaire élaborée sur la base de deux services types (101,35 €) puis cachets appliqués aux autres artistes appartenant aux ensembles sans nomenclature (143,12 €)	345,82 € (si autres concerts : 143,12 €)
Techniciens			Rémunération SMIC horaire en fonction des catégories et des salaires à minima publiés au JO (travail d'une durée comprise entre 5 heures et 10 heures par jour, limitée à 48 heures par semaine)

2. Conditions de remboursement des frais de déplacement

Pour tous les intervenants extérieurs – jurys (hors rémunération via GUSO)

Nuitée d'hôtel

Conditions : activité comprise sur deux journées ou impossibilité d'arriver ou de partir le jour même de l'activité (après validation par la direction du CRR).

Remboursement forfaitaire de 90 € TTC (petit déjeuner inclus) sur présentation obligatoire de la facture.

Repas

Conditions :

Déjeuner : activité comprise sur deux demi-journées, dîner : remboursement conditionné à la prise en charge d'une nuit d'hôtel.

Remboursement forfaitaire de 15.25 € TTC sur présentation obligatoire de facture, (hors repas pris en charge directement par le CRR).

Exceptionnellement (renommée de l'intervenant et intérêt pour le CRR) et sur proposition du directeur, le service peut prendre en charge directement la nuitée et les repas. Les tarifs ne peuvent excéder 150 € pour la nuitée et 30 € pour le repas.

Transport :

Remboursement sur la base du tarif SNCF 2nde classe de la résidence familiale au Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Aucun autre frais ne sera remboursé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle tarification applicable à la rémunération des intervenants extérieurs pour la saison culturelle ainsi que des jurys ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-93738-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, René REVOL, Rabii YOUSSEUS

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat avec le Lycée Clemenceau relative à l'organisation des enseignements de la série technologique "Sciences et techniques du théâtre, de la musique et de la danse" (S2TMD) - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Afin d'offrir aux élèves motivés par une pratique soutenue de la musique, du théâtre ou de la danse une formation spécifique en complément de l'enseignement général obligatoire, il est proposé de conclure une convention de partenariat entre le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) et le lycée Clemenceau, situé à Montpellier.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre des textes relatifs au baccalauréat technologique de la série « *Sciences et techniques du théâtre, de la musique et de la danse* » (S2TMD). Il vise à soutenir les élèves dans l'acquisition de pratiques artistiques, tout en favorisant leur réussite scolaire et leur épanouissement personnel.

L'organisation de la scolarité et le suivi des élèves sont établis en concertation entre l'établissement scolaire et le CRR dans le cadre d'un projet pédagogique dédié. En ce qui concerne l'accès à ces sections, les épreuves d'admissibilité relèvent de la responsabilité CRR, l'admission et l'affectation de celle de l'Education Nationale. Pour ce qui est de la scolarité, les emplois du temps sont aménagés de manière à assurer l'équilibre entre les enseignements obligatoires, dispensés par l'établissement scolaire, et l'enseignement artistique, dispensé par le CRR. Quant à l'évaluation et au suivi des élèves, ils sont assurés conjointement par l'ensemble des partenaires.

La convention est renouvelable d'année en année à compter de la date de sa signature, de façon expresse, dans la limite de trois années.

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le lycée Clemenceau ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110798-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention S2TMD CRR Lycée Clémenceau

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Luc SAVY

Culture - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique CULTURE - Exercice 2020

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de du territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

CODE	NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	TITRE	MONTANT
80	LES AMIS DU MUSEE FABRE	Fonctionnement		4 000 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER	Fonctionnement	42E CINEMED	440 000 €
146	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒURS DE LA CATHEDRALE	Projet	AMIS DE L'ORGUE	2 500 €
149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	Projet	40 ANS DE L'ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	3 000 €
151	CHOEUR UNIVERSITAIRE MONTPELLIER - MEDITERRANEE	Fonctionnement		1 000 €
213	THEATRE DES 13 VENTS	Fonctionnement		700 000 €
227	THEATRE TALHERS PRODUCTION LA RAMPE T.I.O	Fonctionnement		38 000 €
265	ASSOCIATION OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER	Fonctionnement		13 330 000 €
646	APEC	Fonctionnement		800 €
980	ASSOCIATION DU FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER	Fonctionnement		444 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS MONTPELLIER	Projet	SOLID'ART / SALON DE SOLIDARITE D'ART CONTEMPORAIN	2 000 €
1530	CLUB DE LA PRESSE OCCITANIE	Fonctionnement		10 000 €
1620	PRINTEMPS DES COMEDIENS	Fonctionnement		1 472 382 €
1666	STAND'ART	Fonctionnement		166 250 €
1788	LES NUITS DU CHAT	Fonctionnement		500 €
1937	FOLIES LYRIQUES	Fonctionnement		413 741 €

1983	ICI CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - OCCITANIE	Fonctionnement		80 000 €
2057	ASSOCIATION ARS MUSICA MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
2156	MONTPELLIER DANSE	Fonctionnement		1 538 050 €
2410	ALDEBARAN CREATION CONTEMPORAINE	Fonctionnement		9 000 €
2857	SINGULIER PLURIEL	Projet	SINGULIER PLURIEL RACONTE BEETHOVEN	500 €
2957	BARONNIE DE CARAVETES ET LES AMIS DE LA BARONNIE	Fonctionnement		1 600 €
3022	REVUE SOUFFLES / LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	Fonctionnement		1 000 €
3745	CHRETIENS ET CULTURES	Projet	20EME FESTIVAL INTERRELIGIEUX DES MUSIQUES SACREES	7 000 €
3746	ASSOCIATION UNI'IONS	Projet	FESTIVAL ARABESQUES	209 072 €
3891	ORCHESTRE SYMPHONIQUE UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	Projet	CONCERT CLASSIQUE GRATUIT DANS LA METROPOLE	1 000 €
4265	ATTITUDE	Projet	BATTLE OF THE YEAR FRANCE	27 080 €
		Projet	BATTLE OF THE YEAR INTERNATIONALE	50 000 €
4311	TOUT A FOND	Fonctionnement		9 000 €
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Fonctionnement		1 000 €
5448	CULTURE ET SPORTS SOLIDAIRES 34	Fonctionnement		9 500 €
6368	EFFETS STARS	Projet		7 000 €
6466	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES, DU CIEL AUX MARGES	Fonctionnement		13 300 €
6557	ASSOCIATION DERNIER CRI	Fonctionnement		19 000 €
6661	COMPAGNIE CORPS ITINERANTS	Projet	HARMONIA	500 €
6860	KOA JAZZ FESTIVAL	Projet	KOA JAZZ FESTIVAL - 13E EDITION	2 000 €
6918	ASSOCIATION ESPANA BAILA	Projet	FIESTA AL CAMPO 2020	6 000 €
6919	ECOLE NATIONALE D'ART DRAMATIQUE MONTPELLIER LR	Fonctionnement		500 000 €

6924	JETEZ L'ENCRE	Projet	FESTIVAL BD JETEZ L'ENCRE	2 000 €
6930	CIE ART MIXTE	Fonctionnement		4 750 €
7146	LES MUSES EN DIALOGUE	Fonctionnement		13 000 €
7278	EKHÔ CHOEUR DE CHAMBRE	Fonctionnement		3 000 €
TOTAL				19 544 525 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933

CODE	NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	MONTANT
	EPCC MONTPELLIER CONTEMPORAIN (MOCO)	Fonctionnement	3 230 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6573642, chapitre 933

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Thierry BREYSSE, Mme Rosy BUONO, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Perla DANAN, Mme Titina DASYLVA, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jérémie MALEK, Mme Isabelle MARSALA, Mme Caroline NAVARRE, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111096-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP 3M Convention Subvention Fonctionnement Etablissement public 2020.doc
- DCP 3M Convention Subventions Fonctionnement 2020.doc
- DCP 3M Convention Subventions Projet 2020.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
ARTISANAT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud - Exploitation des Équipements - Délégation de Service Public - Choix du Délégataire - Tarifs - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibérations n° 4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, les équipements Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ont été reconnus d'intérêt communautaire et métropolitain.

Ces deux équipements ont été confiés par Délégation de Service Public à la SAEML Montpellier Events depuis le 1^{er} janvier 2009. Ce contrat vient à échéance le 31 décembre 2019.

Par délibération n°M2018-62 en date du 22 février 2018, le Conseil de Métropole a à nouveau approuvé le principe d'une gestion de ces établissements dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

Le parking du Corum de 500 places est intégré dans le périmètre délégué du Corum-Palais des Congrès-Opéra.

Le contrat sera conclu pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2020.

Le délégataire assurera notamment les missions suivantes :

- Mise en œuvre de la politique de développement économique, de la politique culturelle et de la politique touristique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- La planification, le suivi et parfois l'organisation des différentes manifestations et événements (concerts, opéras, spectacles, congrès, salons, séminaires...),
- L'accueil des usagers (organisateurs, spectateurs, visiteurs, congressistes...),
- L'accueil obligatoire de structures culturelles proposées par le délégant,
- La gestion du service (communication et commercialisation, formation du personnel...),
- La gestion des locaux et équipements mis à disposition (entretien et réparation, investissements, contrôle réglementaires...),
- La gestion du parking du Corum,
- La gestion d'activités accessoires.

Rappel de la procédure

La présente procédure de délégation de service public est conduite selon les dispositions des articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concession. Il s'agit d'une procédure de passation de type « restreinte ». Seuls les candidats admis à présenter une offre par la Commission de délégation de service public ont reçu le dossier de consultation et ont pu déposer une offre.

Un avis de publicité a été envoyé le 30 janvier 2019 à la publication sur les supports suivants :

- JOUE,
- BOAMP,
- Journal LES ECHOS.

La date limite de remise des candidatures était fixée au 25 février 2019 à 12h00.

Trois candidats ont déposé une candidature :

- La société GL Events Venues
- Le groupement SAEML Montpellier Events (mandataire) / TaM
- La société S-PASS Théâtres Spectacles Evénements

Lors de sa séance du 4 mars 2019, la commission de délégation de service public a ouvert les plis.

Lors de sa séance du 1^{er} avril 2019, la commission de délégation de service public a admis les trois candidats à déposer une offre.

Le dossier de consultation a été envoyé aux 3 candidats le 23 avril avec une date limite de remise des offres fixée au 26 juin à 12h00.

Une visite obligatoire a été organisée le 6 mai 2019. La société GL Events Venues et le groupement SAEML Montpellier Events (mandataire) / TaM ont participé à la visite. La société S-PASS Théâtres Spectacles Evénements n'a pas participé à la visite.

Un seul candidat a déposé une offre :

- Le groupement SAEML Montpellier Events (mandataire) / TaM

Lors de sa séance du 1^{er} juillet 2019, la commission de délégation de service public a ouvert l'offre et renvoyée le dossier à l'analyse.

Un rapport sur l'analyse de l'offre initiale a été présenté à la commission de délégation de service public lors de sa réunion du 23 juillet 2019.

Sur la base de l'avis rendu par la Commission, la personne habilitée à négocier le contrat a engagé les négociations avec le candidat.

Les négociations ont pris la forme d'échanges écrits et de réunions :

- Une première série de questions a été envoyée le 31 juillet 2019
- Une deuxième série de questions a été envoyée le 20 septembre 2019
- Une première réunion de négociation a eu lieu le 4 octobre 2019
- Une troisième série de questions a été envoyée le 7 octobre 2019
- Une deuxième réunion de négociation a eu lieu le 11 octobre 2019
- Une troisième réunion de négociation a eu lieu le 30 octobre 2019

Il a été demandé au candidat de remettre une offre finale avant le 19 novembre 2019. L'offre a été reçue dans le délai imparti.

Un rapport présente l'analyse de l'offre finale, les motifs du choix du candidat retenu et l'économie générale du contrat.

L'analyse des offres finales est réalisée suivant les critères définis au règlement de la consultation.

1. Sur la qualité du projet :

- Les moyens humains et l'organisation

La société Montpellier Events va mobiliser 59,8 d'Equivalents Temps Plein (ETP) permanents hautement qualifiés pour toutes les fonctions stratégiques liées à la commercialisation et à la gestion des sites (régie, sécurité, bâtiments, fonctions supports).

La société TaM va mobiliser 4 ETP pour le fonctionnement du parking dont 0,5 ETP pour un responsable d'unité parking et 1 ETP pour un chargé de parc.

Par ailleurs, 3,7 ETP sont prévus en prestations de service pour assurer la surveillance la nuit et le week-end.

Ce volume d'ETP est adapté aux équipements et permettra de les développer et d'assurer un accueil de qualité des usagers.

- L'offre commerciale

Le groupement propose un nombre moyen annuel de 225 manifestations par an. Elles sont constituées (*hors les événements gérés par les associations culturelles*) pour 57% par des Congrès/salons et pour 43% par des Spectacles sur les deux sites.

Montpellier Events va renforcer les secteurs sur lesquels la destination Montpellier est naturellement présente (notamment le médical). Montpellier Events va poursuivre son positionnement sur les marchés corporate, salons, associatifs et médical & scientifique.

Par ailleurs, la programmation MICE est très fortement axée sur les événements nationaux et internationaux (la moitié des événements).

Le développement de manifestations autoproduites permettra d'accentuer la rentabilité de l'équipement et de cibler les événements en concertation avec la Métropole.

- Les investissements et le gros entretien

L'enjeu essentiel de l'offre proposée repose sur un plan d'investissements ambitieux permettant de rénover et d'adapter le Corum-Palais des Congrès-Opéra aux nouveaux défis, notamment du numérique et de la mobilité. Sur une durée de 8 ans avec une priorisation des investissements sur les premières années du contrat, c'est ainsi environ 4,8 millions d'euros qui seront réalisés dans l'équipement Corum-Palais des Congrès-Opéra, et 1,020 millions d'euros dans l'équipement Zénith Sud. Pour le parking du Corum, il est prévu un investissement de 527 K€ (avec une Valeur nette comptable en fin de contrat de 150 K€). Soit un total d'investissement porté au contrat de 6,4 millions d'euros.

Le montant du gros entretien réparation est arrêté à 2 811 K€ sur la durée du contrat hors parking et à 183 K€ pour le parking et permettra de garantir le bon entretien des équipements.

2. Sur l'intérêt économique et financier de l'offre

Le chiffre d'affaires prévisionnel annuel moyen du Corum sur la période du contrat est de 10 654 K€ en progression par rapport à la moyenne des années précédentes. Il se décompose pour partie du CAHT MICE (*meeting incentive congres events*) à hauteur de 6 189 K€ par an en moyenne, et pour partie du CAHT spectacles à hauteur de 416 K€ par an en moyenne ; le reste des produits étant constitué des diverses locations et prestations accessoires.

Le chiffre d'affaires prévisionnel annuel moyen du Zénith Sud sur la période du contrat est de 1 581 K€. Il se décompose pour partie du CAHT MICE à hauteur de 136 K€, et pour partie du CAHT spectacles à hauteur de 1 100 K€/an en moyenne ; les autres recettes provenant de produits annexes.

Le chiffre d'affaires prévisionnel 2020 du parking est de 1 111 K€. Il évolue très peu sur le contrat (0,35% en moyenne annuelle).

La tarification est conforme au marché de l'évènementielle.

Le groupement propose un montant important d'investissements et de gros entretien réparation comme également évoqué dans le cadre du critère 1.

3. Sur la qualité du service public rendu aux usagers

Le candidat s'engage sur l'obtention de la norme ISO 20121.

Le candidat assure un haut niveau de sécurité et de sûreté.

Pour les fournisseurs il est soumis aux obligations posées par le code de la commande publique ce qui assure un achat de qualité (rapport qualité prix), une traçabilité de l'acte d'achat et une absence de discrimination.

4. Garanties

Le groupement propose toutes les garanties pour assurer la transparence des relations avec Montpellier Méditerranée Métropole et la continuité du service public.

Sur la base de ces critères le groupement constitué par la société anonyme d'économie mixte Montpellier Events (mandataire) et la société anonyme d'économie mixte TaM a présenté une offre parfaitement adaptée.

Les notes suivantes sont attribuées au groupement :

Critères	Pondération	Notation
Critère n°1 : Qualité du projet général et de la gestion proposée par le candidat	150	115
Moyens de gestion et du personnel dédié	20	15
Qualité de la stratégie commerciale et marketing mesurée par le taux d'occupation	40	25
Qualité des programmations envisagées	20	15
Pertinence des investissements et de renouvellement proposés (ainsi que leur délai de réalisation)	30	25
Plan d'entretien/maintenance des biens du service	30	25
Engagements sur une stratégie de développement durable	10	10
Critère n°2 : Intérêt économique et financier de l'offre	90	76
Pertinence et cohérence de l'évaluation financière	20	13
Redevance de surperformance	20	13
Flux financiers annuels	50	50
Critère n°3 : Qualité du service public rendu aux usagers	30	25
Qualité des dispositifs d'accueil et d'information des spectateurs et participants	15	15
Qualité de fonctionnement avec les organisateurs	15	10
Critère n°4 : Garanties	30	30
Garanties financière de la maison mère	5	5
Montant de la garantie à première demande	5	5
Modalités de suivi, de reporting et de contrôle du service par la Collectivité	20	20
TOTAL sur 300		246

Les principales caractéristiques du Contrat

Le contrat, annexé à la présente délibération, est une délégation de service public passée aux frais et risques du groupement constitué par la société anonyme d'économie mixte Montpellier Events (mandataire) et la société anonyme d'économie mixte TaM. Il prend effet à compter du 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 8 ans.

Le groupement délégataire confie un contrat de subdélégation à la société TaM pour la gestion et l'exploitation du parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra.

Le délégataire assurera la gestion des équipements à ses risques et périls et se rémunérera au moyen des recettes tirées de cette exploitation.

Le contrat prévoit un investissement total d'environ 6,4 millions d'euros permettant la remise à niveau et la modernisation des équipements.

Le montant annuel de la provision d'entretien et de gros renouvellement est de 374 359 € HT, soit 2 994 870 € HT sur la durée du contrat.

Le délégataire versera quatre redevances à Montpellier Méditerranée Métropole :

- Une redevance fixe et forfaitaire de 375 000 € HT sera versée par le Délégataire pendant les quatre premières années du contrat. Pour les quatre années suivantes, elle s'élèvera à 475 000 € HT. Cette redevance sera indexée chaque année selon la formule contractuelle.
- Une redevance variable supplémentaire annuelle d'un montant de 25% du résultat d'exploitation calculé avant imputation de ladite redevance variable, sera versée par le délégataire.
- Une redevance de surperformance annuelle liée à l'atteinte par le Délégataire d'une meilleure performance économique que celle contractuellement prévue, sera calculée sur 25 % de la différence entre l'EBE réalisé et l'EBE prévisionnel.
- Une redevance de contrôle de 10 000 €, également indexée, sera appelée chaque année par le délégant.

Au travers du contrat de subdélégation, la société TaM encaissera directement les recettes des usagers, exploitera et entretiendra le parking, assurera des investissements et versera une redevance à la société Montpellier Events pour une part fixe de 276 K€ (en moyenne annuelle), et pour une part variable estimée à

91 K€ (en moyenne annuelle).

Des contraintes de service public invoquées par le délégant ont été déterminées au contrat.

- Afin de promouvoir l'action culturelle et touristique locale, les associations Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie (OONMO), Festival Radio France Occitanie Montpellier (Radio France), Montpellier Danse et Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier (CINEMED) devront impérativement être accueillies sur le site du Corum – Palais des congrès – Opéra dans les conditions définies au contrat. Cet accueil sera réalisé selon plusieurs modalités, dans le cadre d'une mise à disposition pérenne de bureaux (surface approximative de 1000 m²), ou d'espaces à usage artistique (surface approximative de 2 000 m²), ou encore de réservations d'auditoriums (Berlioz, Pasteur ou Einstein). Des loyers forfaitaires seront versés au délégataire par les trois premières structures citées pour un montant global de 3 388 325 € pour la 1^{ère} année de contrat.
- Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole entend se réserver l'utilisation des locaux nus, à titre gratuit, de tout ou partie du Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud sur une base prévisionnelle maximum de 15 jours par an, pour des manifestations portées en interne, ou des manifestations sans but lucratif organisées par des structures dont l'objet participe à la mise en œuvre d'un projet ou d'une politique de Montpellier Méditerranée Métropole.
- L'accueil de la Ville de Montpellier sera également réalisé dans les conditions définies au contrat, tant pour ses propres besoins que pour des structures conduisant une politique soutenue par elle, dans le cadre d'un forfait négocié à 150 K€ pour 7 jours au Corum et 300 K€ pour 20 jours au Zénith Sud.

Il est par ailleurs nécessaire d'approuver les tarifs proposés pour les trois premières années d'exploitation par le délégataire sur les sites du Zénith Sud et du Corum-Palais des Congrès-Opéra, et pour la première année en ce qui concerne les tarifs du parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra.

Ainsi, les tarifs appliqués au 1^{er} janvier 2020, 2021 et 2022 sont annexés à la présente délibération, pour le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud. En effet, au regard des nécessités pour le délégataire de connaître les tarifs applicables avec deux ans d'avance, au 1^{er} janvier de chaque année seront donc déterminés les tarifs applicables à l'année N+1 et N+2. Afin d'éviter de trop grandes variations d'une année sur l'autre, l'indexation annuelle sera au minimum de +1% et sera plafonnée à +2%.

Par ailleurs, les tarifs appliqués au 1^{er} janvier 2020 concernant le parking du Corum sont également annexés à la présente délibération, et seront indexés conformément au contrat chaque année.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix du groupement constitué par la société anonyme d'économie mixte Montpellier Events (mandataire) et la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la délégation de service public portant sur les deux équipements d'intérêt métropolitain Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- approuver le contrat, ses annexes dont l'annexe présentant les tarifs du service public ;
- approuver le principe de la subdélégation de la gestion du parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra confiée à la SAEML TaM ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat de délégation de service public ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111624-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 6 Plan previ GER.pdf
- Annexe 7 Plan previ Investissements.pdf
- Annexe 8 Investissements Subdélégataire.pdf
- Annexe 10 Grilles tarifaires 2020 2021 2022.pdf
- Annexe 11 Grille tarifaire Parking Corum.pdf
- Annexe 15 Redevances.pdf
- Annexe 16 Détail du CA.pdf
- Annexe 17 CEP.pdf
- Annexe 7 du contrat de subdélégation - CEP.pdf
- Annexe 22 contrat subdélégation TaM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Charte Entreprises et Quartiers - Actualisation convention type - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Contrat de Ville, co-piloté par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat, vise à réduire les inégalités entre les douze quartiers prioritaires de la Politique de la ville et le reste du territoire. Dans ce cadre, il a été décidé par les deux partenaires de mettre en œuvre un Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion.

L'enjeu majeur et global du PODEM est de mettre en œuvre une politique locale de l'insertion et de l'emploi, partenariale et renouvelée, selon les trois grands axes suivants :

- Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique, en particulier les entreprises du territoire ;
- Organiser des parcours d'insertion vers l'emploi et l'entrepreneuriat ;
- Coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés.

Parmi les premières actions concrètes qui en découlent, la Métropole, dans le cadre de sa compétence en matière de « développement économique », en articulation étroite avec les compétences « politique de la ville » et « insertion par l'économie », a souhaité décliner sur son territoire la Charte Entreprises & Quartiers. Ainsi, lors de la signature du Contrat de Ville en juillet 2015, des entreprises se sont engagées, auprès de l'Etat et de la Métropole, en signant cette charte, à agir en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Au plan local, la démarche Charte Entreprises & Quartiers est co-pilotée par l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec le Pôle emploi et la Mission Locale Jeunes notamment.

Déclinée en convention tripartite (Etat-Métropole-Entreprise) spécifique pour chaque entreprise, la Charte Entreprises & Quartiers est un outil au service du développement économique et de l'emploi, du cadre de vie ainsi que du renouvellement urbain et de la cohésion sociale dans l'ensemble des quartiers prioritaires que compte le territoire.

A ce jour, 55 entreprises sont engagées concrètement, dont 52 qui ont déjà signé une convention d'application tripartite et 3 qui seront signataires très prochainement.

Ces entreprises sont les suivantes : AG2R, ANAGEM CARE, APEF SERVICES, ASSURANCE MUTUELLE DES MOTARD, BANQUE POPULAIRE DU SUD, BNP PARIBAS, BOUYGUES ENERGIE ET SERVICES, BRL GROUPE, BUDD'IT, BUREAUX & CO, CARREFOUR, CLIMAVIE, CLINIQUE DU MILLENAIRE, COM' UNE EXCEPTION, DELL, DRÔLE DE PAIN, EDF, ELA INNOVATION, ELECTRO DEPOT, ENEDIS, ENGIE, FDI GROUPE, GEIQ BTP, GROUPE E4, GROUPE NICOLLIN, HYGIE SPHERE, IKEA, KALIOP, KORIAN, KPMG Entreprises, LAPOSTE GROUPE, MAGNITUDE LABS, MANPOWER LR, MATOOMA, MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL, MY HORSE FAMILY, NAMAÉ CONCEPT, ORANGE, PASSE SARL, PHILIP FRERES, PLASTIC OMNIMUM, PRE LIVE, RWS, SCP TISSEYRE VIDAL, CHALLENGE-ME, SNCF, SOFACTO, SPECIALIST-WANTED, STUDI, SYSTÈME U, VEOLIA, VISIONARI.

En cours de signature : IBM, LES PINS PROMOTEURS D'IMMOBILIER, NEXITY.

Toutes ces entreprises ont mis en œuvre des actions concrètes en faveur de :

- L'éducation et l'orientation scolaire ;
- L'emploi, l'insertion et la formation ;
- Le développement économique, les services de proximité ;
- L'accessibilité aux produits et services de l'entreprise ;
- Le soutien aux initiatives locales, le mécénat de solidarité.

Une version actualisée de la convention d'application « type » reprenant les axes d'engagement des entreprises, de l'Etat et de la Métropole, est ainsi soumise à approbation. Cette convention d'application constitue un plan d'actions concrètes pour l'entreprise pour en lien avec les engagements pris et permet notamment d'intégrer des éléments concernant les grands enjeux du PaQte « Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises », lancé par le Premier ministre en juillet 2018, en vigueur depuis le 1er janvier 2019.

L'objectif global poursuivi par le PaQte est le même que celui de la « Charte Entreprises et Quartiers » : permettre aux entreprises de s'engager concrètement en faveur du développement économique et social des quartiers.

Le PaQte contient 4 axes prioritaires d'intervention qui font déjà échos aux engagements pris par les entreprises et stipulés dans les conventions « Charte Entreprises et Quartiers ». Ces 4 axes sont les suivants :

- Sensibiliser les plus jeunes au monde de l'entreprise en renforçant l'offre de stages de 3^{ème} à destination des élèves de collèges REP+ ;
- Former en favorisant l'accès à l'alternance ;
- Recruter de manière non discriminatoire ;
- Acheter de manière plus responsable et inclusive.

Ces 4 axes d'intervention du PaQte sont intégrés à la convention type « Charte Entreprises et Quartiers » sous forme de tableau joint à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle « type » actualisée de convention d'application de la Charte Entreprises & Quartiers entre la Métropole, l'Etat et l'Entreprise intégrant les dispositions du PaQte ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer chaque convention tripartite avec les entreprises et l'Etat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Gérard LANNELONGUE, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110625-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention type E&Q.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - Exercice 2020

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

CODE	NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	TITRE	MONTANT
33	AXENTS LE TREMPLIN DES ENTREPRENEURS	Projet	AIDE A LA CREATION D'ACTIVITE SUR LA METROPOLE	12 500 €
77	COMIDER COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	Projet	MARKHETON DE L'EMPLOI	4 800 €
344	TERRE NOURRICIERE	Projet	ALIMENT'ACTION : ENQUETE ALIMENTATION ET AGROECOLOGIE	2 000 €
576	INFORMATIQUE PLUS	Projet	CHANTIER D'INSERTION REVALORISATION DE MATERIEL INFORMATIQUE	15 000 €
576	INFORMATIQUE PLUS	Projet	NUMERIQUE @T WORK	25 000 €
697	ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Fonctionnement		6 000 €
729	ASSO POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	Fonctionnement		11 000 €
739	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	Projet	FORUM DU FINANCEMENT 2020	10 000 €
1196	ASSOCIATION BGE SUD OUEST	Projet	CITESLAB	29 000 €
1553	MISSION LOCALE DES JEUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement		633 090 €
1599	PASSERELLES INSERTION	Projet	CHANTIER D'INSERTION MECANIQUE ET AIDE A LA MOBILITE	15 000 €
1878	SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Projet	PRIX AUX APPRENTIS DE L'HERAULT	1 500 €

2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement		9 000 €
3087	FORMATION CAP EMPLOI - FOR.C.E.	Projet	CHANTIER D'INSERTION DU BATIMENT SECOND OEUVRE AU FEMININ	15 000 €
3523	MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	Fonctionnement		3 000 €
4115	OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement		2 279 830 €
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	ATELIERS CHANTIER D'INSERTION "METIERS DU TERTIAIRE ET DE LA COMMUNICATION	15 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	MOBILISATION D'ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA RSE	24 000 €
5750	LABSUD	Fonctionnement		5 000 €
6117	EUROBIOMED	Projet	CELL COMP	20 000 €
6510	FEDERATION REGIONALE DES CIVAM DU LR	Fonctionnement		4 000 €
6849	SUNNY TECH	Fonctionnement		2 000 €
6857	LET'S FOOD	Fonctionnement		1 700 €
6897	CHAMBRE REGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE OCCITANIE	Projet	DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DE L'ESS REGIONALE	10 000 €
6913	AIRDIE	Fonctionnement		65 000 €
6926	CREALAD	Fonctionnement		30 000 €
6937	UNION RÉGIONALE DES SCOP LR	Fonctionnement		20 000 €
6938	CENTRE DE RESSOURCES DES GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS OCCITANIE	Fonctionnement		5 000 €
6951	INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT LOUP	Fonctionnement		30 000 €
6955	CHAMBRE SYNDICALE DES ATELIERS D'ART DE FRANCE	Projet	SALON OB'ART	38 000 €
6980	OCCITANIE ENTREPRISE BIO	Fonctionnement		5 000 €
6986	PUSH START	Fonctionnement		6 000 €
7035	CHAMBRE AGRICULTURE HERAULT	Fonctionnement		42 000 €
7253	DIGITAL 113 / GRAND CLUSTER NUMERIQUE D'OCCITANIE (GCNO)	Fonctionnement		35 000 €
7280	LA MÊLEE	Projet	JOBSTIC	2 000 €
	CHU	Projet	EXTRACTEUR D'INNOVATION	40 000 €
TOTAL				3 486 920 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
773	DERBI - DEVELOPPEMENT ENERGIES RENOUVELABLES BATIMENT INDUSTRIE	Investissement	30 000 €
6117	EUROBIOMED	Investissement	40 000 €
6895	AGRI SUD OUEST INNOVATION	Investissement	30 000 €
6899	POLE OPTITEC	Investissement	15 000 €
6971	AEROSPACE VALLEY	Investissement	20 000 €
6990	ASSOCIATION POLE MONDIAL DE COMPETITIVITE EAU AQUAVALLEY	Investissement	40 000 €
TOTAL			175 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 204, chapitre 906

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 24 voix

M. Fabien ABERT, M. Jean-François AUDRIN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Sabria BOUALLAGA, M. Gérard CASTRE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Isabelle GUIRAUD, M. Laurent JAOL, Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Max LEVITA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Eric PENSO, Mme Véronique PEREZ, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20191218-111120-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 2020 AQUA VALLEY.pdf
- CONVENTION 2020 Derbi.pdf
- convention 2020 Eurobiomed Cell Comp.pdf
- convention 2020 Eurobiomed.pdf
- Convention ADIE droit commun-BP2020-VF.pdf
- CONVENTION AIRDIE fonctionnement 2020.pdf
- Convention APSH 34 cap emploi-Handijob 2020.pdf
- Convention AXENTS_droit commun- BP2020_VF.pdf
- Convention BGE Sud Ouest 2020.pdf
- Convention COMIDER-BP2020_VF.pdf
- CONVENTION CREALED BP2020.pdf
- Convention CREER-BP2020.pdf
- CONVENTION CRESS_Occitanie_3m 2020.pdf
- Convention CRGE Occitanie-BP2020.pdf
- convention extracteur innovation CHU 2020.pdf
- Convention FORCE-Chantier-Insertion-Murviel-BP2020.pdf
- Convention IMPSL-BP2020.pdf
- Convention Informatique + _Numerique@Work_BP2020.pdf
- Convention Informatique + _Revalorisation-BP2020_vf.pdf
- CONVENTION OT3M 2020.pdf
- Convention SMLH 2020_ Vfinale.pdf
- CONVENTION_URSCOP 2020.pdf
- Draft convention Aerospace Valley 2020.pdf
- Draft Convention Digital 113 - 2020.pdf
- Draft Convention La Mêlée 2020.pdf
- Draft convention LABSud 2020.pdf
- Draft convention Optitec-3M 2020.pdf
- Draft Convention Push Start 2020.pdf
- Draft Convention SunnyTech 2020.pdf
- MOF_convention MAF 2020.pdf
- Convention_2020_LE PASSE MURAILLE TERCOM_v2.pdf
- Conv MLJ3M 2020_v2.pdf
- convention CCI forum 2020 mmm.pdf
- Convention Passerelles-Mecam 2020.pdf
- convention_AAF_2019_signée.pdf
- Convention_FACE_2020.pdf
- Avenant 2020 - Chambre agriculture 34-3M.pdf
- Avenant 2020 - LetsFoodCities-3M.pdf
- AVENANT 2020 OCEBIO-3M.pdf
- Convention 2020 - AgriSudOuestInnovation.pdf
- CONVENTION 2020 Terre Nourriciere - 3M.pdf
- Convention FR CIVAM - 3M 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Energie et transition énergétique - Financement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) - Garantie d'Emprunt accordée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) Concessionnaire - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par contrats en date des 31 décembre 1986 et 1er janvier 1988, la Ville de Montpellier a concédé à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM), la concession du service public de distribution d'énergie calorifique dans les quartiers d'Antigone et du Polygone. La distribution d'énergie calorifique a ensuite été étendue à la totalité du territoire communal par un avenant commun aux deux contrats précités, en date du 11 mai 1993.

Puis un autre avenant a été conclu le 9 août 1996 pour prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire issue, à l'époque, du règlement n°3093/94/CE du 15 décembre 1994, désormais confirmé par le règlement n°2037/2000/CE du 29/09/2000.

De nouvelles installations de trigénération ont été mises en service fin 2000. Ces nouvelles installations qui participent au service rendu à l'ensemble des usagers du réseau de chaleur ont impliqué des adaptations de la convention. Dans un souci de lisibilité, ces adaptations ont été intégrées dans le contrat de concession refondu avec les avenants antérieurs le 31 août 2001.

Le contrat de concession refondu a été adapté dans le cadre d'un avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, ayant pour objet de :

- mettre à jour le niveau de tarif et la composition des formules de variation,
- apporter quelques modifications à la concession, motivées par la nécessaire adaptation du contrat aux évolutions légales et réglementaires et par la volonté de mise en œuvre d'une politique de développement des énergies renouvelables,
- approuver le plan quinquennal de travaux.

La concession a ensuite été amendée dans le cadre d'un avenant n°2 en date du 4 mars 2013 ayant pour objet :

- l'approbation du plan quinquennal de travaux (2012-2016),
- la prolongation de la durée de la concession, motivée par l'utilisation accrue d'énergies renouvelables conformément à l'article L.1411-2b du Code général des collectivités territoriales,
- la mise à jour du niveau des tarifs et de la composition des formules de variation en conséquence des changements dans l'approvisionnement énergétique,
- l'approbation de la mise à jour de l'annexe 7 de la concession inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2000,
- l'intégration de la possibilité pour les abonnés du réseau de demander un réajustement de la puissance souscrite à la suite d'une réhabilitation thermique du bâtiment conformément à l'article L.241-10 du Code de l'énergie,
- la mise à jour et la correction de forme de certaines références législatives et réglementaires de la concession.

A la suite de la création de la Métropole, la compétence relative au Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) a été transférée de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole, en application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014.

Par la suite, la concession a été amendée dans le cadre d'un avenant n°3 en date du 8 décembre 2015 ayant pour objet la modification de la composition des formules d'indexation de l'élément R1 chaleur et de l'élément R1 froid en conséquence de la disparition des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) d'électricité et de gaz pour les professionnels et la mise à jour des tarifs et des indices de référence en valeur connue au 31 août 2015.

Enfin, la concession a été amendée dans le cadre d'un avenant n°4 en date du 27 janvier 2017 ayant pour objet principal la description du plan quinquennal 2017-2021 dont le programme est le suivant :

1. Extension des réseaux existants : Raccordement de nouveaux bâtiments sur les réseaux urbains existants d'Antigone/Polygone et de Port Marianne, alimentés principalement par de la biomasse, et des Grisettes, alimenté par le biogaz d'AMETYST ;
2. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier de Cambacérès basé sur la valorisation de la géothermie sur nappe. La chaleur et le froid seront produits par thermofrigopompes géothermiques avec un appoint assuré par la centrale de trigénération biomasse de Port Marianne ;
3. Création d'un nouveau réseau de chaleur pour le quartier de l'ex-EAI basé sur la valorisation de la biomasse locale ;
4. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Nouveau Saint-Roch basé sur la valorisation de la chaleur récupérée sur la production de froid et d'électricité ;
5. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Celleneuve - Beau Soleil basé sur la valorisation de chaleur récupérée sur la production de froid.

Ce plan quinquennal est en cours de mise en œuvre par le RMCF.

Or, le contrat de concession, dans son article 63 A. Emprunts, stipule que le concédant peut accorder sa garantie au service des intérêts, au remboursement des avances reçues et des emprunts contractés par le concessionnaire pour la réalisation des opérations.

Aussi, la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 3 700 000 €, à contracter auprès de la Banque Crédit Coopératif, destiné au financement de travaux de raccordements de nouveaux bâtiments sur les réseaux existants Antigone/Polygone, Les Grisettes et Port Marianne.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- o Banque : CRÉDIT COOPÉRATIF
- o Capital : 3 700 000 €
- o Durée : 11 ans (jusqu'au 31 décembre 2030 maximum)
- o Taux fixe : 0,40 %
- o Périodicité annuelle
- o Amortissement constant
- o Frais de dossier : 5 500 € TTC
- o Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- o Aucune souscription au capital du Crédit Coopératif
- o **Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole de 50%**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 50% de l'emprunt d'un montant de 3 700 000 €, à contracter par la SERM auprès de la banque Crédit Coopératif ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110879-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LettreOffreCrédit

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

FINANCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Joël VERA

Finances - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), la Métropole de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Par délibération n° M2018-282 du 20 juin 2018, la Métropole de Montpellier a par ailleurs adopté un nouveau règlement budgétaire et financier, consacré notamment à la gestion en AP/CP.

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} septembre 2019 à 682 505 964 € sur le budget principal, 479 262 060 € sur le budget annexe transport et 163 065 183 € sur le budget annexe assainissement.

Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre de la Décision modificative n°2 de 2019 et de la mise en place des crédits provisoires avant le vote du budget 2020 :

Les autorisations de programme (AP) consacrées à la voirie des pôles territoriaux cumulent les crédits réalisés sur les années antérieures et les crédits nécessaires à équilibrer l'enveloppe annuelle (en l'espèce 2019), calculée par commune.

Ces AP ne sont donc pas calibrées pour dépasser l'année en cours (2019).

Dans l'attente du vote du BP 2020, la mise en place de crédits provisoires en 2020 est prévue dans une délibération spécifique, dans la limite de 33% des CP de l'année écoulée et des restes à financer disponibles sur l'AP, ces derniers étant quasiment nuls fin 2019.

Pour pallier à cette seconde condition, il est proposé d'augmenter provisoirement le montant des AP de 33% des CP 2019. Le montant définitif des AP sera ajusté à l'occasion du vote du BS 2020.

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM2 2019	AP TOTALE 2019
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Bérange 2016	2 625 362	469 000	3 094 362
AMELIT16	Aménagement Littoral 2016	4 410 183	1 012 000	5 422 183
AMEMTP16	Aménagement Montpellier 2016	17 007 381	1 623 000	18 630 381
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues 2016	1 998 349	383 000	2 381 349
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest 2016	1 554 607	188 000	1 742 607

AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez 2016	3 147 185	433 000	3 580 185
NETVDL16	Environnement Vallée du Lez 2016	13 417	2 000	15 417
NETMTP16	Environnement Montpellier 2016	4 959 245	684 000	5 643 245
VOICEB16	Voirie Cadoule et Béranger 2016	11 472 262	1 460 000	12 932 262
VOILIT16	Voirie Littoral 2016	13 809 341	2 732 000	16 541 341
VOIMTP16	Voirie Montpellier 2016	75 447 211	10 463 000	85 910 211
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues 2016	11 799 004	1 743 000	13 542 004
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest 2016	13 664 126	2 483 000	16 147 126
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez 2016	14 294 478	2 015 000	16 309 478
Somme :		176 202 151	25 690 000	201 892 151

Il est par ailleurs proposé la révision d'AP suivante :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM2 2019	AP TOTALE 2019
FONAMU05	Acquisitions foncières	33 998 083	3 800 000	37 798 083

Les CP afférents à cette acquisition foncière sont intégralement proposés sur l'exercice 2019.

Le montant total des Autorisations de Programme s'élèverait en conséquence à 711 995 964 € sur le budget principal, 479 262 060 € sur le budget annexe transport et 163 065 183 € sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 19 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111109-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Joël VERA

Finances - Budget 2019 - Décision modificative n°2 - Budget principal - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2019, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal.

La Décision Modificative n°2 du Budget Principal s'équilibre à **771 716,00 euros en fonctionnement** et à **360 723,54 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°2 concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	323 029,09		323 029,09
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-248 025,76		-248 025,76
934	Santé et Action sociale	-3 000,00		-3 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	8 000,00		8 000,00
936	Action économique	-45 000,00		-45 000,00
937	Environnement	400 000,00		400 000,00
938	Transports	-100 000,00		-100 000,00
953	Virement à la section d'investissement		436 712,67	436 712,67
Total		335 003,33	436 712,67	771 716,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	921 000,00		921 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-511 784,00		-511 784,00
935	Aménagement des territoires et habitat	195 000,00		195 000,00
937	Environnement	106 500,00		106 500,00
938	Transports	61 000,00		61 000,00
Total		771 716,00	0,00	771 716,00

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-37 753,26		-37 753,26
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 100 000,00		-1 100 000,00
904	Santé et Action sociale	-5 000,00		-5 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	2 225 506,00		2 225 506,00
906	Action économique	-577 181,20		-577 181,20
908	Transports	-1 669 848,00		-1 669 848,00
925	Opérations patrimoniales		1 525 000,00	1 525 000,00
Total		-1 164 276,46	1 525 000,00	360 723,54

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	179 053,00		179 053,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-1 403 221,00		-1 403 221,00
907	Environnement	31 000,00		31 000,00
908	Transports	-1 275 783,00		-1 275 783,00
923	Dettes et autres opérations financières	867 961,87		867 961,87
925	Opérations patrimoniales		1 525 000,00	1 525 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		436 712,67	436 712,67
Total		-1 600 989,13	1 961 712,67	360 723,54

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative n°2 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 28 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111711-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM2 2019 provisoire BUDGET PRINCIPAL.PDF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Finances - Budget 2019 - Décision Modificative n°2 - Budget annexe transport - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2019, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget annexe transport.

La Décision Modificative n°2 du Budget annexe transport s'équilibre à **0,00 euros en fonctionnement** et à **-2 520 000,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°2 concernant le Budget annexe transport se présente de la façon suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	1 042,00		1 042,00
023	Virement à la section d'investissement		-1 042,00	-1 042,00
Total		1 042,00	-1 042,00	0,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	-2 520 000,00		-2 520 000,00
Total		-2 520 000,00	0,00	-2 520 000,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	-2 518 958,00		-2 518 958,00
21	Immobilisations corporelles	5 550 321,00		5 550 321,00
23	Immobilisations en cours	-5 550 321,00		-5 550 321,00
021	Virement de la section d'exploitation		-1 042,00	-1 042,00
Total		-2 518 958,00	-1 042,00	-2 520 000,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative n°2 du Budget annexe transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M43 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 23 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111707-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM2 2019 provisoire BUDGET TRANSPORT.PDF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Finances - Budget 2019 - Décision Modificative n°2 - Budget annexe assainissement - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2019, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget annexe d'assainissement.

La Décision Modificative n°2 du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à **271 200,00 euros en fonctionnement** et à **0,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°2 concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général			0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés			0,00
65	Autres charges de gestion courante	-399 997,00		-399 997,00
67	Charges exceptionnelles	400 000,00		400 000,00
023	Virement à la section d'investissement		4 771 197,00	4 771 197,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		-4 500 000,00	-4 500 000,00
Total		3,00	271 197,00	271 200,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
75	Autres produits de gestion courante	271 200,00		271 200,00
Total		271 200,00	0,00	271 200,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	-271 197,00		-271 197,00
021	Virement de la section d'exploitation		4 771 197,00	4 771 197,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-4 500 000,00	-4 500 000,00
Total		-271 197,00	271 197,00	0,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative n°2 du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 20 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111708-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM2 2019 provisoire BUDGET ASSAINISSEMENT.PDF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Budget 2019 - Décision Modificative n°2 - Budget annexe de l'eau potable - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2019, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget annexe de l'eau potable.

La Décision Modificative n°2 du Budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **0,00 euros en fonctionnement** et à **-9 000,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°2 concernant le Budget annexe de l'eau potable se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – FONCTIONNEMENT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
67	Charges exceptionnelles	9 000,00		9 000,00
023	Virement à la section d'investissement		-9 000,00	-9 000,00
Total		9 000,00	-9 000,00	0,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
23	Immobilisations en cours	-9 000,00		-9 000,00
Total		-9 000,00	0,00	-9 000,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		-9 000,00	-9 000,00
Total		0,00	-9 000,00	-9 000,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative n°2 du Budget annexe de l'eau potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 23 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111710-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM2 2019 provisoire BUDGET EAU POTABLE.PDF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Budget principal et budgets annexes - Autorisation d'ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2020

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les **dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.**

Concernant **les dépenses d'investissement**, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur **le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.**

Le Président est également en droit de mandater **les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette** venant à échéance avant le vote du budget.

Pour **les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme** votée sur des exercices antérieurs et conformément à l'article L.5217-10-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif peut les liquider et les mandater **dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice précédent.**

Section de fonctionnement :

Les autorisations budgétaires des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2020, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2020, sont retracées dans les tableaux suivants :

Budget Principal

Fonctions	Libellés	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
930	Services généraux	41 142 983	41 142 983
931	Sécurité et salubrité publique	18 375 510	18 375 510
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	100 488 269	100 488 269
934	Santé et action sociale	548 463	548 463
935	Aménagement des territoires et habitat	28 247 257	28 247 257
936	Action économique	15 180 780	15 180 780
937	Environnement	102 404 569	102 404 569
938	Transports	60 209 976	60 209 976
940	Impositions directes	22 091 655	22 091 655
941	Autres impôts et taxes	284 000	284 000
943	Opérations financières	12 117 133	12 117 133
Total		401 090 594	401 090 594

Budget annexe Transport :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
011	Charges à caractère général	551 442	551 442
012	Charges de personnel et frais assimilés	365 000	365 000

014	Atténuations de produits	100 000	100 000
65	Autres charges de gestion courante	69 700 160	69 700 160
66	Charges financières	10 750 000	10 750 000
67	Charges exceptionnelles	11 710	11 710
Total		81 478 312	81 478 312

Budget annexe Assainissement

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
011	Charges à caractère général	2 782 180	2 782 180
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 965 001	2 965 001
65	Autres charges de gestion courante	119 303	119 303
66	Charges financières	3 005 000	3 005 000
67	Charges exceptionnelles	2 530 981	2 530 981
Total		11 402 465	11 402 465

Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
011	Charges à caractère général	6 850	6 850
012	Charges de personnel et frais assimilés	45 000	45 000
65	Autres charges de gestion courante	1 000	1 000
67	Charges exceptionnelles	1 000	1 000
Total		53 850	53 850

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
011	Charges à caractère général	1 491 415	1 491 415
012	Charges de personnel et frais assimilés	105 850	105 850
67	Charges exceptionnelles	1 000	1 000
Total		1 598 265	1 598 265

Budget annexe Eau Potable

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
011	Charges à caractère général	2 041 272	2 041 272
012	Charges de personnel et frais assimilés	128 000	128 000
014	Atténuations de produits	6 500	6 500
65	Autres charges de gestion courante	9 470	9 470
67	Charges exceptionnelles	89 000	89 000
Total		2 274 242	2 274 242

Section d'investissement :

Les autorisations budgétaires des crédits de dépenses d'investissement pour 2020, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2020, sont retracées dans les tableaux suivants :

Budget Principal

Fonction et Libellé		Crédits votés en 2019		1/4*	1/3	Ouverture de crédits 2020
900	Services généraux	hors AP	4 912 130	1 228 033		2 313 496
		en AP	3 256 391		1 085 464	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	1 475 071	368 768		368 768
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	17 211 475	4 302 869		12 197 997
		en AP	23 685 386		7 895 129	
904	Santé et action sociale	hors AP	115 000	28 750		28 750
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	31 096 098	7 774 025		17 786 256
		en AP	30 036 693		10 012 231	
906	Action économique	hors AP	11 566 433	2 891 608		8 524 866
		en AP	16 899 773		5 633 258	
907	Environnement	hors AP	15 239 512	3 809 878		8 771 258
		en AP	14 884 141		4 961 380	
908	Transports	hors AP	40 724 012	10 181 003		33 029 659
		en AP	68 545 969		22 848 656	
921	Taxes non affectées	hors AP	2 390 165	597 541		597 541
923	Dettes (100 %) et autres opérations financières (25 %) *	hors AP	51 273 333	48 573 333		48 573 333
Total			333 311 582	79 755 807	52 436 117	132 191 925

Budget annexe Transport :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2019		1/4	1/3	Ouverture de crédits 2020
13	Subventions d'investissement	hors AP	4 835 518	1 208 880		1 208 880
16	Emprunts et dettes assimilées	hors AP	53 362 500	13 340 625		13 340 625
20	Immobilisations incorporelles	hors AP	196 035	49 009		49 009
21	Immobilisations corporelles	hors AP	3 106 122	776 531		5 616 531
		en AP	14 520 000		4 840 000	
23	Immobilisations en cours	hors AP	1 983 662	495 916		3 709 381
		en AP	9 640 395		3 213 465	
27	Autres immobilisations financières	hors AP	7 661 386	1 915 347		1 915 347
Total			95 305 618	17 786 306	8 053 465	25 839 771

Budget annexe Assainissement

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2019		1/4	1/3	Ouverture de crédits 2020
16	Emprunts et dettes assimilées	hors AP	6 973 059	1 743 265		1 743 265
20	Immobilisations incorporelles	hors AP	266 733	66 683		66 683
21	Immobilisations corporelles	hors AP	140 967	35 242		35 242
23	Immobilisations en cours	hors AP	26 910 540	6 727 635		8 446 222
		en AP	5 155 761		1 718 587	
Total			39 447 060	8 572 825	1 718 587	10 291 412

Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
21	Immobilisations corporelles	100 392	25 098
Total		100 392	25 098

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
21	Immobilisations corporelles	1 062 687	265 672
Total		1 062 687	265 672

Budget annexe Eau Potable

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
20	Immobilisations incorporelles	876 933	219 233
21	Immobilisations corporelles	652 695	163 174
23	Immobilisations en cours	1 187 253	296 813
Total		2 716 881	679 220

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 16 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111686-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Budget annexe transport - Subvention du budget principal - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

L'article L.2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les budgets des services publics à caractère industriel et commercial doivent être équilibrés en recettes et dépenses.

L'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise toutefois que l'assemblée délibérante peut prendre en charge dans le budget propre de la collectivité des dépenses au titre de ces services publics dans des cas spécifiques, justifiés en particulier par des impacts tarifaires, des contraintes de service public ou l'ampleur des investissements.

Dans le cadre de la gestion de son service public de transports de voyageurs, Montpellier Méditerranée Métropole a instauré une politique tarifaire attractive proposant une grille tarifaire adaptée permettant d'assurer le plus large accès aux usagers. A ce titre elle verse au délégataire une compensation de tarification sociale de 17,1 M€ en 2019.

Des contraintes particulières de service sont également imposées au délégataire afin d'assurer un service public optimal, adapté aux contraintes et aux modes de vie des usagers, tant en termes de fréquences que de dessertes. En 2019, la Métropole verse notamment au délégataire 0,4 M€ pour le service des minibus du soir (services de soirée reliant les communes non desservies par le tramway) et celui de L'Amigo (service de nuit qui dessert les discothèques de la Métropole). Par ailleurs, un programme d'investissement d'ampleur a été mis en œuvre afin de développer une offre de transport performante et de qualité.

Ces investissements ont notamment permis en 15 ans de construire quatre lignes de tramway, faisant du réseau de tramway de Montpellier l'un des plus étendus et des plus fréquentés de France. Ce développement du réseau de tramway se poursuivra avec la future ligne 5 de tramway et l'extension de la ligne 1. A cela s'ajoutent les investissements liés au renouvellement du matériel roulant et aux gros travaux d'entretien des anciennes lignes de tramway, en cohérence avec les objectifs de développement durable et de qualité de service aux usagers voulus par la Métropole. Enfin, les investissements portés par la Métropole visent également à favoriser l'intermodalité avec les autres réseaux de transports collectifs. Ces actions en faveur de l'intermodalité portent aussi bien sur l'information et la tarification que sur les lieux d'échanges.

Ces investissements sont portés par la Métropole à partir de ses recettes propres, mais ils sont aussi financés par l'emprunt. En 2019 ces emprunts représentent un montant de 10,8 M€ de frais financiers.

Pour l'exercice 2019, les principaux postes de dépenses et recettes s'établissent comme suit, conformément au budget primitif adopté le 31 janvier 2019, au budget supplémentaire adopté le 23 juillet 2019, à la décision modificative n°1 du 18 novembre 2019 et à la décision modificative n°2 du 18 décembre 2019 :

En investissement, les dépenses comprennent y compris les restes à réaliser N-1 :

- Le remboursement du capital de la dette : 29 300 000 €
- Le refinancement de la dette : 24 062 500 €
- Les immobilisations incorporelles : 196 035 €
- Les immobilisations corporelles : 17 626 122 €
- Les immobilisations en cours : 11 624 057 €
- Les créances diverses : 7 661 386 €
- Les subventions d'équipement transférées au compte de résultat : 4 835 518 €
- Les opérations patrimoniales : 9 202 707 €
- Les opérations d'ordre de transfert entre section : 10 846 321 €
- Reprise du résultat négatif antérieur reporté : 5 975 254 €

Les recettes d'investissement s'établissent comme suit, avec les restes à réaliser N-1 :

- Les subventions d'investissement : 1 132 000 €
- Les immobilisations en cours : 198 600 €
- Les immobilisations corporelles : 5 550 321 €
- Les réserves et dotations : 7 615 300 €

- Les autres immobilisations financières : 39 943 €
- Les opérations patrimoniales : 9 202 707 €
- Les dotations aux amortissements et valeur comptable des éléments d'actifs cédés : 29 150 000 €
- Le virement de la section d'exploitation : 31 240 706 €
- Les emprunts et dettes : 37 200 323 €

En fonctionnement, les dépenses comprennent :

- Les charges à caractère général correspondants au chapitre 011 : 551 442 €
- Les charges de personnel et frais assimilés : 365 000 €
- Les restitutions de Versement transport : 100 000 €
- Les autres charges de gestion courante : 69 700 160 €, dont 17 119 032 € de compensations tarifaires sociales
- Les charges financières : 10 750 000 €
- Les charges exceptionnelles : 11 710 €
- Les dotations aux amortissements et valeur comptable des éléments d'actifs cédés : 29 150 000 €
- Le virement au profit de la section d'investissement : 31 240 706 €

Les recettes portent sur :

- Le versement transport : 89 400 000 €
- Les ventes de produits : 5 000 €
- Les compensations tarifaires Hérault transports : 660 000 €, les compensations sur la modification du seuil des assujettis : 1 342 277€, et autres produits de gestion courante : 588 834 €
- Les atténuations de charges : 6 000 €
- Les reprises de la quote-part des subventions d'équipement transférées au compte de résultat : 5 296 000 €
- Les reprises sur amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles : 5 550 321 €
- Reprise du résultat antérieur reporté de fonctionnement : 22 620 586 €

Au total, le budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole fait apparaître un besoin de financement de la section de fonctionnement d'un montant de 16 400 000 €.

Dès lors, compte tenu de la politique tarifaire mise en œuvre, des sujétions particulières de service public imposées par la Métropole, et des investissements réalisés par la collectivité, une subvention versée par le budget principal au budget annexe transport est prévue à hauteur de 16 400 000 € au titre de l'exercice 2019. Le montant de cette subvention vient équilibrer le budget annexe en fonction des dépenses issues de la nouvelle DSP transport et des investissements prévus, et des recettes issues notamment du versement transport, tout en modulant l'autofinancement dégagé par ce budget annexe. L'absence de versement de cette subvention conduirait à une hausse excessive des tarifs, contraire à la politique volontariste choisie par la Métropole.

Le montant de cette subvention peut être ajusté en fonction des réalisations effectives de l'année 2019 et de l'équilibre réel à atteindre, et versé en fin d'exercice comptable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement par le budget principal au budget annexe transport d'une subvention de 16 400 000 € au titre de l'exercice 2019 ;
- dire que les crédits sont prévus au budget principal 2019, chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111290-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2019 - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

La constitution de provisions comptables est une dépense prévue par le décret n°2014-1746 du 29 décembre 2014. Par cette délibération, il est proposé de définir les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application. Les enjeux et la méthodologie de la politique de provisionnement sont détaillés ci-après.

1- Un provisionnement qui sécurise les comptes de la collectivité

Provisionner une dépense ne signifie pas accepter une perte éventuelle : au contraire, en vertu du principe comptable de prudence, le fait de provisionner assure à la collectivité une capacité à faire face à ses obligations dans les années futures. Au-delà du respect du principe de prudence, la sincérité des comptes est également visée puisque la collectivité intègre ces risques éventuels dans les documents budgétaires.

2- L'historique du provisionnement

Depuis 2017, la Métropole comptabilise des provisions pour litiges et contentieux et pour créances irrécouvrables (restes à recouvrer) ainsi que les dépréciations des titres de participation. Au 31 décembre 2018, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 6 399 192,03 euros et se répartissait de la façon suivante :

Provision pour litiges et contentieux	100 000,00 euros
Provision pour créances irrécouvrables (reste à recouvrer)	809 000,00 euros
Provision pour créances irrécouvrables (sociétés en liquidation ou redressement judiciaire)	290 192,03 euros
Provision pour dépréciation des titres de participation	5 200 000,00 euros
Total	6 399 192,03 euros

3- Le cadre réglementaire

Le décret n°2014-1746 du 29 décembre 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux métropoles prévoit, dans la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales consacrée au nouveau chapitre VII intitulé « Métropole », un article D.5217-22 précisant les normes à appliquer concernant les provisions pour risques et charges :

« La constitution de provisions pour risques et charges est obligatoire dès lors qu'il y a apparition du risque. La constatation de dépréciations est obligatoire en cas de perte de valeur d'un actif. La métropole constate la dépréciation ou constitue la provision à hauteur de la perte de valeur constatée ou à hauteur du risque.

La dépréciation ou la provision est ajustée annuellement en fonction de l'évolution de la perte de valeur ou de l'évolution du risque. Elle donne lieu à reprise lorsqu'elle est devenue sans objet, c'est-à-dire en cas de disparition de la perte de valeur ou de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se

réaliser.

La dépréciation ou la provision ainsi que son suivi et son emploi sont retracés sur l'état des dépréciations et des provisions constituées, joint au budget et au compte administratif.

La métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux provisions et dépréciations, déduction faite des reprises sur provisions et dépréciations. Ne sont pas concernées par ces dispositions les provisions et dépréciations constituées dans les cas suivants:

- *Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la métropole ;*
- *Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce ;*
- *Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public ».*

La provision est ajustée annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elle donne lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser.

Une délibération détermine les conditions de constitution, de reprise et, le cas échéant, de répartition et d'ajustement de la provision.

Le montant de la provision, ainsi que son évolution et son emploi sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

Du point de vue comptable et quelle que soit la collectivité ou l'établissement public local, une provision doit impérativement être enregistrée lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- le risque ou la charge doit être nettement précisé quant à son objet ;
- la réalisation du risque ou de la charge est encore incertaine, mais des événements survenus ou en cours, la rendent probable ;
- l'échéance de la sortie de ressources ou le montant ne sont pas connus précisément, mais ils sont néanmoins évaluables avec une approximation suffisante.

De manière générale, les provisions pour risques et charges doivent être comptabilisées même si le résultat (comptable ou budgétaire) est négatif.

4- Un provisionnement nécessaire pour atteindre la certification des comptes

L'état envisage d'étendre la certification des comptes aux collectivités ayant signé un contrat financier. Ainsi la Métropole devrait rentrer prochainement dans le processus de certification des comptes.

Les principaux enjeux de la certification sont de garantir la transparence de l'action publique grâce à une information financière de qualité et d'assurer la qualité et la fiabilité des comptes de la Métropole pour disposer d'un socle robuste pour la bonne gestion des fonds publics.

La mise en œuvre d'une politique de provisionnement permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

5- Conditions de constitution et chiffrage des dotations

Il est proposé de valider les conditions de constitution des provisions et dépréciations selon les modalités décrites ci-dessous.

Provision pour litiges et contentieux : Une provision sera constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité. Elle sera évaluée au regard du risque encouru.

Provision pour créances irrécouvrables - Restes A Recouvrer (RAR) : En complément des diligences faites par le Comptable Public pour procéder au recouvrement des titres, il est proposé de provisionner les créances les plus anciennes sur la base des restes à recouvrer proposés par celui-ci.

Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : Malgré la vigilance exercée par la collectivité et le Comptable Public au moment de l'émission des titres, certaines sociétés sont en cessation de paiement avant d'avoir pu honorer leur dette. Il est ainsi proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public.

Provision pour Compte Epargne Temps : Il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, supérieurs à 15 jours.

Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Les provisions seront ajustées chaque année en fonction des éléments transmis.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2019, les ajustements suivants :

	Compte de Gestion au 31/12/2018	2019		Compte de Gestion au 31/12/2019
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	100 000.00	100 000.00	850 568.00	850 568.00
Restes à recouvrer	809 000.00	809 000.00	325 946.73	325 946.73
Liquidation et redressement judiciaire	290 102.03	290 102.03	634 806.55	634 806.55
Compte épargne temps			807 337.50	807 337.50
Dépréciation Titres de participation	5 200 000.00		2 277 149.00	7 477 149.00
Total	6 399 192.03	1 199 192.03	4 895 807.78	10 095 807.78

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modalités de calcul et le montant des provisions et dépréciations pour l'exercice 2019 ;
- dire que les crédits y afférents sont prévus au budget de l'exercice 2019, chapitres 926 et 946 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20191218-110635-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Procès-verbal comptable d'affectation des biens nécessaires à l'exercice comptable de la compétence Eau à la Régie des Eaux - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'arrêté préfectoral n°2012-2290 du 17 octobre 2012, la Métropole de Montpellier exerce de plein droit en lieu et place des communes membres les compétences « eau potable », « assainissement des eaux usées » ainsi que « développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône Languedoc », dite « Eau Brute ».

Par délibération n°12901 en date du 28 avril 2015 le Conseil de Métropole a entériné la création d'une régie de l'eau potable et de l'eau brute, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette création emporte de droit l'affectation des biens nécessaires à l'exercice de cette compétence.

Afin de régulariser les écritures comptables y afférentes et après une analyse conjointe entre les services de la Régie des Eaux et de la Métropole, il est proposé de signer un Procès-Verbal comptable retraçant une première partie qui représente 50 % du montant total de la valeur brute à affecter à la Régie des Eaux. La seconde partie des actifs est à l'étude et fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Une clause de revoyure est prévue au Procès-Verbal comptable annexé, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur des biens affectés par la Métropole s'établit à :
 - o Valeur brute : 59 506 644,32 €
 - o Valeur nette comptable : 32 990 624,11 €
- La valeur des subventions affectées s'établit à :
 - o Valeur brute : 8 289 913,48 €
 - o Valeur nette comptable : 7 723 333,79 €
- L'affectation des biens de la Métropole à la Régie des Eaux se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Procès-Verbal comptable selon le modèle joint en annexe de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le Procès-Verbal comptable ou tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111452-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Etat des biens à affecter
- Subvention à affecter
- PV affectation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Pignan nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 au PV comptable - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Suite aux transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°M2018-698 en date du 21 décembre 2018, le Conseil de Métropole a entériné le Procès-Verbal comptable signé avec la Commune de Pignan qui a ensuite été transmis aux services de la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP) pour intégration.

Suite aux vérifications de la DDFiP et en collaboration avec la Commune de Pignan, une correction s'avère nécessaire. Cette délibération s'inscrit dans le cadre de la clause de revoyure prévue au Procès-Verbal comptable.

Ainsi, la délibération n°M2018-698 en date du 21 décembre 2018 établissait la valeur nette comptable des biens transférés par la Commune de Pignan à 18 728 089,97 € à la date du transfert. Suite aux vérifications de la DDFiP ce montant est ramené à 18 724 400,93 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au Procès-Verbal comptable selon le modèle joint en annexe de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110631-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1

- Biens concernés

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Tarifs pour Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Les tarifs métropolitains présentés seront applicables au 1^{er} janvier 2020 ou à la date précisée.

Les tarifs qui sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public)

Les tarifs proposés intègrent la volonté de préserver le pouvoir d'achat des usagers, complémentaire de la décision de non-augmentation des taux de fiscalité de Montpellier Méditerranée Métropole. Ils sont donc principalement stables.

LES MODALITES DE FIXATION DES TARIFS

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

LES TYPOLOGIES DES TARIFS

Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.

Redevance : deux redevances sont distinguées :

La redevance pour service rendu est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial

et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.

La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Economie, innovation et attractivité
- Transports et mobilités
- Développement durable et aménagement du territoire
- Environnement et gestion des déchets
- Eau, assainissement et GEMAPI
- Cohésion sociale
- Sports
- Culture
- Autres

ECONOMIE, INNOVATION ET ATTRACTIVITE

1. PEPINIERES DU BUSINESS INNOVATION CENTRE

Le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole qui réunit les deux pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de deux ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et d'un appui intellectuel dans l'attente que soient réunies les conditions de leur implantation définitive.

L'objectif est donc de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants ou à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesse et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le patrimoine immobilier du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole dévolu au développement des entreprises est également constitué du MIBI. (Montpellier International Business Incubator). Il s'agit d'un immobilier locatif dédié à l'accueil d'entreprises internationales ou françaises réalisant au moins 50% de leur chiffre d'affaires à l'international.

Le BIC propose un accompagnement sur 2 volets :

1. L'offre immobilière dans ces trois bâtiments, qui se traduit par la location de bureaux à Cap Oméga et au MIBI, de bureaux, de plateaux tertiaires, d'ateliers et d'espaces aménagés en laboratoire à Cap Alpha.
2. L'accompagnement du porteur de projet ou de la jeune entreprise dans ses démarches en vue de trouver les financements nécessaires à son développement, dans sa formation en vue d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires au pilotage de l'entreprise, à lui apporter des conseils d'expert ou bien encore à la mettre en relation avec les bons interlocuteurs de son environnement.

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met également à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques est facturé immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

a. CAPALPHA

Redevance d'occupation hors charges	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
bureau*	12,74 €	152,87 €
Plateau tertiaire *	10,41 €	124,90 €
Atelier type 1 *	5,76 €	69,10 €
Atelier type 1 équipé *	7,95 €	95,45 €
Atelier type 2 *	4,61 €	55,31 €
Atelier type 2 équipé *	6,80 €	81,65 €
Laboratoire BIOTECH *	11,71 €	140,56 €
Plateau BIOTECH *	11,95 €	143,42 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau *	13,61 €	163,31 €

Plateau tertiaire *	11,13 €	133,60 €
Atelier type 1 *	6,15 €	73,82 €
Atelier type 1 équipé *	8,51 €	102,16 €
Atelier type 2 *	4,94 €	59,28 €
Atelier type 2 équipé *	7,27 €	87,25 €
Laboratoire BIOTECH *	12,54 €	150,51 €
Plateau BIOTECH *	12,79 €	153,49 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau (hors charge)	14,64 €	175,74 €
Plateau tertiaire	11,96 €	143,55 €
Atelier type 1 *	6,62 €	79,42 €
Atelier type 1 équipé *	9,15 €	109,74 €
Atelier type 2 *	5,30 €	63,63 €
Atelier type 2 équipé *	7,82 €	93,83 €
Laboratoire BIOTECH *	13,47 €	161,69 €
Plateau BIOTECH *	13,74 €	164,92 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,54 €	78,42 €
Charge à ajouter (*)	20%	

LOCATION DES SALLES	TARIFS
par 1/2 journée salle de réunion	67,90 €
Par 1/2 journée salle de conférence	121,08 €

b. CAP OMEGA

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
Bureau (hors charge)	13,10 €	157,22 €
Charges 20%	2,62 €	31,44 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau (hors charge)	14,00 €	168,03 €
Charges 20%	2,80 €	33,61 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau (hors charge)	15,08 €	180,96 €
Charges 20%	3,02 €	36,19 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,54 €	78,42 €

LOCATION DES SALLES DE REUNION	Tarif
Par 1/2 journée	67,90 €

c. MIBI

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	m²/mois	m²/an
Bureau (redevance de base)	14,00 €	168,03 €
Charges 20%	2,80 €	33,61 €
Bureau Jeune Entreprise Innovante Etrangère accompagnée BIC (conditions financières identiques à Cap Omega)	13,10 €	157,22 €

Charges 20%	2,62 €	31,44 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,54 €	78,42 €
REDEVANCE BUREAU DE PASSAGE	Tarif /jour	
Bureau de passage équipé (redevance de base toutes charges comprises)	16,09 €	

LOCATION DES SALLES DE REUNION	Tarif
Par 1/2 journée	67,90 €

LES SERVICES PROPOSES PAR LE BIC

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

a. CAPALPHA

	TARIF
ENERGIE	
Atelier et laboratoire BIOTECH avec compteur EDF (contrat souscrit par occupant)	contrat EDF
Bureau (forfait par m² et par mois)	1,65 €
Plateau tertiaire avec sous compteurs: abonnement mensuel	32,17 €
Plateau tertiaire avec sous compteurs (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,21 €
EAU	
Ateliers (le m3) selon relevé sous compteurs	réel distributeur
Laboratoires BIOTECH (le m3) selon relevé sous compteurs	réel distributeur
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,06 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,77 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,59 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,41 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,29 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	8,83 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 4,5 à 8 mm	0,11 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 10 à 12,5 mm	0,18 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 16 à 28 mm	0,41 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre > 28 mm	0,76 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton :	0,29 €
Reliure Assemblact la page	0,11 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel	21,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	30,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% de frais de service	-

TELEPHONE	
Consommation	réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	4,83 €
Poste analogique	2,91 €
Poste numérique	5,73 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	9,60 €
TELECOPIE	
Emission (la taxe de téléphone)	réel opérateur
Réception (la page)	0,12 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	41,79 €
HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS	
Par mois par unité rackable (1U = 4cm)	8,00 €
CONFERENCE MULTIMEDIA	
Consommation communication multimédia	réel opérateur
SERVICES LIES AUX LOCATION DE SALLES	
gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	25,00 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	37,00 €
BADGE D'ACCES	
L'unité	13,00 €
SIGNALETIQUE	
Extérieure/intérieure (forfait)	63,00 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² AU SOL	
Nettoyage simple de la surface occupée	6,00 €
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	11,00 €
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	6,42 €
Remplacement spots (l'unité)	7,72 €
Remplacement clé (l'unité)	9,08 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	37,00 €
DIVERS	
Participation entreprise aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga (par personne)	9,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	26,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante)	125,00 €
PARTICIPATIONS ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Frais de dossier porteur de projet	35,00 €
Accompagnement	900,00 €

Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Métropole	12 000,00 €
---	-------------

b. CAP OMEGA

	TARIF
ENERGIE	
Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,21 €
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)	1,65 €
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,06 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,77 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,59 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,41 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,29 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	8,83 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,11 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,18 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,41 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,76 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,29 €
Reliure Assemblage la page	0,11 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	21,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	30,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + + 5% frais de service	-
TELEPHONE	
Consommation	réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	4,83 €
Poste analogique	2,91 €
Poste numérique	5,73 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	9,60 €
TELECOPIE	
Emission (la taxe de téléphone)	réel opérateur
Réception (la page)	0,12 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	41,79 €
HEBERGEMENT SERVEURS	
Par mois par unité rackable (1U=4cm)	8,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATIONS DES SALLES DE REUNION	
gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	25,00 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	37,00 €
CONFERENCE MULTIMEDIA	

Consommation communication multi media	réal opérateur
BADGE D'ACCES PEPINIERE	
L'unité	13,00 €
ACCES PARKING SOUS SOL	
Abonnement annuel	132,00 €
SIGNALETIQUE	
Extérieure/intérieure (forfait)	63,00 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² AU SOL	
Nettoyage simple de la surface occupée	6,00 €
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	11,00 €
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	6,42 €
Remplacement clé (l'unité)	41,50 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	37,00 €
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap oméga (par personne)	9,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	26,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante)	125,00 €
PARTICIPATION ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Frais de dossier porteur de projet	35,00 €
Accompagnement	900,00 €
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Métropole	12 000,00 €

c. MIBI

	TARIF
ENERGIE	
Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,21 €
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)	1,65 €
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,06 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,77 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,59 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,41 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,29 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	8,83 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,11 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,18 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,41 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,76 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,29 €

Reliure assemblage la page	0,11 €
SERVICE COURRIER SOCIÉTÉS HÉBERGÉES	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	21,00 €
DOMICILIATION SOCIÉTÉS NON HÉBERGÉES	
Abonnement mensuel	30,00 €
EXPÉDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de service	-
TELEPHONE	
Consommation	réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	4,83 €
Poste analogique	2,91 €
Poste numérique	5,73 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	9,60 €
TELECOPIE	
Emission (la taxe de téléphone)	réel opérateur
Réception (la page)	0,12 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	41,79 €
HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS	
Par mois par unité rackable (1U= 4cm)	8,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATIONS DES SALLES DE REUNION	
gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	25,00 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	37,00 €
CONFERENCE MULTIMEDIA	
Consommation communication multi media	réel opérateur
BADGE D'ACCES PEPINIERE	
L'unité	13,00 €
ACCES PARKING SOUS SOL	
Abonnement annuel	132,00 €
SIGNALETIQUE	
Extérieure/intérieure (forfait)	63,00 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² AU SOL	
Nettoyage simple de la surface occupée	6,00 €
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	11,00 €
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	6,42 €
Remplacement clé (l'unité)	41,50 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	37,00 €
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga et le MIBI (par personne)	9,00 €
INCUBATION VIRTUELLE (Prix annuel payable d'avance) Comprend :	

Domiciliation (service abonnement courrier annuel : 21,00 X 12)	252,00 €
Frais de réexpédition du courrier forfait 210,00 euros à renouveler si épuisé	210,00 €
Frais de télécommunication, renvoi d'appel, réservation numéro de téléphone forfait 315,00 euros à renouveler si épuisé	315,00 €
Frais de gestion forfait annuel 105,00 euros HT	105,00 €
PRIX TOTAL :	882,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	26,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise)	125,00 €

2. LA FRENCH TECH

L'Espace French Tech est un espace d'information et de promotion de l'innovation et du numérique et des métiers qui y sont associés auprès des professionnels et du public.

Il permet aux acteurs de l'écosystème French Tech de disposer d'un lieu de rencontre et de partage des connaissances, favorable à la créativité et à l'innovation.

Il accueille également des personnes en recherche d'emploi et/ou en création d'entreprise, notamment dans le domaine du numérique, afin de leur donner accès à un espace équipé de postes multimédia.

La gestion de l'espace French Tech est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole. Dans ce cadre, il a été décidé de repositionner l'ancienne « Cyberbase » dans cet espace.

Les agents de l'ancienne Cyberbase et leurs missions au sein de l'espace French Tech devront permettre, à terme, de rapprocher les utilisateurs de l'espace multimédia du monde de l'entreprise mais également de garantir la bonne utilisation quotidienne de ce lieu.

Pour ce qui concerne l'animation du lieu, des discussions ont d'ores et déjà été engagées auprès d'organismes intéressés par le lieu : clusters du numérique, pôles de compétitivité, associations et centres de formation... Plusieurs projets d'événements, d'ateliers sont en cours d'élaboration en collaboration avec l'écosystème French Tech.

Au final, l'espace French Tech sera à la fois un espace ouvert au public en journée, aux horaires actuels d'ouverture de l'espace multimédia (8h30-17h30), et disponible au-delà aux associations et entreprises qui souhaiteraient le privatiser pour y organiser des événements et ateliers. Cette mise à disposition garantit de fait l'animation du lieu par les acteurs les plus directement impliqués dans la French Tech Montpellier.

L'espace pourra être mis à disposition gratuitement pour des événements d'intérêt public local, liés au numérique et à l'innovation, et portés par des associations, pôles de compétitivité, organismes publics, ... présents sur le territoire de la Métropole.

LOCATION DES SALLES DE REUNION

	TARIFS - HT
Salle 15 places – par ½ journée – pour le secteur privé	65,00 €
Salle 15 places – par ½ journée – pour les autres secteurs	50,00 €
Salle 8 places – par ½ journée – pour le secteur privé	35,00 €
Salle 8 places – par ½ journée – pour les autres secteurs	27,00 €

Les entreprises hébergées dans les étages de l'hôtel French Tech bénéficient d'un accès gratuit aux salles de réunion, sous conditions préalables de réservation.

PRIVATISATION DE L'ESPACE

	TARIFS - HT
Privatisation de 17h30 à 21h30 en semaine – forfait	150,00 €
Privatisation ½ journée en semaine, avec fermeture de l'Espace collaboratif au public – forfait	200,00 €
Privatisation journée en semaine, avec fermeture de l'Espace collaboratif au public – forfait	300,00 €
Privatisation journée le week-end – forfait	250,00 €
Privatisation 2 journées le week-end – forfait	400,00 €
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	20,00 €
Remise en état de l'Espace (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	60,00 €

Les entreprises hébergées dans les étages de l'hôtel French Tech bénéficient d'une possibilité de privatisation à tarif préférentiel (50% des tarifs ci-dessus). Elles doivent, au même titre que les autres entreprises, faire une demande préalable de réservation et signer une convention de sous-occupation temporaire des lieux.

3. ATELIER RELAIS PRADES DE LEZ

Les Ateliers-Relais sont situés au Nord de Montpellier, dans la ZAE Les Baronnes à Prades-le-Lez. Les ateliers-relais ont vocation à soutenir l'activité économique sur le territoire de la Métropole. Ils permettent à la Métropole d'accompagner le développement des petites entreprises en proposant une offre immobilière adaptée à leurs activités. Le bâtiment d'une surface d'environ 1 100 m² est la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, et a pour vocation d'accueillir des activités artisanales, industrielles, et de services.

Il se compose de :

- 9 ateliers de 112 m² environ
- 1 atelier de 225 m²

Deux ateliers sont climatisés avec des baies vitrées donnant sur les espaces verts, côté ruisseau du Nouau. Chaque lot est composé d'une porte sectionnelle, d'une hauteur sous-plafond de 3,37 m, de sanitaires et de douches.

Les ateliers seront proposés pour une durée de 36 mois (renouvelable une fois).

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	m²/mois	m²/an
Atelier non climatisé		
Pour les 6 premiers mois d'occupation	4,58 €	55 €
Pour les 6 mois suivants	5,00 €	60 €
A partir de la première année d'occupation	5,42 €	65 €
Charges à ajouter (<i>comprend la taxe foncière</i>)	20 %	
Atelier climatisé		
Pour les 6 premiers mois d'occupation	6,25 €	75 €
Pour les 6 mois suivants	6,67 €	80 €
A partir de la première année d'occupation	7,08 €	85 €
Charges à ajouter (<i>comprend la taxe foncière</i>)	20 %	

TRANSPORTS ET MOBILITES

1. BORNES DE RECHARGE POUR LES VEHICULES ELECTRIQUES

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite développer sur le territoire une offre d'**Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE)**.

Afin d'atteindre le plus grand nombre d'utilisateurs, les principaux pôles générateurs de déplacements ont été équipés :

- Les abords de l'Hôtel de Ville et de l'Hôtel de Métropole avec des bornes rapides (soit une recharge de véhicule en moins de 30 mn) ;
- Les pôles d'échange de Saint-Roch, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, La Mogère avec des bornes accélérées (recharge du véhicule en 2-3 h) ;
- L'ensemble des zones d'activités avec des bornes accélérées ;
- Les parkings tramway et relais, par le déploiement de bornes accélérées.

	TARIFS
Carte d'abonnement	12,00 €

Facturation maximale: 15€

	Borne de recharge normale ou accélérée		Borne de recharge rapide	
Borne de recharge normale ou accélérée	Abonné	Non abonné	Abonné	Non abonné
Frais de connexion *, **	1,50 €	3,00 €	2,00 €	4,00 €

* Borne de recharge normale ou accélérée : 1ère heure comprise

** Borne de recharge rapide: 15 premières minutes comprises

Charge, facturée à la minute	Abonné	Non abonné	Abonné	Non abonné
	1ere heure gratuite		1er 1/4 d'heure gratuit	
Coût de la minute supplémentaire	0,025 €		0,067 €	

2. PARKINGS : ARCEAUX ET HÔTEL DE VILLE

ABONNEMENTS / PARKINGS >	Arceaux	Hôtel de Ville
RESIDENTS		
Abonnement mensuel résident	51,50 €	60,00 €
Abonnement mensuel résident nuit + dimanche et JF	10,00 €	
Abonnement mensuel résident nuit + week-end		40,00 €
TRAVAIL		
Abonnement mensuel travail	98,50 €	100,00 €
Abonnement mensuel travail jour L/V (6h/22h)		80,00 €
TOUS USAGES		
Abonnement mensuel petit rouleur	25,00 €	

Horaires :

Jour : de 7h00 à 19h00

Nuit : de 19h00 à 7h00

TARIFICATION AU QUART D'HEURE					
Durée	Arceaux			Hôtel de ville	
	Jour	12h-14h	Nuit	Jour	Nuit
00:15	0,80 €	0,10 €	0,20 €	0,80 €	0,20 €
00:30	1,20 €	0,20 €	0,40 €	1,20 €	0,40 €
00:45	1,60 €	0,30 €	0,60 €	1,60 €	0,60 €
01:00	2,00 €	0,40 €	0,80 €	2,00 €	0,80 €
01:15	2,50 €	0,50 €	1,00 €	2,50 €	1,00 €
01:30	3,00 €	0,60 €	1,20 €	3,00 €	1,20 €
01:45	3,50 €	0,70 €	1,40 €	3,50 €	1,40 €
02:00	4,00 €	0,80 €	1,60 €	4,00 €	1,60 €
02:15	4,50 €		1,80 €	4,50 €	1,80 €
02:30	5,00 €		2,00 €	5,00 €	2,00 €
02:45	5,50 €		2,20 €	5,50 €	2,20 €
03:00	6,00 €		2,40 €	6,00 €	2,40 €
03:15	6,50 €		2,60 €	6,50 €	2,60 €
03:30	7,00 €		2,80 €	7,00 €	2,80 €
03:45	7,50 €		3,00 €	7,50 €	3,00 €
04:00	8,00 €		3,20 €	8,00 €	3,20 €
04:15	8,40 €		3,40 €	8,40 €	3,40 €
04:30	8,80 €		3,60 €	8,80 €	3,60 €
04:45	9,20 €		3,80 €	9,20 €	3,80 €
05:00	9,60 €		4,00 €	9,60 €	4,00 €
05:15	10,00 €		4,20 €	10,00 €	4,20 €
05:30	10,50 €		4,40 €	10,50 €	4,40 €
05:45	10,80 €		4,60 €	10,80 €	4,60 €
06:00	11,20 €		4,80 €	11,20 €	4,80 €
06:15	11,60 €		5,00 €	11,60 €	5,00 €
06:30	12,00 €		5,20 €	12,00 €	5,20 €
06:45	12,40 €		5,40 €	12,40 €	5,40 €
07:00	12,80 €		5,60 €	12,80 €	5,60 €
07:15	13,10 €		5,80 €	13,10 €	5,80 €
07:30	13,40 €		6,00 €	13,40 €	6,00 €
07:45	13,70 €		6,20 €	13,70 €	6,20 €
08:00	14,00 €		6,40 €	14,00 €	6,40 €
08:15	14,30 €		6,60 €	14,30 €	6,60 €
08:30	14,60 €		6,80 €	14,60 €	6,80 €
08:45	14,90 €		7,00 €	14,90 €	7,00 €
09:00	15,20 €		7,20 €	15,20 €	7,20 €
09:15	15,50 €		7,40 €	15,50 €	7,40 €
09:30	15,80 €		7,60 €	15,80 €	7,60 €
09:45	16,10 €		7,80 €	16,10 €	7,80 €
10:00	16,40 €		8,00 €	16,40 €	8,00 €
10:15	16,70 €		8,20 €	16,70 €	8,20 €
10:30	16,90 €		8,40 €	16,90 €	8,40 €

10:45	17,00 €		8,60 €	17,00 €	8,60 €
11:00	17,10 €		8,80 €	17,10 €	8,80 €
11:15	17,20 €		9,00 €	17,20 €	9,00 €
11:30	17,30 €		9,20 €	17,30 €	9,20 €
11:45	17,40 €		9,40 €	17,40 €	9,40 €
12:00	17,50 €		9,60 €	17,50 €	9,60 €

3. PARKING SOUTERRAIN « LE VICARELLO »

Ce parking comprend sur un seul niveau 64 places. Aucune présence de personnel ne sera assurée de façon permanente. Il est donc géré par télégestion, via un système déporté et une astreinte 24H/24H, 7Jours/7.

ABONNEMENT MENSUEL	DUREE	TARIF
Abonnement mensuel travail*	5 jours sur 7 du Lundi au Vendredi Ou du Mardi au Samedi	50 €
Abonnement mensuel résident**	7 jours sur 7	50 €

* destiné principalement aux personnes qui travaillent sur Castelnau (commerçants, salariés)

** sur production d'un justificatif de domicile

TARIFS VISITEURS	TARIF
Première heure de chaque demi-journée	GRATUIT
Plage horaire de 12H à 14H	GRATUIT
Dimanche de 7H à 13H	GRATUIT
Dimanche après 20H*	GRATUIT
A compter de la 2ème heure de stationnement	1€/heure supplémentaire

* lors d'ouvertures ponctuelles pour les manifestations et les spectacles

4. PARKING « LE PREVOST »

Le parking « Le Prévoist », situé sur la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone, de par sa situation de bord de mer, mérite des tarifs cohérents avec sa praticité.

Les tarifs suivants sont applicables de la mi-avril à la mi-septembre :

Catégorie	Plage horaire	
	08h00 à 18h00	18h00 à 20h00
Véhicule	5,00 €	2,50 €
Deux-roues	2,50 €	1,25 €

Il est en outre possible d'acquérir une carte de 20 entrées (en vente sur place) au prix de 75,00€.

5. PLACE EN AMODIATION

Le tarif concerne la cession des places en amodiation dans les parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs pour une durée de 10 ans.

	Unité	Tarif TTC
Concession d'une place en amodiation pour une durée de 10 ans des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux Fleurs	place/10 ans	7 470 €

6. DROITS DE STATIONNEMENT TAXI

Les taxis paient une redevance à l'autorité compétente (Montpellier Méditerranée Métropole) sur les deux communes sur le territoire desquelles le stationnement est le cas échéant payant : Montpellier et Castelnau-le-Lez.

	Unité	Tarif
Droit de stationnement pour 1 véhicule taxi Montpellier	trimestre	115 €
Droit de stationnement pour 1 véhicule taxi Castelnau-le-Lez	semestre	90 €

7. RAMPES D'ACCES PERSONNE A MOBILITE REDUITE (PMR)

	Tarif
Surface, tarif au m2	37,00 €

DEVELOPPEMENT DURABLE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1. ECOLOTHEQUE

a. L'accueil de loisir sans hébergement (ALSH)

L'Écolothèque est le Centre d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) de la Métropole regroupant l'activité de l'Accueil de loisirs pour les enfants de 4 à 12 ans, du Centre de ressources pour les écoles, du programme ÉcoMétropole pour les communes de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'accueil des centres médico-sociaux et des crèches pour les personnes en situation de handicap et la petite enfance.

Sa mission est d'éveiller, sensibiliser les enfants aux sciences de la vie et aux enjeux environnementaux par une approche ludique et scientifique.

L'Accueil de loisirs reçoit en moyenne 120 enfants par jour les mercredis et les vacances scolaires. Plus de 1000 enfants fréquentent annuellement l'Accueil de loisirs.

Les revenus pris en compte

- **Pour les allocataires de la Caisse d'Allocation Familiales (CAF)**, les revenus communiqués par la CAF (source CAF PRO).
- **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaire 10% ou frais réel (source dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers.
- **Pour les travailleurs indépendants** : les bénéfices industriels et commerciaux (source dernier avis d'imposition).

Modalités de calcul et tarifs de l'Accueil de Loisir Sans Hébergement (ALSH)

Le tarif journée, par enfant, est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel de la famille, avant abattement. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Tarif Journée entière (sans repas) = Salaire mensuel du foyer avant abattement X (taux d'effort/ 20 jours)

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Taux d'effort / 20 jours
1	11,14%	0,557%
2	10,14%	0,507%
3	9,12%	0,456%
4	8,10%	0,405%
n	12,16%-n%	0,608%-n%
Famille hors possession Pass Métropole	30,39 €	
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur	
Demi-journée (<i>en % du prix de la journée</i>)	60%	
Repas (goûter inclus)	5,35 €	
Goûter	0,64 €	

b. Groupes extérieurs sous convention

Dans l'exercice de ses missions d'éveil, de sensibilisation des enfants aux sciences de la vie et aux enjeux

environnementaux par une approche ludique et scientifique, l'Ecolothèque est amenée à refacturer aux groupes extérieurs les interventions, les frais administratifs ainsi que les repas servis.

Groupes extérieurs (sous convention)	Tarif normal	Tarif Pass' Métropole
Journée : salle n° 1 (35 m²)	171,00 €	129,00 €
Demi-journée : salle n° 1 (35 m²)	109,00 €	89,00 €
Journée : salle n° 2 (50 m²)	253,00 €	155,00 €
Demi-journée : salle n° 2 (50 m²)	161,00 €	119,00 €
Journée salles de restauration :	423,00 €	321,00 €
Demi-journée salles de restauration :	274,00 €	212,00 €

Groupes extérieurs (sous convention)	Tarif normal	Tarif Pass' Métropole
Intervention sur des projets d'éducation par Intervenants spécialisés (tarif à l'heure)		52,00 €
Forfait annuel (frais administratif, temps de préparation, charges entretien des locaux). Accueil hebdomadaire d'un groupe de 12 personnes maximum, hors période vacances scolaires. Convention annuelle avec la Métropole sur la base d'un projet éducatif ou thérapeutique		176,00 €
Refacturation des repas (lors de location de salle)		
Prix du repas avec frais de fonctionnement	12,50 €	10,50 €

2. RESEAU ET INSTALLATIONS DE TELECOMMUNICATION

Le code des postes et des communications électroniques et notamment ses articles L.45-1 à L.47 et R.20-51 à R.20-54 détermine les redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées (RODP télécom) ;

Conformément au décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation et aux droits de passage sur le domaine public routier et non routier ;

Conformément aux articles L 45-9 et 47 du code des postes et communications électroniques qui prévoient que l'occupation du domaine public par les réseaux et installations de télécommunication rend exigible le versement par les opérateurs d'une redevance (RODP) au profit des communes. Le montant de cette redevance, revalorisée annuellement, est calculé sur la base du patrimoine implanté en domaine public (linéaire d'artères, antennes, pylônes et autres installations).

	Artères* (en € / km)		Autres installations (cabine téléphonique sous répartiteur) (€ / m2)
	Souterrain	Aérien	
Domaine public routier	40,73 €	54,30 €	27,15 €
Domaine public non routier	1 357,56 €	1 357,56 €	882,42 €

* s'entend par "artère" : dans le cas d'une utilisation du sol ou du sous-sol, un fourreau contenant ou non

des câbles, ou un câble en pleine terre - dans les autres cas, l'ensemble des câbles tirés entre deux supports

3. INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE TRES HAUT DEBIT

Le déploiement du réseau de fibre optique métropolitain répond aux besoins numériques actuels et futurs du territoire, et est ouvert à tous les opérateurs ou tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires, conformément à l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le réseau de fibre optique sera mis à disposition par convention auprès des demandeurs sur la base d'équipements passifs (fourreaux, fibres noires, locaux techniques) et tout opérateur déclaré auprès de l'ARCEP ou de tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires.

Tarifs d'exploitation de l'infrastructure Très Haut Débit :

Frais d'accès	Point de livraison client final	Point de livraison operateur	Type de tarification	Tarif
Frais d'accès au service - raccordement d'une entreprise, ou parc d'activité économique dans les ZAE - compétence M3M	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise	100,00 €
Frais d'accès au service - raccordement d'une entreprise, ou parc d'activité économique en dehors des parcs d'activités M3M à partir du réseau communautaire	Prise optique dans le local technique du site	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Prise	150,00 €
Frais d'accès au service - liaison fibre (PFON et IRU)	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités.	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités.		150 € / extrémité

Abonnement	Point de livraison client final	Point de livraison operateur	Type de tarification	Tarif
Abonnement fibre optique d'une entreprise en parc d'activité économique équipé par la M3M (fibre optique noire) GTR 24H . Avec hébergement dans le NRO ou l'armoire de rue associé(e) à la zone.	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise, tarif par mois	15,00 €

Abonnement fibre optique d'une entreprise en parc d'activité économique équipé par la M3M (fibre optique noire) GTR 4H. Avec hébergement dans le NRO ou l'armoire de rue associé(e) à la zone.	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise, tarif par mois	30,00 €
--	---	--	-----------------------	---------

Locations	Point de livraison client final	Point de livraison operateur	Type de tarification	Tarif
Location fourreaux internes ZAE sous compétence Métropole aux opérateurs	Nœud de raccordement optique, armoire de rue, chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue, chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Tarif au mètre linéaire, par an	2,00 €
Location fourreaux internes ZAC sous compétence Métropole aux opérateurs		chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Tirage autres câbles, par mètre linéaire	0,90 €
			Tirage de fibre, par mètre linéaire	1,60 €
Collecte fibre entre ZAE et NRO		Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 105,00 €
Collecte fibre entre armoire ZAE et NRO		Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 105,00 €
Collecte fibre mairie		Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 105,00 €
GFU intercommunal - Location de paire de fibre noire aux communes	Prise optique dans le local technique du site		Par mètre linéaire, par paire et par an	0,30 €
Location paire de fibre noire aux opérateurs et aux membres de GFU	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Par mètre linéaire, par paire et par an	2,44 €

IRU 3 ans	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Mètre linéaire, tarif pour la durée de l'IRU	5,12 €
IRU 5 ans	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Mètre linéaire, tarif pour la durée de l'IRU	7,32 €

Frais d'accès	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique – ½ baie			Emplacement, par mois	100,00 €
Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique – 1 baie			Emplacement, par mois	200,00 €

Forfait de maintenance	Type de tarification	Tarif
Garantie de temps de rétablissement de (en % du tarif)	4 heures	20 %
	8 heures	10 %
	12 heures	Inclus dans le tarif

	Unité	Tarif
Objets connectés au réseau LoRa MMM	/objet connecté/an	0,25 € HT

Remarques

L'ensemble de ces tarifs sont exprimés en euro hors taxe

La durée minimale d'engagement pour l'ensemble des services est fixé à 1 an, quel que soit le service.

Les frais d'accès au service comprennent la mise en place du lien optique, son test et son raccordement dans le local technique choisi par le demandeur

Les frais de maintenance pour PFON sont obligatoires.

Le paiement s'effectuera à la date d'anniversaire de la convention

La tarification sera révisée au 1er Janvier de l'année. Les éventuelles modifications sur les mises à disposition en cours seront prises en compte à partir de cette date

La redevance d'usage d'IRU devra être payée d'avance à la date de début de services. Des frais de maintenance seront facturés annuellement pour les GTR 4H et 8H. Cette offre est proposée sous réserve de faisabilité technique et d'accord de la Métropole.

4. REFACTURATION DE TRAVAUX POUR LE COMPTE D'UN TIERS : VOIRIE ET RESEAUX

Dans la continuité et le respect des dispositifs communaux, les services techniques de la Métropole réalisent pour le compte de tiers des travaux sur la voirie et les réseaux suite aux demandes exprimées ou contrôlent des travaux réalisés par les tiers sur le domaine public métropolitain, ses accessoires et ses équipements.

Ces travaux concernent majoritairement des raccordements aux réseaux ou des créations d'accès riverain (création d'entrée charretière, raccordement au réseau d'eau pluvial, réfection de tranchée, ...) à la suite d'une autorisation d'urbanisme, permis de construire ou déclaration de travaux.

Par ailleurs, la Métropole est aussi amenée à refacturer aux tiers responsables le montant des travaux nécessaires à la réparation des sinistres affectant la voirie et les espaces publics métropolitains.

Les dépenses engagées peuvent être mises à la charge des tiers responsables, lorsqu'ils sont identifiés, via leur assureur.

Pour ce faire, les modalités ci-après sont proposées :

- Lorsque les travaux sont confiés à des entreprises titulaires de marchés de Montpellier Méditerranée Métropole, il est fait application pour la refacturation, des bordereaux de prix unitaires des marchés utilisés, y compris de l'actualisation de ces prix tel que le prévoit chacun des Cahiers des Clauses Administratives Particulières des marchés.
- Lorsque les travaux sont réalisés en régie par les moyens propres de la Métropole, ils sont refacturés en intégrant le coût de la main d'œuvre, du matériel et des matériaux utilisés pour réaliser la prestation attendue.

La refacturation s'établit sur la base du montant total, hors taxe, des dépenses réellement engagées et exécutées. Il est proposé que le tarif intègre une majoration fixée à 8% du montant total des travaux tel que défini ci-dessus et correspondant au coût de mobilisation des agents pour assurer le suivi du dossier de sinistre et le contrôle d'exécution des travaux.

	Taux
Majoration appliquée sur le montant total des travaux, en % (Correspond à la mobilisation des agents, au contrôle d'exécution des travaux)	8%

5. OUVRAGES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE GAZ ET OCCUPATION PROVISOIRE PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR DES RESEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Le décret n°2007-606 du 25 avril 2007 détermine les modalités de fixation des redevances dues chaque année pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz.

Conformément à ce décret, il est proposé d'instaurer ladite redevance et de fixer le mode de calcul, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire de **0,035€/mètre**.

Le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 détermine les modalités de fixation des redevances dues pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de

transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Conformément à ce décret, il est proposé d'instaurer ladite redevance et de fixer le mode de calcul, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire de **0,35€/mètre**.

	Unité	Tarif
Occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz	mètre	0,035 €
Occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz	mètre	0,35 €

ENVIRONNEMENT ET GESTION DES DECHETS

1. PLATEFORME DE TRAITEMENT DES DECHETS VERTS A GRAMMONT

La plateforme de traitement de déchets verts de la Métropole est située sur le domaine municipal de Grammont à Montpellier. Elle accueille les déchets verts issus des points de propreté, ceux des particuliers, ceux des entreprises d'espaces verts, et ceux des services techniques des communes membres.

Les particuliers bénéficient d'une franchise de 300 kg. Les apports des services techniques des communes membres, ainsi que ceux des points de propreté sont admis sur le site en franchise totale.

En 2018, la plateforme a traité environ 21 100 tonnes de déchets verts bruts.

Plateforme de traitement des déchets verts	Taux TVA	Tarif HT	Tarif TTC
Admission et traitement, prix à la tonne	10 %	33,64 €	37,00 €
Perte ou casse de la carte d'accès	10 %	9,09 €	10,00 €

2. REFACTURATION DES PRESTATIONS D'ENLEVEMENT DE DECHETS, DE REPARATIONS

La facturation interviendra en réparation suite au déploiement de prestations compensatoires pouvant comprendre des frais d'enlèvement, d'élimination, de nettoyage et de remise en état. Elle sera faite sur la base du coût réel toutes taxes comprises des prestations réalisées telles que facturées à la Métropole.

Les coûts d'enlèvement ou d'intervention de nettoyage sont établis sur une base horaire et dépendront de la durée d'enlèvement du dépôt. Les coûts d'élimination dépendent de l'unité de traitement adaptée aux déchets enlevés et seront facturés à la tonne.

	Tarifs
Elimination, à la tonne	coût réel selon le traitement
Enlèvement/intervention de nettoyage, facturé par heure, en € HT*	140,00 €

* le décompte des heures se fait départ dépôt/retour dépôt

3. REDEVANCE SPECIALE : DECHETS NON MENAGERS ASSIMILABLES AUX DECHETS MENAGERS (DMA)

Afin de prendre en compte le cas particulier des sites d'implantation de dispositifs de pré collecte regroupant plusieurs producteurs de déchets assimilés et d'encourager à la réduction et au tri des déchets.

Les tarifs suivants ont été mis en place :

	Tarifs
Déchets non recyclables, par litre	0,0295 €
Déchets recyclables (en mélange, bio déchets), par litre	0,019 €
Verre, par tonne	60,00 €

4. ESPACES VERTS

Cf. en annexe le barème de dommage causés aux arbres

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarifs
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	241,00 €

Poterie petit modèle : vandalisme, accident, vol	U	682,00 €
Poterie grand modèle : vandalisme, accident, vol	U	962,00 €
Bacs en bois / autres types de jardinières : vandalisme, accident, vol	U	602,00 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarifs
Forfait général : déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	118,00 €
Surface de pelouse < 10m ² : travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m ²	1,50 €
Surface de pelouse < 10m ² : apport de terre complémentaire (0,10m ³ x120)	m ²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m ² : griffage, réglage, ensemencement, roulage	m ²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m ² : 1er arrosage	m ²	0,75 €
Surface de pelouse > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarifs
Surface d'arbustes < 10m ² : dessouchage et travail du sol	m ²	25,80 €
Surface d'arbustes < 10m ² : apport de terre	m ²	18,80 €
Surface d'arbustes < 10m ² : remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m ²	18,50 €
Surface d'arbustes < 10m ² : 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m ²	7,40 €
Surface d'arbustes > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%
Obligation légale d'intervention chez particuliers	Unité	Tarifs
Débroussaillage et saillies de végétaux donnant sur le domaine public	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention

EAU, ASSAINISSEMENT ET GEMAPI

1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence assainissement, Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un service public d'assainissement collectif (SPAC) sur son territoire.

La redevance d'assainissement collectif est destinée à couvrir l'ensemble des charges du service métropolitain. Il comprend la part « collectivité » destinée à financer les investissements et la rémunération des exploitants, définie par les trois contrats d'affermage attribués par délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et entrés en vigueur le 1er janvier 2015.

Le mode de tarification retenu est un tarif monôme ne comprenant qu'une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube consommé.

Le montant de la part « collectivité » de la redevance à percevoir par Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire de chaque commune est déterminé par différence avec les parts délégataires contractuelles en vigueur.

La part « collectivité » doit permettre notamment de financer les projets d'investissement de Montpellier Méditerranée Métropole s'élevant pour l'exercice 2020 à 24,7M€.

	Unité	Tarif HT
Assainissement collectif	m ²	1,37 €

Par ailleurs, le service public d'assainissement est amené à refacturer des travaux de branchements.

	Tarif
Travaux de branchement	coût réel des travaux sur la base des marchés en vigueur au moment de la réalisation des prestations

2. PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC)

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) est destinée à remplacer la participation pour le raccordement à l'égout (PRE), participation d'urbanisme liée au permis de construire, supprimée à compter du 1er juillet 2012, afin de permettre le maintien du niveau actuel des recettes des services publics de collecte des eaux usées.

Basée sur la surface de plancher, cette participation est perçue auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article

L.1331-1 du Code de la santé publique, c'est-à-dire les propriétaires d'immeubles :

- neufs réalisés postérieurement à la mise en service du réseau de collecte,
- existants déjà raccordés au réseau public, lorsqu'ils effectuent des travaux ayant pour effet d'induire des eaux usées supplémentaires,
- existants non raccordés au réseau public lorsqu'un nouveau réseau est construit et vient les desservir

Le montant de cette participation est, en tout état de cause, plafonné à 80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, diminué, le cas échéant, du coût

de réalisation de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée par le service d'assainissement, en application de l'article L 1331-2 du Code de la Santé Publique.

	Unité	Tarifs
Domestiques	m ²	19,91 €
Assimilés domestiques	m ²	9,43 €
Forfait activités d'hébergement	lit	1 991,20 €
Forfait (division de bâti)	/	995,60 €

3. LA REDEVANCE POUR REJETS NON DOMESTIQUES

Le décret 2000-237, modifié par le décret 2007-1339, a réformé la facturation des services d'eau et d'assainissement.

Transposé à l'article R.2224-19-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, il prévoit l'application d'un tarif spécifique aux usagers non domestiques qui doit être établi :

- En fonction de paramètres spécifiques au rejet prenant en compte notamment l'importance, la nature, les caractéristiques du déversement, et la quantité d'eau rejetée,
- Sur la base du tarif ordinaire appliqué à tous les usagers du service d'assainissement, éventuellement corrigé à l'aide de coefficients tenant compte « du degré de pollution et de la nature du déversement ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service d'assainissement ».

La mise en œuvre de ce dispositif réglementaire vient accompagner la politique de l'assainissement en faveur de la reconquête des milieux naturels en incitant à la réduction des pollutions à la source.

C'est pourquoi, par la délibération n°8758 du 23 mars 2009, le Conseil Communautaire a adopté des modalités d'application du tarif non domestique sur son territoire.

La redevance est ainsi applicable à tout établissement détenteur d'un arrêté d'autorisation de déversement. L'assiette de facturation retenue est le volume rejeté. Un coefficient correctif de pollution prend en compte les valeurs mesurées au droit du rejet des principales substances polluantes connues.

Les modalités de calculs sont présentées en annexe.

4. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence assainissement, Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un service public d'assainissement non collectif (SPANC) sur son territoire.

Ce service assure le contrôle des installations neuves et existantes ainsi que l'information auprès des usagers pour la bonne gestion de leurs installations.

Un règlement de service, approuvé par délibération n°6829 du 16 décembre 2005, modifié par la délibération n°10334 du 28 juillet 2011, fixe les conditions techniques, administratives et tarifaires de l'exercice du service et de ses relations aux usagers.

	Tarifs
Contrôle diagnostic initial des installations existantes	64,60 €
Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation existante	154,50 €
Contrôle diagnostic dans le cadre d'un acte de vente	154,50 €

Contrôle de conception et d'implantation d'une installation neuve ou réhabilitée	86,10 €
Contrôle de bonne exécution des travaux pour une installation neuve ou réhabilitée	86,10 €

LA COHESION SOCIALE

1. LE SERVICE TELEALARME

Dans le cadre de sa compétence Politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole offre aux personnes âgées ou aux personnes en état de dépendance, la possibilité de bénéficier de transmetteurs de Téléalarme à leur domicile. Cette prestation contribue à leur maintien au domicile.

L'installation de transmetteurs est effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole, après instruction des dossiers par les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) des communes membres de la Métropole.

Il est rappelé que tout trimestre commencé est dû (hormis en cas de décès). La prestation prend fin à la restitution de l'émetteur et du transmetteur. En cas de non restitution du matériel, il sera facturé à l'abonné ou aux héritiers.

Catégorie	Ressources par trimestre	Tarifs mensuels
1	Moins de 2 030 €	Gratuit
2	2 031 à 2 470 €	6,00 €
3	2 471 à 2 883 €	12,00 €
4	2 884 à 3 746 €	21,00 €
5	3 747 à 4 568 €	38,00 €
6	Plus de 4 568 €	50,00 €

Prestation	Forfait
Forfait installation	24,50 €
Perte du pendentif	120,00 €
Perte du bracelet	170,00 €
Détérioration ou perte du transmetteur	250,00 €

LES SPORTS

1. LE RESEAU DES PISCINES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Depuis la rentrée 2017, un système de vente en ligne permet l'achat et le rechargement de certaines prestations directement sur le site internet. L'utilisateur dispose d'un compte utilisateur lui permettant de suivre ses différents achats.

Précision sur les tarifs appliqués :

- La gratuité d'accès concerne les enfants de 0 à 3 ans inclus.
- Toutes les entrées achetées à la Piscine Olympique d'Antigone, à l'exception des abonnements horaires, sont valables dans tous les établissements du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Toutes les activités (aquagym, aquabike, aquaforme...) sont facturées à la séance.
- Concernant les stages collectifs et les cours de natation, les tarifs sont déterminés en fonction du coefficient familial, sur présentation d'une attestation de la Caisse d'Allocations Familiales de moins de trois mois.
- Un tarif à destination des familles nombreuses est applicable, à partir de trois enfants, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la Caisse d'Allocations Familiales. Ce tarif famille nombreuse est valable individuellement pour chaque membre d'une même famille. De plus, ce tarif réduit sera facilement contrôlable par la présentation d'une carte nominative avec photo. Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable. Application du tarif réduit pour chaque membre de la famille individuellement.
- Un lecteur disponible à la banque d'accueil de chaque établissement permet la possible présentation en caisse d'un ticket à code barre ou QR code sur smartphone.

a. PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE

▪ Entrées (valables 24 mois)

	Normal	Pass Métropole
Entrée enfant (0 à 3 ans inclus)	GRATUIT	GRATUIT
Entrée enfant (4 à 18 ans)	2,80 €	2,40 €
Entrée adulte	5,20 €	4,40 €
Tarif réduit entrée *	2,90 €	2,60 €
10 entrées enfants	24,20 €	20,30 €
10 entrées adultes	39,10 €	33,80 €
Tarif réduit 10 entrées *	27,30 €	24,10 €
Abonnement 10h	26,30 €	22,50 €
Abonnement 20h	46,00 €	39,70 €
Tarif réduit abonnement 10h *	22,50 €	19,30 €
10 entrées comités d'entreprises	31,10 €	-
10 abonnements 10h comités d'entreprises	221,80 €	-
Abonnement trimestriel enfants	62,60 €	53,60 €
Abonnement trimestriel adultes	126,40 €	109,30 €
Tarif réduit abonnement trimestriel adultes *	88,50 €	76,50 €
Création de carte abonnement ou remplacement	2,00 €	-
Bonnets de bain	2,00 €	-

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

▪ **Forfaits familles**

	Normal	Pass Métropole
Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	13,20 €	10,60 €
Forfait famille nombreuse : 2 adultes et 3 enfants (à partir de 4 ans)*	13,70 €	11,90 €

* Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la CAF.

▪ **Tarifs groupes - centres de loisirs sans hébergement et accueils de loisirs sans hébergement**

	Hors Métropole	Métropole
Enfant	2,40 €	2,00 €
Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	2,40 €	2,00 €

▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs (50 m) *	14,00 €	12,00 €
Clubs sportifs (25 m) *	7,00 €	6,00 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (avec surveillance) *	33,00 €	32,00 €

* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

b. CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE

	Tarif
Tarif accès journalier (de 15h à 17h30)	1,00 €

Ce tarif est applicable du 6 juillet au 21 août 2020.

BASSINS EXTERIEURS

▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	10,90 €	8,80 €
Autres clubs sportifs (hors dimanche)	13,40 €	11,40 €
Clubs sportifs (dimanche)	22,30 €	20,10 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (sans surveillance) *	30,60 €	29,40 €

* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

c. AUTRES PISCINES DU RESEAU

▪ **Entrées (valables 24 mois)**

	Normal	Pass Métropole
Entrée enfant (0 à 3 ans inclus)	GRATUIT	GRATUIT
Entrée enfant (4 à 18 ans)	2,60 €	2,20 €
Entrée adulte	3,20 €	2,70 €
Tarif réduit entrée *	2,70 €	2,20 €
10 entrées enfants	19,80 €	16,60 €
10 entrées adultes	23,60 €	19,80 €
Tarif réduit 10 entrées *	19,60 €	16,60 €
10 entrées comité d'entreprise	18,70 €	-
Abonnement trimestriel enfant	21,40 €	18,20 €
Abonnement trimestriel adulte	31,30 €	26,80 €
Tarif réduit Abonnement trimestriel adulte *	21,40 €	18,20 €
Création de carte d'abonnement ou remplacement	2,00 €	-
Bonnets de bain	2,00 €	-

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

▪ **Forfaits familles**

	Normal	Pass Métropole
Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	9,10 €	7,20 €
Forfait famille nombreuse : 2 adultes et 3 enfants (à partir de 4 ans) *	11,40 €	9,10 €

* Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la CAF.

▪ **Tarifs groupes - centres de loisirs sans hébergement et accueils de loisirs sans hébergement**

	Hors Métropole	Métropole
Enfant	1,90 €	1,60 €
Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	1,90 €	1,60 €

▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs (25 m) (hors dimanche)	6,90 €	5,80 €
Clubs sportifs (25 m) (dimanche)	18,20 €	17,10 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (sans surveillance) 25 m	15,30 €	14,70 €

Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

▪ **Tarifs horaires de location petit bassin - clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	13,60 €	11,40 €
Autres clubs (hors dimanche)	28,40 €	23,10 €
Clubs sportifs (dimanche)	38,60 €	34,10 €

Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

PRESTATIONS DES MAITRES-NAGEURS SAUVETEURS

Afin d'assurer la sécurité des clubs sportifs et/ou des groupes venant pratiquer la natation, Montpellier Méditerranée Métropole propose une prestation de maître-nageur sauveteur (MNS) au sein du réseau des piscines. Les créneaux horaires peuvent varier en fonction de la demande et le coût de cette prestation est refacturé sous la forme d'un tarif par heure ou par demi-heure.

Piscine olympique d'Antigone et autres piscines de la Métropole :

	Normal	Pass Métropole
1 heure	25,10 €	24,60 €

Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

AUTRES TARIFS EN VIGUEUR DANS L'ENSEMBLE DES PISCINES DE LA METROPOLE

▪ Cours de natation

	QF>900		450>QF≥900		QF≤450	
			Ou tarif réduit *			
	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole
Cours collectifs enfants natation à la saison	140,30 €	119,40 €	112,20 €	95,40 €	89,80 €	76,40 €
Cours collectifs enfant (à partir du 1 ^{er} janvier)	91,20 €	77,60 €	72,90 €	62,00 €	58,30 €	49,60 €
Cours collectifs adultes à la saison	192,30 €	163,40 €	153,80 €	130,80 €	123,10 €	104,60 €
Cours collectifs enfant (1 séance)	125,00 €	106,20 €	100,00 €	85,00 €	80,00 €	68,00 €

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

▪ Stages collectifs vacances scolaires

	QF>900		450>QF≥900		QF≤450	
			Ou tarif réduit *			
	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole
Stages collectifs enfants (3 séances)	16,70 €	14,20 €	13,30 €	11,30 €	10,70 €	9,10 €
Stages collectifs enfants (4 séances)	21,80 €	18,50 €	17,50 €	14,80 €	14,00 €	11,80 €
Stages collectifs enfants (5 séances)	27,80 €	23,70 €	22,30 €	18,90 €	17,20 €	15,10 €

séances)						
Stages collectifs adultes (3 séances)	21,30 €	18,10 €	17,00 €	14,50 €	13,60 €	11,60 €
Stages collectifs adultes (4 séances)	27,80 €	23,20 €	22,20 €	18,90 €	17,80 €	15,10 €
Stages collectifs adultes (5 séances)	35,50 €	29,90 €	28,40 €	24,20 €	22,80 €	19,40 €

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

▪ Tarif a la séance des activités

	Tarif normal		Tarif réduit *	
	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole
Aquagym, Aquaforme, Aquafitness, Aquagym cardio..	7,00 €	6,00 €	4,50 €	3,80 €
Aquabike	7,50 €	6,50 €	4,70 €	4,00 €

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

Toutes les activités sont facturées à la séance.

2. LA LOCATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES

Montpellier Méditerranée Métropole possède un réseau d'équipements sportifs et de loisirs structurants qui permet aux associations et aux publics jeunes, adultes et seniors de pratiquer un très large éventail de sports individuels ou collectifs.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole est régulièrement sollicitée par des associations ou sociétés qui souhaitent utiliser ses installations sportives pour y organiser des événements divers (matches internationaux, phases finales de championnats, galas, séminaires, rencontres, salons, etc.).

Le tarif de location du Stade de la Mosson, du Stade d'honneur du complexe de rugby, du Palais des sports René-Bougnol et de la Piscine Olympique d'Antigone concerne exclusivement les manifestations sportives.

Ces tarifs comprennent l'éclairage et le chauffage. La sécurité incendie, la sécurité des personnes et des installations ainsi que le nettoyage seront à la charge du demandeur.

Il convient de prévoir la possibilité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder la gratuité pour des manifestations d'intérêt général.

Au regard des contraintes inhérentes à la gestion des équipements, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve également le droit de ne pas les louer ses installations pour une durée déterminée.

Les demandes d'utilisation devront être adressées à la Direction des Sports au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être indiqué de manière précise l'objet et la nature de l'événement concerné ainsi que les espaces souhaités.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin

qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Une convention sera alors signée précisant les conditions et modalités d'exécution.

Equipements et espaces	Unité	Tarifs
Complexe sportif Yves du Manoir - GGL Stadium	Jour	15 000,00 €
Piscine Olympique d'Antigone	Jour	15 000,00 €
Stade de la Mosson "Mondial 98"	Jour	12 000,00 €
Palais des sports René-Bougnol	Jour	6 000,00 €
Gymnase Lou Clapas	Jour	3 000,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Stade Eric-Béchu + vestiaires	Jour	1 500,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Terrain synthétique n° 1 + vestiaires	Jour	500,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Terrain synthétique n° 2 + vestiaires	Jour	500,00 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Terrain synthétique n° 1 + vestiaires	Jour	500,00 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Terrain synthétique n° 2 + vestiaires	Jour	500,00 €
Stade de la Mosson "Mondial 98" - Salle de réception	Heure	200,00 €
Stade de la Mosson "Mondial 98" - Loge (capacité : 15 places)	Heure	100,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Grande loge (capacité : 30 places)	Heure	150,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Moyenne loge (capacité : 18 places)	Heure	125,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Petite loge (capacité : 12 places)	Heure	100,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Espace de réception et annexes	Heure	350,00 €
Palais des sports René-Bougnol - Salle de réception Branko-Karabatic	Heure	180,00 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Club house	Heure	50,00 €

LA CULTURE

1. CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL

Tarifs des pré-inscriptions pour les nouveaux élèves :

	METROPOLE	HORS METROPOLE
Hors Temps Scolaire (H.T.S)	20 €	40 €
Horaires aménagés	Gratuit	Gratuit

Les frais de pré-inscription ne sont pas remboursables.

Tarifs annuels des frais de dossier et de scolarité hors temps scolaire (HTS) :

	METROPOLE			HORS METROPOLE		
	Dossier*	Scolarité	Total	Dossier*	Scolarité	Total
(A1) Coursus Musique, Danse, Théâtre, <i>Tarif normal - hors classes préparatoires</i>	40 €	250 €	290 €	80 €	500 €	580 €
(A2) Coursus Musique, Danse, Théâtre - <i>Tarif social** - hors classes préparatoires</i>	40 €	100 €	140 €			
Classes préparatoires – <i>Tarif normal</i>	40 €	250 €	290 €	40 €	250 €	290 €
Classes préparatoires – <i>Tarif social**</i>	40 €	100 €	140 €	40 €	100 €	140 €
A partir du 2ème enfant au conservatoire ***	gratuit	100 €	100 €	80 €	500 €	580 €

* *Frais de dossier* : ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire

** *Tarif social* : il s'applique aux revenus non imposables sous réserve de présentation d'un justificatif en cours de validité

*** *2ème enfant au conservatoire* : Sous réserve d'un enfant payant déjà le tarif normal ou le tarif social en cursus complet ou spécifique

Tarifs annuels des frais de dossier et de scolarité pour les cursus spécifiques hors temps scolaire (HTS) :

	METROPOLE			HORS METROPOLE		
	Dossier*	Scolarité	Total	Dossier*	Scolarité	Total
Cursus spécifiques (B1)	40 €	120 €	160 €	80 €	200 €	280 €
A partir du 2ème enfant au conservatoire**	Gratuit	100 €	100 €	80 €	200 €	280 €
Tous Cursus Spécifiques - <i>Tarif social</i> (B2)	40 €	100 €	140 €			
Offres spécifiques (C)		40 €			80€	
Chœur d'application (D)		20 €			40€	

* Frais de dossier : ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire

** 2^{ème} enfant au conservatoire : Sous réserve d'un enfant payant déjà le tarif normal ou le tarif social en cursus complet ou spécifique

B1- Cursus spécifiques : éveil musique, éveil/initiation danse, formation musicale seule (sites extérieurs, opéra junior, Internote, Musicologie), initiation direction de chœur ou direction d'orchestre, initiation musiques actuelles amplifiées, Cycle Individuel de Formation en Musiques anciennes, Danse Jazz, Ensembles vocaux, Auditeur libre.

B2 - Tarif social : il s'applique aux revenus non imposables sous réserve de présentation d'un justificatif en cours de validité

C - Offres spécifiques : Orchestre amateur, chœur amateur, chœur apprenti, orchestres EIRE, ARCO, Formation CIMM, LMI

Tarifs annuels des frais de dossier et de scolarité horaires aménagés :

	METROPOLE			HORS METROPOLE		
	Dossier*	Scolarité	Total	Dossier*	Scolarité	Total
Cursus Musique et/ou Danse -Tarif normal (E1)	Gratuit			Gratuit		
2ème discipline Hors temps Scolaire (HTS)	40 €	120 €	160 €	80 €	200 €	280 €

* Frais de dossier : ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire

Tarifs trimestriels des droits de location :

Les paiements s'effectuent : au 1er Octobre, 1er Janvier, 1er Avril et 1er Juillet.

	METROPOLE		HORS METROPOLE
	1ère et 2ème années	3ème année et suivante(s)	1ère, 2ème, 3ème années et suivante(s)
Tarif normal	36 €	90 €	210 €
A partir du 2ème enfant au conservatoire *	18 €	45 €	
Tarif social (revenus non imposables)	18 €	45 €	

* 2^{ème} enfant au conservatoire : Sous réserve d'un enfant payant déjà le tarif normal ou le tarif social en cursus complet ou spécifique

Intégration du conservatoire en cours d'année :

En cas d'intégration au conservatoire entre le 1er janvier et les vacances de printemps, les frais de scolarité sont réduits de moitié.

En cas d'intégration après les vacances de printemps, les élèves sont exonérés de frais de scolarité.

2. LE RESEAU DES MEDIATHEQUES

La carte de lecteur donne accès à l'ensemble du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole.

Elle est individuelle, nominative et obligatoire pour emprunter des documents et pour l'accès à certains services sur place (multimédia, autoformation, vidéo, jeux...).

Les tarifs des services à la population appliqués dans le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole figurent ci-dessous :

▪ Habitants du département de l'Hérault

Plein tarif	10,00 €
Tarif Pass'Agglo ou Pass Métropole	8,00 €
Tarif Passeport Multimédia (1) sur présentation du Pass'Agglo ou Pass Métropole	10,00 €
Tarif de base couples (applicable si les 2 personnes ont plus de 26 ans chacune) (2)	18,00 €
Tarif réduit : couples avec le Pass'Agglo ou Pass Métropole	15,00 €
Tarif réduit 18 - 25 ans	5,00 €
Enfants jusqu'à 18 ans, titulaires des minimas sociaux, demandeurs d'emploi (3)	GRATUIT
Collectivités	50,00 €
Complément Couples (tarif de base) (2)	8,00 €
Complément Couples avec Pass'Métro	7,00 €
Consultation occasionnelle (vidéo, multimédia et jeux) (4)	6,00 €
Complément Passeport Multimédia (pour tarif Pass'Agglo ou Pass Métropole individuel)	2,00 €

(1) *Passeport Multimédia*

Dans le cadre du développement de la lecture publique à l'échelle du territoire, la carte dite « Passeport Multimédia » permet l'élargissement de l'accès aux habitants de la Métropole de Montpellier à d'autres médiathèques communales de la Métropole. Il fait l'objet d'une harmonisation des tarifs de chacune des communes avec ceux du réseau et d'une convention bipartite.

(2) Le tarif de couple : s'applique aux deux membres du couple, sur leur carte individuelle : le 1^{er} membre règle « le tarif de base » et le second verse le complément, ce qui équivaut au tarif « de base couples ».

*(3) Condition d'application de la gratuité aux demandeurs d'emploi et allocataires de minimas sociaux
L'utilisateur devra présenter les justificatifs requis le jour de l'inscription ou du renouvellement de l'abonnement.*

- Pour les demandeurs d'emploi, l'attestation devra être datée du mois en cours.

- Pour les allocataires des minimas sociaux, l'application de la gratuité est strictement conditionnée par la présentation de justificatifs. Ainsi une personne handicapée ne touchant pas l'AAH ou titulaire d'une carte d'invalidité ne peut prétendre à la gratuité.

- Pour les demandeurs d'asile, la nouvelle allocation remplaçant l'ATA (attestation temporaire d'attente), délivrée par Pôle Emploi est remplacée par l'ADA (allocation pour demandeur d'asile) après instruction du

dossier de demande d'asile par l'OFII. Le justificatif à demander est l'attestation de demandeur d'asile délivrée par la Préfecture, qui peut aussi faire office de pièce d'identité.

(4) Consultation occasionnelle vidéo et multimédia

Ce tarif est ouvert à toute personne qui souhaite accéder ponctuellement à un poste de consultation vidéo individuel, à un poste multimédia ou à une console de jeux vidéo, dans l'ensemble du réseau.

Il est valable 2 mois, renouvelable sans limite et s'applique donc principalement aux usagers de passage : il remplace le forfait temporaire pour la consultation sur place.

Pas de justificatif de domicile, ni photo d'identité. Mentionner « CPLA » (consultation sur place) à l'emplacement de la photo.

▪ Habitants hors département

Plein tarif individuel	70,00 €
Plein tarif collectivités	110,00 €

Pièces à fournir lors de l'inscription ou du renouvellement

Pour la 1ère inscription

- 1 photographie d'identité récente (ou à défaut photographie sur place par webcam)
- 1 pièce d'identité (pour les enfants : pièce d'identité ou livret de famille)
- 1 justificatif de domicile de moins de 3 mois (loyer, téléphone, EDF) et 1 justificatif de la résidence principale pour les étudiants
- Le Pass' Agglo ou le Pass Métropole pour les usagers habitant dans la Métropole souhaitant bénéficier des tarifs préférentiels
- Pièces justificatives pour les minimas sociaux : attestation de versement datée du mois en cours : Revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité (PA), allocation de solidarité spécifique (ASS), allocation équivalent retraite (AER) ou allocation transitoire de solidarité (ATS), allocation d'insertion (AI), allocation pour demandeur d'asile (ADA), allocation aux adultes handicapés (AAH), allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), allocation veuvage, allocations du minimum vieillesse (ASV et ASPA).
- Pièces justificatives pour les demandeurs d'emploi : attestation d'inscription à Pôle Emploi datant du mois en cours
- Autorisation parentale écrite pour les enfants de moins de 14 ans (formulaire disponible sur place ou sur le site internet des médiathèques).

Pour un renouvellement de carte d'abonné

- Justificatif de domicile de moins de 3 mois.
- Pièces justificatives pour les minimas sociaux et les demandeurs d'emploi
- Le Pass' Agglo ou le Pass Métropole pour les usagers habitant dans la métropole souhaitant bénéficier des tarifs préférentiels

▪ Vente d'articles

Carte postale simple	0,80 €
Carte postale double	1,30 €

Coffret cartes	20,00 €
Coffret cartes (prix libraires)	14,00 €
Catalogues du 19ème siècle (à l'unité)	65,00 €
La Fontaine	5,00 €
16ème siècle	8,00 €
20 ans de bibliophilie	20,00 €
Sabatier d'Espeyran	32,00 €
Arnal	23,00 €
Femmes à l'époque des empereurs de Chine	39,00 €
Léo Malet revient au bercail	29,00 €
Affiche Un art d'exception : reliures des années 1800-1940	2,00 €
Clé USB 1Go	8,00 €

▪ Reproduction

Carte photocopie neuve	
10 unités	2,00 €
50 unités	6,00 €
Photocopies ou impression format A4	0,10 €
Photocopies ou impression format A3	0,20 €
Photocopies ou impression format A4 couleur	0,20 €
Photocopies ou impression format A3 couleur	0,40 €
Image de la Bibliothèque numérique (5)	20,00 €
Numérisation : sortie N&B format A4 - par page (5)	0,50 €
Numérisation : sortie Couleur format A4 - par page (5)	0,20 €
Numérisation : sortie N&B format A3 - par page (5)	0,30 €
Numérisation : sortie couleur format A3 - par page (5)	0,30 €

(5) L'exonération des droits de reproduction des documents patrimoniaux est accordée :

- aux services et établissements de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- aux communes de la métropole sur la demande du Maire ou de l'Adjoint à la Culture ;
- aux donateurs de la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- aux demandes portant sur les publications scientifiques valorisant les fonds patrimoniaux de la médiathèque, tirées à moins de 400 exemplaires.

▪ Divers

Carte perdue	5,00 €
Amende (par document et par jour de dépassement)	0,05 €
Remboursement des documents perdus, endommagés ou volés	Prix d'achat dans V-Smart
Remboursement DVD perdus, endommagés ou volés (forfait)	30,00 €
Sac Réseau des Médiathèques	GRATUIT

DROITS D'UTILISATION DES DOCUMENTS PATRIMONIAUX (6)

▪ **Publication de livres et périodiques**

Reproduction partielle ou intégrale d'un ouvrage : 1 ^{er} cliché	30,00 €
2ème cliché	15,00 €
3ème au 10ème cliché	7,50 €
11ème au 20ème cliché	1,50 €
A partir du 21ème cliché	0,80 €
Reproduction d'un document isolé	30,00 €

Le versement des droits est fixé pour chaque édition ; il doit être renouvelé à l'occasion de chaque édition.
Mention obligatoire à faire figurer sur l'ouvrage : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».
Dépôt gratuit de deux exemplaires de l'ouvrage à la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole.

▪ **Audiovisuel – Multimédia – Publicité**

Prix fixé par image	100,00 €
---------------------	----------

Le versement des droits est fixé pour chaque utilisation ; il doit être renouvelé à l'occasion de toute nouvelle utilisation.
Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Exposition : exposition d'images reproduisant des documents Patrimoniaux conservés à la Médiathèque Centrale

Prix fixé par image exposée	20,00 €
Exposition permanente (forfait 5 ans)	500,00 €

Le versement des droits est fixé pour chaque exposition ; il doit être renouvelé à l'occasion de toute nouvelle exposition.
Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole »

Décor (exposition, musée, boutique...)

Prix fixé par image utilisée	1 000,00 €
------------------------------	------------

Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».

(6) *L'exonération des droits d'utilisation des documents patrimoniaux est accordée :*

- *aux services et établissements de Montpellier Méditerranée Métropole ;*
- *aux communes de la métropole sur la demande du Maire ou de l'Adjoint à la Culture ;*
- *aux donateurs de la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ;*

- aux demandes portant sur les publications scientifiques valorisant les fonds patrimoniaux de la médiathèque, tirées à moins de 400 exemplaires.

3. LE MUSEE FABRE

▪ Entrées individuelles

	Collections permanentes	Hôtel Sabatier D'Espeyran	Collections permanentes + Hôtel Sabatier D'Espeyran	Expositions temporaires hiver	Expositions temporaires été
Tarif normal		4,00 €	7,00 €	8,00 €	10,00 €
Pass'agglo/metropole		3,00 €	6,00 €	7,00 €	9,00 €
Tarif réduit (1)		2,50 €	5,00 €	6,00 €	8,00 €
Billet famille*		9,00 €	15,00 €	17,00 €	21,00 €
Audioguide**			3,00 €	3,00 €	3,00 €

* Billet famille : forfait valable pour 1 à 2 parents avec 1 à 5 enfants.

** et tous les autres dispositifs de médiation et d'aide à la visite (visioguides, etc.).

L'achat simultané de 10 billets ou plus pour la même prestation donne droit au tarif réduit.

▪ Visites guidées individuelles

	Collections permanentes	Hôtel Sabatier D'Espeyran	Collections permanentes + Hôtel Sabatier D'Espeyran	Expositions temporaires hiver	Expositions temporaires été
Tarif normal	8,00 €	8,00 €		11,00 €	13,00 €
Pass'agglo/metropole	7,00 €	7,00 €		8,00 €	10,50 €
Tarif réduit (2)	5,50 €	5,50 €		7,00 €	9,50 €
Visite en famille ***	5,00 €	5,00 €		6,00 €	7,00 €

*** Visites guidées spécifiques conçues pour les enfants accompagnés de leurs parents.

▪ Visites guidées de groupes (à partir de 8 pers et jusqu'à 25)

	Collections permanentes	Hôtel Sabatier D'Espeyran	Collections permanentes + Hôtel Sabatier D'Espeyran	Expositions temporaires hiver	Expositions temporaires été
Tarif normal	200,00 €	200,00 €		230,00 €	230,00 €
Tarif réduit (3)	100,00 €	100,00 €		115,00 €	115,00 €

Application de la gratuité pour les établissements scolaires et centres aérés de Montpellier Méditerranée Métropole

▪ Guides externes

	Tarifs
Droit de parole pour toute intervention dans les collections et expositions du musée	25,00 €

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

▪ Carte individuelle nominative

Tarif normal	30,00 €
Pass'agglo/métropole	26,00 €
Tarif réduit (4)	15,00 €
Tarif étudiant	9,00 €

▪ **Carte établissement**

Ecoles hors Métropole, crèches, centres de loisirs	30,00 €
--	---------

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE

▪ **Carte abonnement 4 visites guidées par an**

Cet abonnement annuel donne droit à 4 visites guidées par an (3 visites guidées expositions temporaires ou expositions au fil des collections + 1 visite guidée parcours permanent) à des groupes entre 8 et 25 personnes amenés par des structures porteuses d'un projet spécifique*.

Carte abonnement 4 visites guidées par an	30,00 €
---	---------

**Les structures et établissements bénéficiaires devront mener des activités d'accompagnement, d'insertion sociale ou professionnelle dans un but non lucratif.*

Ils devront avoir intégré la pratique culturelle ou artistique comme un axe majeur de leur objet social.

La souscription à cet abonnement sera soumise à l'appréciation préalable par les services du musée Fabre.

La demande sera adressée par écrit au Service des publics du musée Fabre qui en appréciera l'éligibilité en concertation avec la direction du musée.

La structure demandeuse accompagnera sa demande d'une présentation de son projet (organisation administrative, projet, objectifs, financement).

Le musée Fabre s'engage à faire une réponse motivée dans un délai de 2 mois suivant la demande.

ATELIER DE CREATION ARTISTIQUE

(Tarif par séance d'une demi-journée, à multiplier par le nombre de séances au programme)

ADULTE	Tarif normal	8,00 €
	Pass'agglo/métropole	7,00 €
ENFANT	Tarif normal	6,00 €
	Pass'agglo/métropole	5,00 €

DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES

Entrée individuelle gratuite:

- Le 1^{er} dimanche du mois pour les collections permanentes (l'entrée dans l'exposition temporaire reste payante au tarif habituel);
- Lors des journées européennes du patrimoine, de la nuit des musées, des journées nationales de l'archéologie (site archéologique Lattara-musée Henri Prades), et de la nocturne étudiante (musée Fabre). Hors expositions temporaires, dans le cas du musée Fabre ;
- Enfants de moins de 6 ans ;
- Personnes de moins de 18 ans résidant dans la Métropole sur présentation d'un justificatif de domicile ;
- Etudiants de moins de 26 ans (carte d'étudiant en cours de validité) pour l'entrée dans les collections permanentes, et également, au musée Henri Prades, pour les expositions temporaires ;
- Volontaires du Service Civique pour les collections permanentes sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité
- Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois ;
- Bénéficiaires de minimas sociaux sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois * ;
- Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées ;
- 1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité;
- Conservateurs du patrimoine et membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité ;
- Amis du Musée Fabre sur présentation de la carte de membre en cours de validité ;
- Guides conférenciers (carte professionnelle);
- Guides conférenciers et guides interprètes de l'office du tourisme de Montpellier (carte professionnelle) ;
- Journalistes titulaires de la carte de presse ;

- Visiteurs munis de la carte Pass'Pro Hérault le Languedoc (seulement pour le musée Henri Prades - site archéologique Lattara);
- L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches, le dimanche entre 14h et 18 h.

(1) Tarif réduit pour les entrées individuelles :

- Achat simultané de 10 entrées ou plus ;
- Enfants et adolescents de 6 à 18 ans résidant hors de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Etudiants de moins de 26 ans pour les expositions temporaires du musée Fabre (carte d'étudiant en cours de validité) ;
- Volontaires du Service Civique pour les expositions temporaires du musée Fabre sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité
- Personnel de Montpellier Méditerranée Métropole sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire, carte prof.) ;
- Personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire, carte prof.) ;
- Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Membres du Groupement des Amis des Musées de la Région Occitanie sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Visiteurs munis du Pass' Multisites du Réseau des Sites d'Exception en Occitanie (musée Henri Prades seulement).

(2) Tarif réduit pour les visites guidées individuelles :

- Achat simultané de 10 entrées ou plus ;
- Visiteurs munis d'une carte d'abonnement annuel ;
- Enfants et adolescents de 6 à 18 ans ;
- Etudiants de moins de 26 ans (carte d'étudiant en cours de validité) ;
- Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité
- Demandeurs d'emplois sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois ;
- Bénéficiaires de minimas sociaux sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois (RSA, AAH, etc.) * ;
- Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées ;
- 1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;
- Amis du Musée Fabre sur présentation de la carte de membre en cours de validité ;
- Membres du Groupement des Amis des Musées de la Région Occitanie sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Visiteurs munis du Pass' Multisites du Réseau des Sites d'Exception en Occitanie (musée Henri Prades seulement).

(3) Tarif réduit pour les visites guidées de groupes sur réservation :

- Etudiants de moins de 26 ans (carte d'étudiant en cours de validité) ;
- Amis du Musée Fabre sur présentation de la carte de membre en cours de validité ;
- Membres du Groupement des Amis des Musées de la Région Occitanie sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité.

(4) Tarif réduit pour l'abonnement annuel :

- Moins de 26 ans ;
- Enseignants, animateurs sociaux, assistantes maternelles agréées, sur présentation de la carte professionnelle ;
- Puéricultrices, auxiliaires puéricultrices, sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire).

* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

LES SALLES DU MUSEE FABRE

Le musée Fabre dispose de plusieurs espaces, qui sont proposés à la location (hall Buren, cour Vien, auditorium).

Plusieurs formules sont proposées : conférence, réception, visite privée ou encore privatisation du musée (les visites guidées privées des collections permanentes ou des expositions temporaires sont incluses dans les formules jusqu'à 150 personnes).

Les tarifs varient en fonction de l'espace loué et du nombre de personnes accueillies (1).

Formules de location	Espace loué	Tarif location demi-journée	Tarif location journée
CONFERENCE à l'auditorium de 1 à 120 personnes *	Auditorium	1 600 €	2 000 €
RÉCEPTION de 1 à 100 personnes* Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	3 000 €	
RÉCEPTION de 101 à 200 personnes* Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	4 000 €	
RÉCEPTION de 201 à 350 personnes * Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	5 000 €	
RÉCEPTION de 1 à 700 personnes * Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	7 000 €	
CONFÉRENCE ET RÉCEPTION de 1 à 100 personnes * Visite privée comprise dans la formule	Auditorium + cour Vienou Auditorium + hall Buren	4 500 €	
CONFÉRENCE ET RÉCEPTION au-delà de 100 personnes* Visite privée comprise dans la formule	Auditorium + cour Vienou Auditorium + hall Buren	5 300 €	
VISITE PRIVEE (LIBRE OU GUIDEE) de 1 à 100 personnes		1 300 €	
VISITE PRIVEE (LIBRE OU GUIDEE) de 101 à 200 personnes		2 000 €	
MUSÉE PRIVÉ (mise à disposition des espaces de réception pendant un jour de fermeture) Visite privée comprise dans la formule	Auditorium, cour Vien, hall Buren	10 000 €	20 000 €

Des coûts de gardiennage supplémentaire pourront être facturés en sus en fonction du déroulé prévu par l'organisateur

***Capacité d'accueil** : La capacité d'accueil devra impérativement respecter le cahier des charges sécurité fixant des jauges maximums de chaque espace. Cette capacité d'accueil sera précisée par le Musée Fabre pour chaque demande de location ou mise à disposition, en fonction du dernier avis de la commission de sécurité.

La mise à disposition à titre gratuit pourra être accordée pour les associations et manifestations, à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

La demande devra être faite au minimum 3 mois avant l'évènement.

En cas d'acceptation, la mise à disposition d'espace du musée fera l'objet d'une convention d'occupation à titre gracieux.

LE SERVICE PHOTO DU MUSEE FABRE

Le musée Fabre propose un service de reproduction photographique d'œuvres.

Les tarifs varient en fonction du format d'utilisation de l'œuvre à reproduire (droits de reproduction).

▪ **Grille tarifaire de la reproduction d'une œuvre**

	Tarifs
Fichier numérique HD	25,00 €
Prise de vue	70,00 €

▪ **Montant des droits de reproduction**

• **Pour ouvrage destiné à l'édition**

	Couleur	Noir & blanc
¼ de page	60,00 €	45,00 €
½ page	90,00 €	70,00 €
1 page	130,00 €	80,00 €
double page	200,00 €	110,00 €
1ère de couverture	300,00 €	150,00 €
4ème de couverture	200,00 €	110,00 €

+ remise de deux exemplaires de l'ouvrage à titre de justificatif

• **Pour une exposition temporaire ou une parution scientifique**

	Couleur	Noir & blanc
¼ de page	40,00 €	30,00 €
½ page	60,00 €	50,00 €
1 page	90,00 €	50,00 €
double page	130,00 €	75,00 €
1ère de couverture	200,00 €	100,00 €
4ème de couverture	130,00 €	75,00 €

+ remise de deux exemplaires de l'ouvrage à titre de justificatif

• **Pour usage commercial (affiche, poster, documentaires, publicité [sauf télévision])**

	Couleur	Noir & blanc
Reproduction	800,00 €	450,00 €

+ remise d'exemplaires du support réalisé (nombre variable selon le type de support)

• **Pour usage télévisuel publicitaire**

Tarifs

Spot télévisuel de 30 secondes pour un an (France)	1 500,00 €
Spot télévisuel de 30 secondes pour un an (Monde)	4 500,00 €
Spot télévisuel d'une minute pour un an (France)	3 500,00 €
Spot télévisuel d'une minute pour un an (Monde)	9 500,00 €

- Pour usage télévisuel documentaire***

	Tarifs
France et Monde	130,00 €

- Pour usage dans un CD-ROM***

	Tarifs
Usage pédagogique (n&b et couleur)	100,00 €
Usage commercial (n&b et couleur)	400,00 €

+ remise d'un ouvrage en justificatif

- Pour usage sur un site Internet***

	Tarifs
éducatif	30,00 €
commercial	2 500,00 €

Les conditions de règlement de la facture et d'utilisation des visuels HD sont présentées en annexe

4. LE MUSEE HENRI PRADES – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

		COLLECTIONS PERMANENTES	COLLECTIONS PERMANENTES ET/OU SITE ARCHEOLOGIQUE	EXPOSITIONS TEMPORAIRES
VISITE DU MUSEE				
Entrée individuelle (donne accès au musée Henri Prades, ne donne pas accès au site archéologique, accessible seulement en visite guidée)	Tarif normal	3,00 €		4,00 €
	Pass'agglo/metropole	2,50 €		3,00 €
	Tarif réduit (1)	2,00 €		2,50 €
	Billet famille	7,00 €		9,00 €
	Audioguide	1,00 €		1,00 €
Visite guidée individuelle (sur réservation uniquement)	Tarif normal		5,00 €	6,00 €
	Pass'agglo/metropole		4,50 €	5,50 €
	Tarif réduit (2)		4,00 €	5,00 €
	Billet famille		11,00 €	13,00 €
Visite guidée Groupe (sur réservation pour les groupes à partir de 8 personnes)	Tarif par personne		4,00 €	5,00 €
Billet famille : forfait valable pour 1 à 2 parents avec 1 à 5 enfants.				

L'achat simultané de 10 billets ou plus pour la même prestation donne droit au tarif réduit.

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA		
Carte individuelle nominative	Tarif normal	30,00 €
	Pass'agglo/métropole	26,00 €
	Tarif réduit (3)	15,00 €
	Tarif étudiant	9,00 €
ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET SOCIO-EDUCATIFS (prix par enfant participant)		
Visite libre	Enfants métropole	Gratuit
	Hors métropole	0,50 €
Visite guidée et animation historique	Enfants métropole	Gratuit
	Hors métropole	1,00 €
Ateliers	Enfants métropole	2,30 €
	Hors métropole	3,00 €
ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)		
Ateliers vacances scolaires	Tarif normal	3,00 €
	Pass'agglo/métropole	2,30 €
Anniversaire au musée	Tarif normal	6,00 €
	Pass'agglo/métropole	5,00 €
ANIMATION (prix par enfant participant et par semaine)		
Atelier + répétition générale + spectacle	Tarif normal	50,00 €

DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES

Entrée individuelle gratuite

- Le 1er dimanche du mois ;
- Lors des journées européennes du patrimoine, de la nuit des musées, des journées nationales de l'archéologie (Site archéologique Lattara- Musée Henri Prades), et de la nocturne étudiante (musée Fabre). Hors expositions temporaires, dans le cas du musée Fabre
- Enfants de moins de 6 ans ;
- Personnes de moins de 18 ans résidant dans la Métropole sur présentation d'un justificatif de domicile
- Etudiants de moins de 26 ans, dont étudiants de l'ESBAMA, du CRR, de l'Ecole d'Architecture (carte d'étudiant en cours de validité) pour l'entrée dans les collections permanentes, et également, au musée Henri Prades, pour les expositions temporaires
- Demandeurs d'emplois sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois
- Bénéficiaires de minimas sociaux sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois
- Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées
- L'accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité
- Conservateurs du patrimoine et membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité
- Amis du Musée Fabre sur présentation de la carte de membre en cours de validité
- Guides conférenciers et guides interprètes du Ministère de la Culture, de la Communication et du Tourisme (carte professionnelle)
- Guides conférenciers et guides interprètes de l'office du tourisme de Montpellier (carte professionnelle)

- Journalistes (carte professionnelle)
- Visiteurs munis de la carte Pass' Pro Hérault le Languedoc (musée Henri Prades seulement)
- L'invité du porteur de la carte d'abonné, le dimanche entre 14h et 18h

(1) tarif réduit pour les entrées individuelles :

- Achat simultané de 10 entrées ou plus ;
- Enfants et adolescents de 6 à 18 ans résidant hors de la Métropole de Montpellier ;
- Etudiants de moins de 26 ans pour les expositions temporaires du musée Fabre (carte d'étudiant en cours de validité) ;
- Personnel de la Métropole de Montpellier sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire, carte prof.) ;
- Personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Languedoc-Roussillon sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire, carte prof.) ;
- Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Membres du Groupement des Amis des Musées de la Région Occitanie sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Visiteurs munis d'un billet d'entrée pour un des musées du Réseau des musées d'archéologie et d'histoire de Montpellier et ses environs; - Visiteurs munis de la City Card.

(2) tarif réduit pour les visites guidées individuelles :

- Achat simultané de 10 entrées ou plus ;
- Visiteurs munis d'une carte d'abonnement annuel ;
- Enfants et adolescents de 6 à 18 ans résidant hors métropole de Montpellier ;
- Etudiants de moins de 26 ans, dont étudiants de l'ESBAMA, du CRR, de l'Ecole d'Architecture (carte d'étudiant en cours de validité) ;
- Demandeurs d'emplois sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois ;
- Bénéficiaires de minimas sociaux sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois (RSA, AAH, etc.) ; *
- Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées ;
- 1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;
- Amis du Musée Fabre sur présentation de la carte de membre en cours de validité ;
- Membres du Groupement des Amis des Musées de la Région Occitanie sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Visiteurs munis d'un billet d'entrée pour un des musées du Réseau des musées d'archéologie et d'histoire de Montpellier et ses environs ; - Visiteurs munis de la City Card ;
- Visiteurs munis du Pass campagne des Gites de France Hérault (dans la limite de 2 adultes et 3 enfants).

(3) tarif réduit pour l'abonnement annuel :

- Moins de 26 ans
- Enseignants, animateurs sociaux, assistantes maternelles agréées, sur présentation de la carte professionnelle
- Puéricultrices, auxiliaires puéricultrices, sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire).

(4) gratuite pour les activités pédagogiques pour établissements scolaires et socio-éducatifs :

Pour les écoles de la ville de Lattes (musée Henri Prades uniquement)

* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

LES SALLES DU MUSEE HENRI PRADES

Si le planning d'utilisation du lieu le permet, possibilité de mise à disposition gratuite de la salle de conférence dans le cadre d'une organisation de conférence ou d'une projection audiovisuelle gratuite sur un sujet historique ayant un rapport avec le musée archéologique, à l'exclusion de tout autre type de manifestation.

LOCATION D'ESPACES	Unité	Tarifs
Salle de conférence ou cafétéria	jour	350 €
Salle de conférence + jardin + cafétéria	jour	1 000 €

LA BOUTIQUE DU MUSEE HENRI PRADES

Le musée Henri Prades dispose d'une boutique proposant de nombreux articles à la vente : ouvrages, bijoux, reproductions, gadgets ou encore cartes postales et affiches.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée, il convient de modifier la liste des produits à la vente relative aux ouvrages, aux bijoux, aux reproductions et jeux ainsi qu'aux cartes postales et affiches les prix de vente s'échelonnant de 0,50 € à 215 €.

De nouvelles références ont été ajoutées à la tarification afin d'offrir au public une plus large gamme d'ouvrages, de cartes postales et d'objets. Les références et articles ci-dessous complètent les délibérations déjà en vigueur.

▪ **Les ouvrages**

Auteurs	Titres	Prix de vente
BEAUMONT Jacques	La grande imagerie - Les Romains	7,95 €
BOCCADOR / TEMPESTA	La grande imagerie - la mythologie	7,95 €
CARPENTIER Vincent	Archéologie du débarquement et de la bataille de Normandie	15,90 €
COLLECTIF	Benoit MAIRE (catalogue expo)	35,00 €
COLLECTIF	L'aventure phocéenne, Grecs, ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale (catalogue expo)	29,00 €
COULON G.	Des gaulois aux gallo-romains	14,50 €
DARS E. et TEYSSIER E.	Les Romains à petits pas	13,50 €
DE FILIPPO R.	L'archéologie à petits pas	13,50 €
DE LUMLEY Henry	Les gorges du Verdon carte archéologique de la France	18,00 €
DEMOULE J.-P.	Trésors : les petites et grandes découvertes qui font l'archéologie	19,90 €
DIAZ Diégo	Habille les explorateurs et les guerriers - Autocollants Usborne	8,95 €
GRIMAUD R.	Sites gallo-romains en France	14,90 €
HANCOCK Graham	Civilisations englouties	25,90 €
MACDONALD F.	Questions réponses la vie des grecs	7,40 €
MACDONALD F.	Questions réponses les Romains	7,40 €
MAGUER P. et PUECH M.	Les gaulois à petits pas	13,50 €
MONTARDRE Hélène	Questions réponses la mythologie grecque	7,40 €
MONTARDRE Hélène	Questions réponses Rome et l'Empire romain	7,40 €

Stéphanie Ledu et Cléo Germain	Les Gaulois mes p'tits docs	7,60 €
SWINNEN C.	La préhistoire à petits pas	13,50 €
WIENER Magali	A la rencontre des romains	9,20 €

▪ Les bijoux

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
ENARRO BOUTIQUE	Boucles d'oreilles Amphora aventurine	21,00 €
	Boucles d'oreilles Vinalia, améthyste ou grenat	21,00 €
	Boucles d'oreilles Tresta jaspe rouge	22,00 €
	Boucles d'oreilles Crotalia	23,00 €
	Boucles d'oreilles Amphora lapis lazulis	23,00 €
	Collier lunule	25,00 €
	Boucles d'oreille Tetra améthyste	25,00 €
	Collier 3/1 perles et jaspe rouge	26,00 €
	Collier 3/1 perles et améthyste	31,00 €
AU FIL DU TEMPS	bracelet période gallo-romaine	24,00 €

▪ Jeux et gadgets

Fournisseur	Titres	Prix de vente
MAGNETO MANIA	Gomme soldat romain	3,00 €
Studio Vertu Europe	Magnet en marbre	4,00 €

▪ Cartes postales et affiches

Cartes postales	0.50 € /unité
-----------------	---------------

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
JF Impression	Aquarelle Lattara en 200 av. J.C	4,00 €
Association Alphabets	Alphabets méditerranéens	10,00 €

5. HOTEL DE CABRIERES - SABATIER D'ESPEYRAN

L'Hôtel de Cabrières - Sabatier d'Espeyran, installé dans un hôtel particulier du XIXème siècle, accueille le département des Arts décoratifs du Musée Fabre de Montpellier. Cette demeure historique propose de faire découvrir les cadres de vie des sociétés bourgeoises et aristocratiques des XVIIIe et XIXe siècles.

Dans ce cadre, l'hôtel de Cabrières - Sabatier d'Espeyran propose à la location les espaces suivants :

- La salle des faïences
- La cour intérieure
- Le hall

Ces salles sont mises à disposition de 18h00 (heure de fermeture) à 24h00. La capacité maximale d'accueil est fixée à 50 personnes.

Formule	Espaces loués	Tarifs
---------	---------------	--------

Réception et visite privée (libre ou guidée) de 1 à 50 personnes	Salle des faïences + la cour intérieure + le hall	1 700,00 €
--	---	------------

Ce tarif comprend la visite guidée de l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, la présence de 3 gardiens et d'un agent d'accueil (pour assurer la sécurité des biens et des personnes) ainsi que le nettoyage et les fluides. Ces prestations ne sont pas dissociables de la prestation et du tarif proposé. **Des coûts de gardiennage supplémentaire pourront être facturés en sus en fonction du déroulé prévu par l'organisateur.**

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Un contrat de location sera également signé précisant les conditions et modalités d'exécution.

La mise à disposition à titre gratuit pourra être accordée pour les associations et manifestations, à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

La demande devra être faite au minimum 3 mois avant l'évènement.

En cas d'acceptation, la mise à disposition d'espace fera l'objet d'une convention d'occupation à titre gracieux.

AUTRES

1. LA FOURRIERE ANIMALE

La convention de groupement de commandes, conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, la Communauté de Communes du Nord Bassin de Thau et les Communes de Mauguio et de Palavas-les-Flots, et les prestations objet du marché d'exploitation concernant pour les animaux errants :

- Leur récupération et leur conduite dans les locaux de la fourrière ;
- Leur accueil ;
- La recherche du propriétaire et si nécessaire la pose d'un procédé d'identification;
- Leur inspection sanitaire et vaccination ;
- Leur garde au sein des équipements de la fourrière pendant la durée légale ;
- Leur cession au refuge ou euthanasie en fonction de leur état sanitaire.

Prise en charge des animaux	Tarifs
Récupération et conduite	100,00 €
Pose d'un procédé d'identification	77,00 €
Inspection sanitaire et vaccination	57,00 €
Garde 1er jour	21,00 €
Jour supplémentaire	12,00 €
Recherche du propriétaire	10,00 €
Frais de dossier	10,00 €

2. SALLE METROPOLITAINE

La salle Fernand Pelloutier

Au sein de l'hôtel de Métropole, place Zeus, se situe une salle de réunion « Fernand Pelloutier », dédiée à différentes manifestations, ainsi que d'une salle de projection équipée de matériel audiovisuel et située à l'entresol.

Plein tarif	Pass'Métropole	Demi-tarifs*	Forfait de base**
1 287,00 €	1 158,00 €	643,00 €	51,00 €

Les modalités suivantes s'appliquent :

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) ; les organisations syndicales internes à la collectivité.

***demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Une réduction de 10% est appliquée pour les détenteurs de la carte Pass' Métropole.

Les tarifs comprennent l'équipement des salles, l'éclairage, le chauffage ainsi que l'assistance technique.

Un dépôt de garantie, fixé à 1 800 euros T.T.C, doit être perçu à la signature du contrat de location.

Horaires de location : soit de 9h00 à 19h00 soit de 14h00 à minuit.

Les demandes d'utilisation devront être adressées par écrit à la Direction du Protocole, au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être mentionné de façon précise et sans ambiguïté la nature de la manifestation.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Un contrat de location sera alors signé précisant les conditions et modalités d'exécution.

3. MOBILISATION D'UN AGENT

Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

Mobilisation d'un agent	Unité	Tarifs
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	20,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 dimanche et jours fériés	H / agent	33,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	40,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs proposés par la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-108774-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Barème dommages causés aux arbres
- Eau et assainissement.docx
- Service photo

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Environnement et Transport - Complément Exercice 2019 - Autorisation de signature

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2019-6 du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a adopté le budget 2019 des subventions attribuées dans le cadre de la thématique Environnement et Transport de Montpellier Méditerranée Métropole.

En complément et pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2019, il est proposé d'allouer une attribution suivant le tableau ci-dessous :

CODE	STRUCTURE	TYPE	MONTANT
793	AMICALE DES RETRAITES DES TRANSPORTS URBAINS DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 220 €

L'attribution de cette subvention est conditionnée à la signature d'une convention d'attribution.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation d'une subvention d'un montant de 1 220 € à l'Amicale des Retraités des Transports Urbains de Montpellier. sous réserve de signature de la convention ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe transport, chapitre 65 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-106139-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Amicale TaM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENVIRONNEMENT et TRANSPORTS - Exercice 2020

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	Projet	ACTIONS AUTOUR DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	4 000 €
7215	REPAIR CAFÉ GRAND MONTPELLIER	Fonctionnement		1 000 €
TOTAL				5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 937

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
2697	SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX	Fonctionnement	75 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 931

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES LR	Fonctionnement	1 350 000 €
696	COMITE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	Fonctionnement	10 000 €
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			1 364 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget annexe transport, nature 6574, chapitre 65

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER	Projet	AQUAMETRO	35 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget annexe eau potable nature 6743, chapitre 67

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Gérard CASTRE, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Eric PETIT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111073-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Convention_Projet_Aquaméto_2020_VF2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique URBANISME ET HABITAT - Exercice 2020

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER - CLCV	Fonctionnement		6 900 €
		Projet	ACTIONS DE REPRESENTATION	1 000 €
650	GAMMES - UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR	Fonctionnement		20 000 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT - FEDERATION DE L'HERAULT (CNL34)	Fonctionnement		2 100 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	JOURNEE NATIONALE DE L'ARCHITECTURE	2 500 €
		Projet	ARCHICITY	1 000 €
3328	ADIL DE L'HERAULT	Fonctionnement		33 500 €
		Projet	OBSERVATOIRE DES LOYERS	15 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME	Fonctionnement		1 500 €
4904	HABITER ENFIN !	Fonctionnement		1 200 €
		Projet	ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT	600 €
5248	OMH - OCCITANIE MEDITERRANEE HABITAT	Fonctionnement		20 000 €
6839	COMPAGNONS BATISSEURS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	ATELIER DE QUARTIER DE MONTPELLIER	9 000 €
TOTAL				116 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 935

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111066-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- OMH
- ADIL
- GAMMES
- Convention Fonctionnement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Convention subvention inférieure ou égale à 5 000 €,pdf
- convention_ANCB_2020.pdf
- convention_CLCV_2020.pdf
- convention_CNL_2020.pdf
- convention_Habitat et Humanisme 2020.pdf
- convention_Habiter Enfin_2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Hors commission - Affectation de subvention - Approbation de la convention de partenariat avec la Compagnie Autre Mina - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter la subvention suivante :

NOM DE LA STRUCTURE	TYPE	MONTANT
Association Compagnie Autre Mina	Fonctionnement	10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de la subvention à l'association susmentionnée, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-112856-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP_3M_Convention_Subventions_Fonctionnement_2019_1575637275923-2.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Yvon PELLET

Hors commission - Contrat Territorial (2018-2021) entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Programme Opérationnel 2019 - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le contrat de plan État-Région (CPER 2014-2020) et le Contrat Territorial (CT 2018-2020) constituent le cadre de négociation entre l'État, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre de projets structurants. Le contrat territorial, conclu entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, intègre les projets du Contrat de Plan Etat-Région financés par la Région.

L'enjeu de ces contrats est d'obtenir un effet de levier pour l'investissement local et de concentrer les investissements sur des projets stratégiques pour notre territoire.

Ces contrats cadre fixent des objectifs stratégiques pluriannuels communs et font l'objet d'actions indicatives.

Concernant le Contrat Territorial approuvé par délibération n°M2019-373 du Conseil de Métropole du 23 juillet 2019, des programmes opérationnels sont votés annuellement. Ils permettent de définir les crédits alloués à chaque projet en fonction de leur envergure et des échéances de réalisation. La maîtrise d'ouvrage de ces projets est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de la Métropole ou les partenaires de la collectivité.

Ces projets sont engagés durant l'année concernée.

Le montant total des projets engagés en 2019 s'élève à 90 963 898 €, dont 13 895 292 € financés par la Région Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs et la mise en place du Programme Opérationnel 2019 pour les projets portés par Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de la Métropole concernées ou les partenaires de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-109517-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- programme opérationnel 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Yvon PELLET

Hors commission - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS relative à la gestion du Plan de Corps de Rue Simplifié et Mutualisé à grande échelle (PCRS Mutualisé) - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans le processus de constitution d'un Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) sur son territoire. Celui-ci résulte de la réforme Déclaration de Travaux - Déclaration d'intention de Commencement de Travaux » (DT-DiCT) qui a pour objectif de réduire le nombre et la gravité des accidents qui sont susceptibles de se produire lors de la réalisation de travaux à proximité de réseaux.

L'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux de proximité de certains ouvrages impose pour les réseaux « sensibles » de disposer des plans de réseaux géo-référencés fondés sur le meilleur fond de plan disponible auprès de l'autorité publique locale compétente. L'absence d'un fond de plan commun à l'ensemble des parties prenantes sur lequel les réseaux sont reportés, qu'ils soient sensibles ou non, est préjudiciable à la compréhension de l'occupation du sous-sol.

Cette démarche de constitution d'un PCRS, permet également à Montpellier Méditerranée Métropole d'accroître sa connaissance précise du territoire.

Afin de couvrir la totalité du territoire, la Métropole a pour objectif de mutualiser la production et la mise à jour d'un référentiel entre acteurs publics et privés qui partagent la nécessité d'un fond de plan et le même objectif de précision sur la gestion de leurs données. Comme le prévoit la loi MAPTAM, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, les compétences en matière de création, d'entretien et d'aménagement des voiries et des espaces publics. Elle se positionne donc naturellement en autorité publique locale compétente sur son territoire et envisage, à ce titre, de créer un PCRS afin de proposer un fond de plan adapté et cohérent avec la localisation des ouvrages enterrés sensibles.

Par ce positionnement, Montpellier Méditerranée Métropole doit couvrir la coordination, la production, la mise à jour, l'intégration et la diffusion du PCRS sur son territoire. Concernant la gestion, elle met en place les conditions pour constituer un PCRS, organise la mutualisation et applique le standard et les exigences de qualité (contrôle topographique de la donnée). L'autorité publique locale gère l'intégration et l'hébergement des données PCRS dans son Système d'Information Géographique (SIG) lui permettant ainsi de les diffuser à des partenaires via une plateforme.

Ce fond de plan unique et mutualisé, diffusé en Open Data, permettra aux partenaires exploitants de réseaux de reporter leurs réseaux/ouvrages et ainsi améliorer la compréhension de l'environnement et de l'occupation du sous-sol. Cette cartographie partagée facilitera la gestion patrimoniale et la sécurité des interventions à proximité des réseaux/ouvrages.

Dans cette optique, une convention avec ENEDIS est proposée. Ce partenariat a pour objet de définir les modalités d'exécution techniques et d'échange sur tout le territoire de la Métropole, en vue de la constitution d'un PCRS. Cette mutualisation de données permettra de limiter l'impact financier pour la Métropole. En effet, la mise à disposition de l'orthophotographie 2020 par ENEDIS est réalisé sans contrepartie financière. En retour, ENEDIS pourra ainsi bénéficier de la mise à jour du PCRS et de ses compléments produits par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Montpellier Méditerranée Métropole autorité publique locale gestionnaire du PCRS sur son territoire ;
- approuver la convention de partenariat avec ENEDIS en vue de constituer, de mettre à jour et d'exploiter les données numériques de représentation du fond de Plan de Corps de Rue Simplifié et mutualisé à grande échelle (PCRS mutualisé) sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111142-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ENEDIS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Yvon PELLET

Hors commission - Parc Gérard Bruyère - Équipements d'intérêt métropolitain - Transfert du Parc - Modalités - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le projet d'équipement « *Parc multi-glisse Gérard Bruyère* », initié par la Commune de Baillargues, sur son territoire, s'étendra sur une superficie de 12 hectares à l'Ouest de la Ville et permettra de lier des activités de détente et de promenade propres à un parc classique aux activités de sports de glisse comme le roller et le wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe.

Son attractivité, en direction à la fois des sportifs de haut niveau, des clubs et associations et du grand public, permettra d'améliorer le rayonnement économique et touristique de la Métropole, en répondant à une demande communale, métropolitaine et régionale et en participant à la diversité et au maillage des équipements sportifs structurants du territoire.

Par délibérations en date du 30 septembre 2015 et du 24 février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé à la majorité qualifiée des membres du Conseil, que le Parc multi-glisse Gérard Bruyère est d'intérêt métropolitain. A ce titre, il doit être intégré dans la liste des équipements d'intérêt métropolitain transférés à Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences acquises dans le domaine des équipements sportifs, telles que définies par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiée.

Les modalités du transfert telles que précisées par la délibération n°13642 du 26 février 2016 prévoyaient le transfert du parc à la Métropole à l'issue de la notification des marchés de travaux relatifs à la réalisation des bassins et de leurs équipements, par la Ville de Baillargues.

A ce jour, la Commune de Baillargues a étudié et lancé les procédures de mise en concurrence relatives à la conclusion des marchés publics de travaux, nécessaires à la réalisation du volet hydraulique du projet, à la réalisation des aménagements paysagers et des travaux de voirie et de réseaux divers du parc, à la conception réalisation des structures de télési-nautiques ainsi que le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment d'accueil et de restauration au sein du Parc. Par ailleurs, la Commune de Baillargues a pris en charge les procédures d'aménagement et autorisations d'urbanisme.

Face à la complexité du procédé de traitement de l'eau des bassins, qui nécessite une prolongation de la procédure de négociation des offres, et compte tenu des exigences relatives au phasage des travaux d'infrastructures du bassin, les marchés seront notifiés indépendamment les uns des autres.

Dans ce contexte, et en vue de permettre à la Métropole d'assurer la direction technique dès la phase d'engagement des travaux, il est désormais proposé d'acter l'effectivité du transfert en pleine propriété du Parc Gérard Bruyère au sein des équipements de la Métropole, conformément aux articles L.1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole se substituera donc à la Commune de Baillargues pour l'ensemble de ses droits et obligations, notamment contractuelles, à l'issue de la notification du marché de travaux relatif au terrassement et à l'étanchéité du bassin (lot n°1) et à compter de l'acquisition par la présente délibération de son caractère exécutoire.

Par ailleurs, afin de permettre une parfaite continuité dans la poursuite des procédures engagées par la Commune de Baillargues et pour faciliter les modalités administratives du transfert, il est projeté de mettre en œuvre, par décision, une convention de mandat confiant à la Commune de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- o Finalisation des procédures d'aménagement en cours ;
- o Poursuite de la procédure d'attribution du marché de conception-réalisation des structures de téléski-nautiques (notification incluse) ;
- o Poursuite de la procédure d'attribution des marchés de travaux paysagers (notification incluse) ;
- o Conduite de la procédure d'attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment d'accueil et de restauration (notification incluse).

Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole a été sollicité pour avis sur ce transfert d'équipement sportif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider les nouvelles modalités de transfert de cet équipement, conformément aux articles L.1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- acter l'effectivité du transfert du Parc ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le procès-verbal de transfert, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Jean-Luc MEISSONNIER.

Fait à Montpellier, le 20/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-106841-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 20/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Hors commission - Délibération portant octroi de la protection fonctionnelle au Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Aux termes des articles L. 5217-7, L. 5215-16 et des articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, les élus peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection est accordée d'une part, lorsque l'élu fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsqu'il est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions.

L'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la Métropole se traduit, outre par une assistance de l'élu, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par lui) ;
- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que les frais de procédure et consignations, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à l'élu sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la Métropole se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées).

En cas de préjudice subi par la Métropole, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la Métropole de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la Métropole de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil de Métropole étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle de Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, mis en cause par des élus métropolitains pour diffamation en raison de la distribution dans des communes de la Métropole d'une lettre d'information le 18 février 2019 concernant le vote du budget 2019 et des propos tenus lors du journal télévisé de France 3 diffusé le 26 février 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités évoquées ci-dessus à Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection (frais de justice et de représentation, prise en charge des condamnations civiles) ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 28 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111105-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Hors commission - Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Modification

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il s'agit de définir pour l'année 2020, pour les agents et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire métropolitain. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Métropole, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire métropolitain, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire intercommunal.

Par ailleurs, à la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 (fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié par le décret n° 2019-139 du 26 février 2019), les conditions de remboursement des frais d'hébergement et de transport survenant dans le cadre de l'exercice des missions des agents et des élus locaux ont été modifiées. La délibération n° M2019-163 du 22 mars 2019 doit donc être ajustée et modifiée en ce sens au niveau de la prise en charge des frais de repas.

La modification concerne l'augmentation du taux de remboursement des frais de repas sur l'ensemble du territoire national, pour lequel le seuil prévu initialement par la délibération n° M2019-163 devient, avec la parution de l'article, inférieur au seuil prévu par celui-ci. Les dispositions dérogatoires prévues par les établissements ne pouvant conduire à un remboursement inférieur aux seuils fixés par décret, il convient donc de faire évoluer celui-ci de 15,25 € à 17,50 € pour un repas. Le reste des dispositions prévues par la délibération reste inchangé.

1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de Montpellier Méditerranée Métropole :

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° M2019-163 du Conseil de Métropole du 22 mars 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2^{ème} classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Métropole à des qualités.

Ces déplacements font l'objet d'une délibération *ad hoc*, sauf dans le cas où ils sont pris en charge sur l'enveloppe votée en Conseil et dédiée à cet effet.

Dans le cadre strict, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Métropole.

2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que du Directeur Général des Services :

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° M2019-163 du Conseil de Métropole du 22 mars 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les élus sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- au réel pour les transports (2^{ème} classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

Hors de ce cadre individuel, le Président et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Métropole, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Métropole. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du mandat spécial seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales, et pour le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire intercommunal nécessaires à la promotion et au développement de la Métropole, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Métropole :

Dans le cadre de mission ayant pour objet la représentation et le développement de la Métropole, des personnalités extérieures peuvent être invitées par la collectivité, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire intercommunal, dans le cadre de manifestations organisées par la Métropole.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Métropole, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration dans les conditions définies ci-dessus, ainsi que le principe de remboursement des frais de représentation de Monsieur le Président, du Directeur Général des Services sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits correspondants sont imputés sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111100-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI

Hors commission - Adoption du Procès-Verbal de la séance du 18 novembre 2019

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 novembre 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-114451-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV_Conseil_C3M_18.11.19.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement - Avenant 2020 à la convention-cadre de gestion avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

Le transfert du FSL permet à la Métropole d'agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution du logement social en vertu des lois successives qui lui confèrent un rôle de chef de file (ALUR, Egalité et citoyenneté, ELAN), et désormais l'accompagnement des personnes les plus modestes, en s'appuyant notamment sur :

- l'attribution d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer représentent une enveloppe prévisionnelle de 2 100 000 € pour 2020 pour environ 5 500 aides individuelles environ. Les actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, dont la réalisation est confiée à des opérateurs, essentiellement associatifs, avec lesquelles la Métropole a passé convention, pour un total estimé de de 1 900 000 € de subventions à attribuer en 2020.

Le FSL est un « *pot commun* » composé de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation des autres partenaires volontaires : fournisseurs d'énergie, communes, Régies des eaux, bailleurs, CAF...

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que la gestion financière et comptable du FSL peut être confiée par convention, sous la responsabilité et le contrôle de l'autorité administrative compétente à un organisme de sécurité sociale, une association agréée à cet effet ou un groupement d'intérêt public.

Par délibération M2018-714 en date du 21 décembre 2018, la Métropole a confié la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault pour 2019. Une convention-cadre de gestion, signée en date du 13 février 2019, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain.

La Métropole a reconduit pour 2019 la délégation de gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, par délibération en date du 21 décembre 2018. Une convention de gestion, signée en date du 13 février 2019, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain et fixe à 2 224 864 € le montant de la contribution initiale de la Métropole à verser à la CAF

La Métropole souhaite proroger par voie d'avenant la délégation de gestion financière et comptable du FSL à la CAF de l'Hérault pour une année supplémentaire en 2020.

La CAF de l'Hérault, gestionnaire financière et comptable du FSL, assurera donc le versement des aides aux personnes selon les instructions données par la Métropole, et mettra en place les prêts afférents. Elle réalisera les appels de fonds auprès des partenaires financiers contributeurs et remettra mensuellement et annuellement les bilans financiers faisant état des ressources et des dépenses du FSL.

Les frais de gestion du dispositif par la CAF pris sur le budget du FSL sont de 6 % du montant total des dossiers financés, hors actions d'insertion par le logement, correspondant aux ressources humaines mises à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- renouveler pour une année en 2020 la délégation de gestion financière et comptable du Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement à la CAF de l'Hérault ;
- approuver le projet de convention afférent ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110016-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Proj Avenant_conv_cadre_gestion_2020 281119.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS

Logement - Convention d'Utilité Sociale (CUS) 2019-2024 de l'Office Public de l'Habitat (OPH-ACM) de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Instaurée par la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, la Convention d'Utilité Sociale (CUS) constitue le cadre contractuel qui fixe pour 6 ans les engagements de l'organisme d'HLM vis-à-vis de l'Etat et des collectivités. Elle reflète la stratégie du bailleur social à moyen terme s'agissant notamment de la production neuve, la réhabilitation, la vente aux occupants, la gestion locative et la qualité de service.

Récemment, les lois Egalité et Citoyenneté et celle portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) et leurs décrets d'application, ont modifié les contours de la CUS, notamment en prenant en compte des objectifs en matière d'attribution de logements et en annexant un plan de mise en vente de logements HLM valant autorisation de vente.

Pour la période 2019-2024, soit la deuxième génération de CUS, les engagements contractuels sont proposés à travers 8 indicateurs de performance obligatoires, annexés à la convention.

En dehors des cas de rapprochement entre organismes, les organismes d'HLM avaient jusqu'au 31 juillet 2019 pour transmettre leur projet de CUS au Préfet de département et associer les collectivités locales à leur élaboration. Avant le 1er janvier 2020, les CUS devront être conclues avec l'Etat et les collectivités signataires le cas échéant.

La Métropole, en tant qu'EPCI compétente en matière de Programme Local de l'Habitat, est signataire de droit de la CUS de son organisme de rattachement, l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat. Elle peut également demander de l'être pour les autres bailleurs intervenant sur son territoire.

Le projet de CUS d'ACM Habitat soumis à l'approbation du Conseil prévoit, en matière de politique patrimoniale, un objectif de production annuel moyen pour ACM de 650 logements locatifs sociaux familiaux de 2019 à 2024, auxquels s'ajoutent sur 6 ans 200 logements en foyer (de type pension de famille, résidence sociale « généraliste », ...) contre une moyenne de 400 logements financés annuellement ces dernières années. Cet effort important s'inscrit dans l'objectif du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 récemment adopté de produire 36 % de logements locatifs sociaux dans les 9 communes du cœur de Métropole effectivement desservies par le réseau armature ou par un axe majeur de transport en commun, 33 % sur les autres communes SRU ou devant être soumises aux obligations de cette loi durant la période couverte par le PLH et 30 % pour celles qui ne devraient pas y être soumises dans la période.

Cet engagement quantitatif s'accompagne également d'une priorité donnée aux logements sociaux financés en PLUS et PLAI dont la part parmi la production familiale est fixée à 97,4 % de l'offre totale produite, dont un minimum de 34 % en PLAI, contre 2,6 % pour les logements aux loyers intermédiaires financés en PLS.

ACM Habitat mobilisera un budget de près de 300 millions d'euros sur 10 ans pour l'entretien courant et la réhabilitation de son patrimoine. En outre, l'Office améliorera la performance énergétique de la totalité de ses 308 logements les plus énergivores classés en étiquette énergétique F-G et augmentera la part de logements accessibles aux personnes à mobilité réduite de 29 % à 37 % sur 6 ans.

Au regard de l'orientation nationale de vente du patrimoine locatif social pour favoriser la reconstitution des fonds propres des bailleurs sociaux, ACM Habitat ne prévoit la mise en commercialisation que de 120 logements sur 6 ans, pour un volume de vente réelles envisagée de 5 par an. Cet objectif restreint correspond au souhait de la Métropole de limiter la vente de logements locatifs sociaux sur son territoire compte tenu l'insuffisance de l'offre de logements accessibles aux ménages à faible revenus.

En matière de gestion locative, conformément aux orientations de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) de la Métropole, ACM Habitat se fixe comme objectif de réserver 22 % des attributions aux mutations de locataires déjà logés au sein du parc de l'Office ou d'un autre bailleur social et d'attribuer 25 % des logements sociaux hors QPV aux ménages du 1er quartile de revenu.

Le rôle prépondérant d'ACM Habitat dans le logement des ménages modestes et en difficulté se traduit également par un objectif de réserver 6 % des attributions aux personnes reconnues comme prioritaires au titre de l'application du droit au logement opposable (dont au moins 2 % hors Quartier Prioritaire de la Ville). Par ailleurs, un objectif de 25 % des attributions de l'Office (dont au moins 15 % hors Quartier Prioritaire de la Ville) est fixé en faveur des ménages relevant des publics prioritaires définis dans le cadre de la CIL de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Convention d'Utilité Sociale 2019-2024 de ACM Habitat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-106424-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention CUS 2 ACM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS

Logement - Convention d'Utilité Sociale (CUS) 2019-2024 de la Société Française des Habitations Economiques (SFHE) / Groupe Arcade - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Instaurée par la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, la Convention d'Utilité Sociale (CUS) est le cadre contractuel qui fixe pour 6 ans les engagements de l'organisme d'HLM vis-à-vis de l'Etat et des collectivités locales concernées. Elle reflète la stratégie du bailleur social à moyen terme s'agissant notamment de la production neuve, la réhabilitation, la vente aux occupants, la gestion locative et la qualité de service rendue au locataire.

Récemment, les lois Egalité et Citoyenneté et celle portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) et leurs décrets d'application, ont modifié les contours de la CUS, en prenant en compte notamment des objectifs en matière d'attribution de logements et en annexant un plan de mise en vente de logements HLM valant autorisation de vente.

Pour la période 2019-2024, soit la deuxième génération de CUS, les engagements contractuels sont proposés à travers 8 indicateurs de performance obligatoires annexés à la convention. En dehors des cas de rapprochement entre organismes, les organismes d'HLM avaient jusqu'au 31 juillet 2019 pour transmettre leur projet de CUS au Préfet de département siège de l'organisme et associer les collectivités locales à leur élaboration. Avant le 1^{er} janvier 2020, les CUS devront être conclues avec l'Etat et les collectivités signataires le cas échéant.

La Métropole, en tant qu'EPCI compétent pour l'élaboration du Programme Local de l'Habitat, peut ainsi, à sa demande, être signataire de la CUS des bailleurs intervenant sur son territoire (en plus d'être signataire de droit de la CUS de son organisme de rattachement, ACM Habitat). Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a fait part à la Société Française des Habitations Economiques (SFHE/groupe Arcade) dont elle est actionnaire, de son souhait d'être signataire de sa CUS par courrier en date du 3 juin 2019.

La CUS d'un organisme étant élaborée à l'échelle de l'ensemble de son patrimoine, des échanges entre les services de la Métropole et SFHE Arcade ont permis de définir des indicateurs déclinés à l'échelle du territoire de la Métropole qui figurent pour la plupart dans le document qui sera signé par l'ensemble des partenaires.

En matière de politique patrimoniale, l'objectif de production annuel moyen pour SFHE Arcade s'établit à près de 350 logements locatifs sociaux familiaux par an, dont 60 sur le territoire de la Métropole. SFHE Arcade prévoit en sus de réaliser une opération très sociale de type foyer d'hébergement ou résidence très sociale. Cet effort important s'inscrit dans l'objectif du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 de produire 36 % de logements locatifs sociaux dans les 9 communes du cœur de Métropole effectivement desservies par le réseau armature des transports en commun, 33 % dans les autres communes « SRU » ou devant être soumises aux obligations de cette loi durant la période couverte par le PLH et 30 % dans celles qui ne devraient pas y être soumises dans la période.

Cet engagement quantitatif s'accompagne également d'une priorité donnée aux logements sociaux financés en PLUS et PLAI dont la part parmi la production familiale est fixée à 90 % de l'offre totale produite, dont 32 % en PLAI, contre 10 % pour les logements aux loyers intermédiaires financés en PLS.

Le parc du bailleur SFHE Arcade est particulièrement récent sur le territoire métropolitain. Ainsi aucun logement n'est classé en étiquette énergétique F ou G et 85 % de son parc est parmi les logements les moins énergivores, classés en étiquette énergétique A, B ou C. Sur la durée de la CUS, il est programmé de réhabiliter 6 des 47 logements classés en étiquette E.

Au regard de l'orientation nationale de vente du patrimoine locatif social pour favoriser la reconstitution des fonds propres des bailleurs sociaux, SFHE Arcade proposait initialement la mise en vente de 91 logements locatifs sociaux sur le territoire de la Métropole. Compte tenu de la pénurie de logements accessibles aux ménages à faibles revenus sur le territoire métropolitain, cet objectif a été diminué de moitié à la demande de la Métropole.

En matière de gestion locative, conformément aux orientations de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) de la Métropole et aux dispositions de la Convention Intercommunale d'Attribution adoptée par délibération n°M2019-413 du 23 juillet 2019, SFHE Arcade se fixe comme objectif d'attribuer 25 % des logements sociaux hors Quartier Prioritaire de la Ville aux ménages du premier quartile.

SFHE Arcade prévoit également de réserver 5 % des attributions aux personnes reconnues comme prioritaires au titre de l'application du droit au logement opposable (dont au moins 4,5 % hors Quartier Prioritaire de la Ville) et se fixe un objectif de 25 % des attributions (dont au moins 22 % hors Quartier Prioritaire de la Ville) en faveur des ménages relevant des publics prioritaires définis par les travaux de la CIL de la Métropole.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'utilité sociale 2019-2024 de SFHE Arcade ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-109583-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CUS 2 SFHE
- plan de vente CUS
- indicateur Production

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-10 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT

Logement - Construction de 51 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs. Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de trois nouvelles résidences à Montpellier, totalisant 51 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 de financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations. Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des trois opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Campus Emma » Avenue du Major Flandre Montpellier Zone 2	« Absolu » Rue des Tulipes Montpellier Zone 2	« Sky Lodge » 616 Rue Georges Denizot Montpellier Zone 2
Caractéristiques : Promoteur (VEFA) Architecte	Village d'Or KUBIK	Vinci Immobilier Atelier 234	Angelotti Promotion ALAGHEBAND & PARTENER4S
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	410 m²	1 690 m²	940,20 m²
Nombre de logement	13 LLS	23 LLS	15 LLS
Catégorie de financement	9 PLUS / 4 PLAI	15 PLUS / 8 PLAI	9 PLUS / 6 PLAI
Typologie	11 T1 et 2 T2	1 T1, 3 T2, 12 T3, 6 T4, 1 T5	1 T1, 4 T2, 8 T3, 2 T4,
Plan de financement :			
Coût total de l'opération	886 650 €	3 722 708 €	2 123 178 €
Subvention Etat déléguée	34 520 €	62 400 €	39 000 €
Subvention Région	30 000 €	23 500 €	15 000 €
Prêt CDC	774 030 €	3 551 708 €	2 013 678 €
Fonds Propres	0 €	0 €	0 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	48 100 €	85 100 €	55 500 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention pour chaque opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 48 100 € pour la construction de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Campus Emma », avenue du Major Flandres à Montpellier ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 85 100 € pour la réalisation de 23 logements locatifs sociaux, résidence « Absolu », rue des Tulipes à Montpellier ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 55 500 € pour la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Sky Lodge », 616 rue Georges Denizot à Montpellier ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-109413-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan de localisation Campus Emma ACM.pdf
- Plan de localisation résidence absolu ACM 23 LLS.pdf
- plan de localisation Sky Lodge ACM 10 PLUS 5 PLAI.pdf
- conv SUB ACM Absolu.docx
- conv SUB ACM Campus Emma.docx
- conv SUB ACM Sky Lodge.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT

Logement - Construction de 39 logements sociaux - Résidence ' Ella Fitzgerald ', lot 18 B2 ZAC Port Marianne, 21 rue Serge Gainsbourg à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-dessous dénommé « le bailleur », réalise une opération de construction neuve de 39 logements locatifs sociaux, résidence « Ella Fitzgerald », lot 18 B2 ZAC Port Marianne, 21 rue Serge Gainsbourg à Montpellier. Le programme comprend 27 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier montpellierain Tourne - Sanchis architecture & Urbanisme durable.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement d'un prêt complémentaire d'un montant total de 1 234 168 € souscrit auprès de la Banque Postale pour financer cette opération. Ses caractéristiques sont définies dans le contrat n° LBP-00007142 joint en annexe de la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 30 ans et 1 mois. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Postale, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cet octroi de garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 234 168 € représentant 100 % du prêt complémentaire sollicité par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, auprès de la Banque Postale pour financer la construction de 39 logements locatifs sociaux, résidence « Ella Fitzgerald », lot 18 B2 ZAC Port Marianne, 21 rue Serge Gainsbourg à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°LBP-00007142 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-109861-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Perspective
- Plan de localisation
- Conv_GE_Ella Fitzgerald_Mtp.docx
- LBP ELLA FITGERALD contrat signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT

Logement - Construction de 35 logements sociaux - Résidence ' Hygie ', 1008 rue de la Croix Verte, à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-dessous nommé « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 35 logements locatifs sociaux, résidence « Hygie », 1008 rue de la Croix verte à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Les Nouveaux Constructeurs, comprend 25 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 10 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain EXO7.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement d'un prêt complémentaire d'un montant total de 660 242 € souscrit auprès de la Banque Postale pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°LBP-00007141 joint en annexe de la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt, soit 30 ans et 1 mois. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Postale, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 660 242 € représentant 100 % du prêt complémentaire sollicité par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, auprès de La Banque Postale pour financer la construction de 35 logements locatifs sociaux, résidence « Hygie », 1008 rue de la Croix Verte à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° LBP-00007141 joint en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-109871-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation
- Conv_GE_Hygie_Mtp.docx
- LBP HYGIE Contrat de prêt signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT

Logement - Construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Domaine du Parc ' **- allée des Platanes à Saint-Drézéry - Attribution de subvention à la SA d'HLM** **CDC Habitat - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM CDC Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation d'une opération de construction neuve prenant place dans la commune de Saint-Drézéry, totalisant 8 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Domaine du Parc » Allée des platanes Saint-Drézéry Zone 3
Caractéristiques : Promoteur (VEFA) Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	AMETIS Architecture Environnement Collectifs 552 m² 8 LLS 3 PLUS / 3 PLAI / 2 PLS 2 T2, 4 T3 et 2 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Fonds Propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	791 710 € 23 400 € 6 000 € 558 383 € 197 927 € 6 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement d'une subvention à la SA d'HLM CDC Habitat d'un montant de 6 000 € pour la construction de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Domaine du Parc », allée des Platanes à Saint-Drézéry ;
- dire que le versement des subventions s'effectuera sous réserve de signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-108391-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan situation Domaine du Parc CDC Habitat.pdf
- conv_SUB_CDC_habitat15743414265481574409814014

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Logement - Reconstruction-réhabilitation d'un EHPAD de 151 lits - Etablissement ' Jean Périquier ', rue Jacques Bounin à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Etablissement Public Départemental ' Maison de retraite de la Croix d'Argent Jean Périquier ' - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent – Jean Périquier », a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt complémentaire qu'il va contracter pour financer la réhabilitation d'un des deux bâtiments que compte l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « Jean Périquier », situé 174 rue Jacques Bounin à Montpellier.

L'opération dans son ensemble consiste à reconstruire un premier bâtiment de 66 places, et donc à réhabiliter un second bâtiment comprenant 85 places et les locaux administratifs de l'établissement. Des travaux complémentaires de mise en sécurité incendie doivent y être réalisés.

L'EHPAD « Jean Périquier » demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 50 % l'emprunt d'un montant de 700 000 € qu'il sollicite auprès de la Banque Postale pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 50 % restants.

Désignation :	Prêt libre à taux fixe de La Banque Postale
Montant du prêt :	700 000 €
Phase de mobilisation :	
Durée :	6 mois
Taux d'intérêt annuel :	EONI post-fixé + 0,81%
Base de calcul :	Nombre exact de jours d'utilisation des fonds sur la base d'une année de 360 jours
Paiement des intérêts :	Mensuel
Commission de non utilisation :	0,15%
Tranche obligatoire à taux fixe :	
Durée :	20 ans
Taux d'intérêt annuel :	1,23%
Base de Calcul :	Mois forfaitaire de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
Périodicité des échéances :	Trimestrielle
Amortissement :	Echéances constantes
Remboursement anticipé :	Possible à chaque date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Préavis : 50 jours calendaires

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt, soit de 20 ans

et 6 mois, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'EHPAD « Jean Périquier », dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de La Banque Postale, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'EHPAD « Jean Périquier » pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 350 000 € représentant 50 % du prêt complémentaire sollicité par l'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent Jean Périquier » auprès de la Banque Postale, pour financer la reconstruction-réhabilitation de l'EHPAD de 151 places, situé rue Jacques Bounin à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Robert COTTE.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110945-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_GE_JEAN PERIDIER_Mtp.docx

- localisation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Logement - Construction d'un EHPAD de 75 lits - Etablissement ' Les Couleurs du Temps ', ZAC des Grisettes à Montpellier - Réaménagement de prêts - Renouvellement de la garantie d'emprunts à la Mutualité Française Grand Sud - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Mutualité Française Grand Sud, sollicite Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle réitère sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de deux prêts réaménagés dans un objectif d'optimisation financière, pour un montant total de 7 074 680,70 €, contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières définies par les avenants de réaménagement n°89692 et 89693 annexés à la présente délibération et récapitulées ci-dessous :

N° Avenant	N° Ligne de prêt	Montant réaménagé hors stock d'intérêts	Quotité garantie	Durée de remboursement	Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux d'intérêt durée initiale / Taux d'intérêt allongement
89692	1213347	2 404 498,15 €	25 %	25,5 ans	Taux Fixe 3,17% / Livret A + 1,25%
89693	1215327	4 670 182,55 €	25 %	25,5 ans	Livret A + 1,1% / Livret A + 0,9%

Concernant le taux révisable indexé sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué au prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- réitérer la garantie des deux prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations à la Mutualité Française Grand Sud après leur réaménagement, pour un montant total de 1 768 670,18 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111198-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Mutualite française Avenant 89692.pdf

- Mutualite Française Avenant 89693.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Logement - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attributions de subventions pour la réhabilitation de quarante-cinq logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Le 19 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 271 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes. Son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à financer annuellement au moins 246 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants.

Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quarante-cinq logements situés dans les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Grabels, Lattes, Le Crès, Montaud, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, dont un logement locatif privé, les autres étant occupés par des propriétaires occupants disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 140 541 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et le propriétaire bailleur à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-109810-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe PIG

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation de 6 logements - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021.

S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20 % à 25 % du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- une prime de 25 % du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH,
- une prime de 25 % du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15 % du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10 % pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5 % du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30 % du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 30 % du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de six logements locatifs faubourg du Courreau pour un montant total de 35 755 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe à la présente délibération.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-109730-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- TABLEAU CFNE décembre 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions Logement 2020 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation de signature

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire de l'EPCI.

Le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également sur le financement d'actions d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des CCAS.

La présente délibération vise à entériner les concours financiers apportés par le FSL aux opérateurs mettant en œuvre le dispositif d'aides indirectes pour les ménages en difficulté de logement.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes dans des démarches participatives et partenariales.

Ces actions concernent plusieurs domaines :

- *l'animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés à l'accès au logement ;
- *la mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant diverses interventions en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, aide aux accédants et propriétaires en difficulté ;
- *la rénovation des logements*, visant notamment la maîtrise de la consommation de fluides et la lutte contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *la médiation locataires/propriétaires*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *la gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté* : prise à bail et gestion de logements dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple, mis à disposition de ménages défavorisés.

Le budget prévisionnel 2020 du FSL métropolitain doit permettre de soutenir 21 structures sur le territoire de la Métropole, dont 19 associations loi 1901 et 2 CCAS, pour un montant total de subventions attribuées de 1 900 445 €, selon la répartition précisée en annexe à la présente délibération.

Les actions d'accompagnement à réaliser doivent permettre aux ménages en difficulté de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets d'accès ou de maintien.

Il y a lieu de formaliser l'attribution de ces subventions par la signature d'une convention avec chaque structure définissant les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement des actions, ainsi que les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions portent sur une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution au titre du FSL de subventions à hauteur de 1 900 445 € aux structures conventionnés pour la réalisation en 2020 d'actions d'insertion par le logement, selon la répartition détaillée en annexe à la présente délibération ;
- dire que les paiements seront crédités sur le compte des opérateurs par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir avec chacune des structures subventionnées, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110375-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_CLCV_2020.doc
- Convention_ATU_2020.doc
- Convention 2020 ADAGES Maison du logement.doc
- CONVENTION L AVITARELLE 2020.doc
- CONVENTION CCAS Montpellier.doc
- CONVENTION CCAS Villeneuve les Maguelone 2020.doc
- Convention_CCAS_Bouissonnade_2020.doc
- CONVENTION LA CLAIRIERE 2020.doc
- Convention 2020 UDAF.doc
- CONVENTION SOL DOM TOM 2020.doc
- CONVENTION ISSUE 2020.doc
- Convention 2020 Amicale du Nid.doc
- Convention_GESTARE_2020.doc

- CONVENTION CBLR 2020.doc
- Convention 2020 RENAISSANCE 34.doc
- CONVENTION HABITAT JEUNES 2020.doc
- CONVENTION RESTO 2020.doc
- Convention_Habitat Humanisme 2020.doc
- CONVENTION LE REFUGE 2020.doc
- CONVENTION AERS 2020.doc
- Convention 2020 GEFOSAT.doc
- Annexe délib sub FSL 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson à Montpellier - Bilan de la concertation - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces deux quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Ainsi, un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 par l'ensemble des partenaires concernés. Il visait à préciser les orientations stratégiques, les études à conduire et les moyens d'ingénierie à mobiliser, ainsi que les engagements financiers des partenaires. L'objectif est de permettre la définition d'un projet urbain opérationnel spécifique à chacun de ces deux quartiers identifiés par l'ANRU :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU)
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR)

En application de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, les projets de renouvellement urbain doivent faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée d'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Rappel des objectifs et modalités de concertation :

Par délibération du Conseil du 20 septembre 2018, une concertation réglementaire a été lancée pour l'élaboration du projet de renouvellement urbain de la Mosson.

Cette délibération rappelait les objectifs poursuivis par le projet :

D'une part les objectifs liés à l'inscription du projet dans une double échelle :

- celle de la Métropole, avec pour objectif de faire évoluer l'image du quartier et d'en faire un véritable lieu de destination, doté d'un niveau d'attractivité au moins comparable à celui des autres quartiers de Montpellier et de sa première couronne,
- celle de la proximité, en améliorant la qualité de vie de ses habitants et usagers et en particulier le fonctionnement urbain, notamment par un réinvestissement de l'espace public au service des habitants.

D'autre part les objectifs définis dans le protocole de préfiguration, qui ont été traduits dans le cadre de l'élaboration du projet en quatre grands objectifs fondateurs :

- **Ouvrir le quartier et l'espace public** au travers des cours paysagers Est-Ouest,
- **Activer l'économie et l'offre de loisirs** grâce à des équipements reconfigurés et valorisés,
- **Améliorer la qualité de vie au quotidien** en remettant la nature et le paysage au cœur du quartier,
- **Connecter le quartier de la Mosson à la ville et au monde** avec les nouveaux réseaux de transports et les écosystèmes de l'innovation.

Les modalités de concertation fixées par Montpellier Méditerranée Métropole étaient les suivantes :

- la parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation,
- la diffusion d'informations sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et dans le journal d'information de la Métropole,
- la mise à disposition du dossier de concertation Mosson au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de proximité Mosson, aux heures habituelles d'ouverture, accompagné

d'un registre permettant aux personnes intéressées de consigner leurs observations. Ce dossier a été mis à jour en tant que de besoin, suivant l'avancement des études,

- l'organisation d'au moins une réunion publique,
- l'annonce de la clôture de la concertation par avis au moins dix jours avant la fin de la concertation.

La mise en œuvre de la concertation :

La concertation s'est déroulée du 11 octobre 2018 au 1^{er} octobre 2019.

Les modalités précises ont été les suivantes :

- la parution d'un avis d'ouverture de la concertation dans le *Midi Libre* du 11 octobre 2018 et dans la *Gazette de Montpellier* du 11 octobre 2018,
- l'affichage de l'avis au public aux sièges de la Métropole et de la Ville pendant toute la durée de la concertation,
- la diffusion d'informations sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, ainsi que dans les journaux d'information de la Métropole et de la Ville,
- la mise à disposition d'un dossier de concertation au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie de proximité Mosson, aux heures habituelles d'ouverture, accompagné d'un registre ayant permis aux personnes intéressées de consigner leurs observations. Ce dossier a été mis à jour suivant l'avancement des études. Il était également disponible sur le site internet de la Métropole, où un formulaire en ligne permettait de faire part de ses observations sur le projet,
- l'organisation de deux réunions publiques : une réunion le 12/12/2018 à la maison pour tous Léo Lagrange et une réunion le 04/04/2019 au stade de la Mosson,
- la mise en place d'actions concrètes de co-construction avec les habitants au travers d'ateliers sur le thème de l'espace public (quickwin),
- la tenue de réunions d'information et d'échanges sur le projet avec les conseils citoyens les 19 février 2019 et 16 avril 2019,
- l'annonce de la clôture de la concertation par avis au moins dix jours avant la fin de la concertation.

Prise en compte des avis exprimés :

Le dispositif de concertation mis en place a permis aux habitants du quartier de s'exprimer dans le cadre de l'élaboration du projet de renouvellement urbain de la Mosson. Les contributions écrites (dans les registres mis à disposition et par voie de courrier postal ou électronique) ont été modérées malgré le dispositif d'information et d'annonce mis en place par la Métropole : le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole n'a fait l'objet d'aucune remarque, 5 observations ont été portées dans le registre disponible en Mairie annexe, 31 avis ou questions ont été transmis via le formulaire en ligne et 3 courriers ont été reçus.

Les deux réunions publiques ont par ailleurs permis à un grand nombre d'habitants et d'acteurs du quartier de s'exprimer sur le projet et plus largement sur le quartier, ses enjeux et ses problématiques. Ces réunions ont été le support de véritables échanges entre l'équipe projet, les élus et la population. Elles ont réellement permis au Président de la Métropole de valider les objectifs avec la population.

De manière générale, la concertation préalable n'a pas montré d'avis défavorable du public, elle concernait plutôt des suggestions ou demandes spécifiques.

Un projet de construction d'une cinquantaine de logements sur les Hauts de Massane a toutefois suscité de nombreuses réactions, portant notamment sur les enjeux liés au cadre de vie, à la biodiversité et au paysage, et aux conséquences liées à la réouverture de la rue de Corse qui en découlerait (sécurité, tranquillité, circulation, etc.). En réponse, il est décidé de ne pas donner suite à ce projet.

Ainsi, les contributions ont à la fois permis d'enrichir la réflexion sur le projet, de le faire évoluer, mais aussi de poser des points de vigilance et d'attention à intégrer dans le cadre de la finalisation du projet et de sa mise en œuvre opérationnelle.

A l'issue de cette période de concertation, il convient donc d'en arrêter le bilan.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le bilan de la concertation menée en vue de l'élaboration du projet de renouvellement urbain Mosson en application des dispositions des articles L.103-2 et L.103-6 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110280-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan de la concertation
- Annexes au bilan de la concertation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson - Concession de renouvellement urbain - Désignation du titulaire - Approbation du traité de concession - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces deux quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU) ;
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR).

Le quartier de la Mosson est situé au nord-ouest de Montpellier, en limite des communes de Juvignac et Grabels. Quasi entièrement urbanisé sous forme d'une ZUP d'environ 250 ha dans les décennies 60 et 70 et parachevé dans la décennie 80, il comprend environ 9 000 logements pour près de 24 000 habitants. Véritable ville dans la ville, il héberge toutes les fonctions urbaines tout en ayant une vocation résidentielle prononcée. Son image architecturale est donc celle d'un quartier de tours et de barres, à l'exception des Hauts de Massane, au nord, où sont présentes des formes d'habitat individuelles et plus diversifiées. C'est aujourd'hui le plus grand quartier d'habitat collectif locatif social de la Métropole.

L'affirmation de l'ambition du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson devra s'inscrire dans une double échelle :

- Celle de la Métropole, avec pour objectif de changer l'image du quartier et d'en faire un véritable lieu de destination, attractif ;
- Celle de la proximité, en améliorant la qualité de vie des habitants et en particulier le fonctionnement urbain, par exemple par un réinvestissement de l'espace public au service des habitants.

Les objectifs fondateurs ayant guidé l'élaboration du projet sont les suivants :

- **Ouvrir le quartier et l'espace public au travers des cours paysagers Est-Ouest**, avec notamment l'aménagement d'espaces publics qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité, en s'inscrivant tout particulièrement à l'échelle du piéton ;
- **Activer l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés**, en offrant une nouvelle attractivité résidentielle, économique, environnementale et de loisir au quartier, ouvrant à de nouveaux choix d'habiter, de travailler, et de consommer dans le quartier ;
- **Améliorer la qualité de vie au quotidien en remettant la nature et le paysage au cœur du quartier**, avec l'ouverture du quartier à la nature environnante, où le parc de la Mosson, les berges et le lac des Garrigues redeviennent des atouts forts du quartier ;
- **Connecter le quartier de la Mosson à la ville et au monde avec les nouveaux réseaux de transports et les écosystèmes de l'innovation**, en favorisant les greffes urbaines et en ouvrant le quartier vers la Métropole, par des cheminements doux mais aussi par de nouveaux éléments d'attractivité.

Ces objectifs se traduisent par un projet de renouvellement urbain ambitieux porté par la Métropole pour contribuer à la transformation de ce quartier. Cette dernière s'appuie en particulier sur l'introduction de cours paysagers sur des lieux stratégiques du quartier créant des liens nouveaux. La constitution de ces cours est le support d'introduction de :

- la mixité fonctionnelle,
- la mixité sociale,
- la réorganisation des fonctions (commerces, stationnement, ...),
- la qualité du cadre de vie et de l'environnement,
- l'émergence d'identités urbaines différenciées permettant d'évoluer progressivement vers la constitution de plusieurs quartiers vécus et polarités urbaines affirmées.

Dans ce contexte, les cours paysagers deviennent des leviers pour engager le processus d'évolution du peuplement et rendre le quartier plus attractif.

Par ailleurs, il convient de développer l'activité économique à la fois pour les entrepreneurs et artisans du quartier et pour ceux de l'extérieur. De nouvelles offres (artisanat, activités, tertiaire) viendront enrichir l'offre existante en complémentarité avec celle de la Métropole et en réponse aux attentes des habitants, l'objectif étant qu'il soit possible d'entreprendre à la Mosson.

L'offre scolaire sera reconfigurée avec la création de pôles éducatifs ouverts sur le quartier, devenant de véritables leviers d'attractivité par un changement d'image fort. Ces évolutions pourront être les supports d'une diversification de l'offre scolaire (ouverture au numérique, à l'international, aux pédagogies alternatives) et de l'ouverture à de nouveaux usages (mutualisation d'espaces, offre de service innovant).

Enfin, il est prévu d'intervenir à la fois sur le parc de logements locatifs sociaux par des opérations de démolitions, de requalification et de résidentialisation et sur le parc de logements privés, dans le cadre du « *Plan initiatives copropriétés* », par l'acquisition de logements dans des immeubles voués à être démolis ou requalifiés.

Par délibération du Conseil de Métropole en date du 21 juillet 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le protocole de préfiguration, phase d'études préalables à l'élaboration du projet et à la signature d'une convention avec l'ANRU. Ce protocole visait à préciser les orientations stratégiques, les études à conduire et les moyens d'ingénierie à mobiliser, ainsi que les engagements financiers des partenaires.

En date du 20 septembre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs à poursuivre pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et a défini les modalités de la concertation réglementaire préalable à l'élaboration de la convention de renouvellement urbain.

Après avoir tiré un bilan favorable de cette concertation, Montpellier Méditerranée Métropole prévoit de mettre en œuvre ce projet en désignant un aménageur afin de lui confier, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, les tâches nécessaires à la réalisation d'une opération d'aménagement, dans le cadre d'une concession de renouvellement urbain, ayant la nature de concession d'aménagement.

La Métropole souhaite ainsi confier la mise en œuvre opérationnelle du projet de rénovation urbaine du quartier Mosson à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession de renouvellement urbain.

En effet, la Métropole a approuvé, par délibération en date du 27 octobre 2009, la prise de participation à une société publique locale d'aménagement – Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), ainsi que les statuts de celle-ci.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SAAM est donc devenue une société publique locale, la SA3M.

Le capital de la SA3M est détenu en totalité par les actionnaires publics, collectivités territoriales et leur groupement. En vertu de l'article L.300-5-2 du Code de l'urbanisme et des évolutions de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne, les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires peuvent, à ce titre, attribuer à une SPL des concessions d'aménagement pour réaliser et conduire les actions et opérations d'aménagements telles que définies par le Code de l'urbanisme, sans publicité ni mise en concurrence, dès lors que les actionnaires exercent sur cette société, au regard de ses statuts, un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc confier à la SA3M la réalisation de cette opération d'aménagement, dont le programme des équipements publics comprend notamment l'aménagement des espaces publics (Voirie Réseaux Divers (VRD), espaces verts, réseaux ...), la réalisation de pôles éducatifs, la création d'un équipement public dans le bâtiment existant de l'URSSAF après transfert de ce dernier à Antigone, la réhabilitation d'équipements publics de proximité, des programmes immobiliers à vocation économique et la restructuration des polarités commerciales.

Pour réaliser ce projet de renouvellement urbain, les missions du concessionnaire définies dans le contrat de concession sont notamment les suivantes :

- Pilotage de la coordination opérationnelle du projet,
- Acquisition, portage immobilier, relogement, démolition de logements et d'équipements,

- Aménagements d'espaces publics,
- Résidentialisation du parc privé,
- Réhabilitation et construction neuve d'équipements (scolaires, services publics, développement économique, commerces),
- Montage financier et portage d'équipements de développement économique avec recherche d'investisseurs,
- Cession de logements réhabilités, des commerces et des équipements de développement économiques,
- Elaboration des dossiers de création de ZAC sur plusieurs sites dont le secteur Mosson sud autour du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) et le secteur de Saint-Paul,
- Montage et animation du partenariat pour la mise en œuvre de la Gestion urbaine de Proximité (GUP),
- Réalisation de missions complémentaires qui relèvent de l'animation globale de l'opération auprès des habitants et des usagers (co-construction, concertation, maison du projet, etc.) et dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées.

Le périmètre de l'opération d'aménagement, joint à la présente délibération, représente environ 300 ha. Il s'étend au-delà du périmètre du QPV puisqu'il englobe la totalité du quartier de la Mosson en prenant en compte les opérations d'aménagement limitrophes comme la ZAC Parc 2000 et la ZAC Pierres Vives.

Le programme prévisionnel global de cette opération d'aménagement comprend :

- La démolition d'environ 7 ha de surface de plancher correspondant notamment à des logements privés, des locaux d'activité et commerces en pied des immeubles en copropriétés, des espaces de dalle, stationnements en ouvrage, des équipements publics ;
- La construction d'environ 9,4 ha de surface de plancher pour proposer une nouvelle offre de logements, des programmes immobiliers à vocation économique, des services et commerces en pied d'immeuble, une nouvelle offre pédagogique avec la réalisation de deux pôles éducatifs ;
- La réhabilitation d'équipements publics pour environ 0,5 ha de surface de plancher ;
- La réhabilitation de logements privés représentant environ 2 ha de surface de plancher ;
- Des travaux d'aménagements d'espaces publics et résidentiels comprenant environ 30 ha de VRD, espaces publics dont espaces verts et espaces résidentiels.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération prévue sur quinze ans, défini sur la base des études préalables, s'établit à 312 944 500 € HT en dépenses et en recettes. Les grandes lignes de dépenses comprennent les études (10,7 M€), les acquisitions (66 M€) et les travaux VRD et bâtiments (142 M€). Les produits proviendront des subventions de l'ANRU et d'autres partenaires financiers, des participations du concédant, des recettes de cession de logements et de terrains et de loyers.

La participation prévisionnelle de la Métropole s'élève à 84 356 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de l'opération « *nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson* » ;
- mettre en œuvre le projet de renouvellement urbain en désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson pour une durée de quinze années ;
- approuver les termes du traité de concession, joint en annexe de la présente délibération, liant Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et son bilan financier prévisionnel ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer le traité de concession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110373-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1b plan foncier existant
- Annexe 1c Périmètre d'études
- Annexe 3 Synthèse bilan
- Annexe 4a charte partenariale Relogement
- Annexe 4b CIA
- Annexe 5 Liste marchés
- Annexe 5 marchés à transférer
- Traité concession Mosson
- Annexe 1a périmètre concession Mosson
- Annexe 2 programme concession Mosson
- Annexe 3bis éléments fondateurs bilan Mosson

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier des Cévennes à Montpellier - Bilan de la concertation - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces deux quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ainsi, un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 par l'ensemble des partenaires concernés. Il visait à préciser les orientations stratégiques, les études à conduire et les moyens d'ingénierie à mobiliser, ainsi que les engagements financiers des partenaires. L'objectif est de permettre la définition d'un projet urbain opérationnel spécifique à chacun de ces deux quartiers identifiés par l'ANRU :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU)
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR)

En application de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, les projets de renouvellement urbain doivent faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée d'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Rappel des objectifs et modalités de concertation :

Par délibération du Conseil du 20 septembre 2018, une concertation réglementaire a été lancée pour l'élaboration du projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes.

Cette délibération rappelait :

D'une part, les objectifs définis dans le protocole de préfiguration, qui ont été traduits dans le cadre de l'élaboration du projet en **quatre grands principes fondateurs** :

- **Ouvrir la copropriété sur son environnement**
- **Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces**
- **Faire des unités résidentielles à taille humaine**
- **Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique.**

D'autre part, l'objet de la concertation :

- présenter les enjeux du projet urbain de la copropriété des Cévennes, son contexte, ses acteurs, les composantes urbaines,
- offrir la possibilité aux habitants, aux associations locales et à toute personne concernée de s'informer sur les principaux éléments figurant au protocole de préfiguration signé au titre du NPNRU,
- leur permettre de prendre connaissance des orientations d'aménagement définies dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre urbaine, de formuler des observations et propositions sur le projet ainsi que de recueillir leur avis.

Les modalités de concertation fixées par Montpellier Méditerranée Métropole étaient les suivantes :

- la parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation,
- la diffusion d'informations sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et dans le journal d'information de la Métropole,
- la mise à disposition du dossier de concertation Cévennes au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de proximité François Villon, aux heures habituelles d'ouverture, accompagné d'un registre permettant aux personnes intéressées de consigner leurs observations. Ce dossier sera mis à jour en tant que de besoin, suivant l'avancement des études,
- l'organisation d'au moins une réunion publique,
- l'annonce de la clôture de la concertation par avis au moins dix jours avant la fin de la concertation.

La mise en œuvre de la concertation :

La concertation s'est déroulée du 11 octobre 2018 au 1^{er} octobre 2019.

Les modalités précises ont été les suivantes :

- la parution d'un avis d'ouverture de la concertation dans le *Midi Libre* du 11 octobre 2018 et dans la *Gazette de Montpellier* du 11 octobre 2018,
- l'affichage de l'avis au public aux sièges de la Métropole et de la Ville pendant toute la durée de la concertation,
- la diffusion d'informations sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, ainsi que dans les journaux d'information de la Métropole et de la Ville,
- la mise à disposition d'un dossier de concertation au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie de proximité François Villon, aux heures habituelles d'ouverture, accompagné d'un registre ayant permis aux personnes intéressées de consigner leurs observations. Ce dossier a été mis à jour suivant l'avancement des études. Il était également disponible sur le site internet de la Métropole, où un formulaire en ligne permettait de faire part de ses observations sur le projet,
- l'organisation de deux réunions publiques : le 14 mars 2019 et le 17 avril 2019 à la Maison Pour tous Paul Emile Victor,
- la mise en place d'actions concrètes de co-construction avec les habitants, dont deux ateliers « *projet* » les 21 et 28 juin 2019,
- la tenue d'une réunion d'information et d'échanges sur le projet avec le conseil citoyen le 23 avril 2019,
- l'annonce de la clôture de la concertation par avis au moins dix jours avant la fin de la concertation.

Prise en compte des avis exprimés :

Le dispositif de concertation mis en place a permis aux habitants du quartier de s'exprimer dans le cadre de l'élaboration du projet de renouvellement urbain de la Copropriété Cévennes. Les contributions écrites ont été relativement nombreuses (si le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole n'a fait l'objet d'aucune remarque, 35 observations ont été portées dans le registre disponible en mairie de proximité, 7 avis ou questions ont été transmis via le formulaire en ligne et 2 documents ont été reçus).

Les deux réunions publiques ont permis aux nombreux habitants et acteurs du quartier de s'exprimer sur le projet et plus largement sur le projet et sur le quartier, ses enjeux et ses problématiques. Ces réunions publiques ont permis de véritables échanges entre les élus, la population et l'équipe du projet. A cette occasion, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a notamment pu faire valider et amender en séance les objectifs du projet par la population.

Par la suite, les habitants ont été associés à la co-construction du projet, lors des ateliers avec l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine où ils ont pu faire part de leurs souhaits et avis.

Les échanges sur la vétusté du groupe scolaire, les problèmes de stationnements et d'accès ont notamment orienté la réflexion et conduit à faire évoluer le projet. Celui-ci est ainsi passé d'une réhabilitation de l'école initialement envisagée à une démolition/reconstruction, en vue d'un tout nouveau pôle éducatif, dont la localisation participera à l'ouverture du quartier.

Ces échanges avec les habitants ont confirmé la nécessité d'élargir le périmètre du projet de renouvellement urbain au-delà de la seule copropriété et notamment les abords du gymnase Jouanique, de la rue Paul Rimbaud, de l'allée de l'Aqueduc et de l'avenue du professeur Louis Ravas.

De manière générale, cette première étape de la concertation, au stade de l'élaboration du projet, a permis de développer une dynamique de dialogues et d'échanges constructifs, y compris sur des sujets, *a priori* de désaccord, tels que le désenclavement de la copropriété.

Les contributions ont à la fois permis d'enrichir la réflexion sur le projet, de le faire évoluer, mais aussi de poser des points de vigilance et d'attention à intégrer dans le cadre de sa finalisation et de sa mise en œuvre opérationnelle.

A l'issue de cette période de concertation, il convient donc d'en arrêter le bilan.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le bilan de la concertation menée en vue de l'élaboration du projet de renouvellement urbain du quartier Cévennes en application des dispositions des articles L.103-2 et L.103-6 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110023-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan de la concertation
- Annexes au Bilan de concertation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier des Cévennes à Montpellier - Concession de renouvellement urbain - Désignation du titulaire - Approbation du traité de concession - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces deux quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU) ;
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR).

Le quartier des Cévennes est situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique. Il s'agit d'un quartier résidentiel qui comporte de nombreuses copropriétés. Le projet de renouvellement urbain porte majoritairement sur la copropriété des Cévennes, ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975, sur lequel des travaux de remise en état ou d'amélioration n'ont pas été anticipés. Elle s'étend sur une emprise foncière unique, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter occasionnant des tensions entre les copropriétaires et donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, sans fond juridique et sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs (qui dépendent de la copropriété principale), a conduit au cloisonnement et à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Le projet urbain vise notamment les objectifs fondateurs suivants :

- **Ouvrir la copropriété sur son environnement**, notamment en la desservant par tous les modes (piétons, cycles...), en la connectant à l'espace environnant, en reconfigurant l'espace des dalles, tout en sécurisant le quartier et évitant les flux de transit et vitesses excessives ;
- **Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces**, en organisant et redynamisant les commerces, en permettant l'accès aux véhicules de secours et sécurité, en organisant et facilitant la collecte des ordures ménagères, et en valorisant les espaces verts ;
- **Faire des unités résidentielles à taille humaine**, en créant une copropriété par bâtiment au moyen de la scission de la copropriété actuelle, en desservant chacune d'elles depuis l'espace public et en y affectant les stationnements nécessaires ;
- **Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique**, en poursuivant la réhabilitation globale du quartier, y compris thermique des immeubles avec l'accompagnement des copropriétaires concernés.

Pour atteindre ces objectifs, il est important de reconfigurer les espaces publics majeurs en accroches urbaines, de prévoir des démolitions stratégiques et ponctuelles pour ouvrir le quartier et offrir des échappées visuelles, d'affirmer un maillage public majeur de perméabilités douces, de concevoir les équipements comme interface avec le quartier, d'assurer une desserte locale pour ce quartier passant et d'intervenir fortement sur les bâtiments avec une nouvelle domanialité. La scission du syndicat principal de copropriété jouera un rôle fondamental dans la définition des nouvelles domanialités et l'engagement des différents volets du projet.

Par délibération du Conseil en date du 21 juillet 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le protocole de préfiguration, phase d'études préalables à l'élaboration du projet et à la signature d'une convention avec l'ANRU. Ce protocole visait à préciser les orientations stratégiques, les études à conduire et les moyens d'ingénierie à mobiliser, ainsi que les engagements financiers des partenaires.

En date du 20 septembre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs à poursuivre pour le projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes et a défini les modalités de la concertation réglementaire préalable à l'élaboration de la convention de renouvellement urbain.

Après avoir tiré un bilan favorable de cette concertation, Montpellier Méditerranée Métropole prévoit de mettre en œuvre ce projet en désignant un aménageur afin de lui confier, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, les tâches nécessaires à la réalisation d'une opération de renouvellement urbain dans le cadre d'une concession de renouvellement urbain, ayant la nature de concession d'aménagement.

La Métropole souhaite confier la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier Cévennes à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession de renouvellement urbain.

En effet, la Métropole a approuvé, par délibération en date du 27 octobre 2009, la prise de participation à une Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) – Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), ainsi que les statuts de celle-ci. Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SAAM est donc devenue une société publique locale, la SA3M.

Le capital de la SA3M est détenu en totalité par les actionnaires publics, collectivités territoriales et leur groupement. En vertu de l'article L.300-5-2 du Code de l'urbanisme et des évolutions de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne, les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires peuvent, à ce titre, attribuer à une SPL des concessions d'aménagement pour réaliser et conduire les actions et opérations d'aménagements telles que définies par le Code de l'urbanisme, sans publicité ni mise en concurrence, dès lors que les actionnaires exercent sur cette société, au regard de ses statuts, un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc confier à la SA3M la réalisation de cette opération de renouvellement urbain, dont le programme des équipements publics comprend notamment l'aménagement des espaces publics (Voirie Réseaux Divers - VRD, espaces verts, réseaux ...), la résidentialisation des immeubles de logements, la réalisation d'un pôle éducatif, la réhabilitation/restructuration de la maison de quartier Chabrol, la restructuration de la polarité commerciale.

Pour réaliser ce projet de renouvellement urbain, les missions du concessionnaire définies dans le contrat de concession sont notamment les suivantes :

- Pilotage de la coordination opérationnelle du projet,
- Acquisition, portage immobilier, relogement, démolition de logements et d'équipements,
- Aménagements d'espaces publics,
- Réalisation des études opérationnelles nécessaires à la mise en œuvre du projet,
- Résidentialisation,
- Réhabilitation et construction neuve d'équipements (scolaires, services publics, commerces),
- Cession de logements réhabilités et des commerces,
- Montage et animation du partenariat pour la mise en œuvre de la Gestion Urbaine de Proximité (GUP),
- Réalisation de missions complémentaires auprès des habitants et des usagers (co-construction, accompagnement social, conseils, assistance, Maison du projet, ...).

Le périmètre de l'opération de renouvellement urbain, joint à la présente délibération, représente environ 60 ha. Il s'étend au-delà du périmètre de l'ensemble immobilier des Cévennes pour intégrer les franges de la copropriété et ainsi assurer la cohérence de l'opération dans un environnement plus global.

Le programme prévisionnel global de cette opération de renouvellement urbain comprend :

- la démolition d'environ 1,3 ha de surface de plancher correspondant notamment à des logements, des stationnements sous dalle, des locaux d'activité et commerces en pied des immeubles, au groupe scolaire avant transfert ;
- la construction d'environ 0,7 ha de surface de plancher pour proposer une nouvelle offre pédagogique avec la réalisation d'un pôle éducatif, restructurer la maison de quartier et améliorer l'offre commerciale ;
- la restructuration/réhabilitation de 650 m² de surface de plancher du bâtiment N ;
- la résidentialisation de logements représentant environ 4,7 ha de surface de plancher ;
- des travaux d'aménagements d'espaces publics comprenant environ 6,5 ha affectés à la voirie, aux allées, au parvis et espaces verts.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération prévue sur quinze ans, défini sur la base des études préalables, s'établit à 122 093 000 € HT en dépenses et en recettes. Les grandes lignes de dépenses comprennent les études (1,7 M€), les acquisitions (33,4 M€) et les travaux VRD et bâtiments (53,8 M€). Les produits proviendront des subventions de l'ANRU et d'autres partenaires financiers, des participations du concédant, des recettes de cession de logements et de loyers.

La participation prévisionnelle de la Métropole s'élève à 24 634 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de l'opération « *nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes* » ;
- mettre en œuvre le projet de renouvellement urbain en désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier des Cévennes pour une durée de quinze années ;
- approuver les termes du traité de concession liant Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et son bilan financier prévisionnel ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le traité de concession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20191218-110374-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

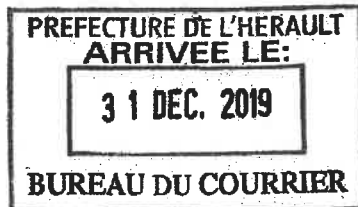
- Annexe 1 périmètre
- Annexe 3 Synthèse Bilan
- Annexe 4a Charte partenariale de relogement
- Annexe 4b CIA
- Annexe 5 Liste des marchés
- Annexe 5 marchés à transférer
- Traité concession Cévennes
- Annexe 2 programme concession Cévennes
- Annexe 3bis éléments fondateurs bilan Cévennes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) - Ville de Montpellier - Avis favorable

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans un souhait de protection du patrimoine du centre historique de Montpellier, un secteur sauvegardé a été créé et délimité dès 1967. Il a ensuite été étendu à deux reprises en 1981 et 2001. Le document d'urbanisme applicable sur ce secteur, le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) a, pour sa part, été approuvé en 1977, sur le périmètre initial.

Une procédure de révision complète du PSMV a été menée entre 1999 et 2016 afin de doter le secteur sauvegardé d'un règlement cohérent, respectant le bâti ancien, et adapté aux modes de vie d'aujourd'hui.

Les premières années d'application de ce nouveau PSMV ont mis en évidence des erreurs et imperfections dans le document pouvant poser des problèmes de compréhension et de lisibilité, et n'optimisant pas l'instruction des dossiers de demande d'autorisation de travaux. Les modifications d'ordres rédactionnel et graphique ne portant pas atteinte à l'économie générale du document et ne réduisant aucun espace boisé classé, elles relevaient d'une procédure de modification.

Montpellier Méditerranée Métropole a initié la procédure de modification n°1 du PSMV de Montpellier par délibération du Conseil de Métropole du 27 novembre 2017. Cette délibération sollicitait les services de l'Etat d'engager la modification n°1 du PSMV et proposait une composition de la commission locale du site patrimonial remarquable (CLSPR).

En date du 18 décembre 2017, Monsieur le Préfet, a par courrier validé la composition de la CLSPR proposée par le Conseil de Métropole.

Par délibération du 25 janvier 2018, le Conseil de Métropole a validé la composition de la CLSPR.

Par courrier en date du 16 octobre 2018, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Monsieur le Préfet pour engager la procédure de modification, pour déléguer à la Métropole la compétence et d'en préciser l'étendue.

Par arrêté préfectoral du 07 janvier 2019, modifié par arrêté préfectoral du 03 avril 2019, Monsieur le Préfet a engagé la procédure de modification n°1 du PSMV et a confié à Montpellier Méditerranée Métropole l'élaboration de l'étude modificative n°1 du PSMV révisé de Montpellier, et dans ce cadre l'organisation de la concertation des membres de la commission locale du site patrimonial remarquable (CLSPR) et la procédure d'enquête publique.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L313-1, le projet de modification n°1 du PSMV :

- a été transmis à l'architecte des Bâtiments de France, qui a émis un avis favorable en date du 30 avril 2019 ;
- a été présenté en CLSPR en date du 07 mai 2019. Lors de cette présentation la CLSPR a émis un avis favorable à l'unanimité sur le projet.
- a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA), avant l'enquête publique en date du 25 juin 2019.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°MRAe 2016DKO177 en date du 11 juillet 2019, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°MAR2019-0218 du 22 août 2019, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ensuite soumis à enquête publique, du 26 septembre 2019 au 28 octobre 2019 inclus, le projet de modification n°1 du PSMV de Montpellier.

Lors de l'enquête publique, aucune observation n'a été émise par le public.

Les personnes publiques associées destinataires du projet de modification n°1 du PSMV n'ont également pas

émis d'observation dans les délais. Leur avis est réputé favorable.

Dans ce contexte, Madame le Commissaire enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole en date du 21 novembre 2019. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Madame le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PSMV de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur chargé de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du PSMV de Montpellier ;
- rendre un avis favorable sur le dossier de modification n°1 du PSMV de Montpellier tel que proposé à l'enquête publique ;
- solliciter Monsieur le Préfet du département de l'Hérault pour l'approbation de la modification n°1 du PSMV de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 DEC. 2019

Pour extrait conforme,
le Président



Publiée le : 31 DEC. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31 DEC. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Secteur Comédie/Lez - Extension du périmètre d'étude de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Métropole dans le cadre de ses compétences en aménagement économique et aménagement de l'espace a souhaité lancer une démarche de réinvestissement territorial stratégique, à la fois programmatique, économique et urbain, portant sur le périmètre de la Comédie au Lez, dont les objectifs sont les suivants :

- définir une stratégie économique et territoriale et une programmation urbaine qui mettent en perspective l'avenir du secteur à plus ou moins long terme ; en particulier sur le site de l'ancien Hôtel de Ville et dans la perspective de l'extension du Polygone ;
- affirmer et développer des liaisons urbaines et créer une relation ambitieuse et porteuse d'identités entre la ville et son fleuve ;
- reconquérir le tissu urbain existant (principalement tertiaire), stratégique ou en mutation par des opérations de renouvellement urbain et d'intervention sur l'espace public.

Aussi, le Conseil a engagé des études relatives au secteur Comédie Lez par délibération du 30 septembre 2015 et a instauré un premier périmètre d'étude par délibération du Conseil du 29 mars 2017.

Dans le cadre de cette stratégie de reconquête urbaine et compte tenu de l'existence de déclencheurs que sont le devenir de l'ancien Hôtel de Ville aujourd'hui réaffecté en préfigurateur French Tech, des projets portés par le centre commercial du Polygone, des évolutions et mutations probables générées par la réorganisation des administrations régionales et de l'État, et par la modification des dynamiques économiques urbaines et tertiaires, il est apparu nécessaire de conduire une démarche de connaissance plus large et de prospective sur le devenir de l'un des axes majeurs de la centralité métropolitaine.

Ces réflexions permettent également d'accompagner la révision du Plan Local d'Urbanisme en PLUi portée par Montpellier Méditerranée Métropole.

Aujourd'hui, compte tenu de la complexité du site et des interfaces avec des projets majeurs comme « *Place à tous* » ou des opérations de valorisation portées par des propriétaires privés du secteur d'étude, il convient d'étendre ce périmètre d'étude. Ainsi, pour garantir la maîtrise de l'évolution de ce secteur et prendre en considération l'ensemble des terrains affectés par les projets, il est proposé d'élargir le périmètre d'étude, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme.

Ce périmètre permet d'accompagner les mutations à venir sur le secteur du Polygone et de l'ancien Hôtel de Ville, en intégrant l'allée du Nouveau Monde à l'Ouest, la connexion aux lycées et collège Joffre et Mermoz jusqu'au moulin de l'Evêque et à l'Hôtel de Région en rives gauche et droite du Lez. L'extension de ce périmètre intégrera l'esplanade Charles de Gaulle, la totalité du lycée Joffre et les limites seront portées jusqu'au quai du Verdanson et les rives du Lez.

Cette disposition permet à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisations de travaux, de construction ou d'installation qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement d'ensemble envisagé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en considération cette extension du périmètre d'étude du projet d'aménagement du secteur Comédie/Lez ;
- délimiter les terrains affectés par ce projet, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110340-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Périmètre d'études Comédie Lez

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de Programme des Équipements Publics (PEP) - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier a engagé au début des années 1990, dans le prolongement d'Antigone, la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer qui s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité.

Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics dont, notamment, le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, un poste de police municipale, un bassin d'orage et l'hôtel de ville de Montpellier inauguré le 12 novembre 2011.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en trois périmètres successifs :

- le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçue par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confiée à la SERM en qualité d'aménageur, l'opération avait pour objet principal de prolonger la ville existante vers le Lez, en apportant à un quartier, urbanisé sans cohérence la configuration urbaine qui lui faisait défaut. Ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2 800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- l'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue Etienne Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges Frêche, l'hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, l'extension de la ZAC, entrée en phase opérationnelle au printemps 2006, cette extension est aujourd'hui achevée.
- enfin, la volonté de poursuivre la mise en œuvre du schéma d'aménagement de Port Marianne en rive gauche du Lez ainsi que la réalisation des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway a justifié l'engagement d'une nouvelle phase d'aménagement de la rive droite du fleuve, en prolongement direct de l'hôtel de ville, dans le cadre d'une deuxième extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Le lancement de ce projet d'extension a été décidé par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007. A l'issue des différentes phases de concertation organisées sur ce projet d'extension de ZAC, les dossiers de création et de réalisation correspondants ont été respectivement approuvés par le Conseil municipal des 24 juillet 2008 et 9 mai 2011.

Le 6 février 2012, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le principe de modification du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer. Ces modifications de périmètre ont entraîné une augmentation de surface de l'ordre de 0,4 hectares, soit en proportion un peu moins de 2% de surface supplémentaire, à l'échelle de la ZAC. Les modifications de périmètre ont eu pour conséquence une augmentation du programme prévisionnel de constructions de l'ordre de 10 000 m² de surface de plancher, portant la surface globale à 65 000 m² de surface de plancher. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 1^{er} octobre 2012.

L'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer à l'intérieur de son périmètre modifié vise des

objectifs généraux similaires à ceux qui avaient été déjà définis à l'occasion de la deuxième extension de la ZAC, à savoir :

- répondre à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, en créant des logements bénéficiant de la proximité de nombreux équipements publics existants ou projetés et en particulier au besoin en logements aidés par l'Etat, notamment en logements locatifs sociaux,
- poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'un programme mixte qui viendra compléter l'offre en cours de développement autour de l'hôtel de ville et sur l'ensemble de Port Marianne,
- renforcer l'urbanisation à proximité des 3 lignes de tramway qui desservent le secteur,
- assurer une continuité urbaine avec la ZAC existante par le prolongement du front bâti le long de l'avenue Germaine Tillion et la création d'une façade urbaine en bordure de la rue des Acconiers, vers le Lez et le pont André Lévy,
- assurer la couture urbaine avec les quartiers résidentiels plus anciens situés au sud de la rue des Acconiers et à l'ouest de l'avenue du Pont Trinquat,
- anticiper le renouvellement urbain des parcelles bâties situées en bordure de la rue du Moulin des Sept Cans pour, notamment, favoriser l'émergence d'îlots urbains cohérents qui viendront progressivement structurer la ville à proximité de l'hôtel de ville et du tramway.

L'ensemble de ces actions nécessitant l'intervention d'un aménageur, une convention publique d'aménagement a été confiée dans un premier temps à la Société d'Aménagement de la Région Montpellieraine (SERM). Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 (NB : suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement).

Dans un deuxième temps, il a été décidé de s'adosser à la concession « Nouveau Grand Coeur 2013-2020 » pour confier par avenant n°1 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), Société Publique Locale (SPL), une mission globale d'aménagement du secteur « Moularès », situé dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer au nord du chemin de Moularès. Celle-ci a été adoptée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier le 23 juillet 2015 puis conjointement signé par la Ville et la SAAM le 9 septembre 2015.

Le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer transmis pour avis à Montpellier Méditerranée Métropole précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier sollicite donc l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics relevant de ses compétences (principalement des voiries, espaces publics, mobilier urbain, éclairage, et réseaux divers), à réaliser dans cette ZAC et présenté dans la notice.

Cette demande porte sur :

- le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Les équipements publics relevant des compétences de la Métropole seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée.

Les équipements publics de voiries, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis à Montpellier

Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Les coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole et à la Régie des Eaux au titre de leurs compétences seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis dans le cadre de cette opération n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création étant pris en charge par la ZAC.

Il convient de noter que la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Toutefois, le montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 900 nouveaux logements de la ZAC et les 1 000 m² d'activités, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir :

- donner un avis favorable sur le principe de la réalisation du programme des équipements publics pour la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer ;
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole des équipements de voiries, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie qui seront réalisés ;
- approuver le principe du financement de ces équipements ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20191218-98568-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PEP CdM 20-11-2019 VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Modification du périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellàs - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La commune de Murviel-lès-Montpellier dispose sur son territoire de plusieurs sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale. En particulier, le site de l'église paroissiale abside (intérieur et extérieur), dit site de l'église Saint Jean-Baptiste, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 7 août 1963 et le site de l'Oppidum pré-romain, dit site du Castellàs, composé des remparts d'Altimurium classés au titre des monuments historiques par arrêté du 8 mai 1896 et des vestiges du rempart antique inscrits à l'inventaire patrimonial par arrêté du 24 mars 1971.

Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, « la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui ».

Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques.

Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France, a porté à la connaissance de la commune de Murviel-lès-Montpellier, le 28 novembre 2016, une proposition de nouveau périmètre délimité des abords localisé autour de l'église Saint Jean-Baptiste d'une part et du site archéologique du Castellàs d'autre part.

L'Architecte des Bâtiments de France, avec une analyse de terrain plus fine, propose des périmètres délimités des abords car ils sont plus adaptés en terme de co-visibilité que les rayons de 500 mètres actuellement mis en œuvre. Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la commune de Murviel-lès-Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont émis un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords proposés par l'Architecte des Bâtiments de France, par délibération, respectivement en date du 2 mars 2017 et du 18 avril 2019.

Conformément aux dispositions du même article, l'enquête publique portant sur le projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellàs, prévue par l'article L.153-19 du Code du patrimoine, a été réalisée concomitamment à l'enquête publique portant sur le projet de modification n°3 du PLU de la commune de Murviel-lès-Montpellier.

Par arrêté n°MAR2019-0170 du 3 juin 2019, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du 1^{er} juillet 2019 au 31 juillet 2019 inclus, portant sur les projets de modification n°3 du PLU de la commune de Murviel-lès-Montpellier et de création du périmètre délimité des abords.

Concernant ce projet de création du périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellàs, il convient de constater qu'il n'appelle aucune remarque de la part des personnes publiques associées. Dans le cadre de l'enquête publique, une observation a été consignée dans le registre, demandant le maintien d'une propriété dans le périmètre délimité des abords. Cette propriété étant bien comprise dans le projet de périmètre soumis à l'enquête publique, aucune modification n'a été apportée à la proposition de périmètre délimité des abords suite à l'enquête publique.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses

conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 30 août 2019. Constatant que l'enquête s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable sans restriction sur le projet de création du périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellàs.

Ainsi, à la suite de l'enquête publique, l'Architecte des Bâtiments de France souhaite maintenir son projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellàs, tel que proposé lors de son porté à connaissance du 28 novembre 2016. Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France, a sollicité, par courrier en date du 29 octobre 2019, l'accord formel de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de périmètre délimité des abords des sites de l'église Saint Jean-Baptiste et du Castellàs.

En cas d'accord, le périmètre délimité des abords sera créé par arrêté du Préfet de région, puis annexé au Plan Local d'Urbanisme au titre des servitudes d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un accord sur le périmètre délimité des abords, annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111413-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Proposition de périmètres de protection modifiés - Plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEUS

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme n°6 de Baillargues - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Suite à la demande de la commune de Baillargues, il convient de procéder à la modification simplifiée n°6 du PLU de la commune afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, notamment concernant un emplacement réservé et la rédaction de l'article 11 « aspect extérieur des constructions » des zones UA et INp. Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Baillargues et au siège de la Métropole, aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Baillargues et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/misea-disposition-du-public) et de la Mairie de Baillargues (www.ville-baillargues.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition. A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Baillargues telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-112402-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEUS

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montferrier-sur-Lez - Hameau de Baillarguet - Concession d'aménagement - Désignation de la SA3M en qualité de concessionnaire - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Des études préalables à l'aménagement du hameau de Baillarguet ont été réalisées au cours de l'année 2016, sous la conduite de Montpellier Méditerranée Métropole, en lien avec la commune de Montferrier-sur-Lez.

Sur cette base, par décision n° D2017-669 en date du 5 septembre 2017, un mandat d'études préalables a été confié à la SA3M par Montpellier Méditerranée Métropole afin de définir le programme et les orientations d'aménagement de l'opération envisagée sur le hameau de Baillarguet, dont les enjeux et objectifs sont déclinés ci-après :

- Enjeux et objectifs paysagers et patrimoniaux

Situé au nord-est de la commune de Montferrier-sur-Lez, le hameau de Baillarguet bénéficie d'une situation exceptionnelle dans la haute vallée du Lez, en promontoire tel un « *hameau perché* » sur deux plateaux principaux. Le hameau de Baillarguet appartient à la structure paysagère de la vallée du Lez caractérisée par des grandes continuités paysagères et des espaces agricoles ouverts.

Le SCoT approuvé en Conseil de Métropole le 18 novembre 2019 prévoit une extension urbaine dans le prolongement du hameau existant, d'intensité inférieure, avec une mixité programmatique. Il identifie également une continuité écologique en pas japonais à maintenir. La préservation de cette continuité non bâtie et de l'étagement des hauteurs bâties constitue des invariants du projet au même titre que la conservation des arbres existants et des murets. La conservation de la silhouette du « *hameau perché* » est recherchée même si la démolition d'une majorité des bâtiments existants s'impose.

La mise en valeur de la Chapelle restaurée et exploitée comme équipement public culturel est un point d'ancrage essentiel au projet, tout comme la préservation des habitations privées et la réhabilitation de bâtisses anciennes.

- Enjeux et objectifs urbains

Les intentions d'aménagement du hameau de Baillarguet reposent sur une approche respectueuse du site, de ses habitants et de son fonctionnement actuel apaisé tout en relevant le défi de « *construire* » un hameau habité par une centaine de ménages - ce qui représente un changement majeur dans l'histoire du site.

Il s'agit donc de créer de l'urbanité dans un écrin paysager en s'inspirant du vieux village de Montferrier-sur-Lez, dans l'inscription sur un promontoire, dans la diversité des hauteurs et des vues.

Afin de limiter l'impact des voitures sur une surface aussi réduite, il est proposé de créer une armature d'espaces publics dédiée principalement aux piétons, les véhicules des riverains bénéficiant de stationnements semi-enterrés. Cette armature s'appuie largement sur la trame des chemins et venelles existants en la complétant d'un cours paysager central ouvrant sur la place belvédère de la Chapelle et le grand paysage.

Les formes urbaines proposées sur la majorité du hameau relèveront de la figure du hameau méditerranéen avec ses toitures en pente, ses orientations protégeant du soleil et des vents dominants. Les typologies architecturales se déclineront du petit collectif à l'habitat individuel en passant par l'habitat intermédiaire. Cette variété typologique sera mise en cohérence par :

- le maintien et la réhabilitation de constructions et murets existants ;
- une attention particulière portée sur les matériaux employés dans les nouvelles constructions et par le réemploi de matériaux dans les espaces publics liés aux déconstructions ;
- le rapport aux venelles piétonnes et au cours paysager.

Le secteur nord-ouest du hameau sera celui des petits collectifs en terrasse (R+2 depuis la rue principale), dans la pente « *douce* » et perpendiculaire aux courbes de niveaux. Cette implantation tranchera avec celle du hameau méditerranéen et permettra :

- de maintenir des vues depuis la rue principale ;
- de varier la programmation de logements en proposant des logements bi-orientés équipés de terrasses généreuses ou jardins ;
- de limiter l'impact paysager ;
- de définir une transition entre le hameau étagé et la continuité écologique, sur une bande de terrain limitée.

Le programme établi par la Métropole, en concertation avec la commune de Montferrier-sur-Lez, répond notamment aux objectifs du PLH et arrête les orientations suivantes :

- une centaine de logements sur un tènement foncier d'environ 1 hectare ;
- dont 40 % de logements locatifs sociaux ;
- démolition de la maison « *Auger* », de l'ancienne bergerie et de l'ancienne maison de retraite en raison de l'état structurel et de conservation ;
- un vélum des hauteurs à R+2 ponctuellement une émergence à R+3.

Le bilan prévisionnel défini sur la base des études préalables, s'établit en dépenses et en recettes à 3,6 millions d'euros HT. Il s'équilibre en recettes et en dépenses, sans participation de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 20 novembre 2019, le Conseil municipal de Montferrier-sur-Lez a pris acte des intentions d'aménagement du hameau de Baillarguet et a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre la procédure relative à l'aménagement Hameau de Baillarguet.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des opérations d'aménagement définies à l'article L300-1 du Code de l'urbanisme.

Par délibération n°9173 du 28 octobre 2009 le Conseil d'agglomération a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire.

En vertu des statuts précités, la SA3M est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

Conformément à l'article L.300-5-2 du Code de l'urbanisme, la Métropole peut attribuer à la SA3M des contrats pour conduire et réaliser les opérations d'aménagement telles que définies par le Code de l'urbanisme, sans publicité ni mise en concurrence, car en tant qu'actionnaire, la Métropole exerce sur la SA3M, au regard de ses statuts, un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses services.

Dans ce sens, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite attribuer une concession d'aménagement à la SA3M pour la réalisation de l'opération d'aménagement Hameau de Baillarguet.

La durée de la concession sera de 8 années à compter de sa prise d'effet.

Cette concession porte sur la réalisation d'une opération d'aménagement. A ce titre, le concessionnaire a pour missions notamment :

- d'assurer les acquisitions foncières nécessaires à l'opération ;
- de reprendre à son compte les études antérieures et procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
- de réaliser tous les équipements concourant à la réalisation de l'opération ;
- d'assurer les démolitions nécessaires et la mise en l'état des sols ;
- d'assurer la commercialisation et la cession des terrains ;
- d'assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la réalisation et la commercialisation de l'opération d'aménagement Hameau de Baillarguet sur la Commune de Montferrier-sur-Lez ;
- approuver le traité de concession d'aménagement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111247-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet concession revu SA3M V7.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUÏ, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Prado Concorde - SAS du Prado - Commune de Castelnau-le-Lez - Modification du périmètre du PUP périmétral "Prado Concorde- Charles de Gaulle Sud" - Modification du programme d'équipements publics du PUP "Prado Concorde" - Avenant n°1 à la convention initiale - Retrait de la délibération n°M2018-345 du 19 juillet 2018 - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le Groupement HELENIS/OPALIA, lauréat d'un appel à projets organisé par la Mairie de Castelnau-le-Lez, pour la cession à titre onéreux des terrains de l'ancienne gendarmerie en entrée de ville depuis Montpellier, a déterminé un projet global de constructions nouvelles de grande ampleur, de 28 000 m² de Surface De Plancher (SDP) environ.

Le 20 juillet 2015 l'offre du groupement HELENIS/OPALIA a été adoptée à l'unanimité par le comité ad hoc en charge du concours, et par une délibération en date du 21 septembre 2015, le Conseil municipal de Castelnau-le-Lez a définitivement adopté le projet qui sera dénommé « *Prado-Concorde* », réalisé par la SAS du Prado.

Le projet « *Prado-Concorde* », participe de manière significative au renouvellement urbain et au développement durable avec notamment une intégration urbaine maîtrisée, propose une mixité fonctionnelle, avec notamment des logements (libres et primo-accédant), des logements locatifs sociaux, une résidence seniors, un campus organisé autour d'une école d'enseignement supérieur, des bureaux, commerces, une école primaire privée. Ce programme est réparti entre plusieurs bâtiments organisés autour notamment d'espaces verts en cœur d'îlot.

Ce projet est classé en zone urbanisée SUB du PLU de Castelnau-le-Lez, et s'inscrit dans ce site stratégique en entrée de ville, à proximité immédiate de la station Charles de Gaulle de la ligne 2 de tramway, dont le réaménagement s'étend également à un îlot voisin, dénommé « *Charles de Gaulle Sud* ». Ce dernier est situé en zone urbanisée IUB du PLU et doit également muter.

Cette opération nécessitait, en plus des aménagements et équipements qui lui sont propres, la réalisation d'équipements publics importants, avec notamment un réaménagement de voies et espaces publics au droit de la place Charles de Gaulle et de la rue du Prado et du carrefour Aristide Briand. La réalisation des équipements publics précités bénéficiant également à la deuxième opération envisagée « *extension Charles de Gaulle Sud* », un périmètre de PUP « *Prado Concorde-Charles de Gaulle Sud* » a été créé par délibération n°13480 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015, en application de l'alinéa II de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Les évolutions proposées dans la présente délibération sont justifiées par le déroulement de l'élaboration et mise en œuvre du PUP « *périmétral* » décrit ci-après.

Ce projet urbain partenarial a été élaboré au cours de l'année 2015 en concertation entre la commune, Montpellier Méditerranée Métropole et le groupement de promoteurs accompagnés de leur maître d'œuvre. Dans ce cadre a été intégré au programme des équipements publics du PUP périmétral, le chiffrage prévisionnel produit par le maître d'œuvre du promoteur.

Par délibération en date du 16 décembre 2015, le Conseil de Métropole a :

- Approuvé l'emprise du PUP périmétral « *Prado-Concorde - Charles de Gaulle Sud* », qui intègre deux opérations :
 - « *Prado-Concorde* », en bordure de laquelle est située la station Charles de Gaulle de la ligne 2 du tramway. Cet îlot est enclavé par un réseau de voies, qui le coupe du reste de la Ville et de l'îlot voisin « *Charles de Gaulle sud* », dont notamment la voie principale d'entrée de ville depuis Montpellier qui supporte un important flux de circulation. La greffe de cet îlot au tissu urbain environnant constitue un enjeu majeur pour son intégration urbaine et pour l'émergence d'un quartier autour de la centralité constituée par la place « *Charles de Gaulle* » qui intègre en son sein la station de tramway et l'arrêt pour les bus urbains.
 - « *Charles de Gaulle Sud* », îlot devant également muter autour de la place précitée et dont les terrains ont vocation à être aussi desservis par les mêmes équipements publics que ceux nécessaires à la réalisation de l'opération immobilière « *Prado-Concorde* ».
- Fixé les modalités de partage des coûts des équipements publics définis dans le programme entre les deux opérations précitées ;
- Approuvé la convention de PUP, signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS du Prado, relative à l'opération « *Prado-Concorde* ».

Début 2016, date à laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a exercé pleinement sa compétence « *voirie* », afin d'anticiper la phase opérationnelle du PUP périmétral et face à la complexité du projet, une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) a été lancée pour stabiliser le montage technique et financier du PUP. Cette mission a mis en évidence les points suivants concernant les aspects :

- Financiers : nécessité de provisionner 10 % d'aléas en phase « *chantier* » au lieu de 4 % initialement prévus, d'augmenter la rémunération du Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), et celle de l'équipe de maîtrise d'œuvre (Architecte urbaniste et Bureau d'Etude Technique) ;
- Techniques : le parti d'aménagement de l'espace public initialement envisagé nécessite des modifications aux conséquences techniques et financières conséquentes, notamment concernant :
 - La place centrale plantée qui est inenvisageable du fait de la présence en sous-sol de nombreux réseaux primaires (Enedis, Télécom, EU, AEP etc...) ;
 - La mise en accessibilité de l'espace public liée, notamment, à la présence d'Etablissement Recevant du Public et de la station multimodale « *Charles de Gaulle* » au sein du périmètre du PUP. Ceci a nécessité la mise en œuvre de continuités de circulation pour les personnes à mobilité réduite (ex : rampe d'accès, non prévue initialement, avec murs de soutènements afin de l'adapter au mieux à la topographie du fait de sa situation en contrebas de la voie, etc ...).

Le 23 août 2016, une convention de PUP a été signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS du Prado, relative à l'opération « *Prado-Concorde* », première opération mise en œuvre dans le cadre du périmètre du PUP.

En septembre 2016, début de la phase opérationnelle du PUP, une mission de maîtrise d'œuvre a été lancée par Montpellier Méditerranée Métropole notamment pour produire un Avant-Projet Détaillé (APD). Celui-ci a mis en évidence les écarts de coûts suivants avec les estimations initiales :

- Aménagement du carrefour Briand : +30% ;

- Aménagement Prado Haut : +70% ;
- Aménagement Prado bas + 20% (hors Aménagement espaces verts).

Au vu du constat ci-dessus, les études conduites lors de l'élaboration du Projet (PRO) intégrant notamment le plan masse « *stabilisé* » de l'opération « *Prado-Concorde* » ont permis d'intégrer les évolutions nécessaires, quantitatives et qualitatives, du programme des travaux. Il en résulte :

- Une évolution du programme de travaux car le plan d'aménagement de l'espace public a évolué prenant notamment en compte l'aménagement de la place de l'étoile non prévue initialement ;
- Une nouvelle estimation à la hausse du programme d'équipements publics du PUP périmétral « *Prado-Concorde - Charles de Gaulle Sud* », résultant à la fois de cette évolution nécessaire du programme et de l'évolution des coûts initialement estimés.

Au vu du contenu du programme d'équipements publics et du coût de celui-ci, la signature d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre initial a été délibérée en Conseil de Métropole le 19 juillet 2018.

Lors du même Conseil, la signature d'un avenant à la convention initiale de PUP concernant l'opération « *Prado-Concorde* » a été également délibérée afin d'acter :

- L'intégration du réaménagement de la place de l'étoile dans le programme d'équipements publics du PUP périmétral « *Prado-Concorde - Charles de Gaulle Sud* » ;
- Le réajustement du coût des équipements publics d'infrastructure à l'issue de la consultation des entreprises.

Cet avenant n'a pas été signé par le promoteur, car dans le même temps :

- L'emprise du projet portant sur les îlots « *Prado-Concorde* » et « *Charles de Gaulle Sud* » a subi des modifications concernant l'emprise du PUP périmétral et la programmation des opérations incluses dans celui-ci ;
- De nouveaux ajustements, en phase de chantier, ont eu lieu concernant l'aménagement de l'espace public.

Il résulte du contexte décrit ci-avant que :

- Le cout total du programme des équipements publics à réaliser dans le cadre du périmètre du PUP « *Prado-Concorde – Charles de Gaulle Sud* », est fixé à 4 230 845 € HT réparti comme suit :
 - Aménagement de l'espace public : 3 060 845 € HT ;
 - Restitution du parking P+R : 1 170 000 € HT.
- Au vu de l'évolution de la programmation des opérations incluses dans le périmètre du PUP « *Prado-Concorde – Charles de Gaulle Sud* », le tableau présentant la participation financière de chacune des opérations au programme d'équipements publics du PUP périmétral « *Prado-Concorde – Charles de Gaulle Sud* » doit être modifié comme suit :

Equipements publics	Coût global estimé en € HT	Part à la charge de l'opération "Prado-Concorde"		Part à la charge de l'opération sur l'îlot "Charles de Gaulle sud"		Part à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole	
		%	€	%	€	%	€
Aménagement de l'espace public	3 060 845 €	44%	1 336 478 €	31%	959 156 €	25%	765 211 €
Restitution du Parking P+R	1 170 000 €	50%	579 952 €	25%	297 548 €	25%	292 500 €
TOTAL	4 230 845 €		1 916 430 €		1 256 704 €		1 057 711 €

- Le périmètre d'application du PUP périmétral « *Prado-Concorde – Charles de Gaulle Sud* » doit être modifié comme décrit dans l'annexe à la présente délibération. La durée d'application de ce dernier d'une durée de 15ans reste cependant inchangée.
- L'avenant à la convention de PUP « *Prado-Concorde* » initiale, intègre toutes les évolutions décrites ci-avant, à la fois liées à la programmation des opérations incluses dans le périmètre du PUP et au programme d'équipement public, qui en résulte soit notamment :
 - L'élargissement de l'emprise du PUP périmétral « *Prado-Concorde - Charles de Gaulle Sud* » afin d'intégrer une nouvelle parcelle ;
 - La modification du programme des équipements publics incluant notamment l'aménagement de la place de l'étoile, et les évolutions de coût détaillées ci-avant ;
 - La rémunération pour la mission d'AMO et de CSPS, le coût des études préalables à la phase opérationnelle du PUP périmétral, non pris en compte initialement ;
 - La nouvelle participation financière de chacune des opérations, liée à l'évolution des programmes de constructions, prenant en compte la SDP réellement réalisée en ce qui concerne l'opération « *Prado-Concorde* » et la SDP prévisionnelle de l'opération à venir « *Charles de Gaulles Sud* » ;
 - La modification de la participation publique au financement du programme d'équipement public du périmètre de PUP ;
 - La modification de la participation mise à la charge de l'opération « *Prado-concorde* » et de son échéancier de paiement ;
 - La modification des délais de réalisation des travaux du programme d'équipements publics ;
 - L'intégration d'une clause de réajustement de la participation de l'opération « *Prado-Concorde* » au coût réel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau périmètre d'application du PUP « *Prado-Concorde – Charles de Gaulle Sud* » dont la durée de 15 ans reste inchangée ;
- approuver les modalités de partage des coûts liés aux évolutions précitées ;
- approuver l'avenant n°1 à la convention initiale de projet urbain partenarial, relative à l'opération « *Prado-Concorde* », signée en date du 23 août 2016 ;
- retirer la délibération n°M2018-345 du 19 juillet 2018 ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20191218-110922-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention initiale de PUP
- annexe n°1 périmètre PUP
- Annexe 1 périmètre Convention
- Annexe 3 schéma intervention travaux
- Projet d'avenant 1 à la convention initiale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) - Société Civile Immobilière SCI JACQUES HALEVY - Commune de Montpellier - Approbation de la convention de PUP - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification de ses quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux. La mutation urbaine des parcelles OC 25 et 28 situées 50 et 57 rue Esprit Auber, s'inscrit dans cette perspective.

Situées dans le quartier de la Croix d'Argent, dans un tissu urbain en cours de mutation, ces parcelles d'une superficie d'environ 3 903 m², sont aujourd'hui occupées par deux logements individuels. Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble immobilier est porté par la SCI JACQUES HALEVY. Ce projet consiste en la démolition des maisons existantes pour réaliser environ 53 logements (dont 9 seront affectés au logement social). Une demande de permis de construire a été déposée le 31 octobre 2019 dans ce but par la SCI JACQUES HALEVY.

Ce projet implique cependant la requalification de l'espace public au droit de l'opération, par la réalisation d'aménagements de voirie et de réseaux d'une partie de l'allée Jacques Halévy. Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la SCI JACQUES HALEVY, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre la SCI JACQUES HALEVY et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de PUP.

L'objet de ce PUP est de permettre la prise en charge financière par la SCI JACQUES HALEVY d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils permettront principalement :

- l'aménagement de l'allée Jacques Halévy (réalisation d'un trottoir, d'une file de stationnement, reprise de la chaussée, ...) ;
- la création d'une voie de bouclage avec la rue de la Madeleine ;
- le renforcement ou la création des réseaux nécessaires à la desserte de l'opération.

L'aménagement de cette portion de voirie nécessite l'élargissement de l'espace public. Pour ce faire, la SCI JACQUES HALEVY rétrocèdera une bande de terrain d'environ 400 m² sous la forme d'apport en nature, valorisée à 24 000 € HT. Ce montant vient en déduction du montant total de la participation financière mise à la charge du constructeur.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a été chiffrée à la somme de 880 704 € HT (incluant les travaux et le foncier nécessaire à cet aménagement).

La convention de PUP propose donc de mettre à la charge de la SCI JACQUES HALEVY une part de ces aménagements qui s'élève à environ 90 % du coût de l'aménagement de l'allée Jacques Halévy directement au droit de l'opération, 30 % de la création de la part du bouclage de voirie avec la rue de la Madeleine non financé par la ZAC des Grisettes, 90% du renforcement du réseau d'assainissement situé impasse Halévy ainsi que 30% d'extension du réseau des eaux pluviales restant à réaliser sous l'impasse Halévy actuelle.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de la SCI JACQUES HALEVY s'élève ainsi à 494 842 € HT correspondant à environ 56% du coût total HT de l'opération d'aménagement dont une partie mise à la charge de la SCI JACQUES HALEVY sera acquittée sous la forme d'un apport en terrain pour un montant valorisé à 24 000 € HT.

La convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI JACQUES HALEVY. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par la SCI JACQUES HALEVY. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine instituée par délibération au Conseil de Métropole du 12 novembre 2015) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de la SCI JACQUES HALEVY, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110914-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan-PUP.pdf
- 1. Projet de convention Vestia vd 13122019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Quartier Napoléon - HELENIS - Commune de Baillargues - Approbation de la convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Convention de reversement au Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC) - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur d'implantation de la future opération est situé à l'Est de la commune de Baillargues et est classé en zone UB du PLU. Ce secteur constitue en partie l'entrée Est de la commune et comprend principalement des constructions à usage d'habitat individuel et des bâtiments d'activités de type artisanal et industriel. Plusieurs opérations de requalification de l'espace et de réinvestissement urbain sont mises en œuvre sur cette zone.

Le programme immobilier, initié par la société « *HELENIS* » par le biais d'une demande de permis d'aménager, est situé sur une unité foncière de 34 938 m² de surface de plancher et correspond aux parcelles cadastrées AC0100, AC0101, AC0106, AC0107, AC0178. L'opération d'aménagement appelée « *Quartier Napoléon* » prévoit la création de 430 logements au total dont 30% seront des logements sociaux. Le projet consiste en la création de 14 macrolots destinés à accueillir de l'habitat collectifs ainsi que des stationnements en sous-sol et un parking-silo. Les travaux d'aménagement seront réalisés en deux tranches de 23 000 m² de surface de plancher créée. La première tranche concerne la viabilisation de 12 lots, la deuxième tranche porte sur la viabilisation de 2 lots.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société « *HELENIS* » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

La réalisation de ce programme nécessite :

- Des équipements publics d'aménagement d'espaces publics et Voirie Réseaux Divers (VRD) :
 - Des travaux d'adduction et de distribution de l'eau potable,
 - Des travaux de renforcement et de déplacement du poste de refoulement existant
 - Des travaux d'aménagement de la voirie Route Impériale,
 - Une participation à la création de la station d'épuration (STEP),
 - La création d'un poteau incendie et renforcement des réseaux d'eau potable pour répondre aux besoins DECI du projet.
- Des équipements publics de superstructures :
 - La création de classes supplémentaires induit par l'apport de population générée par l'opération,
 - Une participation aux équipements publics communaux liés à la petite enfance.

Le coût total prévisionnel des équipements à réaliser, évalué en phase avant-projet, est fixé à

4 475 737 € HT. Ce coût prévisionnel comprend tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage, d'acquisitions foncières et aléas.

Les modalités de partage des coûts des équipements, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3-II° du Code de l'urbanisme, apparaissent dans le tableau de répartition financière.

Il est précisé que seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de convention de PUP sera mis à la charge de l'aménageur, soit un montant prévisionnel de **3 452 549 € HT**, selon les modalités de calcul suivant :

- Les participations financières demandées pour les postes suivants ont été calculées à partir d'un montant forfaitaire au logement :
 - o Une participation aux travaux d'adduction et de distribution de l'eau potable ;
 - o Une participation aux travaux de renforcement et de déplacement du poste de refoulement existant ;
 - o Une participation à la création de la station d'épuration (STEP) ;
 - o La création d'un poteau incendie et renforcement des réseaux d'eau potable pour répondre aux besoins DECI du projet ;
- La participation à la création de classes supplémentaires induit par l'apport de population générée par l'opération ainsi que la participation aux équipements publics communaux liés à la petite enfance ont été calculé à partir de données INSEE ;
- Le montant des travaux d'aménagement de voirie a été réparti entre les différents aménageurs le long de la Route Impériale ;
- Enfin, le renforcement du réseau électrique ENEDIS a été entièrement mis à la charge de la société « *HELENIS* » car il répond essentiellement aux besoins de l'opération.

Le périmètre de la convention de PUP, dans lequel les constructions seront exonérées de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement pour une durée de 10 ans, est joint à la présente délibération. Cette exonération prendra effet à compter de l'affichage de la mention de la signature de convention en mairie de Baillargues et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence il est proposé au conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de PUP « *Quartier Napoléon* » établis entre la société « *HELENIS* » et Montpellier Méditerranée Métropole et notamment le montant de la participation de la société au vu du coût prévisionnel des opérations, de la nature des travaux et du périmètre d'application ;
- exclure du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) le périmètre d'application de la convention de PUP « *Quartier Napoléon* » pour une durée de 10 années à compter du caractère exécutoire de la convention ;
- approuver les termes du projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Baillargues dans le cadre de la convention de PUP « *Quartier Napoléon* » susvisée ;
- approuver les termes du projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) dans le cadre de la convention de PUP « *Quartier Napoléon* » susvisée ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111232-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de Convention de PUP "Quartier Napoléon"
- Projet de convention de reversement au SMGC
- Projet de convention de reversement à la commune
- Périmètre de PUP "Quartier Napoléon"
- Tableau de répartition financière PUP "Quartier Napoléon"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Les Lignières - Groupe Arcade - Commune de Baillargues - Périmètre d'application de la convention de PUP au sein du périmètre instauré "Les Lignières" - Convention de reversement à la commune - Convention de reversement au Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

La future opération de construction est située au nord de la commune de Baillargues, au sein d'un secteur à vocation résidentiel, occupé par des habitations individuelles. Le secteur, dénommé « *Les Lignières* » est classé en zone 2Aub du PLU de la commune. Le 22 mars 2019, un périmètre de PUP tel que prévu à l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme, a été instauré sur ce secteur par le biais de la délibération n° M2019-105.

La présente délibération, et la convention de PUP associée concerne l'opération immobilière portée par le groupement de sociétés « *GROUPE ARCADE / SFHE* » sur le secteur « *Les Lignières* ». Comme indiqué précédemment cette convention de PUP s'intègre dans le périmètre du PUP « *Les Lignières* » qui prévoit la réalisation de trois opérations au total.

Le groupement de sociétés « *GROUPE ARCADE / SFHE* » a déposé une demande de permis de construire sur une unité foncière de 3 172 m², constituée de la parcelle cadastrée AW0082. Le programme prévisionnel des travaux concerne la construction d'un immeuble d'habitation au 620 rue du mas de roue à Baillargues. Dans le cadre de cette opération d'aménagement, les travaux seront réalisés en une tranche et prévoient la création de 65 logements au total représentant 3 586 m² de surface de plancher créée (45 logements en accession réglementée et 20 logements sociaux). Le projet prévoit 123 places de stationnement.

Cette opération étant située dans le périmètre de PUP précité, le groupement de sociétés « *GROUPE ARCADE / SFHE* » s'est rapproché de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

La réalisation de ce programme nécessite :

- Des équipements publics d'aménagement d'espaces publics et VRD :
 - Une participation au renforcement du réseau d'électricité ENEDIS ;
 - Une participation aux travaux de renforcement du poste de refoulement ;
 - Une participation aux travaux d'aménagement de voirie ;
 - Une participation à la création de la station d'épuration (STEP).
 - Une participation aux travaux d'adduction et de distribution en eau potable,
 - Une participation aux travaux de renforcement des réseaux d'eau potable pour répondre aux besoins DECI du projet.

- Des équipements publics de superstructures :
 - La création de classes supplémentaires induit par l'apport de population générée par l'opération ;
 - Le déplacement des lignes haute tension au droit de l'opération.

Le coût total prévisionnel des équipements à réaliser, évalué en phase avant-projet, est fixé à **3 133 767 € HT**. Ce coût prévisionnel comprend tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, d'acquisitions foncières et aléas.

Les modalités de partage des coûts des équipements, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3-II° du Code de l'urbanisme, apparaissent dans le tableau de répartition financière.

Il est précisé que seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de convention de PUP sera mis à la charge de l'aménageur, soit un montant prévisionnel de **428 851 € HT**, selon les modalités de calcul suivant :

- La participation financière demandée pour le déplacement des lignes à haute tension au droit de l'opération a été calculée sur la base d'un ratio appliqué au nombre de logement prévus dans l'opération ;
- La participation à la création de classes supplémentaires induit par l'apport de population générée par l'opération a été calculée à partir de données INSEE ;
- La participation aux travaux de renforcement des réseaux d'eau potable pour répondre aux besoins DECI du projet, les travaux d'adduction et de distribution en eau potable, ainsi que les travaux de renforcement du poste de refoulement ont été calculées à partir d'un montant forfaitaire au logement ;
- Le montant des travaux d'aménagement de voirie et d'espace public dans le périmètre du PUP a été réparti entre les trois opérateurs puisque ces travaux répondent aux besoins générés par ces opérations. La répartition financière a été calculée sur la base de la surface de l'assiette foncière de l'opération pour une totale équité. Par conséquent, 5% du montant de ces travaux a été mis à la charge des sociétés « *GROUPE ARCADE / SFHE* » ;
- Et enfin, le renforcement du réseau électrique ENEDIS a été mis à la charge des sociétés « *GROUPE ARCADE / SFHE* » car il répond exclusivement aux besoins de leur opération.

Le périmètre de la convention de PUP, dans lequel les constructions seront exonérées de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement pour une durée de 10 ans. Cette exonération prendra effet à compter de l'affichage de la mention de la signature de convention en mairie de Baillargues et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence il est proposé au conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de PUP établie entre les sociétés « *GROUPE ARCADE / SFHE* » et Montpellier Méditerranée Métropole et notamment le montant de la participation du groupement de sociétés au vu du coût prévisionnel des opérations, de la nature des travaux et du périmètre d'application ;
- exclure du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) le périmètre d'application de la convention de PUP précitée pour une durée de 10 années à compter du caractère exécutoire de la convention ;
- approuver les termes du projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Baillargues dans le cadre de la convention de PUP précitée,

- approuver les termes du projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) dans le cadre de la convention de PUP précitée,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111233-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Périmètre d'application de la convention de PUP avec GROUPE ARCADE / SFHE au sein du périmètre de PUP "Les Lignières" de PUP "Les Lignières"
- Tableau de répartition financière PUP "Les Lignières"
- Projet de convention de PUP avec les sociétés GROUPE ARCADE / SFHE
- Projet de convention de reversement à la commune
- Projet de convention de reversement au SMGC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Requalification du Marché d'Intérêt National - Signature d'une convention pré-opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier Occitanie - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre.

Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires et joue un rôle structurant pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités, en particulier de logistique urbaine à ce titre, ou de dynamisation commerciale.

Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole, sur les plans économiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux.

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole a été initiée.

Dans ce contexte, la question foncière est majeure. Le MIN est situé dans un quartier en plein renouvellement urbain, inscrit dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « *La Restanque* » de compétence communale. Cette opération engage les évolutions du secteur vers une mixité plus forte entre l'économie et l'habitat, d'autant plus nécessaire aux abords immédiats du cœur de Ville, centre de la Métropole. Il est à noter que la modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a fait évoluer le secteur du MIN pour le conforter exclusivement dans sa vocation au titre du développement de l'activité économique et notamment permettre la création de la cuisine centrale municipale à proximité.

A ce jour, le schéma directeur du MIN est toujours à l'étude. Toutefois, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite saisir les opportunités foncières qui se présentent sur les propriétés jouxtant cet outil stratégique d'ores et déjà identifiées comme indispensables à sa restructuration même puis son extension.

En conséquence, il est proposé que la Métropole contractualise avec l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) afin d'engager un nouveau partenariat sur ce secteur en vue d'opérer et financer les réserves foncières requises.

Le périmètre d'intervention proposé est situé à l'Ouest du MIN, et constitué des parcelles cadastrées OL 30, 32, 34, et OO 13, 14 et 41, d'une superficie cadastrale totale de 38 242 m². Ces parcelles sont bâties et pour la plupart occupées par des activités commerciales ou industrielles.

La convention serait de nature pré-opérationnelle portant sur le « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* » fixant les modalités techniques, administratives et financières de l'intervention sur le périmètre précité.

L'engagement financier de l'EPFO dans le cadre de cette convention est fixé à 10 600 000 € sur 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la passation de la convention pré-opérationnelle dénommée « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », avec l'Etablissement Public Foncier Occitanie, pour une durée de 5 ans avec un engagement financier prévisionnel à hauteur de 10 600 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Maud BODKIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110953-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Périmètre

- 20191112_EPF_Projet-convention-préop.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Saint Georges d'Orques - Copropriétés L'orée de Montpellier - Avenant n°1 à la convention opérationnelle arrêté de carence - Convention pré-opérationnelle pour la requalification des copropriétés - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Commune de Saint Georges d'Orques, 5 426 habitants, est soumise aux dispositions de l'article 55 de la loi SRU modifiée par la loi Duflot et doit, à ce titre, disposer de 25 % de logements locatifs sociaux. La Commune, ne disposant pas du taux requis par la loi, fait l'objet d'obligations de rattrapage mises en place par période triennale. Dans le cadre de cette politique de rattrapage, la commune se heurte à des contraintes tenant notamment à la tension du marché immobilier et au renchérissement induit des prix dans un contexte où les disponibilités foncières se raréfient.

Dans le cadre de la convention opérationnelle de carence n° 0421HR2019, approuvée par le préfet de Région le 8 janvier 2019, il est proposé à la Métropole par l'Etat, la commune de Saint Georges d'Orques, et l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie de faire évoluer le périmètre de la convention en intégrant le secteur résidentiel dit « l'Orée de Montpellier » en complément du périmètre initial qui concerne le centre bourg de la commune.

Cette extension de périmètre s'inscrit en conformité avec le Programme Local de l'Habitat approuvé pour la période 2019-2024 par le Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 et dans le contrat de mixité sociale signé par la commune de Saint Georges d'Orques, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat en date du 9 octobre 2016. Ces deux documents intègrent le secteur de l'Orée de Montpellier comme secteur stratégique pour accueillir notamment du logement social.

Cette résidence est composée de 17 bâtiments collectifs à usage d'habitation soit 376 logements regroupés au sein de deux copropriétés.

Historiquement, cette opération immobilière a été conçue comme une résidence étudiante construite dans le cadre d'un programme de défiscalisation. Ce statut a été dévoyé dans le temps et la résidence est aujourd'hui occupée en grande partie par des familles aux revenus modestes. La situation de ces copropriétés est devenue difficile, au niveau social et au niveau technique comme le concluent les études diligentées par la Commune.

Ces deux copropriétés font face à de graves difficultés financières qui ont conduit à la désignation d'un administrateur provisoire en 2007 ce qui témoigne d'une situation financière dégradée sans possibilité apparente de revenir à un fonctionnement normal.

L'évolution de la dégradation des constructions provoque des risques sanitaires, sécuritaires, et sociaux qu'il devient urgent de résorber.

La commune de Saint Georges d'Orques a donc saisi l'EPF Occitanie, et la Métropole en appui, en vue de solliciter une intervention foncière spécifique dans le cadre d'une opération sur des copropriétés dégradées en complément de l'action foncière qu'il mène au titre de la convention opérationnelle « carence ». La convention relative à la carence doit permettre de saisir les opportunités de maîtrise des biens des copropriétés par le biais de préemptions à l'occasion des ventes, et ainsi limiter l'action des marchands de sommeil. En complément, la convention proposée viendrait de manière active permettre de procéder à une maîtrise foncière efficace, et accompagner une stratégie de plus long terme dans la perspective d'un projet de réaménagement du site.

Il est en conséquence proposé, d'une part, de modifier la convention opérationnelle portant sur la carence, au niveau de son périmètre d'intervention et du montant de l'engagement financier à porter par l'EPF à hauteur de 2 millions d'euros au lieu de 1,2 millions d'euros prévus initialement. Ces modifications interviennent

dans le cadre d'un avenant n°1 à ladite convention.

En complément, afin d'optimiser la démarche engagée, il est proposé de signer une convention pré-opérationnelle entre la commune de Saint Georges d'Orques, la Métropole et l'EPF Occitanie pour mener une intervention foncière spécifique dans le cadre d'une opération de requalification des copropriétés. Cette convention interviendrait sur une durée de 5 ans accompagnée d'un engagement financier de 8 millions d'euros de l'EPF Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention opérationnelle « carence » ;
- approuver le projet de convention tripartite pré-opérationnelle pour la requalification des copropriétés entre la commune de Saint Georges d'Orques, l'EPF Occitanie et la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111230-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Action foncière pour le développement économique - Commune de Saint Jean de Védas - Secteur ' Lauze Est ' - Convention opérationnelle avec l'EPF Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le 3 juin 2015, une convention d'anticipation foncière a été conclue et signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie, pour une durée de 5 ans afin de conduire les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement d'une zone d'activités économiques sur le secteur « Lauze Est » à Saint Jean de Védas.

Le 21 juin 2016, le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique la constitution d'une réserve foncière sur ce secteur, en vue de permettre la réalisation du projet d'aménagement.

Par délibération du 25 octobre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs poursuivis par le projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Lauze Est à Saint Jean de Védas et a défini les modalités de la concertation. Celle-ci s'est déroulée en 2017 et 2018 et le dossier mis à disposition du public a été enrichi au fur et à mesure de l'avancement des études. Le bilan de la concertation a été tiré par délibération n°M2019-38 du Conseil de Métropole du 31 janvier 2019.

Lors de sa séance du 18 avril 2019, le Conseil de Métropole a approuvé les enjeux et objectifs, le périmètre d'intervention, le programme et le bilan prévisionnel de l'opération d'aménagement liée à la réalisation de ce nouveau parc d'activités dans la perspective d'attribuer une concession d'aménagement avant la création prochaine de la ZAC.

Le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) de Montpellier Méditerranée Métropole a mis en évidence l'état de carence en foncier à vocation d'activités économiques sur le territoire métropolitain estimant un besoin de foncier cessible de 15 ha/an. Ce projet de nouveau parc d'activités de la « Lauze Est » va contribuer à répondre à ce besoin.

Il se situe dans la continuité géographique des parcs d'activités existants de Saint Jean de Védas (Lauze et Marcel Dassault). Ce projet figure en zone d'extension urbaine du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019.

Les objectifs poursuivis par l'opération de la « Lauze Est » restent ceux décrits dans la délibération du 25 octobre 2016, à savoir :

- conforter le pôle d'activités économiques existant à l'entrée ouest de la Métropole constitué de la zone industrielle de la Lauze, Marcel Dassault et Garosud ;
- répondre à la demande d'implantation d'entreprises pour des activités productives et logistiques sur ce secteur, et permettre la création d'emplois ;
- adopter une approche innovante en matière de développement durable des parcs d'activités ;
- donner une lisibilité du lieu depuis les grands réseaux d'infrastructures (autoroutes, Contournement Ouest de Montpellier et RM612) ;
- s'appuyer sur la trame de l'eau et de la végétation pour organiser les modes actifs de déplacement ;
- créer une connexion sur la RM 612 permettant d'assurer une desserte du secteur de la Lauze Est mais également de connecter ce nouveau parc d'activités à la zone industrielle existante à l'ouest ;
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole.

Au total près de 100 000 m² de surface de plancher affectés à de l'activité sont attendus pour une surface cessible prévisionnelle d'environ 19,4 hectares.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé à l'EPF Occitanie de poursuivre sa mission d'acquisitions et de portage foncier sur ce secteur par le biais d'une convention opérationnelle afin de conduire les acquisitions restantes, au regard du délai de la première convention d'anticipation foncière dont la fin est programmée pour le 3 juin 2020.

Cette convention opérationnelle sera conclue pour une durée de 5 ans prorogeable.

De plus, compte tenu des négociations en cours, il convient de proposer de porter l'engagement financier à hauteur de 10 millions d'euros, au lieu de 7 millions d'euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention opérationnelle jointe en annexe entre la Métropole et l'Etablissement Public Foncier Occitanie, pour une durée de 5 ans avec un engagement financier de 10 millions d'euros ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111191-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 5.15 Convention opérationnelle LAUZE EST.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Fabrègues - Foncier - Instauration du droit de préemption urbain sur territoire de la commune de Fabrègues - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Les communes dotées d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) rendu public ou d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan, dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, définis en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique, dans les zones et secteurs définis par un plan de prévention des risques technologiques, en application de l'article L.515-16 du Code de l'environnement, dans les zones soumises aux servitudes prévues au II de l'article L.211-12 du même code, ainsi que sur tout ou partie de leur territoire couvert par un plan de sauvegarde et de mise en valeur, rendu public ou approuvé, en application de l'article L.313-1 du Code de l'urbanisme, lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé ou de périmètre provisoire de zone d'aménagement différé sur ces territoires.

Par décret du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Dès lors, conformément à l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public à fiscalité propre, est compétent pour instaurer le droit de préemption urbain au titre de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Le droit de préemption urbain est exercé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme.

Ces actions ou opérations ont pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

Il peut être également exercé pour constituer des réserves foncières, en vue de permettre la réalisation des opérations et actions d'aménagement énumérées ci-dessus.

Par délibérations du Conseil municipal des 6 juillet 1987 et 29 mars 2006, la commune de Fabrègues a approuvé l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et NA de son POS.

Par délibération du 18 novembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de PLU de la commune de Fabrègues.

Compte tenu de cette approbation, il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole instaure à nouveau le droit de préemption urbain sur la commune de Fabrègues, en intégrant notamment les nouvelles zones U et AU.

Cette instauration permettra à Montpellier Méditerranée Métropole et, le cas échéant, à la commune de Fabrègues dans les zones où ce droit de préemption urbain pourrait lui être par la suite délégué par la Métropole, de mener à bien les actions et opérations relevant de leurs compétences.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'instauration du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fabrègues approuvé par délibération du Conseil du 18 novembre 2019,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-112340-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montaud - Foncier - Instauration du droit de préemption urbain sur territoire de la commune de Montaud - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Les communes dotées d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) rendu public ou d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption urbain, sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan, dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, définis en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique, dans les zones et secteurs définis par un plan de prévention des risques technologiques, en application de l'article L. 515-16 du Code de l'environnement, dans les zones soumises aux servitudes prévues au II de l'article L. 211-12 du même code, ainsi que sur tout ou partie de leur territoire couvert par un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé en application de l'article L. 313-1 du Code de l'urbanisme, lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé ou de périmètre provisoire de zone d'aménagement différé sur ces territoires.

Par décret du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Dès lors, conformément à l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public à fiscalité propre, est compétent pour instaurer le droit de préemption urbain au titre de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Le droit de préemption urbain est exercé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme. Ces actions ou opérations ont pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

Il peut être également exercé pour constituer des réserves foncières, en vue de permettre la réalisation des opérations et actions d'aménagement énumérées ci-dessus.

Par délibération du Conseil municipal du 14 juin 2011, la commune de Montaud a approuvé l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU de son PLU.

Par délibération du 18 novembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le nouveau PLU de la commune de Montaud.

Compte tenu de cette approbation, il paraît nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole y réinstaure le droit de préemption urbain, notamment sur les zones U et AU.

Cette instauration permettra à Montpellier Méditerranée Métropole et le cas échéant, à la commune de Montaud, dans les zones où ce droit de préemption urbain pourrait lui être par la suite délégué par la Métropole, de mener à bien les actions et opérations d'aménagement relevant de leurs compétences respectives.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'instauration du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures délimitées par le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montaud approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-112347-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Modifications des statuts des Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) SYMBO et SYBLE - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole s'intègre principalement dans le périmètre de compétences des Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) du Lez et de l'Or bénéficiant du statut de syndicats mixtes, dénommés respectivement SYBLE et SYMBO.

A l'instar de l'ensemble des EPCI membres, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour l'exercice des compétences Gestion des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations telles que définies aux paragraphes 1, 2, 5 et 8 de l'article L 211-7 du Code de l'environnement :

- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographiques ;
- entretien et aménagements des cours d'eau, canaux, lacs, plans d'eau ;
- défense contre les inondations et contre la mer ;
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Dans le cadre d'une coopération avec les structures intercommunales partenaires et compétentes, un travail de mise à jour et d'évolution des statuts de ces deux syndicats a été mis en œuvre, dans le respect des lignes directrices de la gouvernance interterritoriale du Grand Cycle de l'Eau adoptées le 20 décembre 2017 par délibération du Conseil de Métropole :

- gestion en régie des missions visées aux chapitres 1, 2, 5, 8 de l'article du Code de l'environnement susvisé ;
- maintien du transfert de la mission centrale de coordination et d'animation globale aux EPTB compétents et des compétences annexes exercées en matière d'animation des dispositifs Natura 2000, d'approvisionnement en eau, de lutte contre la pollution, de protection et de conservation des eaux superficielles.

Afin de mener à bien ce projet dans un cadre juridique et institutionnel sécurisé, les compétences de la Métropole ont été étendues et rationalisées par délibération du 19 juillet 2018. La procédure de consultation des communes membres, initiée après son adoption, a abouti à la modification officielle de nos statuts par arrêté préfectoral du 3 décembre 2018.

Le Département de l'Hérault, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et Montpellier Méditerranée Métropole sont membres des deux EPTB.

La Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée et la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault sont membres du SYBLE et la Communauté de Communes du Pays de Lunel adhère au SYMBO.

A l'issue d'une concertation intégrant l'ensemble des membres présents, associant les services préfectoraux et bénéficiant de l'assistance d'un cabinet d'avocat spécialisé, un accord a été trouvé concernant la mise à jour et l'évolution des projets de statuts des deux structures annexés à la présente délibération.

Les statuts reprennent les compétences exercées précédemment et les précisent par référence à l'article L211-7 du Code de l'environnement :

- l'animation et la concertation relative à la prévention des inondations, à la gestion et à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques (item 12° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement) ;
- l'animation des sites Natura 2000 de l'étang de Mauguio (SYMBO) et ceux constitués sur les espaces Lez et Etangs Palavasiens (SYBLE) ;
- la gestion courante d'ouvrages hydrauliques des portes de Carnon et de la station de pompage de Tamariguières et de ses ouvrages associés (SYMBO) ;
- la lutte contre la pollution associée au bassin versant (item 6° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement) ;
- la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines (item 7° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement) ;
- la mise en place et l'exploitation des dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques (item 11° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement).

Les Syndicats assurent, au titre des items 6, 7, 11 précités, des compétences principalement en matière d'étude. Ces compétences n'ont pas vocation à se substituer aux missions et obligations dévolues aux autres personnes publiques au titre de leurs compétences dans les domaines du cycle de l'eau et de la protection de l'environnement.

Les Syndicats peuvent par ailleurs se voir confier par les EPCI-FP membres des délégations pour tout ou partie des missions relevant de leurs compétence GEMAPI. Un projet de convention-cadre et des projets de conventions subséquentes sont soumis pour approbation au présent Conseil.

Ils sont aussi habilités à effectuer des interventions pour le compte de tiers par voie de convention, en application de la législation en vigueur, notamment concernant la commande publique.

Les modalités de gouvernance et de répartition des financements pour les compétences transférées sont maintenues, harmonisées, actualisées et sécurisées. Les financements pour les autres opérations, notamment celles relevant de délégations, sont par contre définis par des conventions spécifiques.

En application des statuts actuels du SYMBO, les modifications statutaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix détenues par les membres. Concernant le SYBLE, elles sont décidées par délibérations concordantes de l'organe délibérant du syndicat et de l'ensemble des membres.

Les réunions des comités Syndicaux du SYMBO et du SYBLE qui statueront sur cette affaire sont respectivement prévues les 4 et 16 décembre prochain. Concernant ce dernier EPTB, l'ensemble des EPCI membres, à l'instar de la Métropole, ont prévu d'adopter cette modification au cours du mois de décembre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des modifications statutaires de l'EPTB SYMBO ;
- approuver les projets de statuts de l'EPTB SYBLE ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 26 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, M. Thierry DEWINTRE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Michel FRAYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111334-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet statut SYBLE
- REVISION DES STATUTS SYMBO - VERSION APPROUVEE COMITE SYNDICAL 4 DEC 19.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Marie-Hélène SANTARELLI, Noël SEGURA, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Conventions cadre de délégation de compétence avec les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin de l'Or (SYMBO) et du LEZ (SYBLE) - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Suite à la création de la Métropole au 1^{er} janvier 2015, et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole, à l'instar de l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, est devenue compétente pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations au 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 20 décembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a posé le cadre de l'organisation générale de la compétence et sa feuille de route. Cette délibération définit les lignes directrices de la gouvernance interterritoriale du grand cycle de l'eau que la Métropole souhaite établir en concertation avec les structures intercommunales partenaires au niveau des bassins versants et précise que des conventions de délégation de compétence pourront être mises en place avec les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) dans l'intérêt général de la bonne exécution en toute ou partie des missions mentionnées aux items 1, 2, 5 et 8 de l'article L.211-7 du Code de l'environnement.

Ainsi, de manière à permettre à la Métropole de structurer de manière efficiente cette compétence en adéquation avec les enjeux de son territoire et de mener une action coordonnée à l'échelle d'une part du bassin versant du bassin de l'Or et d'autre part du bassin versant du Lez, il est proposé de déléguer par convention, respectivement à l'EPTB SYMBO et à l'EPTB LEZ, une partie des missions précitées.

Les présentes conventions sont des conventions cadres organisant les relations entre la Métropole et les EPTB et renvoyant à des conventions subséquentes d'intervention le soin de fixer conjointement, le contenu des missions, les études, les travaux et plus largement la mise en œuvre d'un programme d'opérations prévues, ainsi que leur financement et leurs modalités techniques.

Ces conventions subséquentes peuvent être relatives à la mise en œuvre d'actions dite « d'assistance à maîtrise d'ouvrage » qui sont susceptibles d'être répétées d'une année à l'autre, et d'actions dites « de maîtrise d'ouvrage déléguée » correspondant à un besoin spécifique délimité dans l'espace et dans le temps.

Chaque projet de convention subséquente sera soumis pour approbation aux organes délibérants de la Métropole et de l'EPTB concerné.

Chaque convention comprendra au minimum les missions confiées, les objectifs, la durée de la convention, la programmation prévisionnelle de la mission, les modalités financières et des indicateurs de suivi.

Pour chacun des EPTB, une commission de suivi sera formée et aura pour rôle d'assurer le suivi de la convention cadre et des conventions subséquentes. Elle se réunira au minimum deux fois par an, en mars pour faire le bilan des opérations et actions de l'année passée et en juin pour fixer le programme d'actions et éventuellement d'opérations et les budgets prévisionnels correspondant pour l'année à venir.

La commission sera composée d'élus et d'agents compétents désignés par la Métropole et l'EPTB concerné.

Les présentes conventions sont conclues pour une durée allant de leur date de signature jusqu'au 31 décembre 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention cadre de délégation de compétence avec l'EPTB SYMBO ;
- approuver la convention cadre de délégation de compétence avec l'EPTB LEZ ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 25 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, M. Thierry DEWINTRE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Michel FRAYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY, M. Sauveur TORTORICI, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111236-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention cadre SYMBO
- convention cadre SYBLE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Marie-Hélène SANTARELLI, Noël SEGURA, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Convention subséquente avec l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) SYBLE relative à la mise en œuvre récurrente de l'item 2 - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole s'intègre dans le périmètre de compétences de l'Etablissement Public Territorial du Bassin (EPTB) du Lez bénéficiant du statut de syndicat mixte, dénommé le SYBLE.

A l'instar de l'ensemble des EPCI membres, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour l'exercice des compétences Gestion des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations (GEMAPI) telles que définies aux paragraphes 1, 2, 5 et 8 de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- l'entretien et l'aménagements des cours d'eau, canaux, lacs, plans d'eau ;
- la défense contre les inondations et contre la mer ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Dans le cadre d'une coopération avec les structures intercommunales partenaires et compétentes, un travail de mise à jour et d'évolution des statuts du syndicat a été mis en œuvre, dans le respect des lignes directrices de la gouvernance interterritoriale du Grand Cycle de l'Eau adoptées le 20 décembre 2017 par délibération du Conseil de Métropole. A l'issue de ce processus, il est proposé d'approuver les nouveaux statuts de l'EPTB.

En application de ces nouvelles dispositions et des articles L.213-12 du Code de l'environnement et L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'EPTB SYBLE peut se voir confier par les EPCI-FP membres, des délégations pour tout ou partie des missions relevant de leur compétence GEMAPI. Une convention cadre fixe les principes de partenariat entre la Métropole et le Syndicat.

Par la présente délibération, il est proposé d'approuver une convention subséquente qui a pour objet, en application de la convention susvisée, de préciser le contenu des missions déléguées au SYBLE de manière récurrente, visées au 2° du I de l'article L.211-7 du Code de l'environnement concernant l'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau.

Le périmètre de la délégation porte sur une partie seulement des cours d'eau métropolitains du bassin versant Lez Mosson Etangs palavasiens, soit 226 km linéaires de berges de cours d'eau. La Métropole conserve cependant en gestion directe, dans la continuité de ce qui était à l'œuvre jusqu'à présent, les cours d'eau au niveau de la ville de Montpellier, et au droit et à l'aval des ouvrages classés pour la protection contre les inondations. Les interventions du SYBLE pourront relever à la fois de travaux programmés et d'intervention exceptionnelle sur les cours d'eau suite à une crue majeure.

Au titre de la délégation de cette compétence, le SYBLE engagera sur ce périmètre les actions de toute nature présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence.

En particulier, le SYBLE, pour le compte de la Métropole, exercera les missions suivantes :

- Assurer la surveillance préventive des cours d'eau contre les risques d'embâcles (passage régulier et systématique post crue) sur le périmètre d'intervention de l'EPTB SYBLE ;
- Assurer un contrôle des points stratégiques à fort risque d'embâcles après chaque crue importante ;
- Assister la Métropole pour le suivi des travaux d'urgence en post-crue (désembâclement...) ;

- Elaborer le plan d'intervention pluri-annuel et les dossiers règlementaires en vue de l'obtention des DIG ;
- Assurer la coordination et la planification des travaux à l'échelle du bassin versant du Lez sur le territoire de la Métropole, conformément au PPI validé et aux arrêtés de DIG afférents ;
- Assurer la rédaction du modèle de convention d'autorisation de passage aux propriétaires riverains et du projet de courrier d'accompagnement ;
- Assurer la préparation, le suivi technique et financier des travaux jusqu'à leur parfait achèvement ;
- Informer la Métropole dans les meilleurs délais de toute difficulté ou modification des conditions d'exécution des travaux pouvant générer une évolution technique et financière du marché ;
- Organiser les réunions de démarrage et de suivi des chantiers en associant la Métropole, les communes, les services de police de l'eau et les partenaires financiers et au besoin les associations et propriétaires ;
- Assister la Métropole dans la rédaction et le suivi des dossiers de demandes de subvention qui seront déposés par la Métropole ;
- Rendre compte en permanence à la Métropole ;
- Organiser et animer les réunions des commissions de suivi ;
- Assister la Métropole pour le suivi des actions particulières (gestion des atterrissements...).

Les autres missions liées à l'exercice de la compétence, notamment celles relatives à l'obtention des autorisations administratives, à la passation et à l'exécution des marchés de travaux et au financement des opérations, ne sont pas déléguées à l'EPTB.

Cette convention fixe également des indicateurs de résultats (linéaire de travaux réalisés, nombre d'interventions ponctuelles et d'urgence, taux de réalisation financier...).

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2026. Le montant de la rémunération du SYBLE pour la mise en œuvre des missions déléguées sur la durée de la convention est de 330 000 € TTC, soit un montant prévisionnel annuel de 55 000 € TTC correspondant au temps passé d'un point de vue technique et administratif par les agents du SYBLE pour répondre aux objectifs de la convention.

Deux commissions de suivi sont programmées annuellement pour tirer le bilan de l'année écoulée et définir le programme de travaux de l'année à venir et son montant.

La conclusion de ces projets de conventions sera subordonnée à l'adoption et au caractère exécutoire des nouveaux statuts du SYBLE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention subséquente avec l'EPTB SYBLE relative à la gestion pluriannuelle des cours d'eau du bassin du Lez dans le cadre de l'Item 2 du I de l'article L.211-7 du Code de l'environnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Titina DASYLVA, M. Thierry DEWINTRE, Mme Mylène FOURCADE, M. Michel FRAYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY, M. Sauveur TORTORICI, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111714-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Convention subséquente avec l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) SYMBO relative à la mise en œuvre récurrente des items 2 et 8 - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole s'intègre dans le périmètre de compétences de l'Etablissement Public Territorial (EPTB) du Bassin de l'Or bénéficiant du statut de syndicat mixte, dénommé le SYMBO.

A l'instar de l'ensemble des EPCI membres, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour l'exercice des compétences Gestion des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations (GEMAPI) telles que définies aux paragraphes 1, 2, 5 et 8 de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- l'entretien et l'aménagements des cours d'eau, canaux, lacs, plans d'eau ;
- la défense contre les inondations et contre la mer ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Dans le cadre d'une coopération avec les structures intercommunales partenaires et compétentes, un travail de mise à jour et d'évolution des statuts du syndicat a été mis en œuvre, dans le respect des lignes directrices de la gouvernance interterritoriale du Grand Cycle de l'Eau adoptées le 20 décembre 2017 par délibération du Conseil de Métropole. A l'issue de ce processus, il est proposé d'approuver les nouveaux statuts de l'EPTB.

En application de ces nouvelles dispositions et des articles L. 213-12 du Code de l'environnement et L. 5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'EPTB SYMBO peut se voir confier par les EPCI-FP membres, des délégations pour tout ou partie des missions relevant de leur compétence GEMAPI. Une convention cadre est également soumise à ce titre.

Par la présente délibération, il est proposé d'approuver une convention subséquente qui a pour objet, en application, à la convention susvisée, de préciser le contenu des missions déléguées au SYMBO de manière récurrente visées aux 2^o et aux 8^o du I de l'article L. 211 7 du Code de l'environnement concernant l'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau et la protection et la restauration des écosystèmes aquatiques.

Le périmètre de la délégation concerne l'ensemble des cours d'eau du bassin de l'Or situés sur le territoire de la Métropole soit un linéaire de cours d'eau de 76 kilomètres environ, exception faite des cours d'eau au droit et à l'aval des ouvrages classés pour la protection contre les inondations pour lesquels la Métropole interviendra en propre.

Les interventions du SYMBO porteront sur des actions d'entretien courant ayant fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général et d'une programmation ou présentant un caractère d'urgence suite à une crue majeure.

Au titre de la délégation de cette compétence, le SYMBO engagera sur ce périmètre, les actions de toute nature présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence. En particulier, le SYMBO, pour le compte de la Métropole, exercera les missions suivantes :

Item 2 : entretien des cours d'eau

- Assurer la surveillance préventive des cours d'eau contre les risques d'embâcles (passage régulier et systématique post crue) sur le périmètre d'intervention de l'EPTB SYMBO ;
- Assister la Métropole pour le suivi des travaux d'urgence en post-crue (désembâclement...) ;
- Finaliser les dossiers réglementaires en vue de l'obtention des DIG ;
- Assurer la coordination et la planification des travaux à l'échelle du bassin versant de l'étang de l'Or sur le territoire de la Métropole ;
- Assurer la rédaction du modèle de convention d'autorisation de passage aux propriétaires riverains et du projet de courrier d'accompagnement ;
- Assurer la préparation, le suivi technique et financier des travaux jusqu'à leur parfait achèvement ;
- Informer la Métropole dans les meilleurs délais de toute difficulté ou modification des conditions d'exécution des travaux pouvant générer une évolution technique et financière du marché ;
- L'EPTB Symbo conviera la Métropole, les communes, les services de police de l'eau et les partenaires financiers aux réunions de démarrage et de suivi des chantiers ;
- Rédiger et suivre les dossiers de demandes de subvention qui seront déposés par la Métropole ;
- Rendre compte en permanence à la Métropole ;
- Organiser et animer les réunions des commissions de suivi.

Item 8 : régulation des ragondins

- Animation du réseau de piégeurs et coordination des points de collecte et mise en place de l'élimination des espèces nuisibles.

Les autres missions liées à l'exercice de la compétence, notamment celles relatives à l'obtention des autorisations administratives, à la passation et à l'exécution des marchés de travaux et au financement des opérations ne sont pas déléguées à l'EPTB.

Cette convention fixe également des indicateurs de résultats (linéaire de travaux réalisés, respect de l'enveloppe budgétaire, linéaire d'obtention de la DIG...).

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2026.

Le montant de la rémunération du SYMBO pour la mise en œuvre des missions sur la durée de la convention est de 85 356 € TTC, soit un montant prévisionnel annuel de 14 226 € TTC correspond au temps passé d'un point de vue technique et administratif par les agents du SYMBO pour répondre aux objectifs de la convention.

Deux commissions de suivi sont programmées annuellement pour tirer le bilan de l'année écoulée et définir le programme de travaux de l'année à venir et son montant.

La conclusion de ces projets de conventions sera subordonnée à l'adoption et au caractère exécutoire des nouveaux statuts du SYMBO.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention subséquente avec l'EPTB SYMBO relative à la gestion pluriannuelle des cours d'eau et à la restauration des écosystèmes du bassin de l'Or dans le cadre des Items 2 et 8 du I de l'article L. 211-7 du code de l'Environnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111699-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention subséquente Symbo-3M 2811.pdf
- Cartographie cours d'eau

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEUS

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone - Déclaration de projet

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 14857 du 27 septembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'autorisation du système d'endiguement constitué en rive gauche de la Mosson, entre la RD 116^{P1} et le Thôt à Lattes, ainsi que les dossiers d'enquête préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), à la déclaration d'intérêt général et parcellaire. Le Conseil a également autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation et à requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants.

Ce projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone a donc fait l'objet d'une procédure d'enquêtes publiques conjointes, préalables à l'autorisation environnementale, à la déclaration d'utilité publique (DUP), à la déclaration d'intérêt général et enquête parcellaire, du 16 septembre au 17 octobre 2019.

Conformément aux stipulations de l'article L126-1 du Code de l'environnement, il convient de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération.

Cet article L126-1 stipule : « La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement. ».

1. Objet de l'opération

Le principe du projet d'aménagement de la basse vallée de la Mosson consiste à conserver et restaurer les Zones d'Expansion des Crues (ZEC) et à réguler les débordements de la Mosson dans la plaine en rive gauche pour protéger les secteurs habités et les zones d'activités.

Pour atteindre ces objectifs, le programme d'aménagement retenu consiste à :

- supprimer le risque de rupture des digues de la Mosson par surverse ;
- renforcer et aménager la digue en rive gauche qui participe à la régulation dynamique des débordements de la Mosson ;
- arasement des digues qui contrarient l'expansion des crues ;
- améliorer le ressuyage de la plaine en rive gauche.

Ces aménagements permettent de reconnecter le lit mineur de la Mosson à la ZEC rive gauche tout en diminuant les niveaux de submersion qui étaient liés au cloisonnement de la plaine par les digues. C'est l'objet même de l'aménagement qui permet de décroisonner la basse vallée, de retrouver ainsi un fonctionnement plus naturel entre lit mineur et lit majeur, de baisser les niveaux de submersion et au final de mettre hors d'eau les secteurs à enjeux.

2. Justification de l'intérêt général

Au regard de l'équilibre des grandes masses financières entre le coût du projet et le coût des dégâts qu'il

permettra d'éviter en cas de crues, des bénéfices en termes de sécurité des habitants de Lattes concernés et actuellement gravement exposés, et du bilan écologique positif du projet, ce dernier peut être reconnu d'intérêt général car il répond de manière adaptée à un enjeu majeur de sécurité publique, tout en ne présentant aucun inconvénient significatif sur le plan environnemental ou social.

3. Avis de l'autorité environnementale

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Occitanie a émis un avis sur le dossier du projet le 6 juin 2018.

La synthèse de cet avis est la suivante : *« Le projet de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson s'insère dans le programme d'aménagement du bassin versant du Lez et des étangs palavasiens et constitue un impératif au regard de la sécurité des personnes et des biens. Ses objectifs sont :*

- la protection des principaux enjeux urbains existants dans la plaine,*
- la diminution du temps de ressuyage de la plaine en rive gauche,*
- la non-aggravation des inondations en rive droite.*

Compte tenu des éléments présentés, l'étude d'impact apparaît globalement proportionnée aux enjeux environnementaux mais demeure toutefois insuffisamment développée en ce qui concerne les mesures d'évitement et de réduction pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier la qualité du projet au regard de l'environnement.

La MRAe recommande par conséquent d'apporter des précisions sur ces mesures et de compléter le dossier par l'ensemble des informations détaillées ci-après. (...).»

Ces précisions et compléments demandés concernent notamment le volet « Préservation de la biodiversité » de l'étude d'impact, dont le souhait d'une étude plus fine de l'ensemble des gîtes à Rollier. Cette étude a été réalisée par un bureau d'études écologie et présentée à la DREAL Occitanie qui l'a validée.

L'étude d'impact a également été complétée, avant l'enquête, sur l'ensemble des points demandés par l'Autorité environnementale.

4. Avis des collectivités territoriales

Par délibération n° Del2019-189 du 18 septembre 2019, la Commune de Lattes a émis un avis favorable sur le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson.

Par délibération n° 2019DAD095 du 22 octobre 2019, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a émis un avis favorable sur le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, sous réserve d'obtention d'engagements précis et de réponses argumentées de la Métropole sur les dispositions suivantes :

- *« Des habitations se trouvent dans ce secteur d'épandage des crues et donc en zone rouge du PPRI, mais nous n'avons pas de données précises sur les hauteurs d'eau qui impacteront par la suite ces maisons après une nouvelle crue de type de celle de septembre 2003, octobre 2014 et octobre 2016. Il en est de même pour notre station d'épuration qui ne sera désormais plus protégée par les digues de la planche. Ces données et les modélisations correspondantes doivent donc être connues.*
- *La suppression de la digue au niveau du Thôt va pour sa part entraîner l'inondabilité de la parcelle située au pied de la décharge, qu'en sera-t-il des lixiviats, seront-ils entraînés dans l'étang ?*

- *Le ressuyage après crue est également à étudier de près, les modalités de nettoyage et reconstruction des roubines aux Pouzols ou des passages busés sous la RD185 sont donc à préciser et doivent faire l'objet d'engagements de travaux précis.*
- *Ce dossier ne peut également être disjoint de la question du gué de la planche. Un projet existe depuis des années mais il n'est toujours pas financé. Sa réalisation étant désormais de la compétence de la Métropole, il importe que ces travaux soient réalisés concomitamment à ceux de modification des digues.*
- *Des travaux sont prévus sur le déversoir de la Mosson, la nature de ces travaux doit être elle aussi bien précisée pour garantir de vrais apports permanents d'eau douce dans l'étang de l'Arnel.*

Les réponses à ces questions ont été apportées par la Métropole au commissaire enquêteur à l'issue de la remise par celui-ci du procès-verbal de synthèse de l'enquête.

5. Résultat de la concertation du public

Le commissaire enquêteur a rencontré la Métropole et lui a communiqué les observations orales ou écrites consignées dans un rapport de synthèse. 25 observations ont été émises.

Elles sont organisées selon les thématiques suivantes :

- Protection des habitations et des installations (STEP, routes ...),
- Préservation des cultures,
- Risque d'aggravation des inondations en rives droite et gauche,
- Nettoyage et curage des cours d'eau,
- Consolidation des berges et chemins,
- Désenvasement et vidange de l'étang de l'Arnel,
- Propositions de travaux complémentaires,
- Propositions de modification du projet.

Les réponses à ces questions ont été apportées par la Métropole au commissaire enquêteur à l'issue de la remise par celui-ci du procès-verbal de synthèse de l'enquête.

Le 12 novembre 2019, le commissaire enquêteur émet un avis favorable sur :

- la demande d'autorisation environnementale, assorti des recommandations suivantes :

1) que préalablement à la réalisation du projet et ensuite d'une façon régulière, la Métropole fasse procéder aux travaux de nettoyage de la Mosson et des ouvrages hydrauliques encombrés de sédiments, végétation et déchets divers afin d'améliorer les conditions d'écoulement des eaux et d'éviter la formation d'embâcles,

2) que soit vérifié pour l'ancienne décharge du Thôt, le bon fonctionnement du dispositif actuel de récupération et d'évacuation des lixiviats et qu'il soit si nécessaire amélioré pour éviter la contamination de la zone humide de 12 ha projetée, de la nappe et des cours d'eau voisins,

3) que soient appliquées les recommandations formulées par l'Autorité environnementale dans son avis du 6 juin 2018 concernant notamment les précautions à prendre en phase travaux et en phase d'exploitation courante pour le suivi de la qualité des eaux (Mosson, étang de l'Arnel, zone humide), la préservation de la ripisylve, la reconstitution d'espaces végétalisés et la protection de la biodiversité.

- l'enquête parcellaire,
- l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP),
- et l'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général (DIG)

toutes relatives à l'opération d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson.

6. Nature et motifs des principales modifications apportées au projet

Il n'y a pas de modifications apportées au projet soumis à l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer d'intérêt général le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault le prononcé de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement ci-dessus, de l'arrêté d'utilité publique et le prononcé de l'arrêté de cessibilité, avec la procédure d'urgence, des parcelles concernées par les aménagements telles que définies dans l'enquête parcellaire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-108444-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Marie-Hélène SANTARELLI, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Modification de l'arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés - Avis de la Métropole

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le Décret n°2016-288 du 10 mars 2016 modifie le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R.2224-26 à R.2224-28, en demandant que les modalités de collecte des différentes catégories de déchets ménagers et assimilés fassent l'objet d'un arrêté du Président de l'EPCI compétent en matière de collecte des déchets, pris après avis de l'organe délibérant.

Le 1^{er} janvier 2004, la compétence collecte des déchets était transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole.

Jusqu'à présent, les règles fixant les modalités d'organisation des services de collecte sont précisées dans l'arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés du 24 février 2017, dont la dernière version a été approuvée par délibération n°14379 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

L'arrêté du Président se substituera aux arrêtés municipaux pris antérieurement pour l'application du règlement de collecte.

Il définit les principes généraux d'utilisation des services de collecte (séparation à la source et interdiction de mélange des déchets, modalités d'utilisation des contenants de pré-collecte, règles d'hygiène et de sécurité, prescriptions en matière d'accessibilité des contenants vis-à-vis de la collecte, modalités organisationnelles et information des usagers), détaille les spécificités relatives aux collectes en porte-à-porte des différents flux de déchets, aux collectes en apport volontaire en postes fixes, en points d'apport volontaire et en déchèteries.

Il qualifie enfin les infractions aux règles édictées et ajoute, aux procédures habituelles de verbalisation et poursuites des contrevenants, un principe de réparation des atteintes à la salubrité et à l'hygiène publique, permettant de faire supporter aux contrevenants les frais liés aux prestations supplémentaires mises en œuvre pour supprimer ces atteintes.

Il modifie en particulier le règlement du service de collecte en vigueur sur certains points, parmi lesquels :

- les dépôts de cartons des professionnels situés dans le centre historique de Montpellier à partir de 18h00 le jour de la collecte en façade de l'établissement,
- la suppression de la collecte spécifique des papiers blancs de bureau,
- la prise en compte de l'extension des consignes de tri.

L'arrêté sera accompagné d'une annexe définissant et listant les déchets non admis par flux de collecte ainsi qu'un guide de tri, document communiquant donnant le « *mode d'emploi* » des différents services de collecte et rappelant les attendus de l'arrêté. Ce guide permettra de porter à la connaissance des administrés les modalités de collecte et sera, conformément à l'article R.2224-27 du Code général des collectivités territoriales, mis à disposition du public sur les sites internet de la Métropole et des communes membres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable au projet d'arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'arrêté et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111310-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS
D'ACTIVITE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF

Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Demande de renouvellement du classement en commune touristique pour la Ville de Montpellier - Autorisation de déposer le dossier

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Les communes qui mettent en œuvre une politique de tourisme et qui offrent des capacités d'hébergement suffisantes pour l'accueil d'une population non résidente peuvent être dénommées « *communes touristiques* ».

Les articles R.133-32 et suivants du Code du tourisme fixent les conditions de la dénomination :

« *Peuvent être dénommées communes touristiques les communes qui :*

- *Disposent d'un office de tourisme classé*
- *Organisent en périodes touristiques, des animations compatibles avec le statut des sites ou des espaces naturels protégés, notamment dans le domaine culturel, artistique, gastronomique ou sportif*
- *Disposent d'une capacité d'hébergement d'une population non permanente dont le rapport à la population municipale de la commune telle que définie à l'article R.2151-1 du code général des collectivités territoriales est supérieur ou égal à un pourcentage fixé à l'article R. 133-33 »*

La Ville de Montpellier satisfait à ces critères et a obtenu à plusieurs reprises le statut de « *commune touristique* » et notamment par arrêté préfectoral 2015 – 362 - 02 du 31 décembre 2015 pour une durée de 5 ans. Le classement actuel arrive donc à échéance le 31 décembre 2020.

La Ville de Montpellier souhaite dès à présent renouveler sa dénomination de « *commune touristique* » dans la perspective de solliciter le classement en « *station de tourisme* », reconnaissant ainsi le caractère d'attractivité pérenne et durable de la ville et les moyens mis en œuvre pour construire une offre d'excellence.

La dénomination « *commune touristique* » étant un préalable et devant être valable pour plus d'une année au moment du dépôt du dossier de classement en station de tourisme, il apparaît donc nécessaire de lancer la procédure de renouvellement du classement « *commune touristique* ».

La loi de MAPTAM du 27 janvier 2014 a transféré à la Métropole la compétence « *promotion du tourisme* ». Ainsi au 1er janvier 2015, la Métropole est devenue autorité compétente en matière de politique touristique sur l'ensemble du territoire intercommunal. Un dossier de candidature conforme aux dispositions de l'arrêté du 2 septembre 2008 relatifs aux communes touristiques a donc été constitué.

Le dossier présente les animations touristiques organisées sur le territoire de la commune de Montpellier et leur caractère pérenne dans les domaines artistique, sportif, culturel, gastronomique. Il met aussi en évidence la capacité minimale d'hébergement marchand et non marchand d'une population non permanente conformément à l'article R.133-33 du Code du tourisme.

Montpellier dispose d'un patrimoine historique riche reconnu par le label Pays d'Art et d'Histoire, d'un cadre de vie exceptionnel grâce à son climat méditerranéen et d'une localisation optimale entre mer et montagne. Montpellier combine patrimoine millénaire et architecture audacieuse et contemporaine. Montpellier est réputée pour ses festivals (Radio France, Montpellier Danse, Cinemed, le FISE...), ses nombreux lieux culturels, ses 300 rendez-vous annuels.

Montpellier est également un pôle important de tourisme d'affaires puisqu'elle se classe au 8^e rang des villes françaises pour l'accueil de manifestations internationales (classement ICCA 2018). Elle dispose d'équipements de haut niveau : un palais des congrès, deux opéras en cœur de ville, une salle Zénith, ainsi que d'équipements sportifs de haut niveau accueillant régulièrement des manifestations nationales ou internationales.

L'Office du tourisme et des congrès de Montpellier Méditerranée Métropole a par ailleurs été classé en catégorie I par arrêté préfectoral n° 2018 -346-30 du 17 décembre 2018.

A ce jour, le tourisme est un secteur stratégique, pourvoyeur d'emploi qui soutient la croissance économique locale.

En conséquence, Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de demande de renouvellement du classement en commune touristique de la Ville de Montpellier en vue de son dépôt auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault pour instruction ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110763-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOLU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Isabelle GUIRAUD, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Dossier de réalisation - Approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé le 17 février 2006 mettait déjà en évidence l'opportunité de poursuivre le développement de l'offre d'accueil d'entreprises. Il définissait notamment le secteur de Cannabe comme un espace d'extension urbaine potentielle et abordait la création d'un hameau agricole sur ce même site.

Dans ce contexte, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe, située sur la commune de Cournonterral, a été créée le 20 décembre 2017 par délibération du Conseil de Métropole.

Le parti d'aménagement retenu pour la ZAC de Cannabe qui s'étire sur environ 9 hectares, répond aux objectifs suivants :

- Accueillir des activités artisanales, petites industries, négoce, logistique urbaine,
- Répondre aux besoins de développement ou de relocalisation d'activités déjà présentes sur le territoire communal,
- Développer le secteur agricole communal en aménageant un hameau agricole avec point de vente associé à un vaste espace paysager de 2,2 ha,
- Concevoir un aménagement d'ensemble de qualité architecturale et paysagère en cohérence avec la structure viaire existante,
- Assurer un traitement de qualité de la limite d'urbanisation et de l'entrée de ville Ouest,
- Préserver les équilibres environnementaux et la biodiversité sur le site en préservant de larges corridors de continuité écologiques basés sur la végétation existante.

Par une délibération du 26 avril 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné, à la suite d'une procédure de mise en concurrence, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme aménageur de cette ZAC. Les études d'urbanisme ont été confiées à l'agence d'architecte-urbaniste Robin et Carbonneau.

Depuis, le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) et le SCoT révisé, tel qu'approuvé le 18 novembre 2019, ont identifié un déficit de foncier destiné à accueillir des activités économiques sur le territoire de la Métropole. Par l'accueil d'activités productives (artisanat, BTP, petite industrie) et de négoce, la ZAC Cannabe contribuera à combler une partie de ce déficit. Le SCoT révisé conforte la nécessité d'aménager cette extension qu'il définit comme étant une polarité économique de proximité à dominante d'activités.

A ce stade et conformément à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC, qui comprend :

- **Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone.**

Le projet de programme des équipements publics prévoit notamment un réseau viaire de desserte interne qui se divise en deux typologies : une voie à double sens ainsi que des voies à sens unique ; le tout se greffant sur le giratoire existant sur la RM 5. Ces voies de distribution et de desserte internes à l'opération, les réseaux, les espaces aménagés pour la gestion des eaux pluviales, les espaces verts, cheminements piétons, prévus dans le cadre de la conception du projet et nécessaires au fonctionnement de l'opération, constituent le programme des équipements publics de la ZAC (tableau joint en annexe de la présente délibération).

- **Le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone.**

Le projet de programme global des constructions à réaliser est prévu en une seule phase non découpée en tranches. La surface cessible globale est estimée à environ 50 000 m² avec une surface de plancher de l'opération évaluée à environ 24 000 m².

- **Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps.**

Le bilan de l'opération d'aménagement échelonnée dans le temps, s'équilibre en dépenses et en recettes à 4 615 000 €, avec une participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole de 895 000 €.

Conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicités requises (affichage pendant un mois au siège de la Métropole, et en commune, avec publicité dans la presse).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation de la ZAC Cannabe à Cournonterral comportant le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le projet de programme global de constructions à réaliser dans la zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps ;
- dire que le dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Cournonterral et à l'Hôtel de Métropole de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-5 et R.311-9 du Code de l'urbanisme ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111433-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- dossier de réalisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Isabelle GUIRAUD, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF

Relations internationales, tourismses, parcs d'activité - Zac Cannabe - Commune de Cournonterral - Garantie d'emprunt à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) concessionnaire - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

La ZAC Cannabe, située sur le Commune de Cournonterral, a été créée le 20 décembre 2017 par délibération du Conseil de Métropole.

En date du 26 avril 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la SERM (Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine) comme aménageur de cette ZAC.

Le parti d'aménagement retenu pour la Zone d'Aménagement Concerté de Cannabe répond aux objectifs visant à accueillir des activités artisanales, petites industries, négoce, logistique urbaine, et permettant de répondre aux besoins de développement ou de relocalisation d'activités déjà présentes sur le territoire communal, avec une surface cessible de 50 000 m² environ et une surface de plancher totale de 24 000 m².

Cette opération répondait ainsi pleinement au SCoT, approuvé le 17 février 2016, au moment de la création de la ZAC. Depuis, la révision du SCoT a été approuvée en Conseil de Métropole du 18 novembre 2019. Le SCoT révisé consacre la ZAC Cannabe comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités dans l'urbanisation existante et engagée.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2018 de la ZAC Cannabe, approuvé au Conseil de Métropole du 18 novembre 2019, prévoit un bilan de concession en dépenses et recettes de 4 615 000 €, avec 895 000 € de participation de la collectivité. Ce même Compte Rendu Annuel à la Collectivité précise, au regard des moyens de financement de l'opération, la nécessité d'un emprunt de 1 500 000 € sur la totalité de l'opération.

Un premier emprunt de 1 000 000 € est souscrit sur l'année 2019. Un second emprunt de 500 000 € sera souscrit en 2021. Il n'y a pas d'avances de la collectivité au bilan de cette opération.

La convention d'aménagement prévoit dans son article 20 qu'une garantie financière peut être demandée par l'aménageur à son concédant. Dans ce cadre, le garant peut exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

Aussi, la SERM, après avoir organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt auprès du Crédit Coopératif.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivants :

- Capital : 1 000 000 €
- Durée : 6 ans (dont 12 mois de franchise en capital)
- Différé d'amortissement : 12 mois
- Taux fixe : 0,19%
- Périodicité annuelle
- Amortissement progressif
- Frais de dossier : 0.20% du montant du concours plafonné à titre exceptionnel à hauteur de 1 250 € TTC
- Aucune participation au capital du Crédit Coopératif
- Garantie Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Au cas où la SERM, pour quelques motifs que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la garantie d'emprunt à la SERM, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales, à l'article 2298 du Code civil et conformément au disposition du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 ;
- garantir 80 % de l'emprunt de 1 000 000 € sollicité par la SERM auprès du Crédit Coopératif soit 800 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110507-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Isabelle GUIRAUD, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - ZAC Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Dossier de réalisation - Approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Sur le « *secteur littoral* », le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 mettait déjà en évidence l'opportunité de poursuivre le développement de l'offre d'accueil d'entreprises. Ainsi, à Villeneuve-lès-Maguelone, le parc d'activités Charles Martel Extension fut envisagé dans le prolongement des parcs d'activités existants du Larzat et de Charles Martel.

Par délibération du 18 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et a créé la ZAC Charles Martel Extension sur une superficie d'environ 10,6 hectares avec comme objectifs :

- d'accueillir des activités artisanales, petites industries, négoce, petite logistique urbaine, activités tertiaires et services aux entreprises,
- de répondre aux besoins de développement ou de relocalisation d'activités déjà présentes sur le territoire communal,
- de concevoir un aménagement d'ensemble de qualité architecturale et paysagère en cohérence avec la structure viaire existante (liaisons routières, liaisons douces),
- d'assurer un traitement de qualité de la limite d'urbanisation.

Au regard de la richesse écologique du secteur, un arrêté préfectoral de dérogation pour la destruction d'espèces protégées a été obtenu le 12 février 2016 suite à un avis favorable du Conseil National pour la Préservation de la Nature (CNP). Cet arrêté décrit la séquence « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) qui sera mise en œuvre.

Par une délibération du 21 juillet 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a ensuite désigné, à la suite d'une procédure de mise en concurrence, la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) en tant qu'aménageur.

Depuis, le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) et le SCoT révisé tel qu'il a été approuvé le 18 novembre 2019, ont identifié un déficit de foncier destiné à accueillir des activités économiques sur le territoire de la Métropole. Par l'accueil d'activités productives (artisanat, petite industrie), de négoce et de petite logistique, la ZAC Charles Martel Extension contribuera à combler une partie de ce déficit foncier. Le SCoT révisé conforte la nécessité d'aménager cette extension qu'il définit comme étant une polarité économique d'équilibre à dominante d'activités.

A ce stade et conformément à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC, qui comprend :

- Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone

Le projet de programme des équipements publics prévoit la création d'espaces publics qualitatifs (environ 810 mètres linéaires de voirie accompagnée de trottoirs, d'aménagements cyclables, de mats d'éclairage publics, de poches de stationnement, de plantations d'alignement,...) se connectant, à terme, en plusieurs points sur le réseau viaire existant afin de mailler le secteur : route métropolitaine (RM612) au Nord avec un projet de giratoire, zones d'activités économiques existantes du Larzat et de Charles Martel au Sud, quartier d'habitat du pont de Villeneuve à l'Est.

L'ensemble des réseaux seront présents et se connecteront aux réseaux environnants (eau potable, eaux usées, eau pluviale, télécommunication, énergie). Une fois collectée par les réseaux de la ZAC, les eaux pluviales se rejeteront dans un bassin de stockage avant renvoi dans le milieu naturel (fossé).

L'aménagement de ce Parc d'Activités Economiques sera réalisé selon une démarche visant l'obtention de la

certification HQE Aménagement.

- Le projet de programme global de constructions à réaliser dans la zone

Il prévoit l'aménagement d'une surface cessible prévisionnelle de 73 000 m², permettant la création d'une surface de plancher prévisionnelle d'environ 44 300 m².

- Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps

Ce sont celles figurant dans la concession d'aménagement : le bilan des dépenses et des recettes échelonnées dans le temps s'équilibre à 6 951 000 € HT, comprenant une participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole de 2 010 000 €. Les dépenses prévisionnelles incluent notamment 1 369 000 € HT d'acquisition foncière, 4 079 000 € HT de travaux et honoraires, 769 000 € HT de rémunération de l'aménageur et un fond de concours de 200 000 € HT de participation à une fraction des dépenses nécessaire à la réalisation de la connexion sur la RM 612 (giratoire sous maîtrise d'ouvrage Métropole).

Conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation de la ZAC Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone comportant le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le projet de programme global de constructions à réaliser dans la zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps ;
- dire que le dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone et à l'Hôtel de Métropole aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-5 et R.311-9 du Code de l'urbanisme ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20191218-111397-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Dossier de réalisation VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Isabelle GUIRAUD, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Opération d'aménagement Jules Rimet - Commune de Sussargues - Désignation d'un aménageur dans le cadre d'un traité de concession d'aménagement - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) Métropolitain, approuvé par délibération n°14244 en Conseil de Métropole le 24 novembre 2016, identifie sur les 15 prochaines années un besoin annuel de 17,5 hectares cessibles de foncier économique. Le SAE prévoit également la nécessité de compléter cette offre par une programmation complémentaire de l'ordre de 3 à 12 ha par an de foncier économique permettant de répondre aux demandes exceptionnelles d'entreprises exogènes d'envergure nationale ou internationale sur la même période.

Un des enjeux énoncés par le SAE Métropolitain réside dans le renforcement de l'offre de foncier à usage d'activités, notamment celles de type économie productive, créatrice de richesse et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présentielle qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects (de sous-traitance notamment) très importante. Les activités productives et de logistique ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans les autres secteurs d'activité.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études pour l'aménagement d'un parc d'activités en accroche du stade Jules RIMET sur la commune de Sussargues. Le SCoT révisé approuvé au Conseil de Métropole du 18 novembre 2019 consacre par ailleurs cet espace comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités.

Les études menées ont permis de définir un programme et des orientations d'aménagement et ont confirmé la faisabilité d'un parc d'activités. Il convient désormais de mettre en œuvre cette opération d'aménagement par l'intermédiaire d'une concession d'aménagement confiée à la SA3M. Cette opération d'aménagement permettra notamment de répondre aux très fortes demandes d'installation des PME et TPE artisanales. Elle contribuera à renforcer, sur l'est du territoire de la Métropole, le maillage de parcs d'activités mixtes dits de « *proximité* ». De surcroît, ce projet répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable, définis dans le SAE.

Sur une superficie d'environ 3.7 hectares, cette opération d'aménagement proposera environ 16 000 m² de surface cessible permettant la construction d'environ 8 000 à 9 000 m² de surface de plancher. Elle comprendra deux îlots à vocation économique de part et d'autres des équipements sportifs du stade existant. Le premier îlot au sud pourra être consacré à la réalisation d'un VEAS (Village d'Entreprises d'Activités Artisanales) sur un foncier maîtrisé par la Métropole. Le second îlot, au Nord, pourra développer une dizaine de lots (entre 800/ 1 000 m²).

La SA3M constituant une Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA), le traité de concession, objet de cette délibération, n'est pas soumis à mise en concurrence.

Les principales missions qui seront confiées au futur concessionnaire sont les suivantes :

- acquérir le foncier, soit auprès du concédant, soit directement auprès des propriétaires,
- assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération (coordination, études,...),
- obtenir l'accord des futurs gestionnaires des équipements publics,
- aménager et réaliser les équipements d'infrastructure,
- assurer la commercialisation des biens et négocier les conventions de participation,
- négocier les moyens de financement les plus appropriés.

Le bilan prévisionnel défini sur la base des études préalables, s'établit en dépenses et en recettes à 2 876 000 € pour une durée prévisionnelle de la concession de 7 ans à compter de sa prise d'effet. Les recettes proviennent des cessions et d'une participation d'équilibre de la Métropole à hauteur de 1 500 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confier à la SA3M la réalisation et la commercialisation de l'opération d'aménagement Jules RIMET sur la commune de Sussargues ;
- approuver le traité de concession d'aménagement ;
- approuver l'apport d'une participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole à la concession d'aménagement à hauteur de 1 500 000 € ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110516-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- traité de concession
- périmètre de concession
- bilan financier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Chantal CLARAC, Isabelle GUIRAUD, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme - Schéma stratégique d'accueil des camping-cars dans l'Hérault - Participation au financement - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Dans un contexte de marché camping-cariste actif, tant au niveau européen que national et départemental, Hérault Tourisme (Agence de développement touristique du département de l'Hérault) lance l'élaboration d'un Schéma stratégique d'accueil des camping-cars en Hérault.

L'objectif de ce schéma est :

- d'améliorer la connaissance des acteurs et décideurs sur la compréhension de cette clientèle spécifique ;
- de poser le cadre juridique d'accueil de ces clientèles et les modes de gestion possibles ;
- de disposer d'une photographie de l'existant dans l'Hérault : état de l'offre tant quantitatif que qualitatif, besoins non couverts, territoires concernés par des dysfonctionnements majeurs, état des projets, etc.
- d'établir des recommandations à l'usage des élus et opérateurs de la filière (campings) avec préconisations sur la stratégie d'organisation de l'accueil, l'identification des espaces nécessitant des créations d'espace d'accueil ou des requalifications d'espaces existants et plus généralement l'optimisation de cette filière.

Cette approche s'adresse très concrètement aux territoires qui souhaitent disposer d'un outil stratégique d'organisation de l'accueil des camping-cars, qu'ils se situent en zone littorale, rétro-littorale, moyenne montagne ou montagne.

En conséquence, Hérault Tourisme propose aux territoires du département une convention de partenariat avec participation financière forfaitaire pour la réalisation des zooms territoriaux spécifiques.

Sur le territoire de la Métropole, la filière camping-car n'est pas actuellement appréhendée comme un marché à part entière générateur de consommation sur le territoire. Or les éléments observés montrent une fréquentation réelle sur Montpellier, liée soit à une découverte loisirs de la destination, soit à la tenue de certains événements en particulier, tel que le FISE.

La progression actuelle du marché du camping-cariste est un potentiel de développement touristique intéressant pour un territoire comme la Métropole.

Afin d'identifier les besoins à satisfaire, analyser l'existant et les dysfonctionnements éventuels, repérer des sites et aménagements potentiels pour une organisation locale optimum et valider la faisabilité de projets en cours, il est proposé au titre de cette convention une participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole de 3 500 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de partenariat avec Hérault Tourisme et le versement de la participation de la Métropole à hauteur de 3 500 € ;
- approuver les termes de la convention de partenariat et de financement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110871-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention Hérault Tourisme

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Ressources Humaines - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique RESSOURCES HUMAINES - Exercice 2020

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

CODE	NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	MONTANT
6888	AMICALE DES RETRAITES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement	2 200 €
6922	COMITE D'ACTION SOCIALE SPORTIVE ET CULTURELLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (CASSC)	Fonctionnement	785 169 €
TOTAL			787 369 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111075-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Convention subvention inférieure ou égale à 5 000 €.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Ressources Humaines - Inscription des dépenses et des recettes dans le cadre de la convention de partenariat mutualisée Ville et Métropole de Montpellier avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) pour la période 2020-2022 - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

En 2015, la Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap en formalisant une politique Handicap et en contractualisant avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) par la délibération n° 2014/563 du 17 décembre 2014.

Cette convention signée pour la période 2015-2017 et prorogée en 2018, avait pour but de réaliser les 10 fiches action dans les trois axes définis dans le projet :

- Axe 1 : L'organisation et la promotion de la politique handicap
- Axe 2 : Du recrutement à la réussite de l'intégration durable des agents en situation de handicap
- Axe 3 : La mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles dans le cadre du maintien dans l'emploi

Ce conventionnement avec un financement de près de 950 000 €, a permis à la Ville de Montpellier de mettre en œuvre sa politique handicap et de se structurer pour conduire l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap efficacement et ainsi répondre aux objectifs formalisés dans la convention.

Dans un contexte de mutualisation des fonctions Ressources Humaines de la Ville et de la Métropole, une réflexion s'est engagée sur le renouvellement de la convention et de son périmètre. Une démarche d'évaluation de la convention Ville et un diagnostic organisationnel ont permis de construire le projet d'une convention mutualisée.

Cet engagement à l'attention des agents en situation de handicap permettra de poursuivre les actions à l'échelle des deux administrations rassemblées. La projection financière allouée par le FIPHFP est d'environ 850 000 € pour la période 2020-2022. La convention mutualisée propose 6 fiches action :

- Fiche 1 : Projet et politique handicap
- Fiche 2 : Gouvernance et organisation
- Fiche 3 : Accessibilité
- Fiche 4 : Recrutement
- Fiche 5 : Maintien en emploi
- Fiche 6 : Communication

Les recettes d'environ 850 000 € pour les 3 années seront versées à la Ville de Montpellier, désignée chef de file.

Toutefois, la convention étant un dispositif mutualisé, une partie des recettes sera redistribuée à la Métropole au prorata des actions prévues dans la convention pour la période 2020-2022.

Le projet de conventionnement a été présenté aux CHSCT des deux collectivités pour avis et au Comité Local du FIPHFP pour la validation du plan d'action et du financement. La convention juridique sera éditée par le FIPHFP pour signature par toutes les parties en 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un partenariat élargi entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en matière de politique relative à l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les budgets principaux et annexes, chapitres 900 et 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-106636-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET, Eric PETIT

Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole-Ville de Montpellier- Direction du Secrétariat Général - Création d'un service commun Assemblées et Vie des Institutions - Autorisation de signature

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, engagées dans une démarche de convergence, se sont organisées au sein d'un organigramme commun avec une chaîne de direction générale mutualisée. De nombreux services communs ont depuis été créés, dans une logique de construction d'un schéma de mutualisation.

La Ville et la Métropole de Montpellier ont approuvé en 2016 la création du service commun de direction du secrétariat général, portant sur le seul poste de directeur, respectivement par délibération n°2016/403 du 20 octobre 2016 pour la Ville et n° 14181 du 25 octobre 2016 pour la Métropole.

Par délibération n°V2017/343 en date du 3 novembre 2017 pour la Ville et par délibération n°14978 en date du 2 novembre 2017 pour la Métropole, la Ville et la Métropole ont élargi ce service commun à l'ensemble du service du courrier ainsi qu'aux postes de chargé de mission Secrétariat Général (en charge notamment de la gestion des missions et formations des élus) et d'assistant de direction.

C'est dans ce cadre global que s'inscrit la démarche de mutualisation des deux services des assemblées, dont l'un des principaux objectifs sera d'être un interlocuteur unique aux pratiques harmonisées pour les directions et les élus concernant la gestion des assemblées délibérantes.

En effet, le cadre réglementaire et législatif commun et l'imbrication des compétences entre la Métropole et la Ville impliquent un nombre croissant de dossiers communs en matière de délibérations et plus globalement d'actes administratifs, dont le traitement unifié en termes de contrôle juridique et de garantie du caractère exécutoire est un enjeu majeur du fonctionnement de l'administration rassemblée.

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Les avis des Comités Techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier ont été respectivement sollicités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création du service commun Assemblées et Vie des Institutions ;
- approuver la convention de service commun de la Direction du Secrétariat Général ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20191218-109321-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier - Élargissement du service commun de la Direction des Relations Internationales - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur Direction générale des services, leur Cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (culture, communication, affaires juridiques et commande publique, finances, ressources humaines ...).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé d'élargir le service commun de Direction des Relations Internationales.

La Ville et la Métropole ont déjà approuvé la création du service commun de la direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales portant sur le seul poste de directeur par délibération n°2016/522 en date du 15 décembre 2016 pour la Ville et par délibération n° 14350 en date du 14 décembre 2016 pour la Métropole.

Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole a acté dans sa séance du 16 juillet 2019 le rattachement hiérarchique de la Direction des Relations Internationales au Cabinet et celui de la Direction du Tourisme au Département Développement Economique, Emploi Insertion.

Il convient donc maintenant d'élargir le service commun de la Direction des Relations Internationales au poste de Responsable Administratif et Comptable.

Cette fonction est aujourd'hui assurée par des directions distinctes au sein de la Ville de Montpellier et de la Métropole. Néanmoins, leur objet, leur fonctionnement, leurs métiers sont proches tout autant que les enjeux auxquels elles doivent faire face. Une mutualisation permettra de favoriser la recherche permanente de synergies et de transversalités entre les équipes.

L'élargissement de ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} janvier 2020 et concernera le seul poste de Responsable administratif et comptable. Les modalités de cet élargissement seront consignées dans un avenant à la convention initiale de service commun.

Le service commun de Direction des Relations Internationales sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entité à hauteur de 50 % chacune.

L'avis des Comités Techniques de la Métropole et de la Ville ont été sollicités respectivement le 7 novembre 2019 et le 6 décembre 2019 sur la convention de service commun et sa fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'élargissement du service commun de Direction des Relations Internationales au poste de responsable administratif et comptable ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-106609-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Ressources Humaines - Rémunération - Prime de responsabilité des emplois administratifs de direction - Remise gracieuse - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

En application du décret n°88-631 du 6 mai 1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés, il est proposé d'instaurer à compter de l'exécution de la présente délibération une prime de responsabilité dans les conditions du décret n°88-631 du 6 mai 1988 au taux de 15 % du traitement brut. Il est proposé d'accorder la remise gracieuse des sommes versées au titre de cette prime aux agents qui l'ont successivement perçue depuis 1988 et remplissant les conditions légales et réglementaires de sa perception.

Le versement de la prime est interrompu lorsque le bénéficiaire cesse d'exercer la fonction correspondant à son emploi, sauf en cas de congé annuel, de congé pris dans le cadre d'un compte épargne-temps, de congé de maternité, de congé de maladie ordinaire, de congé pour accident de service. L'agent assurant le remplacement du bénéficiaire, momentanément indisponible pour un motif autre que ceux ci-dessus, peut prétendre au bénéfice de la prime de responsabilité, sous réserve d'en exercer les fonctions.

L'institution de cette prime de responsabilité au taux de 15 % du traitement brut est soumise à l'avis du Comité Technique du 6 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- instaurer la prime de responsabilité telle que décrite ci-dessus ;
- accorder la remise gracieuse telle que décrite ci-dessus et conformément à l'annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20191218-106616-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe_delib_prime_de_responsabilite.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Ressources Humaines - Modification des modalités de réalisation d'heures supplémentaires et de mise en œuvre des compensations et indemnités - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibérations n°8074 du 30 janvier 2008, 13612 du 27 janvier 2016, 13758 du 14 avril 2016 et 203 du 29 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a défini le cadre d'utilisation des heures supplémentaires.

Compte tenu de l'évolution de l'activité des services et des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de redéfinir le cadre et les modalités de réalisation des heures supplémentaires.

Les conditions d'exercice des heures supplémentaires ainsi que les compensations ou indemnités horaires pour travaux supplémentaires auxquelles elles peuvent donner droit sont définies à la fois par le Code général des collectivités territoriales, les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ainsi que leurs décrets d'application.

En application de ces textes et notamment de l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, dans les limites réglementaires, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité.

En effet, le bon fonctionnement des services peut nécessiter la réalisation d'heures supplémentaires sachant que sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectives réalisées à la demande de l'autorité territoriale au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Cependant la réalisation d'heures supplémentaires doit respecter les dispositions de l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat transposable à la fonction publique territoriale. Il est donc rappelé les garanties minimales suivantes en matière d'organisation du travail :

- la durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives ;
- le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente cinq heures ;
- la durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures ;
- les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures ;
- l'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures ;
- le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures ;
- aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

En application des articles 3 et 7 du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur.

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies peuvent être indemnisées, le repos compensateur et l'indemnisation sont exclusifs l'un de l'autre.

Néanmoins, la compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur. Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés, est effectuée dans la limite des dispositions précisées par la circulaire du 11 octobre 2002, relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale.

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, des indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux fonctionnaires de catégorie B et C, dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont fixées selon les modalités suivantes en fonction du temps de travail effectif de l'agent. Ainsi pour les agents à temps complet, la rémunération horaire des heures supplémentaires est calculée sur la base d'un taux horaire prenant pour base le montant du traitement brut annuel de l'agent et de l'indemnité de résidence divisée par 1 820.

En application des articles 7 et 8 du décret n°2002-60 précité, le taux horaire est ensuite majoré de 125 % pour les quatorze premières heures puis de 127 % pour les heures suivantes. En outre, l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit (de 22 heures à 7 heures) et de 66 % (2/3) lorsqu'elle est accomplie un dimanche ou un jour férié.

Pour les agents qui occupent un emploi à temps partiel ou à temps non complet, ils peuvent être rémunérés sur la base d'une proratisation du traitement tant que le total des heures effectuées ne dépasse pas la durée légale du travail. Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail, les heures supplémentaires peuvent être indemnisées selon les modalités d'un agent à temps complet et conformément au décret n°2002-60.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont cumulables avec le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT), et les Indemnités Forfaitaires pour Travaux Supplémentaires (IFTS). Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont exclusives des indemnités perçues par les personnels enseignants soumis à un régime spécifique d'indemnisation des heures supplémentaires et de toute autre indemnité de même nature.

En application de l'article 6 du décret du 14 janvier 2002, le versement de ces indemnités est limité à un contingent de 25 heures supplémentaires par agent au cours d'un même mois. Les heures de dimanches, de jours fériés ou de nuits sont prises en compte pour l'appréciation de ce plafond.

Dans des circonstances exceptionnelles, pour une durée limitée, et dans les limites prévues à l'article 3 du décret du 25 août 2000, des dérogations au contingent mensuel peuvent être accordées et les agents peuvent réaliser des heures supplémentaires au-delà de 25 heures mensuelles sur décision motivée de l'autorité territoriale avec information des représentants du personnel au Comité Technique.

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, des fonctions autorisées à déroger au contingent des 25 heures mensuelles, ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération, il est proposé de fixer la liste des emplois et missions pouvant bénéficier d'heures supplémentaires comme suit :

Une indemnité horaire pour travaux supplémentaires pourra être octroyée pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public exerçant notamment les missions suivantes :

- Veille technique lors de manifestations culturelles, traditionnelles, sportives et commerciales, missions de montage/démontage, de maintenance technique, d'entretien, d'accueil du public et de surveillance, équipe de production de la manifestation, équipe technique supervisant les montages et démontages et la veille technique, personnel administratif participant à la coordination des différentes actions des services techniques ainsi que des prestataires ;
- Organisation d'événements protocolaires (travaux d'installation, d'organisation de réception) ;
- Gestion des intempéries ou catastrophes naturelles ;
- Accueil d'un public professionnel nécessitant une technicité particulière (notamment la pratique d'une langue étrangère, ...) ;
- Gestion administrative en cas d'accroissement temporaire d'activité lié à un projet ponctuel ;
- Remplacement temporaire d'un agent indisponible ponctuellement dont les missions nécessitent une compétence technique, ou une habilitation particulière (CACES, permis poids lourds, habilitations électrique spécifique...) ;
- Gestion des aires d'accueil des gens du voyage (accueil, régisseur, ...) ;

- Intervention nécessitant un accès sécurisé ou une connaissance indispensable des lieux ;
- Webmaster, photographes ;
- La maintenance de l'éclairage public eu égard aux nécessités d'interventions quotidiennes, notamment en astreinte.

Les événements exceptionnels pouvant nécessiter des dépassements horaires et déroger à titre exceptionnel au contingent des 25 heures mensuelles dans le respect de l'article 3 du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail sont les suivants :

- Manifestations culturelles, traditionnelles, sportives et commerciales majeures ;
- L'organisation d'événements protocolaires ;
- La gestion des intempéries ou catastrophes naturelles.

Lors de ces événements exceptionnels, les missions pouvant plus particulièrement donner lieu au dépassement du contingent des 25 heures sont les suivantes :

- Veille technique, maintenance technique ;
- Intervention sur l'espace public ;
- Sécurité des biens et des personnes ;
- Accueil du public ;
- Installation et démontage de structure, barrières ;
- Coordination des différentes actions des services techniques ainsi que des prestataires ;
- Missions nécessitant une compétence technique ou une habilitation particulière notamment CACES, permis poids lourds, habilitation électrique.

Les modalités de réalisation des heures supplémentaires sont soumises à l'avis du Comité Technique en date du 6 décembre 2019.

Le contrôle des heures supplémentaires sera effectué sur la base d'un décompte déclaratif et un contrôle automatisé des heures supplémentaires est mis en place pour les agents badgeant.

Le paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires sera effectué après déclaration par l'autorité territoriale ou le chef de service des heures supplémentaires réalisées par les agents et selon une périodicité mensuelle.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver ces nouvelles dispositions qui fixent les modalités de mise en œuvre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires et qui viennent se substituer à celles fixées dans les délibérations n°8074 du 30 janvier 2008, 13612 du 27 janvier 2016, 13758 du 14 avril 2016 et 203 du 29 avril 2019 ;
- arrêter la liste des missions pouvant ouvrir droit à une indemnité horaire pour travaux supplémentaires dans la limite de 25 heures mensuelles par agent telle que définie ci-dessus ;
- arrêter la liste des événements exceptionnels et missions pouvant nécessiter des dépassements horaires et déroger à titre exceptionnel au contingent des 25 heures mensuelles telle que définie ci-dessus ;
- de majorer le temps de récupération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié tel que défini ci-dessus ;
- dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 931, 933, 934, 935, 936, 937 et 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-107563-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Ressources Humaines - Régime indemnitaire - Modalités d'attribution de la part complémentaire - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 8 octobre 2012, le versement d'une Part Complémentaire du régime Indemnitaire (PCI) liée aux résultats et à la valeur professionnelle, appréciée notamment lors de l'entretien professionnel annuel, a été instauré.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs ;
- Les compétences professionnelles et techniques ;
- Les qualités relationnelles ;
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Comme chaque année, il convient de délibérer pour préciser et modifier les modalités d'attribution de la part complémentaire, dont le principe a été décidé par la délibération précitée n° 11123 du 8 octobre 2012.

Le versement de cette part en 2020 concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires, et non titulaires mensualisés justifiant d'une ancienneté sur l'ensemble de la période de référence, établie entre le 1^{er} novembre 2018 et le 31 octobre 2019. A titre dérogatoire, l'agent ne faisant pas partie des effectifs de la Métropole le 1^{er} novembre mais présent sur l'ensemble de la période du 2 novembre 2018 au 31 octobre 2019 pourra être éligible à la PCI selon les règles établies ci-dessous.

Pour les agents transférés au titre de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et les agents mutualisés au titre de l'article L.5211-4-2, la période de référence sera établie à compter de leur date de transfert ou de mutualisation au sein de Montpellier Méditerranée Métropole et ce jusqu'au 31 octobre 2019.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents sur l'ensemble de la période de référence, soit 360 jours d'absence. En outre, cette part sera réduite de moitié pour les agents totalisant au moins 180 jours d'absence sur la période de référence. Pour les agents transférés au titre de l'article L.5211-4-1 et les agents mutualisés en application de l'article L.5211-4-2, le nombre de jours d'absence sera proratisé en fonction de leur date d'arrivée dans la collectivité. Les motifs d'absences sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie, longue durée et grave maladie), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité, le détachement et la mise à disposition (si l'agent n'est pas rémunéré par Montpellier Méditerranée Métropole).

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant annuel moyen de 300 euros bruts par agent. Les attributions individuelles s'effectueront selon les niveaux de montants annuels suivants : 0 €, 50 €, 100 €, 150 €, 200 €, 250 €, 300 €, 350 €, 400 €, 450 €, 500 €, 550 € et 600 €.

Compte tenu des transferts au titre de l'article L.5211-4-1 et des mutualisations au titre de l'article L.5211-4-2, il est proposé d'attribuer la part complémentaire indemnitaire aux agents qui ont opté pour le régime indemnitaire de Montpellier Méditerranée Métropole selon les mêmes conditions, au prorata de leur ancienneté dans la collectivité par voie de transfert ou de mutualisation.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Cette affaire est soumise au Comité Technique du 6 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire indemnitaire pour l'année 2018 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-107570-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

I-Créations de postes

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'annexe 1 jointe à la délibération.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II-Transformations de postes

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes, au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe jointe à la délibération, après avis du Comité Technique des 6 et 18 décembre 2019.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III-Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en annexe jointe à la délibération, après avis du Comité Technique des 6 et 18 décembre 2019.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV-Suppressions de postes

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en annexe jointe à la délibération, après avis du Comité Technique des 6 et 18 décembre 2019.

V- Confirmations de postes

1) Par délibération n°M2018-646 du 21 décembre 2018, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Chargé de mission innovation, mobilité et logistique (n° du poste : 2011-005), a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste désormais libellé Responsable de la Mission Veille, innovation, partenariats est affecté au Département Service Public de l'Environnement et des Transports.

- nature des fonctions : susciter l'innovation d'usage, technique et/ou financière, mettre en place les processus nécessaires pour contribuer à déterminer, élaborer et implanter des nouvelles offres et de nouvelles approches pour répondre aux attentes sociétales. Accompagner le Département SPET dans les défis de la transition énergétique et écologique.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de l'innovation technique et stratégique sur le territoire.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 9 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la transversalité des projets d'innovation et des partenariats à l'échelle du Département SPET, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

2) Par délibération du 3 décembre 2018, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de Conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2014-025) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Economie et de l'Emploi.

- nature des fonctions : assurer l'accompagnement efficace et contribuer à la création d'entreprises ambitieuses et pérennes, participer aux actions de sensibilisation à la création d'entreprises, élaborer et améliorer des outils de formation et assure une veille économique dans les domaines innovants.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité dans une structure de conseil ou d'une pépinière d'entreprise et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation de leur plan d'affaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

3) Par la présente délibération, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Responsable du service appui pilotage stratégique au sein du Département développement économique, de l'emploi et de l'insertion (n° du poste : 2004-059) est transformé au tableau des effectifs.

- nature des fonctions : assurer un rôle d'appui au pilotage des projets stratégiques à l'échelle du Département.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'animation des projets stratégiques de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des transformations, des mises en conformité, des suppressions, et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 et imputés sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitres 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111371-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 Créations
- Annexe 2 Transformations
- Annexe 3 MEC
- Annexe 4 Suppression

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA

Service public de l'eau et de l'assainissement - ZAC Horts de Vernis - Commune de Saussan - Programme des équipements publics relatif à la desserte des eaux usées - Avenant n°1 à la convention entre la commune de Saussan, Montpellier Méditerranée Métropole et Angelotti Aménagement - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°13427 du 12 novembre 2015, il a été approuvé le principe de réalisation du programme des équipements publics d'assainissement des eaux usées de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Horts de Vernis sur la commune Saussan.

Une convention avec la commune et l'aménageur, Angelotti Aménagement, a ainsi été signée le 10 février 2016 arrêtant les modalités de financement des travaux de desserte en assainissement de la ZAC, et mettant à la charge de l'aménageur une participation de 163 300 €. Cette participation au financement de la station d'épuration intercommunale Pignan / Saussan / Fabrègues est calculée sur la base de 719,38 € par logement (valeur au 1^{er} janvier 2015) pour 227 logements à créer dans la ZAC.

Un avenant est aujourd'hui nécessaire pour tenir compte des évolutions des conditions de réalisation de cette ZAC.

Tout d'abord, les négociations foncières ont notamment induit un décalage du planning de l'opération d'aménagement. La tranche 1 initialement prévue en 2016, a démarré le 08 octobre 2018 et est actuellement en cours de finition. Ce retard rend nécessaire la modification de l'échéancier de paiement de la participation. Par ailleurs, le programme global des constructions a aussi été modifié dont l'une des conséquences est l'augmentation du nombre de logements passant de 227 prévus initialement à 257.

Cette modification entraîne une augmentation du montant de la participation de l'aménageur : le nouveau montant de la participation s'élève à 719,38 € par logement pour 257 logements, soit 184 880,66 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention pour la réalisation du programme des équipements publics d'assainissement des eaux usées de la ZAC Horts de Vernis sur la commune de Saussan ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Thierry BREYSSE.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-109885-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

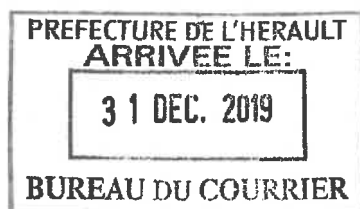
- AVENANT N°1 A LA CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA COMMUNE DE SAUSSAN, ANGELOTTI
AMENAGEMENT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA - Déclaration de Projet - Mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° 14829 du 26 juillet 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier de demande d'autorisation environnementale relatif à la modernisation de la station de traitement des eaux usées de MAERA.

Ce projet est soumis à une enquête publique unique portant sur 3 objets :

- dérogation à la loi littoral (Code de l'urbanisme), délivrée conjointement par les ministres en charge de l'environnement et de l'urbanisme ;
- déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lattes (Code de l'urbanisme). Cette procédure est instruite par Montpellier Méditerranée Métropole,
- autorisation environnementale (Code de l'environnement), délivrée par le préfet de département :
 - au titre de la loi sur l'eau (autorisation) ;
 - au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (déclaration / enregistrement).

L'enquête publique s'est déroulée du 8 juillet au 4 septembre 2019, conformément aux arrêtés préfectoraux des 17 juin et 12 août 2019.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, dès le début de la phase d'enquête publique, l'avis du Conseil est demandé, notamment au regard des incidences environnementales notables du projet sur son territoire. Par délibération n°M2019-461 du 23 juillet 2019, le Conseil de Métropole a donné un avis favorable au projet de la modernisation de la station d'épuration de MAERA.

Conformément à l'article L.126-1 du code de l'environnement, il convient de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération. Cet article L.126-1 stipule : « *La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L.122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L.122-1-1 du code de l'environnement.* ».

1. Objet de l'opération

Les objectifs principaux de ce projet sont :

- améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en adaptant la capacité de traitement et d'évacuation de la station de traitement des eaux usées de MAERA ;
- augmenter la capacité de traitement et d'évacuation (émissaire en mer) en adéquation avec les perspectives de croissance urbaine : passage de 470 000 à 660 000 équivalents habitants ;
- optimiser les performances de l'unité de traitement, y compris sur le plan énergétique pour aller vers une station à énergie positive ;
- tendre vers le « *zéro nuisances* » pour l'environnement immédiat du site ;
- améliorer la gestion des sous-produits de l'assainissement.

En application de l'article L.122-1 du Code de l'environnement, toutes les opérations nécessaires au bon fonctionnement du système d'assainissement en lien avec la modernisation de la station de MAERA appartiennent au même projet, qu'elles soient prévues ou envisagées à court ou moyen terme.

Le périmètre du projet ainsi défini par l'étude d'impact, englobe les interventions prévues aussi bien sur la station que sur le réseau de collecte.

2. Justification de l'intérêt général

La station de traitement des eaux usées MAERA, outil majeur du service public de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, constitue un équipement d'intérêt général, essentiel au fonctionnement du territoire et à la préservation des milieux aquatiques.

Le projet de modernisation de MAERA vise à poursuivre et améliorer la préservation des milieux aquatiques (mer, Lez, étangs palavasiens) et à accompagner le développement de la Métropole dans une logique de développement durable.

Au vu :

- de la réduction des déversements au milieu naturel, en nombre et volume, grâce aux travaux envisagés sur les réseaux de collecte et sur la station,
- de l'amélioration de la qualité du Lez et des autres cours d'eau influencés par le système de MAERA en agissant sur les déversements par temps de pluie,
- de l'amélioration des niveaux de rejet en mer par la mise en œuvre d'une filière de traitement plus performante,
- des bénéfices en termes d'odeurs, et de nuisances au sens large pour les riverains de la station,
- de l'augmentation de la production d'énergie par la station pour des usages de chauffage urbain, de production d'électricité et pour l'alimentation en énergie verte du réseau de gaz de GRDF,
- de la nécessaire augmentation de capacité pour faire face à l'augmentation de population sur le territoire d'ici à 2040, à périmètre constant (pas de nouvelles communes raccordées),

le projet peut être reconnu d'intérêt général car il répond de manière adaptée aux besoins du territoire, tout en ne présentant aucun inconvénient significatif sur le plan environnemental ou social.

3. Une demande de dérogation aux dispositions de la loi littoral obtenue par arrêté interministériel

Le projet de modernisation de la station de MAERA s'opère sur le site actuel qui s'inscrit en discontinuité de l'agglomération de la commune de Lattes au sens de la loi littoral. Ce contexte subordonne sa faisabilité à la mise en œuvre d'une procédure dérogatoire à certaines dispositions de loi littoral telle que prévue spécifiquement par l'article.

Monsieur le Préfet de l'Hérault a pu acter ce projet et préciser le 30 janvier 2017 les modalités de mise en œuvre de cette procédure de dérogation en vue de la modernisation de la station de MAERA.

Le dossier de demande de dérogation à la loi littoral a été soumis à enquête publique unique portant sur les 3 objets cités ci-avant.

L'arrêté interministériel de dérogation loi littoral a été délivré conjointement par les ministres en charge de l'environnement et de l'urbanisme ;

4. Procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU

Motifs

L'article L.126-1 du Code de l'environnement précise que lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique en application des articles L.123-1 et suivants du même code, l'autorité de l'établissement public responsable du projet doit se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée. Lorsque les dispositions du PLU ne permettent pas la réalisation du projet d'intérêt général, une procédure de mise en compatibilité est prévue par les articles L.153-54 à L.153-59 et R.153-15 du Code de l'urbanisme. Dans ce cadre, la déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la commune de Lattes applicables au site n'étaient pas compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet nécessite donc de faire évoluer le PLU. Compte tenu du caractère d'intérêt général du projet, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet a pu être engagée.

Le secteur se situe en zone N et A au PLU actuellement en vigueur. Le projet est compatible avec la destination des zones agricoles et naturelles qui autorisent la construction des équipements publics d'infrastructures d'intérêt général. Cependant, le projet est incompatible avec plusieurs articles du règlement des zones A et N.

En zone A, il n'est pas compatible avec l'article 11 relatif aux aspects extérieurs.

En zone N, le projet est incompatible :

- avec l'article 9 relatif au coefficient d'emprise au sol qui est limité à 25% ;
- avec l'article 10 relatif à la hauteur maximale des constructions ;
- avec l'article 11 relatif aux aspects extérieurs ;
- avec l'article 13 relatifs aux obligations imposées en matière d'espaces libres.

Afin de permettre la modernisation de la station d'épuration Maera, ces différents éléments du PLU doivent être mis en compatibilité avec le projet.

Modifications apportées au PLU

Dans une logique de cohérence, l'ensemble du projet fera l'objet d'un même zonage. Pour se faire, l'ensemble du périmètre de projet sera intégré dans un même zonage : Nstep.

La mise en compatibilité du PLU sera réalisée :

- par l'agrandissement de la zone N qui sera indicée Nstep, ce qui entraîne une réduction de la zone agricole ;
- par l'adaptation du règlement de la zone N indicée Nstep pour :
 - Article 9 : l'emprise au sol des constructions.
En Nstep, l'emprise au sol des constructions ne sera pas règlementée.
 - Article 10 : les hauteurs maximales des constructions
En Nstep où la hauteur maximale des constructions sera limitée à 22 mètres à l'égout des toitures
 - Article 11 : les aspects extérieurs
Dans toute la zone N, les ouvrages et édifices techniques devront être intégrés à la conception du bâtiment (façade et toiture) et être de forme simple. Tout édifice en toiture doit faire l'objet d'un traitement architectural soigné. L'impact visuel des installations techniques devra être réduit au maximum.
 - Article 13 : les espaces libres
En Nstep, 20% des espaces non bâtis devront être maintenus en espaces de pleine terre végétalisés.

Déroulement de la procédure

La procédure a débuté par une délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 octobre 2018 prescrivant la procédure, décrivant le projet, motivant son intérêt général et annonçant les intentions de Montpellier Méditerranée Métropole en terme de concertation avec le public.

Une concertation préalable d'une durée de 22 jours s'est déroulée du 10 décembre 2018 au 31 décembre 2018. Aucune observation du public n'a été émise sur le dossier. Le Conseil de Métropole a tiré le bilan de la concertation préalable par délibération en date du 31 janvier 2019.

Conformément à la Charte de Gouvernance, le Conseil municipal de Lattes, lors de sa séance du 8 avril 2019, a émis un avis favorable sur le dossier.

Le dossier a ensuite été notifié aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du code de l'urbanisme et soumis à enquête publique.

La réunion d'examen conjoint

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme, le projet de mise en compatibilité du PLU fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées (PPA) le 30 avril 2019 pour présenter les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU.

Lors de cette réunion, ont participé la commune de Lattes, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole. La Préfecture, le Conseil Départemental, la Chambre d'Agriculture et la Chambre de Commerce et d'Industrie se sont, quant à eux, excusés de leurs absences.

En continuité de son avis favorable en Conseil municipal le 8 avril 2018, la commune de Lattes a confirmé son avis favorable sur le dossier de Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU. Complémentairement, elle a souhaité faire part de plusieurs observations :

- La commune a demandé des précisions sur l'évolution proposée du PLU qui prévoyait de réglementer la hauteur maximale des constructions à 22 mètres alors qu'initialement la hauteur des équipements publics n'était pas réglementée. La Métropole a précisé que le dossier réglementait la hauteur à 22 mètres afin de permettre une bonne insertion paysagère du projet dans son environnement.
- La commune de Lattes étant très vigilante à l'intégration paysagère du projet, notamment au regard des vis-à-vis pour le quartier de Port Ariane, elle a fait part de son souhait que des arbres de hautes tiges soient plantés pour cacher les vues vers la station depuis la route et le nouveau pont sur le Lez. La Métropole a précisé que ces aspects seraient pris en compte dans le marché de travaux.

La DDTM a donné un avis favorable sur ce dossier de Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes. Elle a regretté toutefois que « *le cahier des charges de conception architecturale* » ne vienne pas alimenter le rapport de présentation de la déclaration de projet. La Métropole a indiqué que des précisions sur ce point avaient été apportées au dossier d'autorisation environnementale en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale. Ces éléments ont fait partie du dossier d'enquête publique unique du projet, pour une bonne information du public.

Le dossier de mise en compatibilité du PLU de Lattes était soumis à évaluation environnementale. Celle-ci a été réalisée dans le cadre dossier unique d'autorisation environnementale qui a été soumis à enquête publique unique. Celle-ci n'a pas fait l'objet d'observation sur la partie évaluation environnementale du plan.

L'enquête publique unique

Une enquête publique unique, sur l'ensemble de ces objets, s'est déroulée du 8 juillet 2019 au 4 septembre 2019.

Les observations émises durant l'enquête publique unique ont été au nombre de 34, dont 25 observations écrites et 9 observations orales recueillies en réunion publique et au cours des permanences.

Les observations ayant un lien avec le dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes sont au nombre de deux. La commission d'enquête a relayé ces questions au Président de Montpellier Méditerranée Métropole qui, en réponse, a adressé à la commission d'enquête un mémoire en réponse.

Ce mémoire comportait les éléments suivants :

- Pour un contributeur qui s'interrogeait sur les conditions de mise en compatibilité du PLU, le mémoire en réponse a précisé que les conditions de mise en compatibilité du PLU de Lattes étaient décrites dans le volet D du dossier d'enquête publique (dossier de Déclaration de Projet) ;
- La seconde observation portait sur la complexité, le volume et la mauvaise structuration du dossier présenté. Le mémoire en réponse précisait que la complexité du dossier était liée notamment à la nature de l'enquête publique qui couvrait trois procédures distinctes, nécessitant chacune un dossier spécifique (Autorisation Environnementale, Dérogation loi littoral, Mise en compatibilité du PLU).

A l'issue de l'enquête, la Commission d'enquête a remis son rapport d'enquête unique qui fait état des deux observations susmentionnées pendant l'enquête publique et des observations formulées par les personnes publiques associées lors de la réunion d'examen conjoint.

Ainsi, constatant le bon déroulement de l'enquête, les éléments de réponse apportés et considérant que les engagements pris par Montpellier Méditerranée Métropole, la commission d'enquête a émis, à l'unanimité de ses membres, un avis favorable à la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes.

5. Autorisation environnementale

Etude d'impact et Avis de l'Autorité environnementale

L'Autorité environnementale a émis un avis délibéré n°2018-95 du 23 janvier 2019 sur le dossier présentant le présent projet.

« Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux du projet sont :

- l'amélioration de la qualité des eaux du Lez et des étangs littoraux et la préservation de la qualité des eaux marines,
- la réduction des nuisances (odeurs, bruit...) dans le secteur proche de la station,
- la maîtrise des risques d'interruption du service d'épuration liés à la phase travaux

L'étude d'impact est complète, mais dense et très technique, et devrait être rendue plus accessible avec un guide de lecture et un glossaire détaillé, et une plus grande mise en relief des enjeux. Rédigée en grande partie en 2017 à partir de données recueillies jusqu'en 2015, elle devra justifier de leur représentativité, notamment à l'égard des événements pluvieux des dernières années. Elle souffre plus généralement d'un défaut d'actualisation.

En visant un objectif de gestion sans débordement de la pluie mensuelle, le projet contribuera, sans qu'une prévision quantitative en soit faite, à améliorer la qualité des cours d'eau, notamment du Lez, et celle des étangs palavasiens, mais n'aura pas d'impact significatif sur le milieu marin. La modernisation des installations permet également une réduction des nuisances olfactives.

L'Autorité environnementale recommande par conséquent d'apporter des précisions sur :

- l'approfondissement de l'analyse comparative entre les deux scénarios de non débordement dans le Lez pour une pluie mensuelle ou pour une pluie bimestrielle, permettant de justifier l'option retenue,
- la nécessité de démontrer l'absence de surverse jusqu'à la pluie mensuelle, y compris en saison touristique et quelles que soient les hypothèses concernant les travaux sur le réseau, concrétisant ainsi l'amélioration annoncée de la qualité chimique et bactériologique des eaux du Lez en période pluvieuse.
- la réalisation d'une première analyse de risques sur la phase de raccordement des nouvelles installations, démontrant la maîtrise de tous les points de criticité vis-à-vis de l'environnement. »

Le maître d'ouvrage, en réponse à l'Autorité Environnementale, a complété et précisé le dossier d'autorisation environnementale, le dossier de dérogation à la loi littoral et le dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes. Trois documents ont été joints à cette réponse pour faciliter la compréhension du projet par le public :

- Un résumé non technique simplifié de l'étude d'impact ;
- Un guide de lecture de l'étude d'impact ;
- Un glossaire thématique.

Dans son mémoire en réponse à l'Autorité Environnementale, le maître d'ouvrage a également actualisé un certain nombre de données à la suite d'analyses et de mesures complémentaires.

Les documents, dont l'étude d'impact, ont été complétés, avant l'enquête, sur l'ensemble des points demandés par l'Autorité environnementale.

Avis des collectivités territoriales

Le système d'assainissement de MAERA collecte les effluents de :

- 14 communes de Montpellier Méditerranée Métropole : Montpellier, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Juvignac, Montferrier-sur-Lez, Saint Jean de Vedas, Prades-le-Lez, Lattes, Jacou, Le Crès, Vendargues, Pérols.
- 5 communes extérieures à la Métropole : Palavas-les-Flots, Teyran, Assas, Saint-Aunès, Carnon et Vauquières / Figuières appartenant à la commune de Mauguio.

Sur 21 communes ou intercommunalités concernées par le projet, 17 ont émis un AVIS FAVORABLE sur le projet de modernisation de la station MAERA, soit par délibération de leurs conseils municipaux ou d'agglomération respectifs, soit par leurs maires en cas d'impossibilité de réunir leur conseil dans le délai imparti par les textes. Les autres ne se sont pas prononcées sur le projet dans les délais impartis.

Résultat de la concertation du public dans le cadre de l'enquête publique

Les participations recueillies montrent :

- une assez forte implication des associations qui ont remis des contributions denses, et très étayées ;
- une très faible participation des personnes, à titre individuel, excepté quelques riverains qui sont intervenus lors de la réunion publique du 10 juillet 2019.

Les statistiques établies par l'opérateur du registre dématérialisé, installé sur le site internet dédié au projet, indiquent que ce projet a intéressé un nombre de personnes significatif puisque 1 912 visiteurs ont consulté le site dédié à l'enquête et les pièces du dossier d'enquête ont fait l'objet de 2 840 téléchargements.

L'ensemble des questions soulevées par les contributeurs a été restitué et fait l'objet de questions de la part de la commission d'enquête.

La commission d'enquête a rencontré la Vice-Présidente en charge de l'eau et l'assainissement, responsable du projet de la Métropole et lui a communiqué les observations orales ou écrites consignées dans un rapport de synthèse.

Les observations sont organisées selon les thématiques suivantes :

- Thème 0 : L'INTITULE DU DOSSIER D'ENQUÊTE
- Thème 1 : LES CHOIX RETENUS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE
 - Sous-thème 1-1 : La capacité de la station et ses performances
 - Sous-thème 1-2 : Les solutions alternatives
 - Sous-thème 1-3 : La régulation en amont
 - Sous-thème 1-4 : Le périmètre d'incidence
- Thème 2 : LES IMPACTS SUR LES MILIEUX NATURELS ET LEUR SUIVI
 - Sous-thème 2-1 : Les impacts sur le milieu marin
 - Sous-thème 2-2 : Les impacts sur les cours d'eau
 - Sous-thème 2-3 : Les impacts sur les étangs
 - Sous-thème 2-4 : Zone Natura 2000
 - Sous-thème 2-5 : Le changement climatique
 - Sous-thème 2-6 : La protection du paysage
- Thème 3 : LES RISQUES
 - Sous-thème 3-1 : Inondation/PPRI
 - Sous-thème 3-2 : Pollution
- Thème 4 : L'IMPACT SUR LE MILIEU HUMAIN
 - Sous-thème 4-1 : Les nuisances : odeurs et bruit
 - Sous-thème 4-2 : La santé
- Thème 5 : LES RÉSEAUX DE COLLECTE
 - Sous-thème 5-1 : Le schéma directeur d'assainissement
 - Sous-thème 5-2 : L'état des réseaux et leur amélioration
 - Sous-thème 5-3 : Présence de sable
- Thème 6 : LE TRAITEMENT DES BOUES
 - Sous-thème 6-1 : Le traitement ultime sur site
 - Sous-thème 6-2 : La méthanisation des boues
- Thème 7 : LES ENJEUX ÉCONOMIQUES : CONCHYLICULTURE, PÊCHE, TOURISME
- Thème 8 : LA REUTILISATION DES EAUX TRAITEES (REUT)
- Thème 9 : L'AUTOSURVEILLANCE DES INSTALLATIONS
 - Sous-thème 9-1 : L'état de l'émissaire en mer
 - Sous-thème 9-2 : Le fonctionnement de la station
- Thème 10 : LA COMPATIBILITÉ AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION
 - Sous-thème 10-1 : Le PLU de Lattes
 - Sous-thème 10-2 : Le SCOT de Montpellier Méditerranée Métropole
 - Sous-thème 10-3 : Le SAGE Lez, Mosson, Etangs Palavasiens
- Thème 11 : LA COMMUNICATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

- Thème 12 : LE COÛT D'INVESTISSEMENT
- Thème 13 : LA PRISE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL
- Thème 14 : LE DOSSIER D'ENQUÊTE

Les réponses à ces questions ont été apportées par le responsable du projet de la Métropole au commissaire enquêteur à l'issue de la remise par celui-ci du procès-verbal de synthèse de l'enquête.

En conclusion de son rapport, la commission d'enquête a émis un **avis favorable sans réserves** :

- à la demande d'autorisation inter-ministérielle de dérogation à la loi littoral ;
- à la demande d'autorisation environnementale ;
- à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes ;

A la suite des recommandations apportées par la commission d'enquête, et en réponse aux observations du public, la Métropole s'engage à :

- réaliser à moyen terme un nouveau schéma directeur d'assainissement, visant à adapter sa politique publique en matière d'assainissement des eaux usées et en fixer les priorités d'actions, face aux enjeux climatiques et environnementaux de plus en plus prégnants, en accord avec l'évolution de la réglementation et des projets métropolitains (SCoT, PLUi, PCAET, P2A...),
- à poursuivre et à intensifier son programme de renouvellement du système de collecte, en portant un effort particulier sur l'évolution du réseau unitaire,
- à renforcer le programme de suivi et d'entretien de l'émissaire en mer, et à mettre en place un protocole de gestion de crise qui alerte tous les acteurs concernés,
- à mettre en place les mesures compensatoires prévues dans le dossier du projet,
- à réunir périodiquement les instances d'information et de participation du public, tel que le comité de suivi, afin de le tenir régulièrement informé des résultats des études, des contrôles des installations et des analyses de la qualité de l'eau des milieux récepteurs.

Nature et motifs des principales modifications apportées au projet

Il n'y a pas de modifications apportées au projet soumis à l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer d'intérêt général le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées de MAERA ;
- approuver la mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes ;
- mettre le dossier de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de la commune de Lattes à disposition du public à la Mairie de Lattes ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 place Zeus – 34961 Montpellier) à leurs jours et heures d'ouverture respectifs et de procéder aux mesures de publicités et d'affichage conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme ;
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault le prononcé de l'arrêté d'autorisation du projet ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

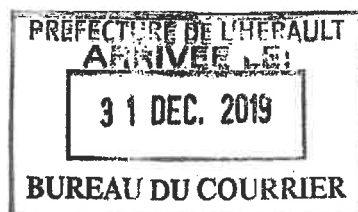
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **27 DEC. 2019**

Pour extrait conforme,
le **Président**



Philippe SAUREL

Publiée le : **31 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : **31 DEC. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Clare HART, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY

Service public de l'eau et de l'assainissement - Achat d'eau potable en gros à la société BRL Exploitation depuis la station de production d'eau potable du Crès - Avenant n°1 à la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et BRL Exploitation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole dispose de la compétence eau potable depuis le 1er janvier 2010. Elle l'exerce directement sur 13 de ses communes membres.

Le Conseil de Métropole a adopté en date du 7 mai 2014 le principe d'une gestion en Régie du service public de l'eau potable et du service public de l'eau brute à compter du 1er janvier 2016.

Par délibération en date du 28 avril 2015, a ainsi été créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Par délibération du 16 décembre 2015, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'une convention d'objectifs avec la Régie dans laquelle le rôle des deux acteurs est précisé et les objectifs assignés à l'EPIC sont définis.

La Métropole, autorité organisatrice du service public de l'eau sur son territoire, définit la politique de l'eau, en fixe les grands objectifs et notamment elle établit les conventions d'alimentation en eau potable et de desserte en eau brute en cohérence avec sa politique d'aménagement et de développement de son territoire.

La Régie des Eaux, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, est chargée de gérer le Service Public Industriel et Commercial de l'eau potable et de l'eau brute et, à ce titre, elle assure la bonne exécution des conventions de vente et d'achat d'eau en gros, existantes ou à venir, conclues par elle et la Métropole.

Dans ce cadre et afin d'assurer ses missions, la Régie gère des contrats de livraison et de fourniture d'eau signés avec BRL Exploitation, dont la convention de livraison d'eau potable, à partir de la station de traitement du Crès, qui s'éteint le 31 décembre prochain.

Le schéma directeur d'alimentation en eau potable entériné en 2013 sur le territoire de la Métropole prévoit l'arrêt de cette usine, sous réserve que certains aménagements aient été réalisés sur les ouvrages d'adduction et de surpression de la Métropole, en lien notamment avec la livraison de la future usine de production d'eau potable de secours, dénommée VALEDEAU.

A ce jour, l'avancement du programme de travaux ne permet pas de valider de manière certaine l'arrêt définitif de la station de traitement BRL, l'ensemble des prérequis nécessaires au démarrage du chantier de l'usine VALEDEAU n'étant pas réunis. Il convient d'établir un avenant n°1 à la convention actuelle pour prolonger sa durée de cinq ans, faculté étant laissée à la Métropole d'y mettre fin de manière anticipée. Les conditions techniques et financières restent par ailleurs inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention tripartite d'achat d'eau potable en gros à BRL EXPLOITATION depuis la station de production d'eau potable du Crès,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110928-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 1 convention AEP Le CRES

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY

Service public de l'eau et de l'assainissement - Alimentation en eau du Lez - Avenant n°7 à la convention avec BRL et BRLE relative à la mise en place et à la gestion des ouvrages de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°1835 du 26 février 1992, le Conseil de District a approuvé la convention entre le District et la Compagnie Nationale d'Aménagement du Bas-Rhône Languedoc (BRL) définissant les modalités de mise en place et de financement des ouvrages permettant le soutien d'étiage du Lez. Elle définit également les modalités de gestion des ouvrages, les usages de l'eau livrée par BRL, puis par BRL Exploitation (BRLE) et leur tarification.

Cette convention a fait l'objet de six avenants approuvés par délibérations n°1989, 2088, 2912, 7007, 8030 et 9721 du Conseil de District, puis de Communauté d'Agglomération de Montpellier, respectivement les 2 novembre 1992, 1^{er} février 1993, 27 mars 1997, 25 avril 2006, 19 décembre 2007 et 20 juillet 2010, afin d'adapter les travaux et les modalités de restitution à l'évolution des besoins : automatismes, coûts fonciers, point d'injection supplémentaire, modification de l'échéancier, des volumes et des débits souscrits.

Arrivant à leur terme, il convient de prolonger les dispositions actuellement en vigueur de cette convention. À cette fin un projet d'avenant n°7 à la convention initiale a ainsi été rédigé. Celui-ci a pour objet de prolonger l'exécution des dispositions conventionnelles telles qu'issues du contrat initial et de ses avenants, pour une durée d'un an, renouvelable une fois, et dont il pourra être mis fin de façon anticipée à la date de conclusion des négociations actuellement en cours entre Montpellier Méditerranée Métropole et BRL sur l'ensemble des conventions de distribution.

Au 1^{er} janvier 2015 Montpellier Méditerranée Métropole est intégralement subrogée aux droits et obligations de Montpellier Agglomération. Montpellier Méditerranée Métropole, au vu de la similitude du besoin à satisfaire (soutien d'étiage) a demandé à BRLE de bénéficier de la même tarification pour les soutiens au Lez et au Salaison.

En contrepartie des débits mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole par BRLE pour la réalimentation du Lez et du Salaison, soit au total 800 l/s, associés à un volume en franchise de 9 millions de m³, Montpellier Méditerranée Métropole paiera à BRLE une redevance annuelle forfaitaire fixée à 1 140 000 € HT, en valeur de base au 1^{er} février 1992.

Ces 840 l/s seront répartis, à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, entre les différents points de restitution au Lez et au Salaison dans la limite des clauses du contrat en cours et des capacités techniques des adducteurs, soit :

- 830 l/s pour la restitution du Lez, avec un débit maximum de 500 l/s par branche (Nord ou Sud),
- 10 l/s pour la restitution au Salaison.

Du fait des disponibilité techniques, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiera, sur le point de livraison du Salaison, d'un limiteur de débit de 40 m³/h. Cette redevance forfaitaire annuelle donnera à Montpellier Méditerranée Métropole la possibilité de restituer au Lez et au Salaison, un volume global forfaitaire en franchise de 9 millions de m³ qui sera librement réparti à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les volumes éventuellement restitués en sus des volumes en franchise donneront lieu au paiement d'une redevance égale à 0,0636 € HT par m³ en excédant de la franchise, en valeur de base au 1^{er} février 1992.

Pendant la période courant du 1^{er} novembre au 31 mars de l'année suivante, le débit mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole sera de 550 l/s. Cette disposition technique du service n'entraîne pas de modification du montant de la redevance annuelle forfaitaire et du volume en franchise de 9 millions de m³.

En cas de besoin complémentaire en débit, une redevance de débit de 36,42 € HT par l/s supplémentaire au-delà des 550 l/s, en valeur de base au 1^{er} février 1992, sera appliquée pour la période considérée.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°7 à la convention avec BRL et BRLE relative à la mise en place et à la gestion des ouvrages d'alimentation du Lez,
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111202-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 7 BRL/BRLE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Convention avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup pour le raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents des communes d'Assas et Teyran - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° 8188 en date du 30 avril 2008, le Conseil a autorisé la signature avec le Syndicat des Eaux Usées du Salaison d'une convention de raccordement à MAERA des communes d'Assas, Teyran et Saint-Aunès, membres du syndicat.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup est compétente en matière d'assainissement sur les communes d'Assas et Teyran. Il convient donc de prendre acte de cette évolution de gouvernance. Pour cela, il est aujourd'hui proposé une nouvelle convention ayant pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières liées au transfert et au traitement des effluents d'Assas et Teyran sur la station d'épuration MAERA.

Celle-ci, dont l'échéance est maintenue au 31 décembre 2028, précise que le contrôle des charges transférées depuis Assas et Teyran vers MAERA sera effectué à partir des données d'auto-surveillance réglementaires des réseaux de collecte, définies par les services de l'Etat pour la Métropole ainsi que pour chacune des communes.

Dans la perspective de réduire voire supprimer certaines nuisances environnementales (odeurs, déversements par temps de pluie) et améliorer globalement l'efficacité de la collecte des eaux usées, en cohérence avec les dernières exigences réglementaires, la conduite d'améliorations des conditions de fonctionnement des réseaux communaux est envisagée par la convention. En effet pour cela, un programme d'actions annuel, comprenant des mesures préventives et curatives, sera défini et engagé par chacune des communes.

Afin de veiller à la bonne marche des programmes d'actions, un comité de suivi est institué et composé des représentants désignés par chacune des parties. Ils pourront y associer, s'ils le souhaitent, leurs exploitants respectifs.

Ce comité sera notamment chargé de valider les propositions de programmes d'actions annuels de chacune des communes et vérifier les conditions de mise en œuvre et la réalisation des programmes d'actions.

Les conditions tarifaires de la convention comprennent une participation de 0,916 € HT par mètre cube d'eau potable facturé aux usagers du service d'assainissement décomposée en plusieurs termes :

- une part, perçue par la Métropole, destinée à financer l'investissement initial, à hauteur de 0,56 € HT/mètre cube (tarif ferme non actualisable),
- une part, perçue par l'exploitant, destinée à couvrir les frais de traitement des eaux usées par MAERA, de 0,3560 € HT/mètre cube (valeur de base 2018 actualisable).

La Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup encaisse la totalité du prix de l'eau, comprenant la redevance d'assainissement car celle-ci est en régie à simple autonomie financière. Aussi, par cette convention elle s'engage à reverser les parts de l'assainissement aux délégataires du service public de l'assainissement de la Métropole, dans le cadre d'une convention de facturation conclue entre la Communauté et le Fermier gestionnaire du service public d'assainissement de la station d'épuration MAERA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de raccordement à MAERA des communes d'Assas et Teyran à signer avec la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111427-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Réalisation de trois aires collectives de rinçage et de remplissage sécurisées de pulvérisateurs agricoles pour la lutte contre les pollutions par les pesticides - Aire collective de Saint-Drézéry / Montaud - Aire collective de Pignan / Saussan - Aire collective de Cournonterral / Cournonsec / Fabrègues - Demande de subventions auprès de la Région Occitanie - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole porte et anime deux démarches de reconquête de la qualité de l'eau sur les captages en eau potable de Garrigues Basses (Sussargues) et du Flès (Villeneuve-lès-Maguelone), classés prioritaires par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée.

L'aménagement d'aires collectives de remplissage et de rinçage pour les pulvérisateurs agricoles est une mesure phare des plans d'actions, approuvés par la Métropole, pour préserver les ressources en eau. Ces équipements permettent en effet par la récupération et le traitement des effluents phytosanitaires de lutter contre les pollutions ponctuelles tout en offrant à la profession agricole les intérêts suivants :

- moderniser un grand nombre d'exploitations en assurant une mise aux normes des étapes de remplissage et de lavage des pulvérisateurs conformément à l'arrêté du 4 mai 2017 encadrant la gestion des produits phytosanitaires,
- faciliter l'accès à une appellation ou à une certification, par exemple une appellation AOC communale ou la certification Terra Vitis.

La Métropole s'est dans un premier temps impliquée dans l'accompagnement technique et administratif auprès des communes portant des projets localement (Saint Georges d'Orques par exemple).

Avec la prise des compétences de « *lutte contre la pollution* » et de « *protection et conservation des eaux superficielles et souterraines* » inscrites dans ses statuts du 3 décembre 2018, la Métropole est habilitée à réaliser des projets nouveaux afin d'impulser le déploiement de ces infrastructures sur le territoire métropolitain.

L'animation réalisée sur les aires d'alimentation des captages prioritaires a permis cette année de faire émerger trois nouveaux projets sur le territoire :

1. Aire d'alimentation des captages de Garrigues Basses et Bérange : Secteur Saint-Drézéry / Montaud

Une étude d'avant-projet (AVP) pour une implantation du projet à Montaud, sur une parcelle en voie d'acquisition par la commune, est actuellement en cours.

2. Aire d'alimentation du captage du Flès : Secteur Pignan / Saussan

Une étude de faisabilité pour l'implantation du projet sur un terrain de la Métropole à Pignan est en cours de réalisation.

3. Aire d'alimentation du captage du Flès : Secteur Cournonterral / Cournonsec / Fabrègues

Une étude de faisabilité et d'AVP est lancée pour une implantation du projet au sein du hameau agricole de la future ZAC Cannabe à Cournonterral.

Au vu des enquêtes de terrain réalisées, chacune de ces aires pourrait être utilisée par plus d'une vingtaine d'exploitants agricoles avec un rayonnement sur plusieurs communes.

Ces équipements font l'objet chaque année d'appels à projets par la Région pour l'obtention de financements par l'Agence de l'Eau, l'Europe (FEADER) et le Département de l'Hérault, à un taux de 80%. Dans le cadre du Programme de Développement Rural (PDR) Languedoc-Roussillon 2014-2020, un dernier appel à projets doit voir le jour au printemps 2020, il s'agit de la dernière opportunité de financement de ces aménagements selon les critères et modalités actuels.

Le coût estimatif de réalisation des projets, en première approche dans l'attente des chiffrages détaillés par les études d'avant-projets et hors coûts liés au foncier, est de 400 000 € HT maximum par aire collective, soit au total 1,2 millions € HT pour les trois ouvrages.

Le planning prévisionnel prévoit la réalisation des études de conception des projets (phases PRO) en 2020, puis la réalisation des travaux lors de l'exercice 2021, sous réserve d'obtention des subventions.

Le plan de financement prévisionnel comprend 80% de subventions et 20% d'autofinancement de la Métropole, soit un montant de 80 000 € à autofinancer par projet et un total de 240 000 € à autofinancer pour les trois ouvrages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter la réalisation de ces trois projets d'aires collectives, sous condition de l'obtention des aides financières prévues à cet effet et de définir des modalités de gestion impliquant la profession agricole et les communes concernées,
- solliciter dans le cadre de l'appel à projets 2020 les aides financières au taux de 80% auprès de la Région Occitanie qui en est l'autorité de gestion,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à déposer auprès de l'autorité de gestion trois dossiers de demande de subvention correspondant aux trois projets d'ouvrages précédemment cités,
- dire que les dépenses prévues en 2020, correspondant aux études de la phase PRO, seront inscrites au budget annexe eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23, sous réserve du vote des crédits correspondants,
- dire que les recettes seront inscrites au budget annexe eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23, sous réserve du vote des crédits correspondants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111030-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUÏ, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Note liminaire 2018 sur l'exercice des compétences Eau et Assainissement - Rapports annuels 2018 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable du Syndicat Bas Languedoc et du Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour l'assainissement collectif et non collectif ainsi que pour l'eau brute sur l'ensemble de ses 31 communes.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « *Eau potable* » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Le Crès et Vendargues. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du syndicat du Bas Languedoc (SBL). Elle est substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Garrigues Campagne (SGC). Ces syndicats exercent l'ensemble de la compétence eau potable, à savoir production et distribution.

L'alimentation en eau potable des populations des communes de Montpellier Méditerranée Métropole s'effectue à travers trois ressources principales.

La source du Lez gérée par la Métropole fournit, grâce à l'usine de pompage Avias, en moyenne 32 millions de m³/an et alimente en totalité les habitants de Montpellier, de Juvignac et de Prades-le-Lez. Cette ressource est également utilisée en ressource principale sur :

- les communes de Montferrier-sur-Lez, Jacou, Le Crès et Vendargues, dans une moindre mesure Grabels,
- en-dehors du territoire de la Métropole, sur la commune de Saint-Aunès et sur une grande partie du territoire de la Communauté de Communes du Pic Saint-Loup.

La nappe phréatique de l'Hérault exploitée par le SBL procure, par l'intermédiaire de l'usine de pompage Filliol sur Florensac, environ 20 millions de m³/an et alimente les communes de l'Ouest de la Métropole.

L'eau du Rhône, acheminée via le canal Philippe Lamour appartenant à la société du Bas-Rhône Languedoc (BRL), alimente diverses usines de potabilisation dont :

- celle de Vauguières de la commune de Mauguio, appartenant à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, alimente en totalité les communes de Lattes et Pérols,
- celle du Crès, appartenant à BRL, alimente pour près d'un ¼ des besoins les communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint-Aunès,
- l'usine Debaille de Fabrègues, appartenant au SBL, produit 1,6 millions de m³ et alimente les communes du SBL en période estivale.

Enfin, les communes du SMGC sont desservies par des forages locaux d'importance variable, notamment ceux de la Crouzette (Castelnau-le-Lez), de Bérange (Saint Génès des Mourgues), de Candinières (Castries) et de Fontbonne Mougères (Galargues).

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie du service de l'eau potable pour les treize communes en compétence directe et du service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain, et ce à compter du 1^{er} janvier 2016. La Régie des Eaux a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme de régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 20 membres, 14 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, une personnalité qualifiée et un représentant du personnel, tous à voix délibérative. Par délibération du 16 décembre 2015, la Métropole a approuvé une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans établie en concertation avec la Régie qui précise les relations entre la Métropole et la Régie. Elle fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service.

Les volumes vendus sur l'intégralité des territoires s'élèvent à 45 264 240 m³ pour un nombre d'abonnés de 116 103 sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

La gestion de l'assainissement collectif est déléguée à des exploitants à travers 3 contrats d'affermage. En 2018, les 13 stations d'épuration de la Métropole ont traité 38,21 millions de m³, et la capacité de traitement cumulée est de 578 717 Equivalents – Habitants. Près de 28 millions de m³ ont été facturés à 116 103 abonnés.

Le prix total de l'eau, assainissement inclus, est compris entre 3,26 € et 3,75 € T.T.C. le m³ suivant la commune (consommation annuelle de 120 m³). Le prix moyen du m³ d'eau TTC, abonnement inclus, est de 3,48 € TTC (consommation annuelle de 120 m³).

La facture annuelle moyenne sur l'ensemble des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, pour 120 m³, s'élève à 417,60 € TTC au 1^{er} janvier 2019, en hausse de 0,87% par rapport à l'année précédente, et se décompose de la manière suivante :

- part eau = 41 %
- part assainissement = 42 %
- part autres organismes = 17 %

Sur la base de la facture moyenne de 120 m³, entre le 1^{er} janvier 2018 et le 1^{er} janvier 2019, il convient de constater une hausse uniforme de 1,35% du tarif unique de l'assainissement, fixé par Montpellier Méditerranée Métropole. A l'inverse, les évolutions des tarifs de l'eau potable sont plus diverses puisque si les prix applicables sur le territoire géré en direct par la Métropole n'ont pas évolué, ils progressent sur le SMGC de 2,53% et de 1,52% sur le SBL. Les redevances fixées par l'Agence de l'Eau sont restées stables depuis l'harmonisation intervenue en 2016.

Concernant la structure tarifaire au 1^{er} janvier 2019, le prix de l'assainissement est strictement proportionnel et s'applique quels que soient les volumes facturés, contrairement à l'eau potable où les parts fixes évoluent en fonction du diamètre du compteur et où des tranches tarifaires s'appliquent, au-dessous et au-dessus de 120 m³, sur les 13 communes gérées en direct par la Métropole, au-dessous et au-dessus de 150 m³, sur les 9 communes de l'Ouest de la Métropole dont la gestion est assurée par le Syndicat du Bas Languedoc.

La note liminaire présente par ailleurs les indicateurs réglementaires de chaque service. Elle permet de présenter les rapports sur le prix et la qualité du service des différentes structures de proximité que constituent les syndicats d'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la présentation des rapports annuels 2018 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable des syndicats Bas Languedoc et Garrigues Campagne ;
- approuver la note liminaire 2018 annexée à la présente délibération, conformément à l'article D.2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- autoriser leur transmission à l'ensemble des communes de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111167-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAD SBL
- RAD SMGC
- NOTE LIMINAIRE 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, René REVOL, Rabii YOUSSEUS

Sports et Traditions sportives - Associations et clubs sportifs - Affectation de subvention - Convention d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a voté le budget primitif 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que l'ensemble des subventions de fonctionnement, permettant de soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et plus spécifiquement au regard de sa compétence en matière de sport de haut niveau, il est proposé de voter l'affectation des subventions de fonctionnement accordées aux structures sportives pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets.

Nom de la structure	Type	Objet	Montant
Cercle taurin « Le Trident » de Castries	Fonctionnement	Affectation d'une subvention de fonctionnement au titre de l'organisation de la cérémonie et de la remise des prix aux vainqueurs du Trophée Taurin 3M 2019	20 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- approuver les termes de la convention d'attribution ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20191218-109386-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- TROPHÉE TAURIN 3M 2019 CONVENTION REMISE DES PRIX CERCLE TAURIN LE TRIDENT CASTRIES.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY

Sports et Traditions sportives - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2020

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
128	MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		630 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		13 650 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Fonctionnement		24 500 €
		Projet	MONTPELLIER BEACH MASTERS FIVB WORLD TOUR 1STAR	10 000 €
844	ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE DE L'HERAULT	Projet	CRITERIUM CEVENNES	40 000 €
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		20 000 €
864	3M CANOË KAYAK UC	Fonctionnement		58 500 €
917	MONTPELLIER CASTELNAU VOLLEY UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		880 000 €
950	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UNIVERSITE CLUB - MUC	Fonctionnement		375 650 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		292 500 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Fonctionnement		60 000 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Fonctionnement		27 800 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement		1 000 €
1747	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE HOSPITALIERE DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL DE TENNIS FEMININ	10 000 €

1848	CENTRE EQUESTRE MUNICIPAL MONTPELLIER GRAMMONT	Fonctionnement		40 000 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement		900 000 €
1891	MONTPELLIER GRS	Fonctionnement		97 500 €
		Projet	DANY CUP, LE TOURNOI INTERNATIONAL DE GYMNASTIQUE DE MONTPELLIER METROPOLE.	3 000 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	Projet	HAUT NIVEAU MAT 2020	25 950 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Fonctionnement		25 000 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIERMEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement		940 000 €
3604	COMITE DEPARTEMENTAL JEU BALLE TAMBOURIN 34	Projet	GRAND PRIX MONTPELLIER 3M	2 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement		20 000 €
		Projet	GALA INTERNATIONAL DE TAEKWONDO PAR EQUIPE	8 000 €
3914	MONTPELLIER METROPOLE HOCKEY CLUB	Fonctionnement		248 000 €
4176	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE (3MNA)	Fonctionnement		6 400 €
4319	MONTPELLIER WATER - POLO	Fonctionnement		346 650 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	Fonctionnement		8 050 €
4681	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PATINAGE	Fonctionnement		75 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement		5 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement		78 000 €
		Projet	MARATHON 2020	40 000 €
5368	SASP MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement		916 425 €

5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		1 106 630 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		1 174 797 €
5734	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement		10 000 €
6488	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE SPORTS DE GLACE	Fonctionnement		25 000 €
6887	KARATE KICK BOXING LATTOIS METROPOLE	Fonctionnement		3 000 €
6896	LE TAMBOURIN CLUB DE COURNONTERAL	Projet	MASTERS TAMBOURIN	6 000 €
6902	HORSE - BALL MONTPELLIER/VALLON	Fonctionnement		5 000 €
7033	MONTPELLIER HERAULT BEACH SOCCER	Fonctionnement		3 000 €
7125	COMITE DEPARTEMENTAL HERAULT TENNIS	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL DE TENNIS FEMININ	50 000 €
TOTAL				8 612 002 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
 034-243400017-20191218-111106-DE-1-1
 Acte Certifié exécutoire :
 Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION 2ème GALA INTERNATIONAL DE TAEKWONDO.doc
- CONVENTION 3M PATINAGE.doc
- CONVENTION 3MCK UC.doc
- CONVENTION 3MNA.doc
- CONVENTION 3MTKD.doc
- CONVENTION 3MUC NATATION.doc
- CONVENTION AQUALOVE SAUVETAGE.doc
- CONVENTION ASA HERAULT.doc
- CONVENTION ASCH TENNIS.doc
- CONVENTION ASSO MHB.doc
- CONVENTION ASSO MHSC.doc
- CONVENTION ASSOCIATION MRC.doc
- CONVENTION BEACH MASTERS.doc
- CONVENTION BEACH VOLLEY.doc
- CONVENTION BLMA.doc
- CONVENTION CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT.doc
- CONVENTION COMITE DE TENNIS DE L'HERAULT.doc
- CONVENTION COMITE SPORT-TAMBOURIN 34.doc
- CONVENTION ECM.doc
- CONVENTION KARATE KICK BOXING LATTOIS.doc
- CONVENTION MA2M Marathon de Montpellier.doc
- CONVENTION MA2M.doc
- CONVENTION MFA Les Hurricanes.doc
- CONVENTION MMMSG.doc
- CONVENTION MONTPELLIER BASEBALL.doc
- CONVENTION MONTPELLIER CASTELNAU VOLLEY UC.doc
- CONVENTION MONTPELLIER GRS.doc
- CONVENTION MONTPELLIER HERAULT BEACH SOCCER.doc
- CONVENTION MONTPELLIER METROPOLE HOCKEY CLUB.doc
- CONVENTION MONTPELLIER TENNIS DE TABLE.doc
- CONVENTION MONTPELLIER TRIATHLON.doc
- CONVENTION MONTPELLIER WATER-POLO.doc
- CONVENTION MONTPELLIER XIII.doc
- CONVENTION SA MRC.doc
- CONVENTION SAS MHB.doc
- CONVENTION SAS MHB.doc
- CONVENTION SASU MHSC.doc
- CONVENTION TAMBOURIN CLUB COURNONTERRALAIS.doc
- CONVENTION_BOXING_CLUB_MONTPELLIERAIN.doc
- CONVENTION_MM FUTSAL.doc
- CONVENTION_MONTPELLIER_ASPTT_TENNIS.doc
- CONVENTION_MONTPELLIER_GRS_Dany_Cup.doc
- HORSE BALL MONTPELLIER VALLON Championnat de France.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION CLIMATIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE,
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Rénovation thermique de copropriétés dans le cadre du projet EcoCité - Attribution de subvention - Convention de financement tripartite avec la Région Occitanie - Copropriété Las Rebes - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à un appel à projets « *EcoCité, Ville de Demain* » relatif aux opérations de rénovation énergétique en copropriété. Cette candidature a été approuvée par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2014. Il s'agit d'un tremplin pour initier les premières opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole, avec un objectif ambitieux en termes de performances énergétiques, les bouquets de travaux retenus devant atteindre le niveau « *BBC Rénovation* ».

A l'issue de l'examen de la candidature de la Métropole, le Premier Ministre a annoncé, par courrier en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir (PIA) de près de 10 millions d'euros en ingénierie et en investissement pour la rénovation thermique de copropriétés.

Ces financements ont été contractualisés dans deux conventions : la convention dite « *Rénovation énergétique* » signée le 7 juin 2016, entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM, et une seconde convention dite « *Convention Locale* » en date du 13 septembre 2016.

En complément, une participation aux investissements travaux des copropriétés du programme a été accordée par la Région Occitanie dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015/2020 pour un montant total de 2,5 millions d'euros.

Par délibération n°15031 en date du 27 novembre 2017 Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité apporter une aide complémentaire compte tenu du caractère exemplaire et novateur des projets portés par ces copropriétés. Cette aide collective versée au syndicat des copropriétaires s'élève à 521 000 € pour l'ensemble des copropriétés du programme.

Aujourd'hui la copropriété Las Rebes s'apprête à soumettre le vote des travaux lors d'une Assemblée Générale prévue pour décembre 2019. Aussi le partenariat entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour accompagner financièrement ce projet fait l'objet d'une convention tripartite qui précise les modalités d'intervention de chacune des parties.

Sur la copropriété Las Rebes, les financements prévisionnels représentent respectivement 119 014 € pour la Métropole (2.3 % du montant TTC des travaux éligibles) et 424 310 € pour la Région (8.2 % du montant TTC des travaux éligibles - sous réserve du vote de la Commission Permanente Régionale). Ces subventions s'ajoutent aux aides du PIA ainsi qu'à celles attribuées par Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH), dans le cadre du programme *Habiter Mieux*. La complémentarité entre ces différents financements permet de porter le taux de subvention à plus de 50 % pour cette copropriété.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'octroi d'une subvention à la copropriété Las Rebes dans le cadre de ses travaux de rénovation énergétique ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur la base de la dépense réellement constatée, et dans la limite des crédits annuels alloués ;
- approuver les termes de la conventions tripartite Las Rebes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110300-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention tripartite Région / 3M / copropriété Las Rebes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Jean-Luc SAVY

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique TRANSITION ENERGETIQUE - Exercice 2020

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
3328	ADIL DE L'HERAULT	Fonctionnement		10 000 €
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER	Projet	ANIMATION DE LA PLATEFORME RENOV'ENERGIE	123 750 €
		Projet	ACCOMPAGNEMENT DES COPROPRIETES	30 000 €
4431	LPO LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX	Fonctionnement		5 000 €
TOTAL				168 750 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 935

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER	Fonctionnement	145 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111089-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2020_ALEC_Convention_fonctionnement.pdf
- 2020_ALEC_ConventionProjet_SubventionRenovation.pdf
- ConventionADIL_RenovEnergie2020.pdf
- Conention-LPO_2020-2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORTS ET MOBILITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Noël SEGURA

Transports et Mobilité - Règlement de l'appel à idées pour l'habillage de la Ligne 5 de tramway - Désignation des membres du jury - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de la Ligne 5. La déclaration d'utilité publique a été prorogée pour 5 ans par arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018.

Par délibération n°M2019-539 du 30 septembre 2019, la Métropole a approuvé le principe de s'appuyer sur les citoyens et futurs utilisateurs du tramway pour définir l'habillage des rames associées à la Ligne 5, selon le principe d'un appel à idées ouvert à tous sur le thème « *Citoyens du Monde* » devant promouvoir les valeurs d'universalisme, de respect et d'échanges interculturels et incarner l'engagement citoyen au service de la planète. La Métropole a également approuvé qu'un jury retiendrait les 5 meilleurs projets qui auront, dans le respect d'un règlement, répondu au mieux à l'appel à idées. Ces projets seront ensuite soumis à votation populaire.

Le règlement de l'appel à idées prévoit notamment :

- D'être ouvert à toutes personnes majeurs, mineurs, groupement de personnes ;
- De remettre les idées avec une note explicative accompagnée d'illustrations à réaliser sur deux dessins de rame imposés ;
- L'interdiction d'incorporer, de se baser, de s'inspirer de créations, de marques déposées ou d'images protégées existantes ou bien appartenant à des tiers, et plus généralement d'intégrer sans autorisation ou de porter atteinte à des éléments protégés par des droits de propriété intellectuelle (droit d'auteur, droit des marques, droit des dessins et modèles ...) ou d'autres droits (droit à l'image des personnes et des biens, droit de la personnalité ...) ;
- La cession de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle ou titres de toute nature qui pourraient, le cas échéant, être attachés aux projets, à savoir tous droits de propriété industrielle, droits d'auteur, et tous autres droits de propriété intellectuelle, permettant au cessionnaire de les exploiter librement, directement ou indirectement ;
- Ces droits comprennent notamment l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation, d'utilisations secondaires et dérivées, de distribution, y compris à des fins commerciales, afférents aux résultats, à l'occasion notamment de la mise en œuvre de l'appel à idées et de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que de toutes opérations de communication qui y seraient associées ;
- L'absence de contrepartie financière ;
- De rendre publique l'identité des 5 candidats retenus par le jury ;
- De rendre publique l'identité du lauréat et de pouvoir associer cette identité à toute communication sur cet appel à idées et sur l'idée lauréate.

En modification des dispositions de la délibération du 30 septembre 2019, et suite à un débat en séance de l'assemblée délibérante, il est proposé que la composition du jury soit fixée comme suit :

- 6 élus de la Métropole ;
- 3 personnalités compétentes : le directeur du Moco, le directeur de l'école d'Architecture, le directeur du musée Fabre.

Le Président propose le jury suivant :

- Monsieur Jean Pierre RICO ;
- Monsieur Bernard TRAVIER ;
- Madame Isabelle MARSALA ;
- Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;
- Monsieur Roger CAIZERGUES ;
- Monsieur Éric PENSO ;
- Le directeur du Moco ;
- Le directeur de l'école d'Architecture ;
- Le directeur du musée Fabre.

Il est proposé de décider à l'unanimité de procéder à la désignation des membres de ce jury par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le règlement de l'appel à idées ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation du jury, selon la composition ainsi modifiée, par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner les membres du jury ci-dessus listés et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 17 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Gérard CASTRE, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-107764-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Noël SEGURA

Transports et Mobilité - Avenant n° 2 à la Délégation de Service Public Transports urbains - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* », pour la période 2019-2024. Cet avenant n°1 était sans impact financier.

Le contrat de DSP prévoyait la mise en œuvre d'un nouveau réseau de bus. A travers ce nouveau réseau, l'objectif pour Montpellier Méditerranée Métropole était de renforcer l'attractivité du bus, pour sortir de la logique du tout-tramway qui prévalait ces dernières années. Pour mémoire, le tramway représente aujourd'hui près de 80 % de la fréquentation globale du réseau TaM.

En améliorant l'offre de bus en termes de fréquence, d'amplitude horaire, de vitesse commerciale mais aussi de confort des véhicules, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi conquérir une nouvelle clientèle et améliorer la fréquentation.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce nouveau réseau bus, une première étape a été franchie en septembre 2019 puisqu'elle intègre un renforcement de l'offre bus en termes de fréquence et d'amplitude horaire qui s'est traduit par des kilomètres supplémentaires, principalement sur les communes hors Montpellier. *In fine*, le nouveau réseau ainsi déployé prend en compte :

- Des fréquences renforcées sur de nombreuses lignes ;
- La desserte de nouveaux quartiers ;
- Une amplitude horaire étendue (jusqu'à 22h00 et les dimanches et jours fériés) ;
- Une augmentation des connexions avec le réseau ferroviaire et les zones d'activités ;
- Une meilleure lisibilité de l'offre pour l'usager.

La mise en œuvre de ce nouveau réseau a nécessité au préalable de concerter l'ensemble des communes concernées. Dans ce cadre, des réunions ont été organisées avec les communes afin de présenter l'offre figurant au contrat de DSP et de l'adapter pour répondre au mieux aux besoins de mobilité des habitants.

Ce dialogue engagé avec les communes se poursuivra afin de continuer à adapter au mieux l'offre de transport à la demande des habitants et de travailler sur de nouvelles évolutions, qui pourront être mises en œuvre en septembre 2020.

Dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°2 au contrat de DSP afin de :

- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019, notamment :
 - o La modification du kilométrage ;
 - o La modification des objectifs de fréquentation ;
 - o La modification des objectifs de recettes ;
 - o La modification du montant de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) versée au délégataire et au subdélégataire.
- Prendre en compte les impacts financiers de la location d'autobus articulés pour la desserte de la gare TGV Sud de France du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2022 ;
- Prendre en compte les impacts financiers du changement de motorisation et du décalage de livraison en mai 2020 des 15 bus suburbains achetés par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire (annexe 13) et d'investissements du délégant (annexe 15) ;

- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la prolongation jusqu'au 31 décembre 2020 du service de location de vélos en libre-service Vélomagg ;
- Prendre en compte les impacts financiers de la modification du mode de rémunération des services de transport dédiés aux sorties éducatives scolaires ;
- Prendre en compte les impacts financiers des modifications de la grille tarifaire (annexe 30) imposées par la Métropole ;
- Prendre en compte les impacts financiers de la mise en cohérence des annexes 29 (CEP) et 39 (cahiers financiers) avec l'annexe 31 (mode de calcul des compensations sociales) ;
- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la décision de la Métropole de confier une étude d'exploitabilité des lignes MétroNOME au délégataire (annexe 45) ;
- Mettre à jour certains articles et annexes du contrat de DSP, sans impact financier sur la SFE.

Au-delà des annexes précitées, les annexes n°29 (compte d'exploitation prévisionnel), 39 (cahiers financiers) et 43 (compte de résultat prévisionnel) seront modifiées en application des dispositions du présent avenant.

L'impact financier de l'avenant 2 est une hausse du total des produits d'exploitation (somme des recettes d'exploitation et de la subvention forfaitaire d'exploitation) de +13,364 M€ sur l'ensemble du contrat (2018-2024), soit une augmentation de +2,1 % par rapport au contrat initial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 au contrat de DSP des transports publics urbains, ainsi que les annexes mises à jour ;
- dire que la dépense correspondante est prévue au budget principal et au budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111164-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 13_Investissements subventionnés_avenant 2.pdf
- Annexe 15_Investissements 3M_avenant 2.pdf
- Annexe 29_CEP_avenant 2.pdf
- Annexe 30_Grille tarifaire_avenant 2.pdf
- Annexe 39_Cahiers financiers_avenant 2.pdf
- Annexe 40_Modalités d'exploitation des P+Tram_avenant 2.pdf
- Annexe 45_Assistance lignes Métronomes_avenant 2.pdf
- Avenant 2 DSP_2019-12.pdf
- Délibération avenant 2 DSP_2019-12.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Noël SEGURA

Voirie, Espace public - Investissement - Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Montpellier et Jacou - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L5217-7 et L5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les communes de Montpellier et de Jacou souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements de voirie. Les communes soumettront ou ont soumis l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils Municipaux respectifs.

Ainsi, la commune de Montpellier présentera le projet de fonds de concours à son Conseil Municipal du 19 décembre 2019.

La commune de Jacou a présenté le projet de fonds de concours à son Conseil Municipal du 9 décembre 2019.

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de conventions sont les suivants :

Pôle Territoire Montpellier : Commune de Montpellier

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Programme maintenance éclairage	3 584 274,00	2 986 895,00		1 463 578,55	49 %
Programme maintenance voirie	9 577 908,00	7 981 590,00		2 554 108,80	32 %
Montpellier Au Quotidien ; Voirie	420 000,00	350 000,00		171 000,00	49 %
Montpellier Au Quotidien ; Eclairage	120 000,00	100 000,00		49 000,00	49 %

Pôle territorial Vallée du Lez : Commune de Jacou

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Travaux rue Soubeyran	443 247,00	369 373,00		180 992,00	49 %
Etudes travaux voirie	11 720,00	9 767,00		4 785,00	49 %
Rénovation éclairage public	28 783,00	23 985,00		11 753,00	49 %

En conséquence, Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours tels que présentés ci-dessus ;
- approuver les conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- dire que les dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrites à son budget de l'exercice en cours, au chapitre 908, et imputées sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer, après délibérations concordantes des communes de Montpellier et Jacou, les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111277-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention FDC Mpt Jacou
- CONVENTION FDC V2.docx
- ANNEXE 1 V2.docx

- Copie de ANNEXE 2 DETAIL FINANCIER FDC 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA

Voirie, Espace public - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage - Commune de Restinclières - Requalification de la route de Montpellier entre la rue du Puits et le chemin du Bois - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La Commune de Restinclières souhaite dynamiser son centre village en y créant un nouveau lieu de vie : une place accueillant une halle ouverte à proximité de la Place de la Mairie. Parallèlement à cette opération communale, Montpellier Méditerranée Métropole a pour projet la requalification de l'ensemble de la traverse de ce village (entre la rue du Puits et le chemin du Bois), et donc de la voirie desservant cette nouvelle place.

La cohérence de l'opération impose que les éléments de programme soient traités de façon coordonnée. La Métropole et la Commune ont envisagé la conclusion d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, qui prévoit que l'ensemble de l'opération soit piloté par la Commune.

En application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée qui prévoit que : « Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération ».

En conséquence, les deux parties ont convenu de la désignation de la Commune de Restinclières comme maître d'ouvrage unique de l'opération d'aménagement de la Place du Marché et de la requalification de la route de Montpellier entre la rue du Puits et le chemin du Bois.

Les parties ont convenu de la répartition financière suivante portant uniquement sur les travaux de voirie, la construction de la halle ouverte étant financée à 100 % par la commune :

- Participation de la Commune de Restinclières : 0 €
- Participation de Montpellier Méditerranée Métropole : 420 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Restinclières et Montpellier Méditerranée Métropole relative à l'aménagement de la Place du Marché et à la requalification de la route de Montpellier entre la rue du Puits et le chemin du Bois ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110284-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Délib commune
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA

Voirie, Espace public - Avenant n°1 à la Délégation de Service Public pour l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots de plage 1, 2 ,3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

L'Etat peut conclure des concessions de plage pour organiser l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages (article L.2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques) pour répondre aux besoins du public qui portent essentiellement sur la pratique balnéaire. Ces concessions peuvent ainsi accueillir des plagistes, titulaires de sous-traités d'exploitation dont l'activité principale reste la location de matériel et comme activité accessoire la restauration avec ou sans service de table.

L'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, issu de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), prévoit que la Métropole est dorénavant l'autorité compétente en lieu et place des communes pour la gestion des concessions de plage dans les conditions définies à l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu confier la concession par l'Etat de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone pour une période de 10 ans soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2028 par arrêté préfectoral n°DDTP34-2019-06-10458.

Pour application de ces dispositions, la Métropole de Montpellier par délibération n° M2018-507 du 20 septembre 2018 a acté le principe et le lancement d'une délégation de service public et la conclusion de sous-traités d'exploitation rattachés à celle-ci.

Cependant, à la demande des services de la préfecture de l'Hérault et de la Direction Générale des Finances Publiques il convient de passer un avenant n°1 au contrat de concession suivant les moyens exposés ci-après :

Considérant que deux des quatre lots de plage exercent une activité commerciale de restauration laquelle est prévue accessoirement à l'activité principale de référence « *location de matériel* », et des difficultés récurrentes portant, notamment, sur la problématique des nuisances sonores sur l'ensemble des plages naturelles du territoire héraultais, le Préfet a décidé de modifier l'article 4-2 du cahier des charges de la concession dans les conditions suivantes :

« La restauration est destinée à recevoir l'activité de commerce de restauration froide ou chaude avec ou sans service de table. Les activités de restauration ne peuvent être qu'accessoires à l'activité de location de matériel susvisé. Par ailleurs la musique d'ambiance est autorisée, et respectera les dispositions des articles R 1336-4 et suivants du Code de la Santé Publique portant dispositions applicables aux bruits de voisinage qui définit en référence à la règle d'égale énergie fondée sur un niveau de pression acoustique continu équivalent à 80 décibels pondérés A sur 8H ».

Enfin à la demande de la Direction Générale des Finances Publiques, il convient de modifier l'article 11 du cahier des charges de la concession portant erreur matérielle sur la rédaction du calcul de la redevance domaniale qui, pour sa part variable, est calculée sur la redevance de l'année en cours et non l'année précédente dans les conditions suivantes :

« La part variable est égale à 30 % du produit des conventions d'exploitation des concessions de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone de l'année en cours ».

L'avenant, portant sur le renforcement des mesures relatives aux bruits de voisinage et des modalités de calcul de la redevance domaniale payée par la Métropole, ne modifie pas l'économie générale de la concession.

L'ensemble de ces nouvelles dispositions présentées ci-dessus faisant l'objet du présent avenant n°1 au contrat de concession seront applicables au démarrage de la saison estivale 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 du cahier des charges de la concession de la Délégation de Service Public pour l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots 1, 2, 3, et 4 situés sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- solliciter auprès des services de l'Etat un avenant à la concession de plages sans enquête ni consultation publique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110545-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- cahier des charges concession

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA

Voirie, Espace public - Aménagement d'un barreau routier entre la RD24E2 et la RM613 - Modification de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et financière entre le Département de l'Hérault et la Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du développement et de l'aménagement de son territoire, la Métropole sécurise régulièrement son réseau viaire, y compris en limite de son territoire. A l'occasion de l'aménagement de la ZAC des Châtaigniers, qui a pour vocation d'accueillir de l'habitat et des équipements publics et d'intérêt collectif sur la commune de Saint-Aunès, la Métropole et le Département de l'Hérault souhaitent :

- Régler le problème de l'insécurité actuelle du carrefour sur la RM613 qui ne peut être qu'aggravée par des trafics supplémentaires liés à la ZAC des Châtaigniers ;
- Apporter une desserte au parc d'activités du Salaison dans le cadre de sa requalification ;
- Améliorer la desserte de la ZAC les Châtaigniers.

En conséquence, forts de cette volonté commune de développer le territoire, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, ont décidé de créer une nouvelle section de route, barreau routier, entre la RD24E2 et la RM613 afin de mettre en sécurité le fonctionnement de ce secteur et d'améliorer sa fluidité.

C'est dans ce contexte qu'il est proposé de modifier et de remplacer les conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et financière, initialement délibérées le 18 octobre 2018 (n° M2018-532) afin de développer ce partenariat pour en optimiser les termes à l'occasion des remises des études de faisabilité et d'unifier les accords sous un seul et même dispositif.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2017, en application des dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et de la convention de transfert intervenue le 22 décembre 2016 avec le Département de l'Hérault, la Métropole est propriétaire de l'ensemble des voiries départementales situées sur son territoire et en assure la gestion.

Par conséquent, la maîtrise d'ouvrage de l'opération de recalibrage de la RD24E2 / RM613 se répartit désormais entre la Métropole et le Conseil Départemental de l'Hérault au regard de leur territoire respectif.

Compte tenu de la superposition des occupations et de la complexité à laquelle conduirait la réalisation de travaux concomitants sous maîtrises d'ouvrage distinctes à l'intérieur d'un même périmètre, les parties ont souhaité recourir aux modalités de co-maîtrise d'ouvrage, tel que le prévoit l'article L.2422-12 du Code de la commande publique, qui permet, lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages publics, que ces maîtres d'ouvrages désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans le cadre d'une convention.

C'est pourquoi, afin de ne pas retarder l'avancement de l'opération, les parties ont convenu de recourir à un transfert de maîtrise d'ouvrage permettant à la Métropole, territorialement la plus concernée par le projet, de poursuivre l'opération engagée de sécurisation.

De surcroît, au titre des avantages que représente pour elles un tel aménagement, Pays de l'Or Agglomération et la commune de Saint-Aunès ont décidé d'engager leurs concours financiers vers la Métropole maître d'ouvrage, dans les conditions définies par convention.

La convention a donc pour objet de désigner la Métropole maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement de la RD24E2 / RM613 ainsi que les modalités financières et techniques et ce pour l'ensemble du projet.

Le montant de l'opération a été évalué à 1 832 740 € HT (valeur 2018).

Une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre le Département de l'Hérault et la Métropole a déjà fait l'objet d'une délibération n°M2018-532 en date du 18 octobre 2018. Des modifications ont été apportées à la convention en terme de modalités de réception des travaux, d'introduction d'un plan de financement et d'une domanialité à terme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les précisions et modifications apportées ;
- approuver le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le Département de l'Hérault pour le transfert effectif de maîtrise d'ouvrage du projet de recalibrage de la RD24E2 / RM613 au profit de la Métropole ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110332-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Programme détaillé
- Plan de situation
- Convention financière

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA

Voirie, Espace public - Commune de Saussan - Zac les Horts de Vernis - Projet de Programme des équipements publics - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Les Horts de Vernis » a été créée par délibération du conseil municipal de Saussan le 24 février 2014. Cette opération d'aménagement d'une superficie d'environ 10 hectares se situe au sud de la Commune de Saussan en couture directe de l'urbanisation existante et constitue un lien avec une zone d'activités existante. Elle s'inscrit dans une démarche volontaire de développement urbain maîtrisé destiné à la création de logements. Son aménagement doit se dérouler sur plusieurs années. Ses principaux objectifs sont de :

- Conforter les limites d'urbanisation du village et maîtriser l'étalement urbain ;
- Permettre la mise en place d'un projet urbain et social d'ensemble ;
- S'appuyer sur une trame viaire et des espaces publics en cohérence avec l'existant.

Par délibérations du conseil municipal en date du :

- 6 mars 2014, la Commune de Saussan a décidé de confier l'aménagement de la ZAC précitée à la société Angelotti Aménagement via la signature d'un traité de concession d'aménagement. La société précitée sera communément dénommée dans la présente délibération « l'aménageur » ;
- 8 février 2018, le conseil municipal de Saussan a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC « Les Horts de Vernis » ;
- 12 avril 2018, le conseil municipal de Saussan a approuvé le dossier de réalisation modificatif n°1 de la ZAC « Les Horts de Vernis ».

En application de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme et dans le cadre de l'élaboration du dossier de réalisation modificatif n°2 qui intègre le projet de programme d'équipements publics à réaliser dans la ZAC « Les Horts de Vernis », la Commune de Saussan sollicite l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole en ce qui concerne :

- Le principe de réalisation par l'aménageur des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage incombe normalement à Montpellier Méditerranée Métropole et qui regroupent le réseau d'assainissement des eaux usées, les voiries (espaces de circulation, éclairage public, mobilier urbain et espaces paysagers), le réseau urbain d'assainissement des eaux pluviales et la défense incendie ;
- Les modalités d'incorporation à terme des équipements publics précités dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le principe de financement des équipements publics précités et la participation financière de l'aménageur de la ZAC « Les Horts de Vernis » à leur financement.

Le réseau d'assainissement des eaux usées sera réalisé conformément à la convention tripartite signée le 10 février 2016 entre la Commune de Saussan, la société Angelotti Aménagement et Montpellier Méditerranée Métropole. Le projet de programme des équipements publics intégré dans le dossier de réalisation modificatif n°2 apparaît conforme à la convention tripartite, en ce qui concerne les principes de réalisation du réseau public d'assainissement des eaux usées et les modalités de financement de celui-ci.

Les voiries seront réalisées conformément au dossier de réalisation modificatif proposé, en structurant l'espace circulé autour d'un axe central orienté Nord/Sud et d'un maillage pour les dessertes des autres lots. L'aménageur permettra aux services opérationnels de Montpellier Méditerranée Métropole d'effectuer le suivi de chantier jugé nécessaire. Enfin, en tant que de besoin, une convention organisant les conditions de transfert patrimonial des espaces publics créés pourra être adoptée ultérieurement.

Le réseau urbain d'assainissement des eaux pluviales sera réalisé en conformité au dossier « loi sur l'eau » et au plan d'aménagement proposé. En particulier, l'articulation de ce réseau autour d'une noue centrale qui accompagne l'axe principal de voie circulée est un élément de traitement fort des eaux pluviales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de programme des équipements publics intégré au dossier de réalisation en ce qui concerne les équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage incombe normalement à Montpellier Méditerranée Métropole, sur les compétences voirie / espaces publics et réseau d'assainissement pluvial ;
- approuver le principe d'incorporation au patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage lui incombe normalement, et dire qu'en tant que de besoin, une convention pourra être signée avec l'aménageur pour en organiser les modalités ;
- approuver les principes de financement des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage incombe normalement à Montpellier Méditerranée Métropole, notamment les montants à la charge de l'aménageur ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer toute convention à intervenir avec l'aménageur et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Thierry BREYSSE.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-112663-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

